



DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13920 - 8 F

DIMANCHE 29-LUNDI 30 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Un sommet pour la démocratie aux Amériques

**CONVOQUÉ** par le président costaricien Oscar Arias, vendredi 27 et samedi 28 octobre dans sa capitale San-José, le « sommet des Amériques » s'annonçait protocolaire. Le président Bush n'en avait pas moins décidé d'y participer : tant le thème de la manifestation, la célébration de la démocratie, dont c'est le centième anniversaire dans la petite République, que le lieu de sa convocation, cette Amérique centrale qui a tant préoccupé les États-Unis dans les années 80, justifiaient cet intérêt. Dès lors, quatorze autres chefs d'Etat et de gouvernement du continent se sont eux-mêmes déplacés ; et les discussions sont devenues substantielles.

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, tout d'abord, a créé la surprise en annonçant la demande d'adhésion de son pays à l'Organisation des États américains, dont il deviendra ainsi le trente-deuxième membre. Cette décision, qui confirme la relance d'une diplomatie longtemps poussive, est logique, vu la place éminente désormais occupée sur le continent par le Canada. Assez habile pour ne pas se plier à tous les desiderata de Washington sans pour autant se dresser contre son grand allié, Ottawa a su gagner la confiance de ses partenaires latins du Sud.

On ne saurait tenir non plus pour négligeable l'annonce d'une prochaine réunion, longtemps rendue impossible par de sérieuses divergences entre les pays producteurs de café de la région : la chute des cours des matières premières est en effet l'une des composantes de la grave crise que vit l'Amérique latine depuis huit ans.

La participation au « sommet des Amériques » des chefs des oppositions était bien la moindre des choses étant donnée la nature de la cérémonie. La présence dans l'assistance du Panaméen Guillermo Endara — alors même que le chef de l'Etat intronisé par le général Manuel Noriega n'était pas invité — en disait long, néanmoins, sur l'engagement dans l'hémisphère de l'homme fort du pays. Le fait est important : il est moins, en effet, une concession aux États-Unis, bien incapable depuis des années de se faire aveuglément obéir au Sud, qu'un hommage rendu à la démocratie — une valeur décidément en hausse en Amérique latine.

**C'EST** le Nicaragua, cependant, qui, une fois encore, à San-José, aura tenu la vedette. La poignée de mains entre M. Bush et son homologue Daniel Ortega a beau avoir été furtive, elle sera exploitée à Managua : les autorités sandinistes sont, en effet, intéressées à ne pas abandonner à M<sup>lle</sup> Violeta Chamorro, candidate de l'opposition pour les présidentielles de février, également présente au sommet, l'image d'un monopole des relations avec les États-Unis.

Et, surtout, le président nicaraguayen a annoncé son intention de mettre fin au cessez-le-feu en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1988, en raison d'une virulente reprise des attaques de la Contra.

Il est certain que l'opposition armée nicaraguayenne n'a plus la même stratégie que l'opposition politique. Mais la confirmation de la reprise des offensives ne serait certes pas de bon augure pour un déroulement serein de la campagne électorale.

Lire nos informations page 4

M 0146 1030 0 6 00 F



## Le 71<sup>e</sup> anniversaire de la République Les événements de RDA encouragent l'opposition tchécoslovaque

Prague célébrait samedi 28 octobre le 71<sup>e</sup> anniversaire de la République tchécoslovaque. L'opposition avait appelé ses sympathisants à se rassembler. Nombre de leurs dirigeants ont été interpellés préventivement — dont le dramaturge Vaclav Havel. L'ambiance était cependant relativement détendue dans le centre-ville, où le dispositif policier était peu massif. L'influence des événements dans les autres pays de l'Est, notamment en RDA, commence à se faire sentir en Tchécoslovaque, où les autorités sont obligées de tenir compte d'une mobilisation croissante.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Pour la première fois depuis bien longtemps, Prague se prend à espérer. L'heure n'est plus à la dramatisation ni à la fatalité du malheur, même si l'on redoute encore la brutalité de la police pour ce soixante-et-onzième anniversaire de la création de la République tchécoslovaque que le pouvoir communiste et l'opposition « illégale » célèbrent chacun à sa manière. Avec l'extraordinaire accélération des événements en Pologne et en Hongrie et, surtout, avec les manifestations quotidiennes chez leurs voisins est-allemands, les Tchécoslovaques se sentent de moins en moins seuls.

« Bien sûr, nous avons toujours de la répression », relève Anna Sabatova, militante des droits de l'homme, dont le père, Jaroslav Sabata, ancien responsable de 1968, a été interpellé vendredi matin, dont le mari, le dissident Petr Uhl, a pré-

féféré devancer les policiers et prendre la poudre d'escampette deux jours avant les commémorations et dont la police vient de couper le téléphone. « Mais il se passe beaucoup de choses encourageantes ».

C'est pour cela sans doute que, à la veille du 28 octobre, l'atmosphère est beaucoup moins tendue que l'année dernière, lorsque personne ne voyait le bout du tunnel. Elle est moins tendue aussi qu'à la veille du 21 août dernier, lorsque certains membres de l'opposition, comme l'auteur dramatique Vaclav Havel, avaient appelé les gens à ne pas manifester par crainte de sanglantes provocations.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 3

« Moscou et l'Europe de l'Est »

Lire page 3

l'article de Bernard Guetta et nos informations page 5

## Les agents resteront des fonctionnaires

## M. Quilès annonce une réforme du statut juridique des PTT

Le gouvernement va réformer le statut juridique des PTT, aujourd'hui administration d'Etat, mais ne touchera pas à celui de ses 450 000 agents, qui resteront fonctionnaires. Leurs qualifications et classifications seront néanmoins l'objet d'un « réexamen profond », a annoncé vendredi 27 octobre M. Paul Quilès, ministre des postes, télécommunications et espace. La CGT estime que « tous les dangers sont maintenus ». Si la CFTC est nuancée, la CFDT se félicite des négociations « sur un projet social ». FO, pour sa part, parle de « succès » à propos du maintien du statut de fonctionnaire.



Lire l'article de Françoise Vaysses page 17

## La sclérose des institutions

Trois ans sans élection : ce délai doit permettre de rénover un système qui en a bien besoin

par Alain Duhamel

Parmi les principales causes de l'actuelle anorexie politique des Français figure en bonne place ce facteur, en général respectueusement ignoré : la sclérose des institutions. Lorsqu'elle avait été conçue il y a trente et un ans, la Constitution de la V<sup>e</sup> République se voulait résolument thérapeutique. Il s'agissait de combattre les abus du « régime des partis » ainsi que l'impuissance et l'instabilité nées d'une hypertrophie du pouvoir parlementaire. Le remède a si bien réussi qu'il provoque des inconvénients inverses : un déséquilibre des pouvoirs au bénéfice de l'exécutif, et une démobili-

sation des citoyens. Les Français de 1958 vivent dans une société mieux formée, mieux informée, plus ouverte et moins autoritaire qu'en 1958. Ils ont donc d'autres aspirations et d'autres exigences que la pratique institutionnelle d'aujourd'hui ne satisfait pas.

Le déséquilibre du pouvoir est devenu spectaculaire. Si le Conseil constitutionnel a fort heureusement su rehausser son prestige et élargir son influence, l'hégémonie de l'exécutif s'est enracinée. Malgré un président de la République et un premier ministre sincèrement soucieux de faire progresser l'Etat de droit, malgré une très étroite majorité relative à l'Assemblée

et une situation de minorité permanente au Sénat, l'exécutif est le maître absolu. Les pères fondateurs de la V<sup>e</sup> République voulaient rationaliser le travail parlementaire, ils n'y sont pas parvenus. Ils souhaitent préserver le rôle du Parlement, ils l'ont abaissé jusqu'à l'affaissement.

L'Assemblée nationale et le Sénat remplissent en théorie trois fonctions : la fabrication de la loi, le contrôle de l'action gouvernementale, l'organisation du débat politique. Ils sont désormais dans l'incapacité de le faire de façon satisfaisante. Le Sénat apparaît crépusculaire et l'Assemblée nationale, colonisée par le gouvernement.

Lire la suite page 6

## Mort de Kateb Yacine

L'écrivain et dramaturge algérien est décédé, samedi, à Grenoble. Lire page 20

## L'accord de Taëf sur le Liban

Le général Aoun persiste dans son refus. Lire page 20

## Les alliances de Thomson

La BNP s'engage sur le Crédit lyonnais. Lire page 20

## Succès du lancement d'Ariane

La fusée européenne a mis sur orbite le plus gros satellite de communication. Lire page 20

## Légiférer sur la bioéthique

Un entretien avec M. Guy Braibant. Lire page 13

## « Grand Jury RTL-le Monde »

L'industriel et financier italien Carlo De Benedetti invité dimanche à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 20

## David ou le fracas de l'Histoire

Jean Starobinski retrace l'itinéraire de ce peintre témoin et acteur de la Révolution, mis en lumière par une exposition

Une exposition considérable consacrée au peintre Jacques-Louis David s'ouvre au Musée du Louvre et au château de Versailles. Le philosophe Jean Starobinski, l'auteur des « Emblèmes de la raison » et de « l'Invention de la liberté », évoque cet artiste, héritier du siècle des Lumières et hanté par l'Histoire.

« Chronologiquement, David appartient plutôt au dix-huitième siècle. Son art annonce plutôt celui du siècle suivant. Où le classer ? — Rien de plus fascinant, lors de grandes occasions comme

celle-ci, que le parcours de la première salle. On y voit un artiste qui n'a pas encore trouvé son langage et qui, peu à peu, ou brusquement, le découvre, en prend possession, et parfois l'impose à son époque. Les premières œuvres de David, ses travaux de concours, sont d'un continuateur de Boucher, d'un admirateur du Corréus de Fragonard. David commence par jouer le jeu du rococo. Il en attrape la manière et le papillonnage, jusque dans un sujet austère comme la Mort de Sénèque.

Le séjour à Rome va être l'occasion de tout remettre en question. Une nue se produit, peut-être de façon moins subite qu'on ne l'a dit. Le dessin

d'après l'antique est l'une des épreuves initiatiques. Or l'antique, ce sont les statues, les sarcophages des musées vaticans, c'est aussi le travail sur le modèle, mais dont l'anatomie est éclairée par le soleil qui luit dans l'Illiade. En quoi David ressemble à tant d'autres artistes européens venus, eux aussi, découvrir à Rome les traces d'une grandeur qu'ils souhaitent voir renaitre...

Le premier séjour à Rome de David aboutit au Saint Roch, proche encore des Italiens du Seicento, et au superbe portrait de Stanislas Potocki.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX Lire la suite page 14

1939 - 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ DISPONIBLE EN UN SEUL NUMÉRO

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 p. 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Chili, 200 P. ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 2 400 DL. ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 FPrincipaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.Le Monde  
PUBLICITE5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 FImpression  
du Monde  
à l'Imprimerie  
de la Ville  
94052 IVRYReproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les cotisations  
et index du Monde en (1) 42-47-20-61.Le Monde  
TÉLÉMATIQUEComposé 38-15-Tapaz LEMONDE  
ou 38-15-Tapaz LM

## ABONNEMENTS

SP 587 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-96-72

	FRANCE	EUROPE	MONDE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	395 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 450 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne. Tarif sur demande.Pour vous abonner  
RENOUVEZ-CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABOPORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)Changement d'adresse définitif en prévi-  
sant : nos abonnés sont invités à for-  
muler leur demande deux semaines avant  
leur départ. Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
PORT PAYÉ : PARIS REBULLETIN  
D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie. 921 MONUS

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publicationAnciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Favret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1988)Rédacteur en chef :  
Daniel VernetCoadjuteur en chef :  
Claude SalesAdministrateur général :  
Bernard Woutts7 RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDPAR 850572 F ;  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

## DATES

Il y a dix ans

## L'assassinat de Park Chung-hee à Séoul

AVEC l'assassinat, le 26 octobre 1979, de l'ex-général Park Chung-hee, abattu par un de ses hommes de confiance, Kim Jae-kyu, directeur de la toute-puissante Agence centrale de renseignement coréenne (KCIA), l'une des périodes les plus troubles de l'histoire moderne de la Corée du Sud prenait fin. Du moins pouvait-on le penser.

Sous la férule de Park, la Corée avait certes connu en dix-huit ans un essor économique spectaculaire. Une modernisation et un développement aux forces dont le prix, en termes sociaux et politiques, avait néanmoins été élevé. Au cours des dernières années, Park avait resserré le carcan policier et militaire dans lequel il tenait le pays, faisant arrêter et juger sommairement ceux qui se battaient pour une plus grande liberté. Cet assassinat fut donc ressenti comme un dénouement tragique qui pourrait cependant permettre à la Corée d'entrer dans une phase de transition. Celle-ci fut de courte durée.

Dix ans après la mort de Park Chung-hee, à la lumière des événements dramatiques qui suivirent et au regard du régime plus répressif et plus brutal qu'instaura son successeur, le général Chun Doo-hwan (qui resta au pouvoir jusqu'en décembre 1987), mêmes ceux qui combattirent Park et furent victimes de sa police admettent aujourd'hui qu'il a sorti le pays de l'ornière de la pénurie et reconnaissent à son « autoritarisme » au moins une circonstance atténuante : il n'atteignait jamais le degré de répression que connaît la Corée par la suite.

Replacés dans une perspective historique, l'assassinat de Park et son contexte de profond malaise social, de revendication et de répression apparaissent comme l'un des soubresauts du cheminement chaotique de la Corée vers une libéralisation et un système politique plus adapté à un pays au niveau de développement économique remarquable et à une société qui, ni historiquement ni culturellement, ne peut en rien être assimilée à une nation du tiers-monde.

« Je voudrais que mes compatriotes acheminent ce que j'ai commencé, évitent la confusion comme le retour au passé », devait déclarer devant ses juges Kim Jae-kyu, l'assassin du président. Non seulement son vœu ne sera pas exaucé, mais encore la Corée allait connaître une vague de répression qui culmina dans le massacre de Kwangju, en mai 1980.

## Dîner

## à la Maison Bleue

Si, au lendemain de l'assassinat de Park Chung-hee, on peut penser qu'il y avait un complot à l'origine de celui-ci, cette hypothèse n'a jamais pu être démontrée. Kim Jae-kyu, comme il le répéta au cours de son procès, semble avoir agi seul. Étrange personnage que cet ex-général, que rien, semble-t-il, ne prédisposait à jouer le rôle de l'« assassin du tyran ». Commandant d'active (de la sixième puis de la troisième armée), il avait été placé en 1976 à la tête de la KCIA par celui qu'il allait tuer trois ans plus tard. Kim Jae-kyu était un proche et un ami de Park. Il ne pouvait ignorer les méthodes du régime puisque c'étaient ses services qui arrêtaient et torturaient les opposants. Tout en réaffirmant, au cours du procès, son admiration pour Park, il déclara qu'il était néanmoins décidé à l'éliminer.

Qu'est-ce qui le poussa à agir au cours de ce dîner à la Maison Bleue (résidence présidentielle) auquel participait le chef de la garde de Park, Cha Chi-chul ? Seules les deux femmes — dont une chanteuse connue, maîtresse de Park — qui étaient présentes auraient pu le dire, mais elles ne parlèrent jamais. Selon la version officielle du meurtre, une altercation très violente se produisit dès le début du dîner (vers 19 heures) entre le président et le chef de sa garde, d'une part, et Kim Jae-kyu, de l'autre. Il était notamment reproché à celui-ci de ne pas avoir été capable de réprimer les émeutes qui avaient eu lieu les jours précédents à Pusan et à Masan, dans le sud de la péninsule. C'est alors que Kim Jae-kyu alla chercher son arme au premier étage et ordonna

aux cinq hommes qui l'accompagnaient d'éliminer les gardes du corps du président. Revenu dans la pièce, il tira d'abord sur le général Cha puis sur le président. Blessé, celui-ci était soutenu par l'une des femmes lorsque Kim Jae-kyu ouvrit le feu à nouveau, l'achevant d'une balle dans la tête.

Kim Jae-kyu se rendit alors dans le bâtiment voisin où était le général Chung Seung-hwa, chef d'état-major de l'armée de terre, qui allait devenir le commandant responsable de la loi martiale proclamée à l'aube du lendemain. Les deux hommes partirent immédiatement pour le commandement général des forces armées. Au cours du trajet en voiture, Kim resta dans la vague sans préciser qui avait tué Park. C'est vers minuit qu'il sera arrêté par le ministre de la défense. Quatre heures plus tard, la loi martiale était proclamée et le premier ministre, M. Choi Hyu-ha, fut nommé président par intérim. C'est, semble-t-il, à ce moment seulement que le commandement des forces américaines stationnées en Corée a été prévenu.

Si aucun élément ne permet de parler de conspiration, il paraît clair qu'il était apparu une dissension au sein de l'armée entre ceux qui étaient partisans de la répression menée par Park et ceux qui estimaient qu'elle ne pouvait qu'aggraver l'instabilité. Selon des sources américaines interrogées à l'époque à Séoul, les principaux responsables militaires avaient eu à plusieurs reprises des entretiens secrets sur la détérioration de la situation politique. Ils étaient surtout inquiets de voir que les troubles à Pusan et à Masan se poursuivaient malgré une première intervention de l'armée régulière. Kim Jae-kyu assistait à ces entretiens. Il aurait notamment averti les généraux qu'une manifestation prévue pour le 29 octobre à Séoul pourrait avoir une ampleur encore plus grande que celle de Pusan et de Masan et que des heurts violents entre les manifestants et la troupe semblaient inévitables.

Renforcement  
de l'arbitraire

En 1978 et 1979, la Corée avait connu une grande instabilité politique. Malgré une répression sévère, l'opposition s'était élevée contre le système Yushin (les « réformes revitalisantes ») et la Constitution imposée par Park en 1972. La loi suprême avait considérablement restreint les prérogatives du Parlement ; elle conférait en revanche au

président des pouvoirs quasi absolus (notamment celui de proclamer l'état d'urgence) et illimités dans le temps, lui permettant de se succéder indéfiniment à lui-même. Sans stabilité, affirmait le pouvoir, la Corée du Sud ne pouvait ni faire face à la menace représentée par le Nord ni développer son économie. Ce renforcement de l'arbitraire provoqua une vague de protestations dont les Églises chrétiennes seront l'un des moteurs.

L'argument le plus efficace du régime Park avait été un succès économique qui s'était traduit, à des degrés divers, par une amélioration tangible du niveau de vie de la majorité. Mais au cours de 1979 une détérioration de la situation économique (inflation, ralentissement de l'activité, perte du pouvoir d'achat) avait provoqué un mécontentement ouvrier et un malaise social de plus en plus évidents. Sur le plan politique, d'autre part, l'opposition l'avait emporté de quelques points aux élections de décembre 1978 sur le parti au pouvoir qui n'avait recueilli que 30,9 % des suffrages. Un tiers des membres de l'Assemblée étant nommés par le gouvernement, les opposants ne détenaient pas pour autant la majorité parlementaire, mais la signification de ce vote n'en était pas moins claire : les électeurs avaient exprimé leur désir de changement. Le mécontentement était particulièrement prononcé dans les villes.

Première alerte  
en 1971

La mort d'un ouvrier, à la suite d'une brutale intervention de la police au siège du parti d'opposition, le 11 août, la confrontation de plus en plus dure entre celle-ci et le gouvernement et les manifestations violentes qui commençaient à Pusan, où l'armée avait relevé la police de sa mission de maintien de l'ordre, avaient contribué, début octobre, à créer une situation explosive qui préoccupait Washington. M. Harold Brown, alors secrétaire à la défense, était arrivé le 18 octobre à Séoul pour participer aux pourparlers annuels sur la sécurité, porteur d'une lettre du président Carter demandant à Park Chung-hee d'assouplir sa position et de limiter la répression.

Déjà, au début des années 70, Park Chung-hee, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire en 1961, renversant un gouvernement relativement démocratique mais faible, qui avait succédé un an auparavant au régime Syngman Rhee emporté par

des manifestations étudiantes, avait vu son pouvoir vaciller. La première alerte avait été l'élection présidentielle de 1971 qu'il remporta de justesse, battant de peu le candidat de l'opposition, Kim Dae-jung. Il avait alors réagi en imposant une Constitution taillée sur mesure, en faisant enlever à Tokyo M. Kim Dae-jung par la KCIA (le leader de l'opposition ne dut de rester en vie qu'à une intervention *in extremis* de Washington), qui fut placée en résidence surveillée, et en resserrant les écrous de la répression. Les quatre dernières années du régime Park n'en furent pas moins émaillées d'incidents et de scandales qui le conduisirent à se durcir.

Vide  
politique

En octobre 1979, la récession économique aiguisait les griefs politiques et augmentant l'audience de l'opposition, Park était à nouveau confronté à une crise profonde de son régime. Il était pratiquement coupé de ceux qui lui conseillaient la modération. Surtout, il était pris dans l'engrenage de la répression. S'il relâchait son contrôle, l'exigence de réforme risquait de s'étendre et l'initiative de lui échapper. Mais en s'en tenant dans la manière forte, il rendait la situation encore plus explosive.

L'assassinat de Park créa un vide politique énorme. Avec à sa tête comme président par intérim, un homme, M. Choi Hyu-ha, qui n'avait ni un brillant passé ni une base politique indépendante, le gouvernement jouvra entre les partisans de la ligne dure et un courant de réconciliation qui se dessinait aussi chez les opposants. Les décrets d'urgence furent levés et une commission parlementaire fut chargée de rédiger un projet de Constitution. Mais l'économie continuait à se dégrader et la loi martiale était maintenue. Les militaires, qui depuis la fin de la guerre de Corée avaient toujours été la grande force politique du pays, ne tardèrent pas à prendre position. Dans la nuit du 12 décembre, une brochette de généraux, dont Chun Doo-hwan, commandant de la sécurité militaire, et Roh Tae-woo, alors commandant de la 9ème division d'infanterie stationnée au nord de Séoul, lancèrent un coup de force contre leurs supérieurs qui leur assuraient le contrôle de l'armée. Ils placèrent en état d'arrestation le général Chung Seung-hwa, commandant de la loi martiale, et d'autres officiers supérieurs, sous l'accusation de complicité dans l'assassinat de Park et de corruption.

À la faveur de ce coup de force, c'est bel et bien une junte qui se mettait en place. Et elle allait manœuvrer, d'abord en coulisant puis ouvertement, un gouvernement de façade qui tombera comme un fruit mûr lorsqu'il n'aurait plus de raison d'être. Le général Chun disposera d'un formidable pouvoir : chef des services de renseignement militaire, il assumera, à partir d'avril 1980, les fonctions de directeur par intérim de la KCIA. Si, au début de 1980 et malgré la loi martiale, les Coréens ont pu penser qu'ils étaient en train de passer progressivement d'un régime autoritaire à un système plus démocratique promis par les successeurs de Park, le coupet ne tarda pas à retomber, violemment.

Alors que l'agitation étudiante se poursuivait à Séoul, le général Chun imposait au gouvernement, le 17 mai, une extension de la loi martiale à tout le territoire et, dans la foulée, faisait arrêter Kim Dae-jung. À Kwangju, capitale de la province natale de ce dernier, commencèrent alors des manifestations particulièrement violentes qui n'étaient pas sans rappeler celles de Pusan et de Masan dans les jours précédant l'assassinat de Park. Dans la nuit du 21 mai, les troupes spéciales intervinrent. Il y aura finalement plus que les deux cents morts admis par le gouvernement. L'affrontement que Kim Jae-kyu voulait éviter en assassinant Park Chung-hee aura été différé de quelques mois. Et c'est avec du sang sur les mains que son successeur prendra officiellement le pouvoir, le 27 août 1980, avec l'approbation de Washington.

PHILIPPE PONS

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

CARLO  
DE BENEDETTIanimé par  
Christian MENANTEAU

en direct sur

RTL

avec André PASSERON  
et Erik IZRAELEWICZ (Le Monde)  
Janine PERRIMOND  
et Marc ULLMANN (RTL)

كلنا في الوطن



# ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE : après la démission de M. Lawson

## M<sup>me</sup> Thatcher est résolue à laisser passer l'orage

La machine gouvernementale s'est remise en marche pour tenter de limiter les dégâts provoqués par la démission de M. Nigel Lawson. M. Bernard Ingham, conseiller de presse du premier ministre, s'est efforcé d'accréditer la version de M<sup>me</sup> Thatcher. Comme l'ancien chancelier de l'Echiquier, qui s'est cloîtré dans sa maison de campagne, garde obstinément le silence, la « Dame de fer » ne risque pas dans l'immédiat d'être contredite...

LONDRES  
de notre correspondant

Les explications de Mme Thatcher frappent par leur pauvreté. Dans la seule interview qu'elle a accordée depuis le départ de M. Lawson, et que le Daily Express publie samedi 28 octobre, elle fait part de sa surprise et de sa tristesse devant l'événement mais semble totalement incapable d'en tirer une leçon. Comment n'a-t-elle pas senti monter le colosse de son grand argentier ? « Il adorait son poste au Trésor. Je n'arrivais pas à croire qu'il voulait partir. » S'est-elle demandée, après coup, si elle avait commis une erreur ? « Je n'ai pas eu le temps. Dès lors qu'il avait pris sa décision, mon devoir

consistait à procéder aux nominations nécessaires. La politique, comme la nature, a horreur du vide. »

Que répond-elle à ceux qui l'accusent d'arrogance, et qui affirment qu'elle est incapable de faire fonctionner une équipe ? « Un dirigeant doit diriger. » Que va-t-elle faire ? « Continuer précisément comme avant. » On n'en saura pas plus sur le conflit qui l'a opposée à M. Lawson à propos de la stratégie monétaire. On comprend que M<sup>me</sup> Thatcher ait choisi pour cet exercice, le Daily Express, un journal populaire qui lui est totalement acquis. Elle ne s'en serait pas tirée à si bon compte lors d'un véritable entretien avec des journalistes politiques de la télévision ou des grands quotidiens nationaux dits « de qualité ».

« Un Tchernobyl politique »

M<sup>me</sup> Thatcher essaie visiblement de laisser passer l'orage. Elle n'a prononcé que quelques mots vendredi devant les caméras de télévision sur le ponton du 10 Downing Street : « Nous avons une nouvelle équipe excellente. Nous continuerons d'aller fermement de l'avant. »

La fatigue de ces derniers jours était cependant manifeste. M<sup>me</sup> Thatcher, se rendant à une réunion de patrons de PME dans le

centre de Londres, a oublié de leur annoncer une mesure prise par le gouvernement en leur faveur et a dû retourner à la tribune pour réparer cette omission. Elle a en outre malencontreusement affirmé à cette occasion qu'elle venait de nommer M. Douglas Hurd ministre de l'Intérieur, alors que celui-ci est, depuis le renouveau de jeudi, secrétaire au Foreign Office.

Quelques voix se sont élevées dans les rangs conservateurs pour critiquer la façon dont M<sup>me</sup> Thatcher avait géré cette crise. Le plus sévère a été l'ancien chef d'état-major de la campagne électorale victorieuse des Tories en juin 1987, M. Michael Dobbs, qui a affirmé que M<sup>me</sup> Thatcher était devenue « un Tchernobyl politique ». Un député connu pour son excentricité, Sir Anthony Meyer, a invité le premier ministre à rendre « un dernier service » au pays en démissionnant.

Les marchés financiers se sont comportés vendredi moins mal que le gouvernement pouvait le craindre après la démission de M. Lawson. La livre, très défendue par les interventions de la Banque d'Angleterre, a glissé mais n'a pas chuté, tandis que la Bourse, qui avait perdu un moment près du double, terminait la journée sur un recul de seulement 47 points de l'indice Footsie des cent principales valeurs industrielles.

DOMINIQUE DHOMBRES

RDA : premier pas du régime

## L'amnistie est bien accueillie par l'opposition

Le Conseil d'Etat de la RDA (présidence collégiale de l'Etat) a annoncé vendredi 27 octobre qu'il décréterait une amnistie générale pour toutes les personnes condamnées pour avoir franchi, ou tenté de franchir, illégalement la frontière du pays. Sont également amnistiées les personnes arrêtées à la suite de manifestations, à l'exception de celles ayant fait usage de la violence.

BONN  
de notre correspondant

Cette mesure concerne au premier chef les quelque deux mille personnes emprisonnées pour des faits de cette nature, qui retrouveront la liberté avant le 30 novembre. Mais elle s'applique également aux dizaines de milliers de personnes qui sont passées à l'Ouest via la Hongrie ou après avoir occupé les ambassades ouest-allemandes en Tchécoslovaquie ou en Pologne. Le délit de « fuite de la République » est puni, selon le code pénal est-allemand, de peines pouvant aller jusqu'à trois ans de prison.

La décision du Conseil d'Etat a été saluée comme « un premier signal, longtemps attendu » par M<sup>me</sup> Bärbel Bohley, porte-parole du groupement d'opposition Nouveau Forum. L'avocat Wolfgang Vogel,

l'homme de confiance d'Erich Honecker dans les négociations « humanitaires » de ces dernières années, avait déjà signalé il y a plusieurs semaines l'injustice consistant à promettre l'impunité aux occupants des ambassades acceptant de rentrer en RDA, alors que des fugitifs ayant échoué dans leurs tentatives continuaient à purger des peines de prison. Le procureur général de la RDA, M. Günter Wendland, a par ailleurs annoncé, dans un entretien à l'agence ADN, qu'une réforme de la loi sur le franchissement illégal de la frontière allait bientôt être entreprise. Ce ne serait plus un délit, mais une simple contravention.

Une démocratie vivante

Une autre mesure devrait contribuer à la détente : le rétablissement de la liberté de voyager sans visa en Tchécoslovaquie, qui redeviendrait effective à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Le projet de loi sur les voyages à l'étranger, qui devrait être examiné en urgence par la Chambre du peuple dans la deuxième quinzaine de novembre, prend peu à peu consistance. Selon une première ébauche, tous les citoyens de la RDA devraient être autorisés à passer trente jours par an au maximum dans un pays occidental et recevoir une allocation en devise d'un montant équivalent à cinquante francs par jour.

Dans la plupart des grandes villes est-allemandes, des rassemblements de milliers de personnes, parfois suivis, comme à Dresde, de marches silencieuses, sont, chaque jour désormais, l'occasion d'un dialogue sans complaisance entre les autorités et la population. Les groupes d'opposition, comme les partis naguère satellites du SED, s'organisent ou redéfinissent leurs objectifs à la lumière des derniers événements. Le groupe Renouveau démocratique (Demokratischer Aufbruch), dirigé par les pasteurs Rainer Eppelmann et Friedrich Schorlemmer, vient de rendre public une déclaration programmatique demandant la séparation de l'Etat et des partis et la « socialisation des moyens de production ».

M. Manfred Gerlach, président du Parti libéral démocratique (LDPD) et vice-président du Conseil d'Etat, se prononce pour la légalisation des groupes oppositionnels et de défense de droits civils, alors que le Parti chrétien-démocrate de RDA (CDU) déclare, dans un texte de « réflexion sur le présent et l'avenir », vouloir devenir désormais « un parti indépendant et autonome ». Les chrétiens démocrates demandent l'instauration en RDA d'une « démocratie vivante » dans laquelle « le système électoral obéirait aux règles générales du suffrage libre, universel et secret ».

LUC ROSENZWEIG

# La prochaine visite de M. Krenz à Moscou

M. Gorbatchev se résigne à sacrifier en Europe centrale les intérêts du communisme pour y préserver ceux de l'URSS

M. Egon Krenz, nouveau secrétaire général du PC est-allemand, est attendu à Moscou le mardi 31 octobre. Il y sera reçu par M. Gorbatchev, dont l'intervention personnelle lors de sa visite à Berlin-Est, les 6 et 7 octobre, a joué un rôle important dans les changements survenus en RDA.

Jamais dans l'histoire empire n'aura aussi facilement que l'URSS présidé à son propre démantèlement. De coups de ponce en silences, d'encouragements bruyants en approbations tacites, ce sera en effet de Moscou, et toujours de Moscou, que sera venue l'impulsion décisive sans laquelle ni Varsovie, ni Budapest, ni Berlin hier (ni Bucarest, Prague et Sofia demain), n'auraient pu s'engager sur la route hasardeuse de l'après-communisme.

Dans cette volonté d'accélérer et de faciliter un mouvement au demeurant inévitable, il n'y a pourtant nul masochisme. Délibérément, le Kremlin de M. Gorbatchev se résigne en effet aujourd'hui à sacrifier en Europe centrale les intérêts du communisme pour y préserver ceux de la Russie. Les intérêts d'Etat passent ainsi le pas sur ceux de l'idéologie et ce tournant radical est en train de totalement recomposer l'Europe.

Hier il y avait deux blocs. Un nouvel équilibre se cherche aujourd'hui dans les vertigineuses brèches du défunt rideau de fer et la seule ambition de Moscou est de jouer les puissances libératrices pour mieux faire oublier un demi-siècle d'oppression stalinienne. Car si M. Gorbatchev souhaitait s'opposer au mouve-

ment de libération qui emporte aujourd'hui l'Europe centrale, les moyens ne lui manqueraient pas.

Par des menaces, des pressions économiques, des provocations organisées depuis Moscou par des appareils locaux qui ne demandent qu'à répondre aux injonctions de leur ancien maître, l'Union soviétique pourrait retarder et considérablement compliquer le processus de démocratisation. Or, non seulement elle ne le fait pas, mais c'est elle qui a poussé le général Jaruzelski au dialogue avec Solidarnosc, permis la rapidité de la transition hongroise en n'éconçant pas de limites à l'aggravement et surtout poussé dehors M. Honecker en manifestant par tous les moyens possibles son désir de le voir partir.

Une Russie moins odieuse

Coup sur coup, trois des marches de l'empire sont aujourd'hui terminées, les deux plus importantes, permises la rapidité de la transition hongroise en n'éconçant pas de limites à l'aggravement et surtout poussé dehors M. Honecker en manifestant par tous les moyens possibles son désir de le voir partir.

Tout semble ainsi faire de M. Gorbatchev un apprenti sorcier, incapable de maîtriser les processus qu'il déclenche. En fait, il est peut-être aujourd'hui en train de réussir ce à quoi aucun de ses prédécesseurs, ni d'avant ni d'après 1917, n'était parvenu : rendre la Russie sympathique à l'Europe centrale.

Son pari n'est certes pas gagné. Compte tenu, pourtant, du poids de l'hospitalité historique et des quatre décennies

de satellisation, les points déjà marqués sont considérables. Car à travers sa popularité personnelle, c'est la Russie qui devient moins odieuse à tous ces peuples.

Au lieu de se faire contre elle, c'est avec elle que le changement se fait. Contre, surtout, ces mêmes hommes qui étaient hier les hommes fides de Moscou. Or, en l'affaire, la Russie ne fait qu'abandonner un combat d'arrière-garde.

Au moment même où M. Gorbatchev, en juillet dernier, donnait de Paris son avis à la formation de gouvernements non-communistes à Budapest et à Varsovie, ses conseillers glissaient dans toutes les oreilles que l'Ouest devrait seulement avoir l'intelligence de ne pas donner à ce tournant des allures de dépeçage de l'URSS. Relayé par Paris, le message a été bien reçu à Washington.

Si le basculement de l'Europe centrale ne prend effectivement pas l'allure d'un mécanisme retournement d'alliance, c'est que cette Europe, elle aussi, a des intérêts d'Etat. Ce n'est pas seulement qu'elle perdrait beaucoup à rompre du jour au lendemain tous ses liens économiques avec l'URSS. C'est avant tout que les nouveaux équilibres européens ne peuvent se trouver - sauf à marcher droit aux guerres - dans la constitution d'un déséquilibre.

Au centre d'un continent et de deux niveaux de développement, l'Europe centrale a tout à gagner à être un point, tout qui leur reste à des combats personnels, notamment entre M. Krenz et le très dynamique et réformateur premier secrétaire de Dresde, M. Modrow.

Comme la perestroïka, cette partie peut buter sur cent obstacles majeurs, mais le plus redoutable d'entre eux est évidemment l'évolution de l'Allemagne de l'Est car se sont précisément les intérêts d'Etat de la Russie qui sont à en cause. Moscou est « inquiet » - on le dit d'embellie dans les milieux dirigeants soviétiques - tant la situation est « incertaine » à Berlin.

Si M. Gorbatchev a pris si peu de gants pour faire si vite remonter M. Honecker, c'est qu'il lui semblait que chaque jour de retard pris sur l'introduction de réformes en RDA menait un peu plus l'Etat est-allemand de désintégration et rapprochait donc d'une réunification de l'Allemagne à chaud. De cela Moscou ne veut pas car elle ne veut pas avoir à ses frontières un pays de quatre-vingts millions de personnes à même d'étendre son influence dans toute l'Europe centrale.

Une garantie de statu quo

Mais le problème est qu'on ne sait toujours pas à Moscou si M. Egon Krenz saura « lancer des réformes assez profondes pour assurer une crédibilité et assez dosées pour que leur dynamique ne fasse pas tout sauter ».

On craint aussi que les dirigeants est-allemands ne perdent le peu de temps qui leur reste à des combats personnels, notamment entre M. Krenz et le très dynamique et réformateur premier secrétaire de Dresde, M. Modrow.

A cinq jours de la venue de M. Krenz, attendu, avons-nous appris, mardi prochain à Moscou, les dirigeants soviétiques n'ont donc visiblement pas encore arrêté de position définitive. Déjà formulé par M. Gorbatchev dans son télégramme de félicitations, l'encouragement à l'audace est certain, mais à l'audace jusqu'où ? Là, les avis divergent et entre les partisans d'une lente bête et ceux de la précipitation du jeu, la bataille est rude.

C'est que pour les seconds, il faut devancer l'inéluctable, encourager M. Krenz à donner « statut légal et liberté de manœuvre » à l'opposition et marcher vers la reconnaissance de « relations spéciales » entre deux Etats allemands indépendants et souverains mais « Etats d'une même nation ».

Il faut autrement dit accepter que soient bientôt balayées toutes les traces - et le mur au premier chef - de la coupure idéologique entre les deux Allemagnes pour que puissent subsister les deux Etats allemands, dans « le respect de leur sécurité et de leurs frontières ». Et comment obtenir la garantie que ces « relations spéciales » entre les deux Allemagnes ne déboucheraient pas sur leur réunification accélérée ? En proposant que les Etats-Unis et l'ensemble de l'Europe se portent solennellement garants d'un statu quo dont on pense à Moscou qu'il ne convient pas seulement à la Russie. L'idéologie est décidément bien loin et le débat ne fait que commencer à Moscou - tout comme les manifestations en Allemagne de l'Est.

BERNARD GUETTA

## Le 71<sup>e</sup> anniversaire de la République tchécoslovaque

Suite de la première page

« Août, c'était après Tiananmen, souligne Anna Sebatova ; mais depuis, il y a eu la RDA ».

Bien sûr, les inevitables mises en garde du régime contre les tentatives de « déstabilisation » ont été lancées après la diffusion par cinq mouvements d'opposition, dont la Charte 77, d'un appel demandant aux Tchécoslovaques de célébrer par des manifestations « pacifiques et indépendantes », samedi, à partir de 15 heures, dans le centre des grandes villes, l'anniversaire de la fondation de leur République. La Charte 77 avait fait la demande aux autorités de Prague d'un lieu de rassemblement, qui lui a été refusé.

Il y a eu aussi les inevitables interpellations préventives - le père Vaclav Maly, le journaliste Jan Ruml, l'écrivain Eva Kantarkova, entre autres - mais le coup de filer a été d'une moindre ampleur que celui de l'an dernier. Vaclav Havel lui-même s'est débrouillé pour fausser compagnie à la police, d'abord en se faisant hospitaliser pour une grippe, puis

en quittant simplement l'hôpital en taxi vendredi après-midi.

En fait, le pouvoir se comporte comme un régime aux abois, craignant jusqu'à son propre peuple, au point d'organiser pour cet anniversaire des célébrations interdites au public : à l'occasion de la fête nationale, 1 500 cadets de l'armée devaient prêter serment samedi matin place Venceslas, en présence des autorités de la ville, et les lieux ne devaient être accessibles que sur invitation. Pour les Praguais, c'est clair : la tenue de cette cérémonie, alors que le baptême des cadets a lieu tous les ans dans un autre endroit, vise à fermer la place aux manifestants.

Une année de changements

Mais ce n'est plus cela l'important, la question d'est dépliée. Les Tchécoslovaques viennent de vivre à leur rythme et à leur manière une année de changements. Ce ne sont pas, certes, des changements à la polonaise ni à la hongroise ;

M. Milos Jakes, le chef du PC, et son équipe sont toujours en place, et Rude Pravo, le quotidien du PCT, reste immuable - sauf lorsqu'il se fait piéger, comme en publiant, le 7 octobre, une photo de Vaclav Havel accompagnée d'un message de sympathie dans la rubrique des souhaits d'anniversaire des lecteurs... Mais, tout autour, l'édifice commence à se craquelier, la jeunesse et surtout l'intelligentsia se mobilisent. Même si l'on ne peut pas parler de pression sociale de la population, dont le niveau de vie demeure décent, et qui peut maintenant voyager plus librement, les dissidents ne sont plus isolés.

La brutale répression des manifestations de janvier place Venceslas, puis l'emprisonnement de Havel - qui a d'ailleurs beaucoup contribué à sa notoriété - a servi de détonateur parmi les intellectuels. Une, puis deux pétitions ont circulé, que des centaines d'artistes, d'écrivains, de chercheurs, ont signées. Une autre pétition, intitulée « Quelques phrases » et demandant la démocratisation du pays (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) et lancée en juin, a recueilli à ce jour plus de trente mille signatures.

En septembre, un groupe d'éminents savants fonde le Cercle de l'intelligentsia indépendante, leur programme précis, concret et très

élaboré, va des problèmes écologiques à la nécessité d'une nouvelle constitution démocratique. Parallèlement, un économiste, employé par un institut de recherche officiel, M. Milos Zeman, fait grand bruit en affirmant, à la télévision et dans une revue spécialisée qu'on s'est repassé de main en main, que la politique économique du régime a en des effets désastreux. « En quarante ans », a expliqué M. Zeman, nous sommes passés du dixième rang mondial au quarantième », en termes de développement économique et social. M. Zeman aurait depuis perdu son poste et fait maintenant valoir son point de vue dans le mensuel dissident Lidove Noviny, édité en samizdat.

Il n'est pas le seul. Des chanteurs très populaires, comme Jiri Suchy, ont aussi donné des interviews à cette publication, réalisées par des journalistes professionnels licenciés de leur poste après 1968, et qui remporte un succès grandissant. C'est peut-être ce qui a poussé le pouvoir à commettre une autre erreur, en arrêtant, le 12 octobre, le rédacteur en chef de Lidove Noviny, Jiri Ruml et l'un de ses journalistes, Rudolf Zeman. Les deux hommes sont accusés de « subversion » - ce qui peut leur coûter très cher - pour « avoir attaqué le rôle dirigeant du PCT

et sa ligne politique actuelle (...), les fondements du marxisme-léninisme et de la politique extérieure tchécoslovaque ». Comme celle de Havel au début de l'année, ces arrestations ont indigné un certain nombre de journalistes de médias officiels qui ont, à leur tour, lancé une pétition pour leur libération et la légalisation de Lidove Noviny, qu'ils ont envoyée au premier ministre, M. Adamc.

Le réveil des partis satellites

Cette pétition a été signée jusqu'à présent par plus de cent dix journalistes - sans par ceux de la presse du parti. Elle a été lancée, selon des signataires, par le quotidien Svobodne Slovo, organe du Parti socialiste tchécoslovaque, l'un des quatre petits partis « satellites » regroupés autour du PCT. Cet élément, tout à fait nouveau dans la vie politique tchécoslovaque de ces dernières années, traduit une situation potentiellement dangereuse pour le pouvoir (on en a vu les effets en Pologne) : certains des partis satellites commencent à ruer dans les brancards. Plusieurs dizaines de membres du Parti populaire en particulier, ancien parti d'orientation chrétienne-démocrate, ont tenu le 14 octobre, à l'insu de la hiérarchie

de leur parti, une réunion de ce qu'ils ont baptisé le courant du « renouveau » et exigé un congrès anticipé l'an prochain. Cet événement, passé sous silence par l'organe même de ce parti, a fini par être officiellement annoncé vendredi, lorsque le comité central du Parti populaire a annoncé la tenue du congrès en 1991 et condamné les « obstacles posés par l'action de certains groupes et individus ».

La lecture du quotidien Svobodne Slovo est de plus en plus intéressante. On y parle de la remise du prix des libraires, à l'occasion de la Foire du livre de Francfort, à Vaclav Havel, « qui malheureusement, n'est pas édité chez nous », on y lit une interview de l'écrivain d'opposition Ivan Klima, auquel la police a intimé vendredi l'ordre de rester chez lui jusqu'à dimanche... Ajouté à la décision de l'orchestre philharmonique de Tchécoslovaquie de boycotter la radio et la télévision nationales tant que les artistes signataires de pétitions subiraient des sanctions, ajouté aussi à la fascination exercée par les événements de RDA et au comportement individuel de certains juges qui libèrent des manifestants, tout cela explique que les Praguais soient un peu moins, ces jours-ci, hantés par la désespérance.

SYLVIE KAUFFMANN





## AMÉRIQUES

Au Sommet des Amériques

## Le président nicaraguayen annonce la fin du cessez-le-feu avec la Contra

Le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, a annoncé vendredi 27 octobre à San-José (Costa-Rica) qu'il a décidé de lever le cessez-le-feu unilatéral qui est en vigueur dans son pays depuis le 21 mars 1988. Le commandant de la révolution sandiniste, qui assiste au Sommet des Amériques en compagnie de quinze autres chefs d'Etat du continent, y compris M. George Bush, a estimé que son pays « ne peut pas rester les mains liées par un cessez-le-feu unilatéral alors que nous subissons l'agression de la Contra ».

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui accompagne M. George Bush à

San-José, avait par avance accusé le Nicaragua de vouloir trouver « une excuse pour ne pas organiser des élections libres et honnêtes ».

La Contra, qui a été financée par les Etats-Unis pour combattre le régime sandiniste de Managua, était généralement considérée comme très affaiblie et virtuellement hors combat après la conclusion des accords centraméricains visant au démantèlement de ses camps au Honduras.

M. Ortega a rappelé une récente attaque de la Contra, lancée le 21 octobre dernier

dans le nord du pays, au cours de laquelle, selon lui, « dix-neuf paysans ont été assassinés » alors qu'ils allaient s'inscrire sur les listes électorales.

La mise en place du cessez-le-feu avait fait suite aux accords conclus à Sapo, au sud du Nicaragua, entre les responsables de Managua et les représentants de la Contra.

Présent à San-José, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a confirmé l'adhésion de son pays à l'Organisation des Etats américains (OEA), responsable de ce sommet. — (AFP.)

## La campagne électorale se durcit à Managua

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Alors que tous les observateurs, tant ceux des Nations unies que ceux de divers organismes indépendants, soulignent le bon déroulement du processus électoral au Nicaragua en vue du scrutin du 25 février, la situation sur le terrain se dégrade. Plusieurs affrontements très meurtriers sont en effet survenus ces dernières semaines. La mort de dix-huit réservistes de l'armée sandiniste dans une embuscade, le 21 octobre, a porté à son comble la tension : les autorités accusent en effet la Contra de ne pas respecter le cessez-le-feu en vigueur depuis un peu plus d'un an et demi.

A la suite de ce grave incident, survenu près de Rio-Blanco, dans le département de Matagalpa, au centre du pays, la presse officielle a lancé une violente campagne contre l'Union nationale d'opposition (UNO), la coalition de quatorze partis, de la droite aux communistes, qui présente M. Violeta Chamorro comme candidate à la présidence. Les accusations sont pesantes : l'opposition serait « le bras politique » de la guérilla anti-sandiniste et « l'instrument de la politique d'ingérence des Etats-Unis » au Nicaragua. « Le peuple exige la levée du cessez-le-feu », titrait dès le 25 octobre *Barriada*,

le journal du Front sandiniste (FSLN). En réponse, l'opposition dénonce, à mots couverts, une « manipulation », peut-être organisée par les services du ministre de l'Intérieur, le commandant Thomas Borge.

« Tout ira mieux »

L'objectif officiel consiste clairement, en tout cas, à créer l'analogie entre les « assassins » de l'opposition armée et l'opposition civile, à un moment où les sondages révèlent une progression rapide de la candidature de l'UNO et de son colistier, M. Virgilio Godoy, libéral, ancien ministre du travail dans le gouvernement sandiniste. Selon une dernière enquête, M. Chamorro, directrice du quotidien *la Prensa* (et veuve d'un dirigeant politique très populaire assassiné sous la dictature de Somoza), obtiendrait 21 % des intentions de vote, contre à peine 5 % en juillet. Le candidat du Front sandiniste, M. Daniel Ortega, se maintient à 26 % ; les petits partis demeurent hors de l'UNO n'obtiennent que 2 %. Le nombre des indécis est très élevé, environ 50 %. Dans un contexte aussi polarisé, la plupart des indécis pourraient être des électeurs favorables à l'opposition qui n'osent pas se déclarer publique-

ment. La dégradation du niveau de vie est en effet très grave : selon les chiffres officiels, le revenu par habitant est tombé à son niveau de 1939.

La campagne du pouvoir est axée sur un seul slogan, « Tout ira mieux », répété à satiété sur les ondes de la radio et de la télévision et inscrit sur tous les murs du pays. Le chef de la campagne du Front sandiniste, le commandant Bayardo Arce, se veut optimiste. Il déclare qu'il s'est fixé un objectif de 70 % des suffrages exprimés, soit un peu plus qu'en 1984, à une époque où le déclin du Front était à peine amorcé et alors que la coalition d'opposition s'était retirée du jeu. « Le Nicaragua est un pays atypique », assure-t-il pour justifier que, à ses yeux, les secteurs de la société gravement touchés par la crise économique ne voteront pas contre le Front sandiniste : « Les gens savent que la situation était pire à l'époque de Somoza ».

Le commandant Arce estime encore que le gouvernement ne doit pas revenir sur sa décision d'autoriser, avec certaines restrictions, l'aide accordée par des organisations non gouvernementales étrangères. « C'est désagréable », dit-il. Mais si cela peut permettre d'enterrer la politique agressive des Etats-Unis à notre égard... Le versement de 4 millions de dollars accordés par Washington par l'intermédiaire du Fonds national

pour la démocratie (1) ne devrait donc pas poser de problème. — d'autant que, selon la loi, la moitié devra être versée au Conseil suprême électoral.

Bien qu'ils soient très discrets sur l'origine de leurs ressources, les sandinistes sont eux-mêmes à la recherche de fonds étrangers. Le commandant Arce reconnaît que divers comités de solidarité avec le Nicaragua (aux Etats-Unis, au Canada, en Suisse, etc.) ont déjà versé 127 000 dollars au Front sandiniste. Il faut y ajouter les 400 000 dollars remis, le 25 octobre, par le parti écologiste d'Allemagne fédérale. « Les sandinistes verseront-ils la moitié de ces dons au Conseil suprême électoral ? », demande M. Luis Sanchez, dirigeant du Parti socialiste et membre de l'UNO.

BERTRAND DE LA GRANGE

(1) 5 millions supplémentaires ont été accordés par Washington pour financer les observateurs et d'autres activités liées à l'organisation du scrutin.

En adhérant à l'OEA

## Le Canada marque un engagement nouveau en Amérique latine

L'adhésion du Canada à l'Organisation des Etats américains (OEA), annoncée, vendredi 27 octobre, à San-José, par le premier ministre, M. Brian Mulroney, illustre la volonté d'Ottawa de jouer un rôle accru, voire d'intermédiaire, dans une région qui lui est de plus en plus familière.

Jusqu' alors le Canada avait boudé l'OEA, qui a son siège à Washington et sur laquelle les Etats-Unis ont longtemps exercé une influence décisive. Tout au plus, s'était-il permis à partir de 1972 de commencer à assister aux réunions en qualité d'observateur permanent. Cette attitude réservée était surtout inspirée par la crainte de se retrouver impliqué dans les relations houleuses entre les Etats-Unis et plusieurs pays d'Amérique latine, et de perdre ainsi toute marge de manœuvre.

Pendant longtemps, hormis le maintien des relations diplomatiques avec Cuba, des liens économiques avec plusieurs pays latino-américains ont résumé l'intérêt du Canada pour la région. Mais, à la faveur de l'éclatement de la crise en Amérique centrale, au début des années 80, nombre de Canadiens ont découvert que leur capitale, Ottawa, est plus proche de cette région qu'elle ne l'est... de Vancouver, la métropole de la côte du Pacifique. Sous la pression d'une partie agissante de l'opinion publique, le gouvernement canadien a été amené à préciser, discrètement, ses désaccords avec la politique du président Reagan, notamment sur les causes de la crise en Amérique centrale : Ottawa mettait l'accent sur les flagrantes injustices socio-économiques, alors que Washington mettait surtout en cause l'action soviétique.

Dans cette optique, le Canada a noué des relations avec le gouvernement sandiniste nicaraguayen, lui a fourni une aide économique, s'est prononcé contre l'aide américaine à la Contra et l'embargo commercial des Etats-Unis. Le Canada, qui est lié par un traité de

libre-échange avec les Etats-Unis depuis le début de 1989, n'a toutefois jamais toléré l'utilisation de son territoire par les sandinistes pour déjouer le blocus américain. C'est aussi par souci de ne pas froisser les susceptibilités de son puissant voisin qu'il n'a jamais ouvert d'ambassade à Managua. Ottawa se prépare à participer à l'envoi d'une force de paix de l'ONU à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, où sont retranchés quelque douze mille « contras ».

D'autres considérations ont fini par convaincre le pays de la nécessité de faire entendre sa voix à l'intérieur de l'OEA : les problèmes d'environnement (destruction de la forêt amazonienne), d'endettement (les grandes banques privées canadiennes sont très sollicitées par plusieurs pays de la région) et de drogue (le Canada sert de plus en plus de « porte arrière » aux trafiquants colombiens pour l'introduction de la cocaïne sur le marché américain). — (AFP.)

## EN BREF

□ COLOMBIE : un député communiste assassiné à Medellín. — M. Gabriel Jaime Santamaría, député communiste, a été assassiné, vendredi 27 octobre à Medellín, a annoncé la police. Les forces de l'ordre ont abattu l'un des tueurs et en ont capturé trois autres. Par ailleurs, plusieurs centaines de policiers patrouillaient vendredi dans les principales villes de Colombie au lendemain de l'attentat à la bombe qui a coûté la vie à cinq policiers et en a blessé seize autres à Medellín. — (AFP, AP.)

□ ETATS-UNIS : des conseillers américains accusés d'être complices des « escadrons de la mort » au Salvador. — Un soldat salvadorien déserteur, M. Cesar Joya Martinez, qui rentrait, vendredi 27 octobre, des membres du Congrès américain a affirmé qu'il avait fait partie d'un « escadron de la mort » responsable de soixante-douze meurtres, ordonnés par des hauts responsables militaires salvadoriens avec l'accord de conseillers américains. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a formellement démenti ces accusations. — (AFP.)

□ PÉROU : trois Français et un Péruvien tués par des Indiens dans la jungle. — Trois jeunes Français, MM. Philippe Joseph, Thierry Jardine et Jean-Christophe Nouvillat, et un accompagnateur péruvien, qui effectuaient la descente de la rivière Marañon, dans la jungle

amazonienne du nord du Pérou, ont été tués au début du mois d'octobre, selon la police locale qui précise que les responsables seraient des Indiens que les victimes essayaient de photographier. (Reuters.)

□ BRÉSIL : deux évêques progressistes recommandent de voter contre la droite. — Deux des principaux représentants de l'Eglise progressiste au Brésil, les évêques de São Paulo de Araguaia et de Goiás Velho, ont déclaré, vendredi 27 octobre, que, « au second tour des élections présidentielles (le 17 décembre), le vote devait être clairement anti-droite, anti-oligarchie et en faveur du peuple ». Ils ont expressément cité MM. Luiz da Silva (« Lula ») du Parti des travailleurs (PT-gauche radicale), Leonel Brizola, ex-gouverneur de Rio (gauche populiste) et Mario Covas, social-démocrate. Ce scrutin, dont le premier tour est prévu le 15 novembre prochain, est la première consultation de ce type, au suffrage universel direct, en vingt-neuf ans. — (AFP.)

□ ETATS-UNIS : fin de la manifestation dans une prison. — Plus de cinq cents policiers, faisant usage de leurs armes, ont repris, vendredi 27 octobre, le contrôle du pénitencier de Camp Hill (Pennsylvanie), à moitié détruit par deux nuits successives d'émeutes et par plusieurs incendies. Les émeutes ont fait plus d'une centaine de blessés.

ETATS-UNIS

## San-Francisco revit par le base-ball

WASHINGTON

de notre correspondant

Les tremblements de terre passent, le base-ball demeure. Le 17 octobre, un puissant séisme avait frappé Oakland et San-Francisco au moment précis où les équipes des deux villes qui se font face, de part et d'autre de la baie, allaient s'affronter dans la troisième rencontre des World Series, la finale du championnat américain de base-ball. Dix jours plus tard, vendredi 27 octobre, la partie a été jouée. Le stade était comble, Oakland a gagné, et la terre n'a pas tremblé.

Pour une fois, il semble bien que les Indiens purement commerciaux n'aient joué qu'un rôle secondaire. Faire reprendre le base-ball, c'était le moyen rêvé de marquer que la vie elle aussi avait repris, que San Francisco était fidèle à sa légende, celle d'une ville reconstruite « du jour au lendemain » après le grand séisme de 1906, celle d'une ville qui incarne, dans le malheur comme dans le bonheur, l'exceptionnelle énergie vitale de la Californie.

On a donc pris le temps de vérifier que les structures du stade Candlestick n'avaient pas été ébranlées et de faire quelques réparations. Naturellement, on a aussi pris soin d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes et de chanter une sorte d'hymne à San Francisco. Et puis on a joué, par un temps aussi radieux que le jour du tremblement de terre.

Pourtant, malgré leurs indéniables vertus thérapeutiques, le beau temps et le base-ball

n'effacent pas tout. Si, dans les jours qui ont immédiatement suivi le tremblement de terre, la population avait réagi avec une sagesse déterminée, les « sur-lendemain » se sont avérés moins roses.

Certes, le bilan des pertes humaines (toujours pas établi précisément) est moins lourd qu'on ne le pensait et ne devrait pas dépasser une centaine de personnes — un miracle au vu de l'importance des destructions. Mais on s'est aussi rendu compte que, comme d'habitude, les pauvres risquent de souffrir plus longtemps des suites du séisme. A San-Francisco, et plus encore à Oakland, les habitants d'ensembles de logements à bon marché, endommagés par le séisme, s'entassent dans des abris, tandis que la police leur interdit rigoureusement l'accès de leurs anciens appartements, même pour y prendre quelques effets.

Des queues interminables attendent ceux qui doivent demander de l'aide, et qui parfois renoncent, découragés. Quant aux monstrueux amas de l'autoroute 880, il n'a toujours pas livré toutes ses victimes et il faudra des mois pour le démanteler, des années sans doute pour le reconstruire. De nombreux bâtiments publics ou ouvrages d'art ont été plus ou moins sérieusement endommagés. En dépit de l'énorme aide fédérale (3,5 milliards de dollars) allouée avec une célérité exceptionnelle par le Congrès et le Maison Blanche, San-Francisco et sa région n'ont pas fini de penser leurs plaies. Ni de jouer au base-ball. JAN KRAUZE

## ASIE

INDE : la campagne électorale

## Gandhi contre Gandhi

NEW-DELHI

de notre correspondant

Rajmohan contre Rajiv, Gandhi contre Gandhi : c'est le « botte secrète » de M. V. P. Singh, le chef de l'opposition, pour embarrasser le premier ministre indien. Rajmohan Gandhi, donc, petit-fils du Mahatma Gandhi, se présentera contre le chef du gouvernement et chef du parti du Congrès-I dans la propre circonscription électorale de celui-ci, à Amethi, dans l'Etat d'Uttar-Pradesh. Rajmohan portera les couleurs du Janata Dal, le parti de M. V. P. Singh, auquel il a adhéré... le 31 août dernier.

Ecrivain, journaliste et historien, l'honnorable du premier ministre, qui est âgé de quarante-trois ans, a déclaré qu'il se présentait notamment pour dénoncer l'utilisation partielle des moyens d'information. « Je vais combattre pour gagner. L'heure du changement a sonné », a-t-il affirmé, tout en soulignant qu'il ne se servirait pas de son nom — « un hasard de la naissance » — pour obtenir des voix. Promesse électorale, sans aucun doute... M. Gandhi (Rajiv), lui, avait auparavant préféré un adversaire plus discret : le petit-fils de Nehru contre le petit-fils de Gandhi, cela fait plutôt mauvais effet.

LAURENT ZECCHINI

CHINE

## « Faxez la liberté »

Une opération baptisée « Faxez la liberté » la liberté en Chine », organisée en collaboration par plusieurs magazines, des associations et la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC, en exil) a été lancée, jeudi 26 octobre, à Paris, dans les locaux du mensuel *Actuel*. Ces messages sont un faux mandat du *Quotidien du peuple*, organe du PC chinois, consacré aux événements du « printemps de Pékin », et un « fax de la liberté », appelé à la résistance lancé par la FDC. Les deux textes

sont publiés par seize magazines d'Europe et d'Amérique, qui demandent à leurs lecteurs de les envoyer par télécopie en Chine. Le gouvernement chinois a réagi, dès vendredi, en demandant au gouvernement français de mettre à l'opération. Ce nouvel incident intervient alors que les relations sino-françaises se sont un peu calmées, après une période de vive tension engendrée par les critiques et sanctions françaises depuis l'écrasement du « printemps de Pékin ».

Violences intercommunautaires

## Plus de cent morts dans l'Etat de Bihar

New-Delhi (AFP). — Quarante-cinq personnes ont été tuées, vendredi 27 octobre, à Bhagalpur lors d'affrontements entre hindous et musulmans, portant le bilan des morts à plus de cent dans l'Etat de Bihar (est de l'Inde) dans un regain de violence survenu depuis près d'une semaine, a annoncé l'agence indienne de presse PTL. Toutefois, note PTL, compte tenu « d'une situation extrêmement perturbée », il est impossible de fournir un bilan exhaustif. Le ministre de l'Intérieur, M. Buta Singh, a refusé, pour sa part, de donner un bilan officiel « en raison d'informations contradictoires ».

A Bhagalpur, les émeutes se poursuivaient vendredi pour le quatrième jour consécutif, malgré le couvre-feu et des ordres donnés aux forces de sécurité appelées en renfort de tirer à vue sur toute personne suscitant des troubles, a précisé PTL. Les premiers incidents avaient éclaté mardi lorsque quelque trois mille personnes avaient tenté d'empêcher le déroulement d'une procession religieuse. La violence a ensuite fait tache d'huile dans plusieurs districts de l'Etat du Bihar, l'un des plus peuplés et des plus pauvres de l'Inde. Jeudi, le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a rejeté sur l'opposition la responsabilité de ces heurts. Lors d'une visite à Bhagalpur (l'Etat de Bihar est administré par le Parti du Congrès-I — au pouvoir), il a affirmé qu'il n'y aura ni compromis ni hésitation envers ceux qui cherchent à saper l'harmonie entre les communautés.

□ Le général Vessey à Hanoï. — Envoyé spécial du président George Bush, le général John Vessey est attendu à Hanoï, dimanche 29 octobre, pour une visite de quarante-huit heures, a-t-on annoncé vendredi de source officielle vietnamienne. Ses entretiens avec les autorités de Hanoï devraient porter sur le problème des soldats américains disparus pendant la guerre du Vietnam, ainsi que sur d'autres questions humanitaires d'intérêt commun. — (AFP.)



## DIPLOMATIE

La réunion du pacte de Varsovie

### Tout débat sur les frontières nuit à la stabilité en Europe affirment les sept ministres des affaires étrangères

Dans un communiqué publié vendredi 27 octobre à l'issue de leur réunion de quarante-huit heures dans la capitale polonaise, les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie ont réaffirmé avec vigueur le principe de l'intangibilité des frontières, de même que celui de la souveraineté des Etats.

« Toute tentative pour déstabiliser la situation, pour remettre en cause les frontières de l'après-guerre et reprendre le débat sur cette question, porterait atteinte au renforcement de la confiance, mais aussi à la stabilité en Europe », déclare le communiqué. Cette idée avait déjà été exprimée, sous forme de mise en garde, par le ministre soviétique des affaires

étrangères, M. Chevardnadze, dans son intervention devant l'Assemblée générale de l'ONU début septembre, puis par M. Gorbatchev lors de sa visite à Berlin-Est. Il ne s'agit pas seulement de l'intangibilité des frontières européennes, c'est-à-dire de leur remise en cause par la force, principe qui figure dans plusieurs documents internationaux, notamment ceux qu'a produits le processus d'Helsinki. C'est l'intangibilité de ces frontières que réaffirme le pacte de Varsovie, rejetant ainsi leur remise en question même pacifique et la réouverture d'un débat sur le sujet.

Cette déclaration vise l'Allemagne à un double titre : elle fait allusion à la fois aux revendications que formule une très petite partie de l'opinion allemande (pour l'essentiel des réfugiés originaires

de Silésie) sur les territoires situés à l'est de la frontière Oder-Neisse, aujourd'hui polonaise, et plus généralement au débat sur l'unité allemande.

Le communiqué du pacte de Varsovie souligne, d'autre part, « le droit de chaque nation à décider librement de sa politique dans les domaines social, de la politique et du développement économique ». Le communiqué ne fait, en revanche, aucune allusion aux relations économiques au sein du bloc de l'Est. Lors d'une conférence de presse, un responsable du ministère polonais des affaires étrangères, M. Boleslaw Kulski, a déclaré que les débats avaient fait apparaître des divergences sur ce point mais pas d'antagonisme. Il a reconnu que certaines questions sensibles, comme l'appel lancé il y a deux mois par la Roumanie en faveur

d'une intervention commune des pays membres pour empêcher la formation en Pologne d'un gouvernement dirigé par Solidarité, n'avaient pas été abordées.

D'autre part, M. Chevardnadze a accordé un entretien au quotidien de Solidarité *Gazeta*. Il y déclare notamment qu'il n'appartient pas à l'URSS de remettre en cause l'intervention du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968. « Nous ne pouvons désapprouver cette intervention qu'à l'issue d'une décision commune », a-t-il dit. C'est un problème délicat et difficile. J'estime inadmissible que quiconque impose ses vues sur cette question aux autres. Nous, en Union soviétique, nous tenons compte du fait que le Parti communiste et le gouvernement tchécoslovaques ont donné leur approbation, et nous la respectons. »

#### AN HCR

### M. Jean-Pierre Hocké aurait été révoqué par le secrétaire général de l'ONU

M. Jean-Pierre Hocké aurait été révoqué de ses fonctions de haut commissaire aux réfugiés par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, selon des diplomates en poste à Genève. M. Hocké a annoncé, jeudi 26 octobre, qu'il remettrait sa démission spontanément afin de ne pas gêner une enquête de l'ONU sur les accusations dont il fait l'objet (*le Monde* du 28 octobre). Il a précisé que cette démission « ne traduisait nullement un sentiment de culpabilité » et a qualifié de « diffamatoire à l'extrême » le document anonyme qui a circulé sur lui ces dernières semaines.

Des diplomates en poste à Genève ont cependant affirmé que M. Hocké n'avait pas l'intention de renoncer au poste qu'il occupait depuis quatre ans lorsqu'il était parti lundi dernier pour New-York, où il avait été convoqué par

M. Perez de Cuellar. L'ancien secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires administratives, M. Patricio Ruedas, a passé la semaine dernière quatre jours à Genève pour examiner l'ensemble des dossiers du HCR et interroger les membres de son personnel.

Il a rendu compte de cette mission au secrétaire général à la fin de la semaine dernière. « Ce rapport a été déterminant », a déclaré l'un des diplomates, qui a ajouté : « Les nouveaux éléments recueillis par Ruedas ont été jugés suffisamment graves pour justifier le limogeage de Hocké en tant que chef d'une institution qui a obtenu deux fois le prix Nobel de la paix. » Une telle mise à l'écart par le secrétaire général — si elle est confirmée — est une exceptionnelle dans l'histoire des Nations unies. — (*Reuters*.)

#### EN BREVE

□ M. Dumas à Moscou le 14 novembre. — Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra à Moscou le 14 novembre, et s'y entretiendra avec son collègue soviétique, M. Egorov. Chevardnadze, à son tour, se rendra à Paris le 15 novembre. Le ministre effectuera cette visite quelques jours avant de se rendre, en compagnie du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, à Budapest et à Varsovie. — (*AFP*.)

□ ETATS-UNIS : « messe d'espérance » pour un otage américain en Libye. — Les Etats-Unis ont de nouveau appelé, vendredi 27 octobre, à une libération de tous les otages en Libye, à l'occasion du quarante-deuxième anniversaire du plus ancien d'entre eux, le journaliste américain Terry Anderson. « Aucune cause politique ne peut justifier de tels actes criminels », dit le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Par ailleurs, une « messe d'espérance » a été célébrée vendredi à

Washington pour l'anniversaire de Terry Anderson. — (*AFP*.)

□ EGYPTES : élections favorables au Caire à la proposition Mitterrand. — Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros Boutros-Ghali, a réagi favorablement, vendredi 27 octobre, à la proposition du président Mitterrand d'organiser une conférence euro-arabe à Paris (le *Monde* du 27 octobre). Le ministre a notamment qualifié cette initiative française de « constructive » et d'« étape importante pour le renforcement du dialogue Nord-Sud ». — (*AFP*.)

□ AFRIQUE DU SUD : démentis sur une coopération militaire avec Israël. — Les autorités sud-africaines ont démenti, vendredi 27 octobre, des informations données par la chaîne de télévision américaine NBC sur une coopération avec Israël dans le domaine de l'armement nucléaire (le *Monde* du 28 octobre). Un porte-parole du ministère de la défense a déclaré que les

## A TRAVERS LE MONDE

#### CISJORDANIE

Les patriarches de Jérusalem empêchés de se rendre à Beit-Sahour

#### PAYS-BAS

M. Lubbers est chargé de former son troisième gouvernement

Les patriarches des Eglises catholique romaine, grecque orthodoxe et arménienne de Jérusalem n'ont pu se rendre, comme ils en avaient l'intention, vendredi 27 octobre, à Beit-Sahour, localité de Cisjordanie poursuivant une grève des impôts et soumise depuis cinq semaines à un blocus de l'armée israélienne, en raison des conditions imposées par les autorités, que les trois ecclésiastiques ont rejetées.

L'armée a refusé de laisser passer l'entourage de ces derniers, ainsi que trois camions de vivres destinés à la population. Les trois dignitaires ont alors fait demi-tour. « Ce qui se passe à Beit-Sahour est injuste. Ce n'est acceptable pour aucun homme d'Eglise et aucun homme de conscience », a, par la suite, déclaré Mgr Michel Sabbah (latin). — (*AFP, Reuters*.)

M. Rudd Lubbers, premier ministre chrétien démocrate sortant, a été chargé, vendredi 27 octobre par la Reine Beatrix, de former le nouveau gouvernement néerlandais. Celui-ci comprendra l'Appel chrétien démocrate (CDA) et le Parti du travail (PVDA, socialiste) au sein d'une coalition de centre gauche qui succèdera à la coalition de centre droit au pouvoir depuis 1982.

L'accord de gouvernement entre les deux partis, rendu public mercredi, est un compromis entre la communauté soucieuse par les chrétiens démocrates et le renouveau prôné par les socialistes.

La composition du nouveau cabinet devrait être connue la semaine prochaine. Ce sera le troisième gouvernement de M. Lubbers. — (*Corresp.*)

#### SÉNÉGAL

### Regain de tension à la frontière mauritanienne

La recrudescence de la tension sur le fleuve qui sépare le Sénégal de la Mauritanie inquiète les autorités de Dakar, a déclaré, vendredi 27 octobre, le ministre sénégalais des forces armées, M. Medoune Fall. Cette tension fait suite à l'expulsion par la Mauritanie de nombre de ses propres ressortissants, réfugiés au Sénégal depuis les incidents qui ont opposé les deux pays, provoquant plusieurs semaines de morts et qui ont entraîné, en août, la rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Nouakchott.

La tension dans la région du fleuve Sénégal est essentiellement le fait des « expulsés mauritaniens » — d'origine peulh pour la plupart — qui traversent le fleuve de nuit pour retourner chercher les biens ou les troupeaux qu'ils n'ont pu emmener avec eux lors de leur exode forcé. — (*AFP*.)

Il nous faut apprendre à être VOIX des sans voix



**3<sup>e</sup> RENCONTRES HUMANITAIRES INTERNATIONALES**

ORGANISÉES PAR MONSIEUR HANCOIS MONTAUDO  
PRÉSENTÉES PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA VIE

**« La famille et l'enfant »**  
les 28, 29, 30 et 31 octobre 1989  
Grenoble Alpes Congrès

A L'INVITATION D'ALAIN CARIGNON MAIRE DE GRENOBLE ET PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE  
EN COLLABORATION AVEC LA VILLE DE GRENOBLE, LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE, ET LE CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES, ET AVEC LE SOUTIEN DU MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION SOCIALE, DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES ACTIONS HUMANITAIRES, DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DE LA FAMILLE, DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES HANDICAPÉS ET DES ACCIDENTÉS DE LA VIE, DU MINISTRE CHARGÉ DES PERSONNES AGÉES

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS CONTACTER PINO FERRARI 76 40 43 44.



## POLITIQUE

Pour répondre aux inquiétudes des préfets

## M. Pierre Joxe promet « une relance vigoureuse de la politique de déconcentration »

L'Etat est-il vraiment en danger ? La question n'est pas posée aussi brutalement, mais elle était en filigrane dans les interrogations des préfets, réunis mercredi 25 et jeudi 26 octobre au Sénat, pour un colloque organisé par l'Association du corps préfectoral. Le titre même de cette rencontre : « L'Etat : permanence et évolution », montrait, en tout cas, que l'Etat — et ses représentants — était en question, sinon dans sa nature et sa finalité, du moins dans ses modalités d'action et son champ d'activité.

Les compétences accumulées de l'Etat sont rognées par les deux bouts : à la base par les collectivités locales, auxquelles des acteurs entiers ont été transférés par les lois de déconcentration de 1982 ; par le sommet, avec l'obligation de respecter la législation européenne, qui entraîne une limitation des initiatives. L'Etat, selon le professeur Roland Drago, représentait Tocqueville, devrait donc « se cantonner dans ses fonctions de souveraineté ».

Les nombreux préfets invités par M. Olivier Philip, président de l'Association, ont montré qu'ils étaient tout à fait conscients de cette évolution, mais qu'ils en étaient également tout à fait satisfaits. Car, comme le dit M. Philip, « le métier de représentant de

L'Etat est un métier d'avenir ». Les préfets ne sont pas mécontents d'être, depuis les lois Defferre, débarrassés de leurs fonctions d'exécutif — beaucoup préfèrent dire d'exécution — des assemblées départementales.

Toutefois, tous constatent également que, si le président du conseil général possède désormais des pouvoirs de décision autonomes, les liens du département avec l'Etat ne sont pas rompus pour autant. La police administrative, la fiscalité, avec son système complexe de recettes et de dépenses, le contrôle juridictionnel, l'application générale de la loi, révèlent en enchevêtrement de procédures entre les deux niveaux.

C'est pourquoi, comme le notait M. Landrien, préfet de Savoie, « la tension de l'avenir a été vite contrôlée et les agressions contre l'appareil d'Etat ont été limitées ». Il a aussi souligné que la déconcentration n'avait pas fait tâche d'huile, puisqu'elle n'a touché, par exemple, ni le syndicalisme, ni l'enseignement, ni la protection sociale. Néanmoins cette réforme doit, selon l'expression de M. Paul Bernard, préfet de la région Centre, « permettre la rénovation du service public » et notamment, comme le souhaitait M. Olivier Philip, une meilleure communication avec les citoyens par la voie des médias.

Tous ont donc souhaité un meilleur dialogue entre les pouvoirs locaux et le représentant de l'Etat, grâce à un plus clair partage.

Tirant la conclusion de ces travaux, M. Pierre Joxe, ministre de

l'intérieur, a répondu à l'attente de « ses » préfets en affirmant : « Le problème de la reconstruction des services de l'Etat doit être mené de front avec la déconcentration ». Il a annoncé « une relance vigoureuse de la politique de déconcentration » par la voie législative en 1990 et dans laquelle « le corps préfectoral sera au cœur du nouveau service public ». Diverses mesures seront prises, notamment la suppression de certains services territoriaux de tous les ministères. Un séminaire du gouvernement est même prévu sur ce sujet pour le 21 mai 1990.

## Le vieillissement de nos structures territoriales

A propos de la déconcentration, le ministre a estimé que celle-ci « s'était faite sans défaire l'Etat ». Il a estimé qu'aujourd'hui elle faisait l'objet d'un consensus quasi général, mais, selon lui, « elle doit être parachevée car les citoyens n'en sont pas encore devenus les acteurs et parce que l'Etat ne s'est pas fait à la déconcentration ». Cela reste trop souvent, selon M. Joxe, un simple mot « incantatoire ». Il a ainsi dénoncé le maintien de l'émiettement de l'action de l'Etat au niveau territorial, face à des collectivités locales plus souples et parfois plus efficaces. Il souhaite donc que l'Etat tire davantage les conséquences administratives des transferts de compétences, faute de quoi l'image bureaucratique sera renforcée.

M. Joxe estime que les citoyens ne sont pas encore suffisamment

les acteurs et les bénéficiaires de la déconcentration. Il note, par exemple, que s'il en était différencié, l'attention dans les élections locales serait moins importante. Il constate aussi : « On ne peut nier le vieillissement de nos structures territoriales ». Le ministre de l'intérieur estime donc que « la large réforme de l'administration du territoire de la République » doit s'accompagner d'une meilleure représentation des électeurs dans les assemblées locales.

Il confirme donc qu'en 1990 un projet de loi sera déposé concernant l'administration territoriale, par lequel sera supprimé le renouvellement par moitié, tous les trois ans, des conseils généraux. Mais il a également annoncé une réforme du mode de désignation des élus départementaux, en rappelant que l'indépendance était entre les cantons, puisqu'elle peut aller de un à trente, voire quarante, pour la population représentée. Le ministre n'a toutefois pas précisé quel mode de scrutin pourrait être retenu.

Il n'a pas voulu non plus indiquer si le gouvernement avait d'ores et déjà choisi entre un nouveau découpage cantonal, tenant compte de l'évolution démographique des départements ou l'application d'un système de listes comparables au scrutin municipal. Enfin, M. Joxe a évoqué la possibilité de créer des « communautés rurales », comparables aux communautés urbaines, afin de lutter contre l'atomisation des collectivités locales.

ANDRÉ PASSERON

La préparation du congrès du PS

## Trois députés socialistes en quête d'idées

M. Pierre Mauroy avait souhaité l'organisation d'un congrès extraordinaire du Parti socialiste, consacré à un débat « idéologique » et distinct du congrès statutaire, qui a pour objet de renouveler les instances dirigeantes. Cette formule a été abandonnée, et le congrès de Rennes, en mars 1990, doit s'accompagner d'un meilleur renouvellement des élus dans les assemblées locales.

Trois députés jospinistes, MM. Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Marie Le Guen (Paris) et Patrick Sève (Val-de-Marne) — les deux derniers étant, en outre, premiers secrétaires de leurs fédérations respectives — ont rédigé une contribution thématique, intitulée « Où sont nos divergences idéologiques ? ». Ils repèrent quatre sujets de divergence au sein du PS : la nation, la démocratie, le progrès et l'économie mixte.

Sur la question de la nation, MM. Cambadélis, Le Guen et Sève relèvent la difficulté qu'il y a à faire la différence entre la tradition du pacte social, issue de la Révolution de 1789, et celle de la communauté culturelle, privilégiée plutôt par les adversaires de la Révolution. Ils attribuent à la période coloniale la confusion entre la nation comme entité juridique et comme entité culturelle, l'accès à la première ayant eu pour condition, pour les colonisés, l'assimilation à la seconde. Aussi estiment-ils que la réponse à la crise de l'Etat-nation ne peut consister, pour la gauche, à défendre ce qu'elle a combattu. Polémiquant avec le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, ils refusent de « réduire la République à la défense de la nation ».

MM. Cambadélis, Le Guen et Sève rêvent d'une « métanation européenne, basée sur la démocratie et dominée aux niveaux de la Révolution française et du deuxième souffle ». Ils estiment, néanmoins, qu'une telle évolution ne peut se faire par « la simple projection de la Révolution française, par exemple, sur le problème de l'immigration ». Ils proposent, en effet, à ce sujet, de considérer « la citoyenneté comme l'apprentissage de la nationalité » et se prononcent pour le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Deuxième thème de réflexion, la démocratie, qui selon les trois auteurs, doit être « réinventée ».

## EN BREF

□ M. Nuzi et ses collègues « voient », — M. Jean-Paul Nuzi (PS, Tarn-et-Garonne), auteur de la « lettre ouverte » remise à M. Lionel Jospin, le 25 octobre, à l'Assemblée nationale, sur le problème du port du voile dans les



André Chastel

MYTHE ET CRISE DE LA RENAISSANCE

Une réédition attendue 400 pages, 258 ill. 250 FF

SKIRA

d'abord parce que « la démocratie purement politique que notre pays connaît depuis la III<sup>e</sup> République ne suffit plus aux aspirations des citoyens », ensuite parce que cette démocratie politique « est elle-même en perte de vitesse », en raison de la « révolution des médias », enfin, parce que la démocratie est combattue par de « nouvelles doctrines ».

Au rang des adversaires de la démocratie, ils font figurer le libéralisme, qui dénonce le « despotisme de la majorité », le fonctionnalisme, apôtre de la « régulation interne » et contempteur du « débat sur les valeurs » ; le « techno-discours », qui affirme que « tout ce qui peut être réalisé par la technique le sera ». Contre ces doctrines, MM. Cambadélis, Le Guen et Sève défendent la pertinence du choix politique et celle d'une « stratégie démocratique », qui implique, à leurs yeux, « l'émergence d'un réel contre-pouvoir parlementaire » et qu'ils conçoivent comme une « transition du socialisme ».

## « La modernité n'est pas le progrès »

Les trois députés s'interrogent, aussi, sur la substitution de la notion de modernité à celle de progrès. « La modernité n'est pas le progrès, inventé-ils, même si le progrès ne peut se concevoir qu'en analysant la modernité (...). Remplacer les lois de l'histoire par les lois de l'économie ne fait rien gagner, ni dans la compréhension des évolutions conflictuelles, ni, a fortiori, dans un projet de réforme ou de transformation sociale ».

MM. Cambadélis, Le Guen et Sève soulignent, dans cette optique, que « pour les socialistes, maintenir hors de l'influence prédominante de l'économie marchande les secteurs de la santé, de la protection sociale, de l'enseignement, de la culture, de l'information, de la communication est, à l'évidence, un combat permanent ». La planification est, à leurs yeux, avec ce combat, la composante essentielle de l'économie mixte. Ils estiment que le capitalisme n'est pas un système économique — il ne se confond pas avec l'économie de marché, dont il tend souvent à freiner le développement — mais une « force politique et sociale », face à laquelle l'Etat doit faire prévaloir le service public, là où il s'impose, et l'intérêt général, là où il commande une stratégie industrielle opposée à la seule logique financière.

P. J.

## La sclérose des institutions

Suite de la première page

Plus de neuf lois sur dix sont d'origine gouvernementale, et la fonction législative se borne de plus en plus à l'exercice du droit d'amendement. L'arsenal gouvernemental (article 49-3, vote bloqué, etc.) est si puissant et se combine si bien avec les effets du mode de scrutin et du droit de dissolution présidentielle de l'Assemblée que le contrôle de l'exécutif devient plus formel que réel. Quant au débat politique, qui se déroule généralement devant des bancs clivés, il résiste bien mal à la concurrence de l'audiovisuel. Le forum républicain a changé de lieu.

Pour corriger ces inégalités qui entretiennent le scepticisme autour de l'institution parlementaire et la méfiance vis à vis du monde politique, seuls des remèdes drastiques peuvent réussir. S'agissant de l'initiative des lois (par ailleurs corsetées par la réglementation européenne), seule une modification profonde de la fixation de l'ordre du jour peut rendre aux parlementaires une partie de leurs prérogatives évanouies. Tant que le gouvernement aura le dernier mot, les propositions de loi d'origine parlementaire auront la dernière place.

## Réinventer une culture de participation

En ce qui concerne l'organisation du débat politique, il faut sans doute actualiser beaucoup plus les sujets traités pour remplir les vides et prévoir moins de séances plénières, mais plus généralement retransmettre par la télévision et beaucoup mieux préparées par les orateurs pour révéler l'intérêt. Faute de quoi le Parlement affrontera des âmes mortes. Enfin, le contrôle de l'action gouvernementale devra être limité et tardif aussi longtemps que l'arme de la dissolution ressemblera à la dernière guillotine de la République. Le Parlement français ne peut rester ainsi le plus faible des douze que compte la Communauté européenne sans grave déficit démocratique.

D'autant plus que les citoyens de 1989 se révèlent plus exigeants que leurs prédécesseurs. Lorsque les conditions de la vie démocratique les déçoivent, ils n'hésitent pas à pratiquer la grève du vote, à fortiori du militantisme, quitte à se mobiliser parfois en d'innombrables manifestations en dehors du cadre politique classique. Réinventer une culture de participation exige donc un véritable « agencement » institutionnel, plus large et plus ambitieux que l'hypothèque révisée du Parlement. La première demande, régulièrement exprimée dans tous les sondages, concerne la réduction de la durée du mandat présidentiel. Les Français préféreraient nettement le quinquennat renouvelable

au septennat né il y a plus d'un siècle de circonstances totalement étrangères à la société d'aujourd'hui. Lors des campagnes présidentielles, la plupart des candidats prennent position en faveur du quinquennat. Leur appétit de réforme s'étend régulièrement au lendemain du vote.

De même la multiplication des scrutins locaux, régis de surcroît par des lois électorales différentes, est-elle désormais rejetée par les électeurs. Le regroupement des consultations leur rendrait un enjeu plus consistant et l'harmonisation des lois électorales, une cohérence plus évidente. Désigner les conseils régionaux dans un cadre départemental est un anachronisme, élitre les conseils généraux par moitié et le Sénat par tiers sont des archaïsmes. Finalement, l'expérience, le mode de scrutin municipal urbain, combinant l'efficacité de la logique majoritaire et la légitimité de la représentation des minorités, apparaît le mieux adapté, pourquoi ne pas le généraliser ? La sous-représentation extrême des minorités (ultra-gauche, PC, écologistes, Front national) joue, elle aussi, un rôle dissuasif en matière de participation. Quant au mode de scrutin législatif (qui pourrait au demeurant s'inspirer lui aussi de la même logique), il serait peut-être temps d'enfin le constitutionnaliser. Il n'est pas compatible avec le statut d'une société démocratique développée de changer la loi électorale lorsque l'intérêt du gouvernement en place l'y incite. Après deux siècles d'expérimentations, la République pourrait se fixer une ligne.

Enfin, l'intervention directe du citoyen devrait être élargie à de nouveaux domaines. L'intention de leur conférer un droit de saisine réglementaire du Conseil constitutionnel va dans la bonne direction : encore faudrait-il qu'elle se concrétise. L'instauration de référendums d'initiatives populaires (municipaux, départementaux, régionaux ou nationaux) relèverait du même mouvement. Il faudrait évidemment que le Conseil constitutionnel puisse veiller à la compatibilité des questions posées avec les principes du droit français. Ce préalable levé, il serait normal qu'à la fin du vingtième siècle les Français puissent s'exprimer eux-mêmes sur les questions qui les émeuvent le plus.

Rapprocher les institutions des citoyens apparaîtrait en tout cas comme la conclusion logique du bicentenaire de la Révolution et comme la meilleure manière d'exercer le spectre de la dépolitisation. Trois ans sans élections majeures : ce délai, gêné par autant qu'inhérentiel permet justement de réinventer un système politique qui en a bien besoin.

ALAIN DUHAMEL

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## M. Forni (PS) critique la politique du gouvernement dans la fonction publique

Le gouvernement a dû demander vendredi 27 octobre, en raison de l'hostilité de la droite et du PC, la réserve du vote du budget des services généraux du premier ministre, qui comprennent les crédits de la fonction publique (377,6 millions de francs, + 10,6 %). Les crédits des services généraux représentent 3 463 millions de francs (+ 28,9 %) et 0,28 % du budget général.

Ont été adoptés à main levée les crédits du SGM, du Conseil économique et social, du Plan et des Journaux officiels, crédits dépendant de Matignon.

Le rapporteur spécial de la commission des finances pour la fonction publique, M. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort), s'est montré très critique. « On peut comprendre que le gouvernement souhaite s'en tenir aux termes du dispositif législatif, qui prévoit une révision début 1990, lorsque l'évolution des prix sera connue, a-t-il déclaré. Plus inquiétant est son refus d'établir un lien entre prix et salaires de la fonction publique. En effet, une politique de rigueur salariale imposée par la crise peut difficilement se justifier, socialement, dans un contexte de reprise de la croissance et risque d'aggraver le malaise de la fonction publique ».

Pour M. Forni, « la prime de croissance proposée par le ministre de la fonction publique est un premier pas », mais cela « ne dispense pas d'une réflexion d'ensemble sur les modalités de fixation et de répartition ». L'ancien président de la commission des lois s'est inquiété, en outre, des risques d'« atomisation » de la fonction publique, laquelle pourrait « résulter d'une succession de réformes partielles ». « Nous sommes inquiets, a-t-il dit, de voir que se traitent actuellement certains conflits où l'on voit un ministre négocier avec telle administration. A terme, c'est le statut de la fonction publique qui risque de voler en éclats ».

M. Michel Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, a rappelé que la politique

salariale de la fonction publique s'articule autour de deux axes principaux : la négociation salariale proprement dite et la négociation sur l'amélioration des déroulements de carrière et sur les prises en compte des nouvelles qualifications.

Pour M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne), le gouvernement fait preuve d'une « absence de réflexion globale ». « Vous répondez aux problèmes par des mesures désordonnées et coûteuses », a affirmé M. Bourg-Broc. « Vous ne donnez aucun contenu réel à la notion, qui vous est chère, de modernisation ».

« Vous tenez un discours flatteur, mais, dans les faits, vous prenez seize mesures pour aller plus loin dans l'affaiblissement de la fonction publique, la démotivation des fonctionnaires et la privatisation du service public », a protesté M. François Asenit (PCF, Seine-Saint-Denis). M. Asenit a dénoncé, en outre, l'« entêtement » du gouvernement à ne pas satisfaire les revendications des fonctionnaires.

Le mouvement des impôts n'a pas facilité la tâche de M. Durafour, contraint de demander la réserve sur son budget en attendant des jours meilleurs et, surtout, une issue au conflit en cours.

D'autre part, les députés ont examiné les crédits du tourisme, qui s'élevaient à 368 millions (en augmentation de 5 %). Ces crédits seront adoptés ultérieurement, avec ceux de l'aménagement du territoire. Le ministre délégué au tourisme, M. Olivier Stirn, a affirmé que la France est redevenue le premier pays européen pour le tourisme. « Pour la première fois, a-t-il indiqué, le solde de notre balance du tourisme va dépasser celui de l'armement, soit plus de 35 millions de francs ». Plusieurs orateurs ont jugé décevant le budget de M. Stirn, à l'instar du rapporteur pour avis, M. Francis Geng (UDF), qui a regretté la stagnation des dépenses en capital et des crédits de formation.

M. Alain Rodet (PS, Haute-Vienne), rapporteur spécial de la commission des finances, estime, quant à lui, que ce budget va dans le bon sens.

PIERRE SERVANT

radicaux

لجنة من الاصل



## POLITIQUE

Le MRG réuni en congrès extraordinaire

### Quand les radicaux parlent d'amour

Les radicaux de gauche, réunis en congrès extraordinaire samedi 28 et dimanche 29 octobre à Toulouse, se voient proposer de réfléchir à leur stratégie, avec le projet d'une confédération avec l'Association des démocrates, et à leur programme.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Les motifs de tension — à commencer par les échéances électorales, inévitables sources de rivalités internes et de divergences tactiques — n'étant pas d'actualité, les querelles de personnes sont moins vives au Mouvement des radicaux de gauche (MRG), et M. Yvon Colin devrait laisser son fantôme de président à M. Emile Zuccarelli, comme prévu l'an dernier au congrès de Versailles, quand les deux candidats, arrivés à quasi égalité de suffrages, avaient accepté le système d'une présidence tournante.

#### Deux députés RPR contre le «supranationalisme»

M. Pierre Mazaud (RPR-Haute Savoie) et Jean-Louis Debré (RPR-Eure) partent en guerre contre le supranationalisme. Ils ont déposé, jeudi 26 octobre, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une proposition de loi permettant d'instaurer un contrôle parlementaire des projets de règlements et de directives du conseil de la Communauté économique européenne.

Les deux députés font remarquer que, depuis la signature de l'acte unique, il y a trois ans, sur deux cent trois lois nationales votées, cent deux «sont originaires de Bruxelles». «Il n'est pas acceptable que la moitié environ de notre droit interne émane du conseil de la Communauté sans qu'aucun contrôle ne s'exerce sur lui», estime M. Mazaud et Debré.

Leur proposition de loi tend à amender l'ordonnance du 17 novembre 1988 sur les Assemblées parlementaires de façon que le rapport semestriel d'information des délégations parlementaires pour les Communautés européennes de l'Assemblée nationale et du Sénat fasse l'objet d'un débat dans les hémicycles de chacune de ces deux assemblées.

□ Réactions au projet de loi Joxe. — M. Alain Juppé a qualifié, vendredi 28 octobre, à Aurillac (Cantal), d'«inutile» et de «superflu» le projet du ministre de l'Intérieur d'imposer le vote des électeurs dans leur commune de résidence. «C'est révélateur d'une démarche systématique, d'un centralisme poussé à l'extrême et surtout d'une absence totale de concertation qui caractérisent les socialistes», a affirmé le secrétaire général du RPR.

M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF, estime que ce sujet «doit relever du référendum» car, selon lui, «il est impossible de toucher une modalité d'exercice du droit de vote qui remonte aux origines de la République sans l'accord des électeurs eux-mêmes».

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 28 octobre 1989 :

#### UN DÉCRET

• Du 28 octobre 1989 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction d'une ligne nouvelle de chemin de fer à grande vitesse entre Montargis (Rhône) et Saint-Marcel-lès-Valence (Drôme).

#### UN ARRÊTÉ

• Du 28 octobre 1989 fixant la liste des centres de vaccination habilités à effectuer la vaccination anti-morue et à délivrer les certificats internationaux de vaccination contre la fièvre jaune.

#### UNE LISTE

• Des élèves de l'Ecole centrale de Lyon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986 et en 1987.

Dans l'avant-propos du projet de programme, M. Colin écrit : «Quels que soient notre fidélité au président de la République et notre soutien au gouvernement, notre programme ne peut se réduire à l'approbation sans réserve de la Lettre à tous les Français ni à la recherche panique de l'inspiration radicale chez Michel Rocard. La pensée radicale doit survivre au détournement dont elle est l'objet.» M. Colin souhaite que ce texte, de quelque deux cents pages, soit la base à partir de laquelle s'élaboreront d'autres plates-formes qui permettront de regrouper les «forces de progrès», et que les radicaux soient d'autant mieux identifiés par leurs idées qu'il n'est pas certain qu'ils demeurent «parfaitement identifiables en termes de structure».

#### Le président préside-t-il ?

Le rédacteur de ce projet, M. Jean-François Hory, expliquant son titre — *Et si on parlait d'amour ?* — écrit : «Nous déplorons d'abord et surtout le cynisme de l'époque, le pessimisme social, la vie politique grignotée, les discours méfiantes, la compétition sans principe pour le pouvoir, l'ensemble des comportements publics négatifs, tout ce qui, selon nous, tend à éloigner les citoyens de leur devoir de participation active à la vie civique. Pour le député européen, il n'y a pas de remède miracle, mais les radicaux ont «de l'amour pour la politique», pour «les grands principes républicains», pour «des citoyens trop souvent méprisés et réduits au rôle d'électeurs-consommateurs», pour «des possibles dans une société qui passe plus de temps à énumérer les contraintes qu'à inventer les virtualités positives».

Le texte constate que les partis ne voudraient à aucun prix être pris pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire «des organisations dont la triple

fonction serait de produire des idéologies cohérentes, de les proposer au pays et d'en appliquer le détail après avoir gagné les élections». A cela s'ajoute le regret de voir les gouvernements avoir pour souci premier d'«éviter les difficultés». Quant au président de la République, se demandant s'il préside, M. Hory et ses amis répondent : «Difficile à dire, car, lui-même, il a fait du silence d'été et énigmatique une règle de son action politique».

Les radicaux de gauche n'ont jamais été de farouches partisans de l'actuelle Constitution. Ils proposent d'aller vers une «VI<sup>e</sup> République». Ils envisagent un réajustement du système vers plus de présidentialisme, avec la suppression parallèle du droit de dissolution et de la censure et l'instauration du quinquennat. Ils recommandent la représentation proportionnelle intégrale, sauf pour le conseil général (ils préfèrent le maintien du scrutin cantonal actuel).

Estimant que chaque citoyen devrait bénéficier d'un crédit d'éducation qu'il utiliserait tout au long de sa vie, les radicaux de gauche proposent aussi de décentraliser l'élaboration des programmes scolaires et l'évaluation des élèves. Favorables à l'octroi du droit de vote aux immigrés, ils estiment que la France apparaît comme une «grande nation multi raciale». Ils souhaitent que l'Europe se donne «très rapidement des institutions fédérales, gage de l'équilibre et du caractère démocratique de la construction européenne».

Affirmant leur «amour de la provocation», les auteurs du projet se prononcent contre le système du jury d'assises ou, encore, pour le remplacement de la *Marsaillaise*, trop sanguinaire, par l'hymne de l'Eurovision. Ils se demandent si l'existence des prisons est vraiment justifiée et remettent en cause, à terme, l'existence d'un ministère de l'Éducation nationale. Les radicaux de gauche ne veulent pas faire de la politique triste.

ANNE CHAUSSEBOURG

#### Une nouvelle association d'élus écologistes

### L'ENEE est née

La petite guerre continue entre les écologistes verts et ceux qui ne le sont pas. Au printemps dernier, le succès du parti des Verts a vu soudain gonfler les rangs de l'Association nationale des élus écologistes, fondée seulement l'année d'avant (*le Monde* du 16 mai). Pour les autres partis politiques, dont les élus prétendent tous protéger l'environnement dans les communes qu'ils gèrent, cette montée en puissance des Verts ne pouvait rester sans réplique.

Donc, à l'initiative de Robert Fident, maire-adjoint d'Avignon et chargé de mission au cabinet de Brice Lalonde, une nouvelle association vient de voir le jour : l'Entente nationale des élus de l'environnement ou ENEE (1). Créée officiellement en juillet 1989, elle vient d'emménager dans les locaux du journal *l'Equipe*, où elle a présenté son programme le 26 octobre. «Nous voulons rassembler tous ceux qui gèrent l'environnement quel que soit leur parti», a souligné d'emblée le maire-adjoint d'Avignon, entouré à la tribune par les membres du bureau (Philippe Dufetelle, maire-adjoint écologiste de Toulouse, Jean-Claude Antonini, maire-adjoint PS d'Angers, François Cullandre, maire-adjoint sans étiquette de Cabourg, etc.). Comme l'a fait remarquer Philippe Dufetelle, «les élus chargés de l'environnement ne sont pas tous écologistes». L'ENEE se propose donc d'«écologiser les élus».

L'association compterait déjà quatre cents membres, issus de tous les partis — sauf le Front national, pour l'instant. L'objectif de l'ENEE est de décloquer ce chiffre en deux ans. Mais c'est aussi et surtout de former les élus chargés de l'environnement dans leur commune, grâce à de multiples stages (un par mois) centrés sur les problèmes gestion concrets, comme les déchets, le bruit ou les espaces verts. Exactement comme l'association rivale, animée par André Buchmann, conseiller verte de Strasbourg.

Les membres de l'ENEE se défendent de vouloir marcher sur les brisées de l'ANEE. «Nous rassemblerons ceux qui gèrent, plus que ceux qui restent dans l'opposition», explique M. Fident. De fait, l'ENEE compte des Verts dans ses rangs, mais associés à l'équipe municipale comme Michel Moreau à Champagnole. Elle compte aussi des Verts qui avaient passé des accords avec la gauche avant le second tour, comme Michel Aguilera à Nîmes. Bref, tous les écologistes ou Verts n'ayant pas suivi les consignes nationales d'Antoine Waechter. Des Verts qui risquent aujourd'hui l'exclusion, puisque la double appartenance n'est en principe pas admise.

R.C.

(1) ENEE, 10, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.

36 15  
T M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Dans les Bouches-du-Rhône

### M. Briant (CND) tente de débaucher des élus dissidents du Front national

Alors que M. Yvon Briant, secrétaire général du CND, entreprend, depuis quelques semaines, une opération de récupération des départs du Front national, le parti de M. Jean-Marie Le Pen devait réunir, samedi 28 octobre à Paris, son conseil national. La préparation du congrès du mouvement d'extrême droite et le lancement d'une nouvelle campagne sur l'immigration sont au programme de cette réunion.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Yvon Briant, secrétaire général du CND, a annoncé, vendredi 27 octobre à Marseille, la constitution d'un groupe CND et apparentés au conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) dont seraient «membres de sept élus des Bouches-du-Rhône ayant quitté le Front

national et siégeant actuellement dans un groupe des non-inscrits. Cependant, trois de ces transfuges en puissance, M<sup>me</sup> Claude Lemeray ainsi que MM. Jean-Pierre Berberian et Francis Agostini, ont aussitôt démenti leur ralliement, et un quatrième, M. André Iscardo, qui séjourne à l'étranger, ne semble pas, non plus, avoir donné son accord à M. Briant. Les trois autres, MM. Jean-François Amoros, Guy Pantaléo et Pierre-Louis Cassot, ont cautionné par leur présence la conférence de presse du secrétaire général du CND.

M. Briant paraît être allé un peu vite en besogne en lançant son offensive en direction des dissidents du FN de l'Assemblée régionale après ses précédents débâcles d'élus lepenistes de Franche-Comté, Picardie et Languedoc-Roussillon (*le Monde* du 24 octobre). Le groupe Front national de PACA a été, il est vrai, décliné au cours des derniers mois. Aux sept élus de ce groupe, dissidents et désemparés, on in-

cris, s'ajoutent M<sup>me</sup> Yvonne Fiat, députée du Var, qui a été exclue et s'est apparentée à l'UDF, et M. Henri Arion, élu du Var qui a récemment adhéré au RPR. La représentation du FN est donc réduite à seize membres au lieu de vingt-cinq primitivement.

Quoi qu'il en soit, M. Briant s'est fait fort de provoquer, «dans les semaines à venir», un changement de majorité au conseil régional. Compte tenu des neuf «départs» du groupe FN, il suffirait de trois autres pour que M. Jean-Claude Gaudin dispose d'une majorité absolue UDF-RPR et donc, éventuellement, CND, sans le concours de l'extrême droite. Le président du conseil régional, sénateur (UDF), ex Bouches-du-Rhône, s'est bien gardé de se lier les mains par avance avec le CND. «C'est une affaire qui concerne ce parti, nous a-t-il déclaré. S'il a des élus, tant mieux, mais je ne vais pas me mêler de cela. La question d'un changement d'alliance ne se pose pas pour l'instant.»

GUY PORTE

La convention nationale du PR

### M. Léotard reçoit l'appui des secrétaires fédéraux

Les amis de M. François Léotard devaient se pencher, samedi 28 octobre, à Charente-le-Pont (Val-de-Marne), sur l'avenir politique des libéraux dans la composition de l'opposition. Trois motions, dont l'une présentée par le président du PR, devaient être soumises, à cet effet, aux délégués de la convention nationale de cette composante de l'UDF. Il ne s'agit guère de doute que le texte présenté par M. Léotard et co-signé par MM. Alain Madelin, Gérard Longuet et Charles Millon, obtiendra la majorité, car les deux autres contributions — l'une présentée par M. Jacques Dominati, pour la fédération de Paris du PR, et l'autre par M. Willy Diméglio, député de l'Hérault — ne proposent pas vraiment d'alternative.

M. Léotard avait fait part de ses intentions à la mi-octobre devant le comité directeur du PR (*le Monde*

du 19 octobre). Déstabilisé par son échec dans la course à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, fin septembre, à Vichy, M. Léotard avait décidé de «recruter les bons» en projetant une réorganisation des instances dirigeantes. La convention nationale de Charente devait donc se prononcer sur la volonté de l'ancien ministre de la culture et de la communication de M. Jacques Chirac de faire du PR «l'artisan d'un rassemblement et d'un renouveau des différents courants politiques de l'opposition» et devait entériner l'accession de M. Longuet au poste de secrétaire général, tandis que M. Madelin était promis à la vice-présidence du parti.

Derrière le débat d'idées sur la stratégie des libéraux se dissimule un autre : celui sur les hommes. Il s'agit, principalement,

du rôle de M. Léotard lui-même et de ses relations — plutôt orageuses — avec M. Valéry Giscard d'Estaing. Les prochaines consultations électorales, en particulier les législatives de 1993, mais, surtout, la présidentielle de 1995, ne sont pas étrangères à ce débat.

A cet égard, le Parti républicain a diffusé, vendredi, le texte d'une motion de soutien à M. Léotard, des secrétaires fédéraux, réunis à Paris, selon laquelle, «maintenant plus que jamais la France a besoin du PR et de la PR à la présidence du parti». Ils ajoutent que «la reconstruction de l'opposition, l'expression d'un message authentiquement libéral, la préparation de l'alternance ne peuvent se résimer à des critiques où l'envie et les arrière-pensées tiennent lieu d'analyse politique».

O.B.

#### LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

S'il y a une histoire à un sens, il n'est pas évident, comme on sait, et reste, en tout cas, difficile à établir. Quand on croit l'avoir repérée, il faut, le plus souvent, déchanter. Mais du moins, pas d'histoire, assure Max Gallo, qui s'exprime, ici, en historien et en citoyen engagé. Il faut, dit-il, «parier — en sachant que le pari peut être perdu — sur la maîtrise des hommes sur leur destin». Cet acte de foi et de volonté, Max Gallo s'y tient, en se référant à Jean Jaures, malgré l'histoire et, aussi, à cause d'elle. Il s'y tient, encore, sur le thème d'un réexamen historique des deux cents dernières années, de 1789 à nos jours.

Réexamen empreint de ce volontarisme affirmé plus haut, puisqu'il s'agit de chercher «les clés de l'histoire contemporaine», c'est le titre de l'ouvrage — dans une démarche qui tente de marier le respect de la continuité chronologique et le besoin d'en dégager les moments forts et significatifs pour la suite.

L'auteur a choisi deux cents événements — un par an — qui permettent d'«essayer de saisir ce qui s'est passé d'essentiel, et pourquoi, et comment» depuis la Révolution. Ce sont soit des moments qui ont scandé l'histoire, dans les domaines politique, économique, militaire, technique ou scientifique, soit des faits de civilisation et de culture. Chacun d'eux est raconté, analysé, démonté comme «un modèle qui doit servir à comprendre d'autres situations» puisque l'histoire est, écrit Max Gallo, «le seul laboratoire, le seul terrain d'expérience dont les hommes disposent» pour essayer de comprendre ce qu'il leur arrive. L'auteur ne prétend pas dégager des lois mais, plus modestement, «des tendances, des orientations, des imbrications qui peuvent se répéter dans plusieurs circonstances».

Pour tenir dans les limites d'une présentation aisément manipulable et, au demeurant, soignée, claire et abondamment illustrée, ce calendrier raisonné de l'histoire contemporaine

### Les dates qui font événement

traite en quelques pages de chacun des événements retenus. Ce n'est pas un désavantage lorsqu'il s'agit de remettre à jour, sur un point particulier, un savoir qui s'est estompé. Comme ce sont, pour la plupart, des faits ou des épisodes connus, l'intérêt est d'en retrouver l'essentiel et, suivant le dévouement propre à l'auteur, de pouvoir en mesurer la portée.

Lorsque l'histoire s'affirme spectaculaire, pas de problème ! 1793, c'est l'exécution de Louis XVI, «le meurtre du père» ; 1914 est l'année où commence «le grand massacre». Parfois, le cours de l'histoire est plus souterrain et la marge d'appréciation de l'auteur plus large. Ainsi Max Gallo traite-t-il, à l'an 1791, de «la solitude des modérés dans la Révolution française» et il en tire la leçon que, dans certaines conjonctures, «les solutions de compromis raisonnables ont peu d'écho». 1794, c'est la Terreur dans laquelle notre historien refuse de voir, malgré ses excès, «la matrice d'un régime totalitaire». L'année 1797 lui donne l'occasion de s'intéresser à la technique du coup d'État, débouché naturel du couple révolution-guerre. «Un modèle d'évolution historique se met en place», note-t-il.

Le recul dans le temps permet de mieux entrevoir le germe de modernité. Ainsi, en 1806, le blocus continental par lequel Napoléon espérait vaincre les Anglais apparaît après son échec comme «une forme archaïque de résistance» à la modernisation économique et politique qu'incarnait l'Angleterre. En 1861, la guerre de Sécession prend la caractéristique d'un conflit moderne qui rejette dans le passé les batailles

contemporaines de Magenta et de Solferino (1859).

L'exploration de l'Afrique (1868), le percement du canal de Suez (1869), l'apparition de la presse à grand tirage (1875), les débuts du socialisme français (1879), ceux des marxistes russes (1886), l'antisémitisme français (1886), la révolution moderniste au Japon (1889), l'encyclique *Rerum novarum* (1891), opposée au Manifeste communiste, l'explosion anarchiste (1894), la renaissance des Jeux olympiques (1896) s'ajoutent, parmi d'autres balises, au fil du dix-neuvième siècle. L'aviation, le réveil de la Chine, la montée des nationalismes, la première guerre mondiale, le phénomène fasciste, marquent l'avènement du vingtième siècle.

On ne saurait comprendre notre temps sans disposer de ces clés. Dans ce trousseau, 1989, dernière année recensée, est celle de «la France et de l'Europe à l'heure des choix» (on n'en attendait pas moins d'un historien devenu récemment député socialiste européen). Un peu avant, 1886 est l'année de la catastrophe de Tchernobyl, et 1893 celle de la grande peur du sida. Comme 1958 a marqué le retour au pouvoir du général de Gaulle, 1981 a mis fin, avec l'élection de François Mitterrand, à «un monopole politique en France». Max Gallo note que les institutions de la V<sup>e</sup> République ont mieux protégé la gauche que ne l'avaient fait celles de la III<sup>e</sup> République après la victoire éphémère du Front populaire.

L'auteur ne s'engage pas plus avant dans le commentaire politique de l'actualité. Il lui suffit que ces deux cents ans écoulés aient fait naître la conscience, toujours à raffermir, «qu'il existe une solidarité entre tous les hommes, que l'égalité entre eux doit être reconnue. Que les voies de la guerre sont des impasses». C'est la leçon de ces leçons d'histoire.

► «Les clés de l'histoire contemporaine», de Max Gallo. Robert Laffont, 889 pages, 240 F.



## SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

L'Europe à l'assemblée de Lourdes

Devant les évêques français  
M. Delors a conjugué idéal et réalisme

La journée du 27 octobre à l'assemblée plénière des évêques de Lourdes a été entièrement consacrée à l'Europe, avec notamment des interventions du cardinal Decourtray, de Mgr Defois, recteur de l'institut catholique de Lyon, et surtout de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne de Bruxelles. Jamais encore l'épiscopat français n'avait invité une personnalité politique à son assemblée plénière annuelle.

## LOURDES

de notre envoyé spécial

« Je ne suis pas venu pour gagner un point dans les sondages. Ancien militant syndical chrétien, le compagnonnage intellectuel de M. Jacques Delors avec l'épiscopat français ne date pas d'aujourd'hui. S'il ne s'est jamais servi de sa foi chrétienne comme d'un « standard », dit-il, il n'a pas hésité une seconde à se rendre à Lourdes à l'invitation de la hiérarchie catholique. « J'en ferais autant si j'étais invité par des protestants, des juifs ou des musulmans », affirme, économi- que et inclassable, le président de la Commission européenne de Bruxelles.

« Messieurs les évêques » : entre un crucifix et un portrait de Jean-Paul II, n'hésitant pas à se mêler à l'angélus des évêques, Jacques Delors ne s'est pas départi toute la journée, de son ton professoral.

S'il est vrai que l'Europe des fondateurs, celle de Robert Schuman, d'Adenauer et de De Gasperi était, comme on l'appellait alors l'Europe vaticane, l'Eglise catholique a semblé depuis se désintéresser de la construction européenne. Elle se réveille aujourd'hui. Après l'Europe des marchands, voici en effet « l'Europe des valeurs ».

« L'Eglise est interrogative par rapport à l'Europe, admet Jacques Delors et elle a raison. L'Europe ne peut pas être seulement matérialiste. Boulez-là. »

Il est donc venu à Lourdes chercher un supplément d'âme, tenant l'Europe par les deux bouts : l'Europe de la « volonté » et celle de la « nécessité », l'Europe de l'« idéal » et celle du « réel ». Le président de la Commission de Bruxelles, artisan de l'Acte unique, reconnaît qu'« on ne tombe pas amoureux d'un marché sans frontières ». Il a confessé ses ambitions : retrouver un projet commun mobilisateur, dans un nouvel espace européen, retraire de la construction européenne une « aventure calculée ».

Son « triangle de base » — justice sociale, défense de l'environnement, enrachement national et culturel — ne pouvait que susciter l'approbation des évêques. A Bâle, en mai dernier, toutes les Eglises chrétiennes en Europe de l'Est et de l'Ouest s'étaient mobilisées autour de projets semblables.

A Lourdes, Jacques Delors n'a manqué de charité que pour M. Thatcher : « Messieurs les évêques, l'Europe sociale n'est pas l'invention d'un intellectuel

socialiste et bureaucrate comme le croit le premier ministre britannique, a-t-il affirmé. Elle l'est dans les traités, il ne peut pas y avoir de contestation là-dessus. » Et l'assemblée de sortir de sa réserve épiscopale.

## « Puissance économique »

Autre dogme deloriste : la Communauté sera pluraliste, raisonnablement ouverte à l'Est (Hongrie, Pologne), aux « orphelins de l'Europe » (Yougoslavie, Turquie, Malte, etc.) aux pays méditerranéens, à l'Afrique, où elle ne sera pas. Le président de la Commission a déploré l'écart grandissant entre l'intégration économique et la coopération politique en Europe. « Si la première va à la vitesse d'un TGV et l'autre comme un tortillard, a-t-il dit, alors, tout le monde sera dans le brouillard. »

Les questions ont fusé. Quel avenir pour l'agriculture ? Et le Liban ? Les immigrés ? L'islam ? Les ventes d'armes ? Les relations avec les pays en voie de développement ? Le responsable européen n'a pas, à proprement parler, causé son auditoire dans le sens du poil. Il a même donné aux évêques quelques leçons de réalisme, récusant l'accusation de « libéralisme sauvage » en Europe répandue dans les milieux ecclésiastiques qui ne veut, selon lui, que pour... L'Angleterre et, défendant l'objectif de « puissance économique » : « Un Etat ne peut pas être généreux ni solidaire s'il n'est pas riche et puissant, a-t-il martelé. Et, à quelques mètres de Mgr Gaillon, évêque d'Evreux, il

a ironisé sur le « prophétisme » des pacifistes. « Si nous arrêtons de vendre des armes, d'autres le feront à notre place », a dit M. Delors.

Pour le reste, le président de la Commission européenne a défendu les agriculteurs de la Communauté, le rééquilibrage régional, une politique commune de l'immigration, annonçant même un prochain accord sur le droit d'asile qui autoriserait un réfugié à circuler dans la Communauté. « Les musulmans sont plus dynamiques et plus audacieux. Pourquoi voudriez-vous qu'ils s'arrêtent ? », a-t-il ajouté, provoquant une fois de plus son auditoire.

A propos du Liban, enfin, soulignant que les Douze aidaient indistinctement chrétiens et musulmans, M. Delors a eu cette formule étonnante : « Chrétiens, musulmans, ne pourrions-nous pas trouver d'autres mots ? A l'Union des banques suisses, on ne fait pas la différence... »

An début de la journée, le cardinal Decourtray avait incité les catholiques à « apporter leur pierre à l'édification de la nouvelle maison commune européenne ».

« Déjà nous voyons sortir des brumes de l'utopie, surtout depuis que la perestroïka fait tache d'huile à l'Est, le profil de la grande Europe, du Portugal à l'Oural et de l'Islande à Malte », avait ajouté le président de l'épiscopat français. Jacques Delors n'a pas voulu doucher cet enthousiasme.

HENRI TINCQ

## ENVIRONNEMENT

Les conséquences de la sécheresse

## Hécatombe de saumons et d'anguilles

La fin des douze mois de sécheresse exceptionnelle que la France vient de connaître ne signifie pas la fin des pénuries. Après le Sud-Ouest, c'est la Bretagne qui se met à manquer d'eau. Le préfet d'Ille-et-Vilaine a pris, vendredi 27 octobre, des mesures draconiennes : interdiction du lavage des voitures privées, professionnelles et même de la SNCF ; interdiction d'arrosage des espaces verts et du remplissage des piscines. « La pire est à venir », prédisent les experts.

La sécheresse de 1989 a jeté l'alarme parmi les pêcheurs. Les rivières et fleuves, parvenus à leur étiage depuis le 15 juin, n'ont jamais pu se réapprovisionner en eau depuis, si bien que les algues y ont proliféré (phénomène d'eutrophisation) et que les pollutions habituellement sans gravité ont tué les poissons. « Une année catastrophique pour les milieux aquatiques », a commenté Gérard Tardieu, directeur général du conseil général de la pêche, au lendemain de la réunion du conseil d'administration du Conseil supérieur de la pêche (CSP), le 27 septembre.

Les informations parvenues de toute la France sont à cet égard éloquentes. Dans le cours aval du Lot, on a ramassé plus de 100 tonnes de poissons morts. Dans le département du Tarn, le Sor a perdu plus de 30 tonnes de poissons. On a retrouvé deux cent trente saumons le ventre en l'air dans l'Odet (Finistère) et plusieurs tonnes d'anguilles ont péri du côté de Châteaulin et Pont-Aven. Plus de 500 kilomètres de cours d'eau ont été asséchés en Ardèche et 200 kilomètres dans le département de la Loire.

Ce sont les poissons migrateurs amphibiens (ceux qui partagent leur

existence entre la mer et l'eau douce) comme les saumons, les truites de mer et les truites fario, qui ont le plus souffert de la baisse du niveau des cours d'eau. Beaucoup, en effet, n'ont même pas pu entrer dans les estuaires, et ceux qui y parvenaient se retrouvaient ensuite bloqués au pied des barrages, devant des passes à sec. Non seulement beaucoup sont morts dans l'aventure, mais cette perte de géniteurs entraîne une baisse de la reproduction dans les frayères des hauts bassins. Les garde-pêche ont dû multiplier les sauvetages par des opérations de pêche électrique, afin de retirer les poissons pris au piège des basses eaux.

Cette mortalité des poissons, ajoutée à la destruction des écosystèmes aquatiques, préoccupe beaucoup le Conseil supérieur de la pêche. En effet, cela ne peut qu'accroître la chute des effectifs des pêcheurs qui, au dernier pointage, n'étaient plus en 1988 que 1 984 000 à payer leur cotisation (les autres pêchant en étang privé). Cette hémorragie inquiète au premier chef M. Michel Martini, le président de l'Union nationale des fédérations de pêche, qui reproche aux pouvoirs publics de ne pas préserver la ressource en eau. « Nous sommes passés d'une consommation de 10 litres par habitant et par jour, dit-il. Sur les 600 milliards de mètres cubes qui tombent chaque année du ciel, il faut en réserver 100 milliards pour le soutien d'étiage. Sinon, c'est la fin de la pêche. »

Les pêcheurs s'en prennent aux pompes pour l'irrigation agricole et aussi aux barrages, comme il en est encore prévu sur le bassin de la Loire. « Ce qu'il faut, ce sont des réservoirs de dérivation pour pallier les effets de la sécheresse. Mais surtout plus de barrages », supplie le président Martini.

ROGER CANS

## JUSTICE

A la cour d'assises des Pyrénées-Orientales

## Roger Knobelspiess condamné à neuf ans de réclusion criminelle

La cour d'assises des Pyrénées-Orientales, présidée par M. Georges Moitié, a condamné, vendredi 27 octobre, Roger Knobelspiess, quarante-deux ans, à la peine de neuf ans de réclusion criminelle pour sa participation à un vol à main armée, le 6 avril 1987, au préjudice de la Banque populaire de Thuir. Son complice, Walter Murgia, quarante et un ans, reconnu coupable de vols à main armée, arrestations et séquestrations illégales et de tentatives d'homicides volontaires sur deux gendarmes, a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

## PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Dans son arrêt, la cour d'assises a ordonné que la peine de Roger Knobelspiess soit confondue avec les sept ans de réclusion criminelle qui lui avaient été infligés le 17 avril 1987 par la cour d'assises de Seine-Maritime pour « rébellion avec résistance et voies de fait » lors d'une fusillade avec des gendarmes et des policiers survenue à Elbeuf le 23 septembre 1983. Dans sa plaidoirie, M. Thierry Lévy avait rappelé que son client, recherché pour la fusillade d'Elbeuf, avait été arrêté le 7 avril 1987, quelques heures après l'attentat de la banque de Thuir. Au tout

début de l'enquête, Knobelspiess avait été accusé d'avoir ouvert le feu, à proximité de Thuir, contre deux gendarmes, alors que ceux-ci ont formellement désigné Walter Murgia comme étant leur seul agresseur. C'est dans ces circonstances que Knobelspiess avait été jugé dix jours plus tard, à Rouen, pour la fusillade d'Elbeuf. Ainsi, M. Thierry Lévy s'est estimé : « Par un processus inamovible, les faits de Thuir ont complété dans la décision de Rouen, et en l'a même condamné pour des faits qu'il n'a pas commis. »

## « Vivre sous un autre nom »

Le ministre public représenté par M. Paul-Louis Ammeras, procureur de la République de Perpignan, s'adressant à Knobelspiess, avait lui-même admis : « C'est un peu vrai que vous vous êtes présenté à Rouen dans de très mauvaises conditions. C'est vrai que les jurés de Rouen n'ont pas pu s'empêcher de penser que vous veniez d'agresser une banque à l'autre bout de la France. » Toutefois, le magistrat s'était opposé à la confusion des peines en demandant une sanction de réclusion criminelle contre Roger Knobelspiess, lui lançant : « On ne peut pas toujours jouer le double jeu, celui de vos amis qui sont venus témoigner, ou celui des voyous. »

Contre Walter Murgia, le procureur avait demandé la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de quatorze ans. S'exprimant en dernier, Roger Knobelspiess, qui a déjà passé vingt-cinq ans en prison, dont huit en quartier de haute sécurité (le Monde du 26 octobre), avait lui-même demandé une peine de sept ans de réclusion criminelle confondue avec le verdict de Rouen, en ajoutant : « Ainsi, je pourrais sortir dans deux ans et demi, vivre avec mon fils, écrire un livre, faire un film. Mais sous un autre nom et oublier Knobelspiess. »

MAURICE PEYROT

L'inculpation de l'ancienne secrétaire du conseil de l'Ordre des avocats de Bordeaux

Une lettre de M<sup>e</sup> Annick Vivez

Après notre article (le Monde du 6 octobre) sur l'inculpation pour « faux en écritures privées » de l'ancienne secrétaire de l'Ordre des avocats de Bordeaux, M<sup>e</sup> Annick Vivez, avocat à la cour d'appel de Bordeaux, ancien secrétaire du conseil de l'Ordre, nous a adressé le texte suivant :

M<sup>e</sup> Vivez précise que l'action publique n'a pas été mise en œuvre par une plainte avec constitution de partie civile du bâtonnier Favreau contre X..., mais d'une plainte dirigée contre le secrétaire du conseil de l'Ordre, qu'elle était à l'époque, ce qui a permis une inculpation sans audition préalable de l'intéressée.

« Compte tenu des imputations contenues dans cet article, s'estime fondée à faire publier la délibération prise, le lendemain même de l'inculpation, par le conseil de l'Ordre des avocats à la cour d'appel de Bordeaux, dont elle a reçu communication par les soins du bâtonnier, dont voici le texte intégral :

« DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DE L'ORDRE EN DATE DU 3 OCTOBRE 1989 :

« Le conseil de l'Ordre a appris avec une vive émotion l'inculpation de M<sup>e</sup> Annick Vivez, ancien secrétaire du conseil, pour faux en écriture privée à la suite de la plainte avec constitution de partie civile déposée contre elle par M. le bâtonnier Favreau. »

« Le conseil de l'Ordre estime devoir rappeler que, dès lors qu'est décidée l'ouverture d'une information disciplinaire, la rédaction de la convocation et le rapport éventuel des faits invoqués sont laissés au soin du bâtonnier et du secrétaire du conseil ou du président et du secrétaire de la commission de discipline. »

« Le conseil de l'Ordre rappelle également que la rédaction d'un extrait portant la mention « Conforme » ou « Certifié conforme » est en son sein un usage en vertu duquel cet extrait

résume la délibération dont il respecte l'esprit sans en reproduire le texte littéral. Il constate que le bâtonnier Favreau l'a lui-même utilisé lorsqu'il était en fonction. »

« Après avoir procédé à une nouvelle lecture des procès-verbaux des 24 février 1986 et 20 juillet 1987 ainsi que des extraits correspondants, les membres du conseil de l'Ordre qui siègent lors de ces réunions affirment que ces extraits traduisent et respectent la volonté qui s'y est exprimée. »

« Le conseil de l'Ordre affirme solennellement que M<sup>e</sup> Vivez a exercé ses fonctions avec scrupule, loyauté et dévouement. Il tient à lui exprimer son estime unanime et sa totale solidarité. »

## Simone Weber devra répondre d'assassinats

NANCY

de notre correspondante

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy, vient de requalifier l'inculpation visant Simone Weber, cinquante-neuf ans ; jusqu'à présent poursuivie pour le meurtre de Bernard Hettier, son ancien compagnon disparu en juin 1985, celle-ci devra, désormais, répondre d'assassinat assorti des circonstances aggravantes de guet-apens et de préméditation.

Dès 1986, les magistrats de la chambre d'accusation notaient : « Bien que le cadavre de Bernard Hettier n'ait pas été retrouvé, il ne fait aucun doute que celui-ci est mort le 22 juin 1985 vers 17-18 heures, au domicile de Simone Weber, 138, avenue de Strasbourg. Lorsque l'inculpée comparaitra devant la cour d'assises de la Meurthe-et-Moselle, « ce qui ne saurait tarder » de l'avis de la partie civile, Simone Weber aura, en outre, à répondre d'un autre assassinat, celui de Marcel Fikard, son mari octogénaire, décédé en 1980 dans des circonstances douteuses. »

M. R.

## De nouvelles mesures en faveur des agriculteurs

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a présenté, jeudi 26 octobre, plusieurs mesures nouvelles pour compléter le dispositif adopté le 23 août dernier en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse. L'effort supplémentaire de l'Etat est évalué à 1,6 milliard de francs sur un total de 5,3 milliards. Le ministre a annoncé que le premier ministre s'était engagé à abonder le fonds national des calamités pour assurer l'indemnisation des agriculteurs. Le montant total de cette indemnisation est actuellement estimé entre 2 et 2,5 milliards de francs.

Le gouvernement a également décidé de décaler d'un an les annuités des prêts bonifiés, afin de supprimer l'échéance en capital de 1990 dans la limite de 100 000 francs par agriculteur. Le volume des reports accordés pourra aller jusqu'à 800 millions de francs. Le Crédit agricole a accepté de son côté de prendre une mesure « d'ampleur équivalente » sur les prêts non bonifiés. Au total, l'allègement de trésorerie porte sur 1,6 milliard de francs, a précisé M. Nallet.

Les prêts exceptionnels à 4 % sur deux ans accordés aux éleveurs dans le cadre du dispositif du 23 août seront consentis à hauteur de 1 milliard (au lieu des 200 millions initialement prévus). Toujours pour les éleveurs, des efforts, chiffrés à 240 millions de francs pour l'Etat, seront en outre consentis sur le prix du fourrage — 650 000 tonnes d'équivalent-orge à 77 centimes le kilo, soit une différence de 46 centimes par kilo.

M. Nallet a ajouté qu'il souhaitait « individualiser » le plus possible ces aides aux agriculteurs, afin que « seuls ceux qui en ont vraiment besoin » en bénéficient.

Menandre  
Roussin

Lo

هذا من الحاصل







LA RÉCEPTION DE M<sup>me</sup> JACQUELINE DE ROMILLY

## Le discours du récipiendaire

Suite de la page 9

Le résultat est que les propos et les réactions de ces personnages sont toujours dominés de naturel. Au début des *Grands de l'écriture* (un exemple entre beaucoup), on voit ainsi apparaître le père : sûr de son bon sens et le verbe haut, il émet des exclamations scandalisées ; et, avant la moindre indication sur la donnée comique, il fait déjà rire : « Tu as vu ça ? Tu l'as vu ? Mon fils, mon vieux ! Ça me ressemble, hein ? tu en restes habillé ? Eh bien voilà ! Voilà la nouvelle génération ! ». Entre parenthèses, il signale qu'il s'agit de la nouvelle génération de 1948. Mais en tout cas le ton est si juste qu'il la représentation l'on se trouve pris, tout de suite, aux premiers mots.

Or, il l'est de façon constante, de réplique en réplique, de pièce en pièce. Et la merveille est alors que ces personnages tellement naturels se trouvent plongés, bon gré mal gré, dans ce jeu de la fantaisie comique que j'évoquais tout à l'heure. Parfois, celle-ci les surprend et les bouscule ; mais du coup, elle les révèle. Dans *L'homme qui en savait trop*, la donnée comique pousse la réplique à l'extrême : les quatre femmes de la pièce se découvrent toutes les quatre associées sans l'avoir voulu. D'où un ensemble de scènes parallèles, d'allusions et de quiproquos, qui ne cessent de faire rire. Mais chaque parallélisme éclaire un contraste de caractère, chaque retournement précipité dénonce une hypocrisie : le procédé comique, dans son artifice même, devient comme une loupe, qui fait mieux voir les travers des personnages. L'action elle-même, une fois lancée, est toujours leur œuvre ; et les situations les plus saugrenues qu'elle déroule naissent d'un enchaînement de réactions candides.

## Le thème du mensonge

Le comique, de la sorte, est double. On n'a pas vu l'action si rapidement menée ; mais l'on s'amuse aussi, en même temps et peut-être plus, de voir la nature humaine si bien révélée. Les deux aspects se rejoignent en un équilibre brillant, que sert la rapidité du fumellé, et que ne rompt aucun faux pas.

Le seul élément qui risque parfois de prendre le dessus, le seul qui doit être parfois contenu, n'est en fait ni le comique ni le thème de l'observation : c'est un troisième élément — à savoir l'émotion qui s'attache à ces personnages ainsi devenus vivants. Car ils n'éveillent pas la dérision, mais la sympathie. Et malgré le comique double que j'ai tenté de définir, des fins de pièces ont dû être modifiées parce qu'elles viraient presque au tragique ; d'autres, comme celle de *L'Amour fou*, ont été conservées malgré les critiques, parce que l'auteur aimait la note de pitié et de reconnaissance qu'elles appor- taient. On perçoit là une tentation vite écartée — tout comme on voit surgir à chaque instant dans le dialogue l'expression d'une tendresse, aussitôt équivocée dans un sourire de connivence.

Le charme presque impalpable de l'œuvre tient, je crois, à cette coexistence perpétuelle. Mais, pour mieux suggérer cette variété des registres, j'aimerais retourner pour un instant un thème qui, en fait, se retrouve dans tous : ce thème est celui du mensonge.

Le mensonge et l'adultère sont, je l'ai vu, des thèmes un peu étranges pour mes débuts parmi vous, Messieurs. Croyez que ni mes habitudes ni mes travaux ne m'y préparaient. C'est-à-dire qu'il n'y avait rien de cette vertu, de ce larcin, de cette trahison, de cette tricherie, de cette adultère, de cette comédie dans le mensonge : elle l'aimait déjà du temps de Molière.

D'abord, le trompeur qui réussit, fait toujours rire et le trompé trompé amuse plus encore. André Roussin a joué en virtuose de ces situations classiques, et sa pièce intitulée *La Coquille* est à cet égard un modèle.

Mais, en même temps, quelle finesse dans la satire de la crédulité ! Dans *Le Mari, la Femme et la Mort*, une femme a accumulé mille mensonges envers son mari, qu'elle a voulu faire tuer, et il a tout cru. A bout de nerfs, elle lui avoue la vérité ; mais les mots glissent sur lui sans éveiller sa confiance : il pense qu'elle a trop lui et l'envie se repaître. En revanche, dès qu'elle se reprend et se remet à mentir ; lui se remet à croire ! Il insiste même : « Eh bien tu vois, tu me dis la vérité ; je la crois tout de suite ! ». Car notre homme trop crédule est aussi un donneur de leçons — ce qui n'a rien à voir avec un professeur !

## « Ruses de tout genre »

Mais si l'on passe de là au mens- tour lui-même, et à ses mobiles, on change encore de registre. La haine et la jalousie n'ont pas de place, ici, dans ce monde aimable où même les rivaux sont prêts à pouter entre eux une amitié imprévue. Mais on sent parce que la vie est compliquée et l'art du bonheur difficile. Témoins ces héros de *La Petite*

*Hutte*, qui, naufragés et enfermés ensemble sans dissimulation possible s'étaient d'abord emparés dans des partages gênants ; récupérés, ils retrouvent, avec la vie civilisée, le manteau du secret.

Au pis, on se ment à soi-même, et l'on vit alors dans le rêve. Et puis comment faire le départ entre mensonge et vérité ? Bobosse s'extraît avec peine de l'image de lui-même que lui impose son rôle à la scène, et la vaillante Nina s'étonne à peine d'« inventer la vérité ».

Entre le bon comique du trompeur trompé et de telles suggestions, la marge est grande. En fait, ce que me rappelle cette pièce amusée pour les malentendus et les dérobades de l'existence humaine n'est pas la comédie, et moins encore Fran- çois. Je pense à un autre sourire, lui aussi amusé et indulgent : celui d'Athéna elle-même, dans *l'Odyssée*, quand elle entend Ulysse lui faire mille mensonges sans l'avoir reconnue ; alors, quittant son dégoût, elle se moque affectueusement de lui : « Quel fourbe il faudrait, et quel intrigant, même si un dieu s'y mettait, pour te surpasser en ruses de tout genre ! ».

On perçoit donc de proche en proche une résonance, qui couvrirait en partie la

ment, il n'a pas manqué de critiquer vive- ment ce qui le choquait.

Il faut dire que le théâtre avait changé, et pas seulement le théâtre. La scène témoigne en effet très vite de toutes les ruptures intellectuelles. Euripide n'avait que quinze ans de moins que Sophocle et il nous semble appartenir à un autre univers. Or ces changements ne vont pas sans modes parfois tyranniques, aux excès trop visibles. André Roussin leur a consacré quelques études d'une docteurie singulièrement rafraîchissante. Dans la *Lettre sur le théâtre d'aujourd'hui*, qui est de 1965, il se plaint déjà de la politisation et de l'esprit sinistre qui envahit tout. Il s'est aussi élevé contre les interprétations recourant sans mesure à Freud ou aux revendications sociales même pour les œuvres classiques. Avec ironie, il imagine les plus pédantes extravagances en ce genre et s'étonne : « Suis-je bête, décidément ! Comment ne l'avais-je pas vu ? ».

Dans la mise en scène, aussi, avec quel allant il s'est plaint de ces acteurs toujours en train de ramper sur le sol, ou descendant, de marche en marche, des escaliers inutilisés qu'ils balançaient de leur arriè- train ! Et son bon sens en a encouragé plus

peindre, avec enthousiasme : « J'étais, écrit-il, un peintre du dimanche qui pei- gnait sept jours par semaine ». Cela non plus n'aurait pas dû surprendre : tant de titres de livres où intervenaient les cou- leurs auraient dû le laisser prévoir. Mais je trouve étonnant que cette passion qui l'avait poussé à observer puis dire avec des mots soit ainsi devenue passion pour obser- ver puis dire avec un plateau. Et, dans les deux cas, il s'agissait d'être vrai, mais en aimant ce que l'on fait voir.

## « La petite chatte est morte »

C'est bien pourquoi j'ai voulu évo- quer ces activités dans leur variété même. Non seulement elles illustrent la richesse d'une personna- lité ; non seulement elles éclairent après coup certains traits des comédies, ces jeux d'allusions et de parodies, ces Achille et ces Hector, ou ce goût d'écrire un beau jour une comédie moderne toute en alexandrins ; non seulement elles confir- ment à quel fond de lucidité et de sensibi- lité pouvaient ces comédies ; elles permet- tent aussi de mieux comprendre par là ces esprits chagrins qui traitent de haut le comique en général, comme s'il était facile à pratiquer, et la gaieté en général, comme s'ils n'en percevaient pas la vaillance salu- bre et bienfaisante. La Grèce d'Homère, d'Aristophane et de Ménandre s'en serait réjouie.

On le voit : cette évocation du lettré me ramène doucement vers la comédie. Et voici que, juste à la fin, en vertu d'une har- monie superbement ordonnée, les deux activités d'André Roussin — auteur de comédies et fin lettré — convergent et se fondent, comme deux rivières mêlant leurs eaux. Son œuvre se cite en effet sur une pièce de théâtre — toute récente, puisqu'elle date de 1987 — qui est, cette fois, une comédie de lettré. Elle s'appelle *La petite chatte est morte* ; et elle met en scène le procès du héros de *l'École des femmes*, Arnolphe, qui passe en justice pour avoir tué la petite Agnès. Quiconque serait troublé par cette idée et inquiet sur sa mémoire peut se rassurer : ce meurtre n'est pas dans Molière, parce que toute comédie exige une fin heureuse... Il y a donc procès ; et, dans ce procès, tous les témoignages, pour et contre Arnolphe, se tirent du texte de Molière. Les avocats se battent à coup de citations. Certaines sont accablantes ; d'autres permettent de plaider la folie. Des vers s'opposent à d'autres ; on bien leur sens est discuté, cor- rigé, retourné.

Il est étonnant que cette œuvre der- nière soit un hommage à Molière, qui a été de tout temps l'auteur favori de Roussin. Acteur, il avait joué souvent les *Fourberies de Scapin*. Auteur, il s'était dit le digne attaché à faire revivre Molière dans *Jean-Baptiste le mal-aimé*. Il avait parlé de Molière, écrit sur Molière. Il avait le portrait de Molière dans son bureau. J'aime donc que sa dernière œuvre lui ait été consacrée.

## Un trésor pour toujours

Mais je me réjouis aussi d'autre chose. Je me réjouis, à titre per- sonnel, de voir dans cette comé- die la plus belle explication de texte qu'un professeur de lettres puisse rêver. Com- ment le nier, en effet ? Cette pièce fait exactement ce que nous tentons de faire dans une classe ou devant des étudiants : elle apprend à connaître et à comprendre le texte, avec ses beautés vivantes et sa complexité.

Et voilà ainsi que le vaste écart dont j'étais partie tout à l'heure s'est peu à peu réduit. Voilà que, finalement, l'homme de théâtre sent la main de la main au pro- fesseur. Il s'en est rapproché par ce travail d'interrogation des mots, de lire de près, de commenter. Il s'en est rapproché aussi d'une autre manière, qui, je crois, va plus loin.

Car dans tout ce débat sur Arnolphe, c'est en somme un personnage de comédie qui pique notre curiosité, nous intéresse et nous pose des problèmes, comme ferait, dans sa complexité et ses secrets, un être vivant. Une comédie fournit le sujet d'une autre comédie. Et tout proche d'un senti- ment d'amour et de respect pour un texte littéraire, devenu plus vrai que toute réa- lité.

Mais un tel sentiment, messieurs, ne rapproche pas seulement l'homme de théâ- tre et le professeur ; par-delà la diversité qui est de règle ici, je pense qu'il constitue le lien unissant entre eux, quelles que soient leurs activités, tous les membres de cette compagnie. Il est leur raison d'être : il est plus simplement leur raison d'être. Il met en lumière le trésor auquel ils sont tous attachés : Thucydide aurait dit, l'imaginez, « un trésor pour toujours ».

André Roussin, qui nous avait tant donné, et qui avait vu au cours de sa vie se tourner vers lui, pour reprendre l'expres- sion que j'ai citée en commençant, tant de « visages radieux qui le regardaient du regard », aura donc en la bonne grâce de nous rappeler ce lien avant de nous quitter ; qu'il soit remercié, aussi, de l'avoir fait — et de l'avoir fait à sa manière, sur le mode léger de la plaisanterie, et, bien entendu, avec ce sourire qui, à jamais, nous le rend cher.

## La réponse

MADAME,

« TOUT ce que l'on peut sou- haiter aux femmes, c'est que l'on parle d'elles le moins possible au milieu des hommes. » Voilà du moins ce qu'on peut lire dans Thucydide :

ἥς ἂν ἐπ' ἐλαχίστου ἀρετῆς πέρη ἡ φύσις ἐν τοῖς ἀρεστοῖς κλειὸς ᾗ

Si je vous assène cette citation en grec, c'est parce que, faute du texte authenti- que, vous auriez pu légitimement — vous qui avez prononcé, ici même, un si joli dis- cours sur les « citations infidèles » — me soupçonner d'avoir inventé ce mot pour les besoins de la cause.

## La deuxième

Il est vrai que les conditions ont un peu changé, par rapport à son époque. Nous avons fait quelques progrès depuis les Grecs ; vous l'admettez sans doute (bien qu'à regret). Ils ne sont pas insurpassables, comme votre enthou- siasme pourrait le faire croire. Et vous en êtes la preuve vivante. Les femmes ont quitté le gynécée. Elles se multiplient au lycée. Elles conquièrent l'agora. Et vous voici à l'Académie.

Notre Compagnie, qui n'aime guère innover, a sa façon à elle d'absorber les nouveautés nécessaires : elle les trans- forme vite en traditions. Nous accablons l'histoire, l'élection de Marguerite Your- cenar fut, parmi nous, un événement. Pensez donc ! Nous n'avions jamais eu de femme, depuis trois cent quarante-quatre ans que nous existions. Dix années seulement ont passé, et vous entrez ici tout naturelle- ment, sans que votre féminité ait constitué ni un inconvénient ni un avantage.

Notre premier dans ne pouvait pas être l'unique. Vous ne serez pas la seconde, mais la deuxième, dans une théo- rie (j'allais dire un panathénée) d'acadé- miciens françaises qui viendront, à leur tour, honorer notre Compagnie — et y ajouter quelque grâce.

Simplement, nous avons adopté entre nous, et nous vous avons déjà appliquée, une loi non écrite (qui pourra durer, au tout cas, tant que l'Académie sera majoritairement mâle) : quand nous combu- lions autre une comédienne, c'est nous qui ferons les premiers pas ; puisqu'il n'est pas convenable qu'une dame fasse la cour à des hommes.

## La pupille de la nation

VOTRE histoire commence en compte de fées — des fées univer- sitaires. Il était une fois un jeune philosophe plein de talent, fils et petit-fils de professeurs, normalien, esclave de l'agrégation, Maxime David. Disciple de deux autres nor- maliens, Durkheim et Lévy-Bruhl ; cama- rade à la Rue d'Ulm de Marcel Bloch et de Marcel Granet ; amateur et traducteur de penseurs allemands et anglais ; musicien de surcroît, sachant par cœur *Pelléas et Mélisande*. Il fit la connais- sance de Jeanne Malvoisin aux cours de Bergson au Collège de France, Rancon- tre prémonitrice, puisque le fruit de leurs amours devait enseigner plus tard dans cette même salle n° 8 et y provo- quer autant d'affluence que Bergson lui-même.

Mais la réalité n'est jamais lisse à ce point. Leurs fiançailles furent étreintes conquises sur des parents déçus. Une famille était juive, l'autre n'était pas. Un seul petit traitement de profes- seur en perspective. Cela n'était pas rai- sonnable ! Pourtant la jeunesse et l'amour surent tout emporter. Les bonnes fées furent les plus fortes.

Jeunes mariés, vos parents meurent en Avignon, puis à Chartres, une vie pleine de fantaisie et de tendresse. Votre père professait. Votre mère écri- vait — des comètes de fées, justement. Elle faisait sa vie comme elle l'avait rêvée.

Audit 14 bris de rêve, où vous veniez à peine d'entrer. Fin septembre, Maxime David adressait à votre mère un télégramme que, cinquante ans plus tard, vous retrouverez dans son sac à main : « Je para très content, l'inquiète nullement ». L'inquiète n'a cessé que pour faire place à la douleur.

Maxime David est tombé dans les dernières heures de la bataille de la Marne, après Charles Péguy qui était tombé dans les premières. Il a été tué à la tête d'une section de paysans. Comme la plupart de ses camarades de promotion et des promotions voisines — jeunes esprits portant en eux tout le passé de notre culture et une part de son avenir. A cette décapitation de l'intelligence française, il faut joindre le souvenir d'un holocauste familial. Des trois frères David, deux ont été fauchés, ainsi que le frère de votre mère.



maxime David

honte du rire, et qui est plus complexe et plus poétique que l'on n'aurait cru ; elle traduit, en pleine fantaisie, comique, une certaine vision de la vie humaine. Ces har- moniques font le charme de l'œuvre et comptent à mes yeux plus que tout — plus que les idées mêmes. Le théâtre d'André Roussin est résumé plus d'une sur la famille, sur l'hérédité, sur l'amour ; et il était très conscient de ce qu'il souhaitait dire à cet égard. Mais la tonalité que j'ai tenté de définir, elle n'appartient qu'à lui. Et je pense au vers qu'il formule dans un de ses livres : il y souhaite que toutes ses pièces mises bout à bout représentent, ensemble, quelque chose et qu'elles soient — ce sont ses termes mêmes — « l'expres- sion exacte, en fin de compte, de moi-même ».

Il y a réussi. Par-delà ces voix diverses qu'il entendait et transcrivait avec une sorte de jubilation, on perçoit bien une autre voix, la sienne, toujours reconnaissable et toujours présente.

## Homme de lettres

VEC les années, d'ailleurs, elle se perçoit de mieux en mieux. Des succès comme ceux qu'il avait connus jadis fort bien griser un homme, ou encore le laisser épuisé et comme évanoué : il n'en fut rien. Lorsque le rythme échevelé qu'il avait soutenu commença enfin à se ralentir, on vit émerge- ment sa personnalité s'épanouir en de nou- veaux domaines. Il n'alla pas, comme tant d'auteurs de théâtre, vers le cinéma : il alla vers les lettres, au sens large du terme.

C'est en 1973 qu'il devint, Messieurs, votre confrère : le décor, désormais, cédait la place au décorum.

Il avait encore fait jouer une pièce l'année précédente ; une autre devait sui- vre un peu plus tard, puis encore une autre, beaucoup plus tard. Mais les livres, les articles, les conférences, prenaient le pas sur les comédies.

Il s'occupait toujours du théâtre. En 1984, il devint président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; et il exerça ces fonctions avec une passion-vigilante. D'autre part, il suivait tout. Quand un auteur nouveau produisait une pièce qui lui semblait bonne, il se lançait et le disait bien haut, même s'il s'agissait d'un théâtre fort différent du sien. Inverse-

d'un, je pense, quand il écrivait par exem- ple : « Les modes ont ceci de bon qu'elles sont éphémères ».

## Les précieux ridicules

Je ne suis malheureusement pas sûr que celles qu'il critiquait si drô- lement aient en la vie si brève. Son livre sur les auteurs, *Le Rideau rouge*, reprend en 1982 des critiques de 1963 ; et, vers les mêmes années, André Roussin a écrit un petit monologue irrésistible intitulé *Faut pas rater Van Gogh*, où il ima- gine une représentation de Bérénice, mise en scène par le célèbre Zoulooukine (« C'est du Zoulooukine tout pur », disent avec extase les comédiens) ; tous les excès de ce mauvais modernisme se rejoignent dans une satire virulente. La fantaisie, ici, devient mordante ; et de tels textes nous veulent de bien de sources d'agacement, en faisant ceux que j'aurais aimé pouvoir appeler, au masculin pour une fois, « les précieux ridicules ».

Mais la polémique n'est pas tout : André Roussin avait tout à dire et à faire pour s'y arrêter longtemps. Il avait lu beaucoup — poètes, romanciers, essayistes : il a écrit beaucoup. On pour- rait, pour cette dernière partie de sa vie, penser à une image peinte sur un éventail qui serait seulement à moitié ouvert ; au- tant à mesure qu'on le déplie, de nou- veaux traits viennent compléter la figure centrale, qu'ils prolongent et enrichissent.

Je n'énumérerai pas tous ces traits : livres sur le théâtre, recueils de confé- rences, souvenirs personnels, de tous côtés l'image se précise — cela sans compter ce qui n'est pas encore connu. L'œuvre entreprise de son journal laisse une masse de textes inédits. Et l'on a de petites sur- prises, comme de voir émerger des fables. Car il s'était plus très tôt à en écrire ; et l'on en a lu une, lors d'une soirée organisée peu après sa mort par Jean-Laurent Cochet : c'est celle où le crapaud, nouveau comédien, se jette indéfiniment sur la Lune, dont il voit le reflet dans une mare. Il va jusqu'à tenter de le manger ; mais toujours elle reparaît ; et le pauvre en devient fou : « S'apercevant qu'après avoir mangé la Lune/Quelque chose pourtant demeurait ici-bas/Qu'il ne comprenait pas ».

Mais il y a autre chose encore : André Roussin, dans ces années-là, s'était mis à

مايلا في الحارة



## A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

### de M. Alain Peyrefitte

Suite de la page 10

Votre mère reste seule ; seule avec vous, petit nourrisson de l'espoir. L'amour, le plaisir de vivre, l'appât de connaître et de communiquer ont offert cet enfant à votre mère : elle n'envisage pas un instant de l'élever autrement que par et pour toutes ces joies. Elle a voulu faire de cette pupille de la nation une petite fille heureuse. Vous êtes cette petite fille heureuse.

#### La lauréate

VOTRE mère revint à Paris, portée par son goût de la lutte. Elle renoua les liens ténus que, dès avant la guerre, elle avait établis avec le monde littéraire. Ses contes et nouvelles parurent dans des revues, suivies plus tard de romans, de pièces de théâtre, d'adaptations radiophoniques... Elle ne s'avouait jamais vaincue ; vous assurez qu'elle n'était pas assez rationnelle pour cela. A travers elle, vous devinez tout un monde du théâtre et de la musique, dans lequel vous ne vous êtes d'ailleurs jamais vraiment aventurée.

Cette figure, qui tient dans votre cœur une place si essentielle, vous n'avez aucun mal à l'imaginer : il suffit de vous regarder vivre. Toute son énergie se retrouvera en vous, avec le besoin d'aller jusqu'au bout (et même un peu au-delà). Cet acharnement à bien faire, vous le mettez autant dans la préparation d'un article que dans la réussite d'un plat cuisiné. Quand vous lisez un roman, vous contentez-vous de lire ? Sûrement pas. Votre crayon court et marque du volume, comme s'il s'agissait de préparer une communication dans un colloque savant.

Heureuse petite fille, heureuse jeune fille. Studieuse aussi. Déjà, entre étude et bonheur, vous ne faites pas bien la différence. Au lycée Molière, vous recevez le prix d'excellence de classe en classe, avec cette déconvenue régulière qui ne laisse aux concurrents que la bagarre pour les seconds rôles. Quand vous échangez une correspondance d'adolescente avec une jeune amie, c'est sur le Fort-Royal de Saint-Benoît. Vous ne boudez pas pour autant le *Sapeur Camember* ; même aujourd'hui, vos *Bécassines* sont chez vous à portée de la main...

Vous aviez au lycée l'étonnante particularité d'étudier le grec. Pendant les années 20, le grec n'a pas sa place dans une éducation de jeune fille ; trop intellectuel ! A Molière, lycée professionnel pour qu'on s'y moquât des femmes savantes, vos deux professeurs de latin et de grec étaient les seuls mâles, tels deux loups dans une bergerie. Ils eurent l'idée bizarre de vous présenter au concours général. C'était la première année où les filles pouvaient entrer en compétition avec les garçons. Premier prix de version latine : Jacqueline David. Second prix de version grecque : Jacqueline David.

Devant ces exploits, comment ne pas penser au cri d'admiration de Sappho : « *Jamais il n'existait une seule jeune fille, voyant la lumière du soleil, qu'on puisse le comparer pour son savoir* » ?

#### Cordon-bleu aussi

VOUS venez de découvrir, pas plus tard qu'aujourd'hui, que votre père, trente ans avant vous, avait, lui aussi, reçu un premier prix de version latine et un second prix de version grecque au concours général. On est venu vous en apporter les preuves incontestables, sous forme de médailles gravées. Vous n'avez rien de ce prix, attribué à un père que vous n'avez pas connu. Après cela, comment ne pas croire à l'hérédité, ou à la prédestination ?

En tout cas, dès que la nouvelle fut connue, la presse. Pierre Lazareff en tête, s'empara de vous. C'était la première fois. Ce ne serait pas la dernière. On vous félicite dans toutes les langues, à New-York, Barcelone, Vienne, Genève, Bruxelles. La collection de coupures jaunie, que votre mère conserva pieusement, est bien instructive. Certains journalistes proclament une « *nouvelle victoire de l'humanisme* » ; mais la plupart, qui en sont encore au temps de Molière, pour ne pas dire de celui de Thucydide, redoutent : c'était inévitable - que vous ne deveniez une « femme savante », voire une « précieuse ridicule » ; en tout cas, un mauvais exemple. Est-ce pour préserver votre image de ce soupçon monstrueux ? D'autres s'ingénient à corriger cette impression en ne présentant de vous que des photographies où l'on vous voit adossée à un piano ou, mieux encore, une casquette à la main. Bassebleu, peut-être. Mais - rassurez-vous - bonnes gens - cordon-bleu, aussi !

Pour vous, juillet 1930 est donc glorieux. Vous recevez vos prix des mains du président Doumergue. Il ne dit pas : « Ah ! pour l'amour du grec, souffrez que je l'embrasse ! » Il vous donne une vigoureuse poignée de main. (En ce temps-là, on ne s'embrassait pas autant qu'aujourd'hui.)

Ces deux prix vous valent une correspondance de ministre, qui arrive au lycée Molière. Le mauvais goût n'en est pas exclu ; une missive est signée « le

Vampire de Düsseldorf ». On imagine la tête de Mme la surveillante générale, qui dépouille scrupuleusement ces lettres avant de vous les remettre. (Là aussi, les temps ont changé.)

Les interviews, comme on dit déjà, pleuvent. On vous pose les questions les plus saugrenues. Vous répondez, en enfant sage, que vous êtes en vacances sur la Côte basque avec votre maman. Un des journalistes fait de vous, pupille de la nation, une enfant de l'Assistance publique. Votre mère a dû goûter la confusion ! Mieux informé, le *Courrier de Chalon-sur-Saône* annonce que vous entrez Rue d'Ulm. Plus ambitieux, *Paris-Midi*, vous promet la littérature, le cinéma, la danse et même le music-hall. Pour la littérature, cela va de soi ; mais, pour le reste, ce journal plaçait vraiment la barre un peu haut.

#### Rue d'Ulm

VOUS aimez à dire : « *On arrive au fur et à mesure. Les choses deviennent possibles parce que chaque étape franchie rend elle-même possible l'étape suivante* ». De la khâgne de Louis-le-Grand (que venait juste de quitter deux futurs présidents de la République, Georges Pompidou et notre confrère Léopold Senghor) vous accédez à la Rue d'Ulm.

Vous avez « intégré », selon l'argot de l'Ecole, au premier essai, en 1933. Mais vous n'êtes reçue que *deuxième* de la promotion. Deuxième, quelle laurée ! Et pourquoi ? A cause d'une fâcheuse note à l'oral... de grec. Singulier destin, décidément, que le votre. Il suggère ironiquement combien sont aléatoires ces examens et concours que vous nous demandez pourtant de révéler.

Succès exceptionnel, malgré tout. Les registres de l'Ecole ne contiennent aucun, depuis sa fondation en 1796, que les noms de dix-huit érudits, tant en sciences qu'en lettres. Les sciences rebattaient les filles ; et le grec, toujours lui, dressait devant la section des lettres une barrière infranchissable à la plupart des talents féminins... Dix-huit, parmi lesquelles la grande Simone Weil, qui vous précédait de cinq ans.

Voilà camarades de promotion - pour ne parler que de nos confrères de l'Institut - comment Pierre Amandry, André Chastel, Ernest Will, que vous retrouverez à l'Académie des inscriptions et belles lettres ; André Lichnerowicz, en qui vous voyiez déjà un mathématicien de génie ; et puis Roger Callois, qui nous a trop vite quittés. L'un d'entre eux se rappelle que quand vous prépariez ensemble l'agrégation vous faîtes des leçons, chez Paul Maron, chez Albert Fauphilet qui préfiguraient déjà, par leur science, leur brio, leur conviction, les cours et conférences à venir.

#### « Anthrôpos » à part entière

LE succès aime à se présenter, avec pudeur, comme une chose toute naturelle. Mais, dans cette « nature », il y a beaucoup d'art. L'art de travailler. L'art de concentrer et de ménager l'effort. L'art d'être, au sortir d'un lycée de filles, une khâgneuse perdue au milieu des khâgneux ; vous savez le pratiquer. Vous nourrissez, avec et comme tous ces garçons, des ambitions où masculinité et féminité n'ont point de part. Vous goûtez la distinction, que le grec fait mieux que le français, entre *andros*, l'homme viril, et *anthrôpos*, l'homme humain. *Anthrôpos*, homme, vous l'êtes comme vous, à part entière et sans complexe.

A tous ces arts de la réussite, j'en ajouterai un autre : l'art d'aimer celle à qui vous devez tout. Votre mère a su veiller sur vos efforts, sur votre santé, sur votre équilibre. En retour, quelle plus belle récompense lui offrir de tant de soins que de renouveler, à trente ans de distance, l'entrée à la Rue d'Ulm du père disparu ?

Il me semble pourtant que l'Ecole, à part ces succès durables, ne vous a guère marquée. Vous y êtes venue. La vie de turle, et à plus forte raison de la tour, est une vie de garçons. Une année, dans une revue à la manière de Racine, on vous voit bien monter sur scène, sous les traits de Cléopâtre. Mais vous participez peu aux rites plus ou moins délicats du folklore normalien. Les rapports entre garçons et filles n'étaient pas ce qu'ils sont devenus. Vos camarades ne vous embrassaient pas et ne vous tutoyaient même pas.

Une découverte qui vous éblouit alors, celle de Thucydide, ne doit rien à l'Ecole. C'est un hasard, mené par la tendresse attentive de votre mère - encore une fois. Elle a déniché, sur les quais, un Thucydide joliment relié de parchemin. Elle vous en fait cadeau, pour vos lectures de vacances. Thucydide est réputé ne pas se lire aussi aisément qu'un roman de gare. Mais cette édition vous aide : elle est bilingue. Bilingue, enfin... grec-latin ! Cela vous suffit. Voilà donc Thucydide compagnon de vacances ; c'est une rencontre qui durera plus qu'un été.

Agrégée en 1936, vous commencez, comme boursière, votre thèse sur *Thucydide et l'impérialisme athénien* ; vous vous enfouissez dans les guerres médiques.

En 1939, vous voici professeur à Bordeaux.

Vous vous mariez au printemps de 1940, à quelques semaines du déclenchement de la seconde guerre, comme vous êtes née à quelques mois du déclenchement de la première. Michel de Romilly ne contraindra pas votre passion pour le grec. Il l'encourage, même.

#### Les épreuves

LA guerre a cessé d'être pour vous un simple sujet de thèse.

D'abord, vous en vivez les épreuves au rythme de la nation : mari sous les drapeaux ; en juin, l'Exode. Vous voyez arriver à Bordeaux le gouvernement et le Parlement de la République en déroute.

Bientôt, une autre catastrophe vous atteint, aussi imprévue, plus intolérable encore que la première. A la fin de 1940, vous êtes suspendue, victime des lois racistes. Du jour au lendemain, vous voilà chassée de l'Université, ban-

avait brossé une petite aquarelle, où l'on vous voyait de dos, face au jury. Il avait écrit comme légende : « *A Thucy, pour la vie !* » Il ne se trompait pas.

L'Athènes du Ve siècle avait connu un bouleversement, que l'évolution mondiale de notre après-guerre nous rend très proche : développement rapide de la production et des échanges, multiplication des contacts avec l'extérieur, triomphe de l'esprit de richesse à un rythme sans précédent, mobilité sociale, vie politique intense au sein de la Cité et au dehors, où les Athéniens imposent à deux cents autres cités leur domination - on disait *hegemonia*, dans la langue du dominateur (comme on dit aujourd'hui *leadership*...).

Thucydide, jeune et riche aristocrate, est dans la position où se retrouvera Alexis de Tocqueville : issu de l'ancienne société, emporté dans un tourbillon, fasciné par ce fait nouveau : la démocratie, qui crée peu à peu une nouvelle société.

La démocratie, c'est un état d'esprit : on estime que la participation des

moderne. Avec quelle froideur, il décrit ce que nous nommons « crime contre l'humanité » ! Les Athéniens ont mis aux Mèliens le marché en main : soumission ou extermination. Les Mèliens refusent la raison du plus fort, mais ils subissent sa loi : les hommes sont tués, les femmes et les enfants réduits en esclavage, les terres distribuées à des colons. La guerre passe et le logicien de la guerre explique ce qui se passe. Thucydide ne fait pas la morale (un moraliste n'a jamais empêché un massacre). Il est logicien des faits : il sait en exposer le mécanisme. A terme, la lucidité du logicien est plus efficace que les émotions du moraliste : parce qu'elle nous ramène aux causes. On a opposé l'éloquence du sujet de Thucydide et la prétention de ses conclusions. Mauvais procès : à travers sa guerre, Thucydide a examiné toutes les guerres et leurs causes. C'est pourquoi, vous le répétez à l'envi, chaque guerre suscite des lecteurs que stupéfie l'actualité de Thucydide. Il a su établir les permanences humaines.

#### En classe

VOUS ne vous êtes pas enfermée, madame, dans Thucydide. Je ne veux pas vous y enfermer davantage. Au-delà de lui, quels furent votre enseignement, votre recherche, votre méthode, votre vision de la culture et de l'éducation, votre corps de doctrine, bref ce qu'on pourrait appeler la pensée romilly, comme on dit la pensée-maoïstétoung ?

Si le tête-à-tête avec Thucydide vous a réconfortée dans les épreuves de l'Occupation, il est temps de dire que, pour vous, l'une de ces épreuves fut d'être contrainte à ce seul tête-à-tête - d'être privée du cœur-à-cœur de l'enseignant.

« *Y a-t-il une joie plus grande que de faire comprendre aux autres ce que l'on aime* », dites-vous. Cette joie, dont vous avez été servie pendant quatre ans, vous la retrouvez, intacte, à la Libération. En 1943, vous voici à Versailles, professeur de khâgne. La khâgne, c'est le miroir à mille faces de l'intelligence juvénile : pour vous, c'était, vous l'avez avoué, « *le paradis* ». Mais vous ne croyez pas que la joie d'enseigner soit un privilège des milieux scolaires brillants. Qu'il s'agisse d'enfants tout jeunes ou d'étudiants déjà expérimentés, vous avez toujours une foi éperdue pour votre métier, malgré ses vicissitudes.

Votre foi n'est pas aveugle : vous analysez lucidement ce qui fut le grand mobile de votre vie. « *Un professeur, pendant qu'il parle, l'âge de ses élèves ou de ses étudiants...* » C'est un coup qui s'attrape », dites-vous de cette étonnante métamorphose.

Vous avez des dons d'acteur, et vous venez de nous en donner une nouvelle preuve. Vous disiez un jour que le professeur avait un « côté comédien ». Pourquoi ? Parce que tout enseignement impose de capter l'écoute, de surprendre, d'amuser - pour instruire. Au fond, se trompait-il tellement, ce petit journaliste de province qui vous prédisait que vous feriez du cinéma ?

« *Voilà des dons d'acteur, vous les avez déjà déployés avec un extraordinaire succès dès vos premiers cours à la Sorbonne* », comme jeune assistante, vers 1947. Voilà un lien de plus avec cet acteur-auteur de grand talent que vous remplacez par moi nous. Comme lui, vous savez apercevoir le côté comique des choses et le conter avec une vivacité, un à-propos, un esprit de répartie, une mimique, qui forcent le sourire et l'attention.

Suprême élégance, vous aimez faire sourire à vos élèves.

#### Collégienne de France

UN jour, vous racontez comment vous êtes tombée dans les pièges du grec moderne. Vous roulez sur une route de Chios au volant de votre voiture. Un popé orthodoxe vous demande de le prendre en autopilot. Vous objectez l'insuffisance de l'assurance de l'auto (*asphalta*). Le popé, indigné, vous répond que votre vertu (*asphaleia*), en sa compagnie, ne court aucun risque et qu'avec lui vous êtes en toute sécurité.

Et vous ne détestiez pas de vous servir des cartes de visite qu'un confrère malicieux a fait graver pour vous : Jacqueline de Romilly, collégienne de France, institutrice de France.

Je ne suis pas sûr que vous approuviez les pratiques d'outre-Atlantique, qui confient aux étudiants le soin d'évaluer leurs professeurs. Mais je suis certain que vous n'oussiez rien ou à craindre de ce système. Elle est utile à l'homme public, puisqu'elle enseigne à raisonner sur les événements. Cette intuition était appelée à un immense avenir, mais aussi aux pires perversions. L'histoire, si elle est correctement interprétée, est source de leçons. Mais gare aux pauvres peuples à leurs dirigeants se trompent de sens !

L'histoire de Thucydide surprend le lecteur habitué aux états d'âme de la littérature antique ou de la conscience

Lire la suite page 12.





LA RÉCEPTION DE M<sup>me</sup> JACQUELINE DE ROMILLY A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

## La réponse

de M. Alain Peyrefitte

Suite de la page 11

Cela compense les inévitables désillusions. Par exemple, au terme d'une série d'un cours au Collège de France, sur le tragique grec, où vous aviez démonté les rotages d'*Edipe roi*, en commentant brillamment l'un par l'autre, avec votre habituel brio, Eschyle, Sophocle, Euripide, un auditeur du premier rang vient vous trouver, vous congratule et vous demande : « Mais pourquoi *Oreste* n'est-il pas venu secourir *Antigone* ? » Et une auditrice vous dit : « C'était passionnant ! *Socrate*, il écrivait bien des tragédies ? »

« Avec ses élèves, dites-vous superbement, un professeur retrouve sous une forme neuve les connaissances qu'il a mission de communiquer. Elles redonnent fraîcheur, inattendues. On revient à la source. » Cette source, vous ne vous laissez pas d'y boire.

Enseigner, ce n'est pas seulement transmettre la culture qu'on a acquise. C'est transmettre la conquête, et surtout le goût de conquérir. La culture n'est pas un trésor dont on jouit ni dont on puisse donner les clés. J'en prends à témoin Serge Gainsbourg : « Comment serais-je un génie, rétorquait-il à un adulateur, puisque j'importe qui me comprend ?... » Il n'y a pas d'art majeur, ajoutait-il, sans initiation.

Platon l'a dit : « Il ne faut pas être pressé. » Culture, « barbarie » ! Voilà de grands mots qui viennent sous votre plume. C'est que l'amour de l'enseignement est devenu chez vous plus inquiet, plus jaloux. Et vous voici lancée dans une bataille.

## La bataille pour l'enseignement

CETTE bataille vous a rendue célèbre. Le double prix de version grecque et latine avait fait de vous la vedette d'un jour : un simple accident de chemin de fer vous avait, dès le lendemain, remplacée à la une. Thucydide, vos recherches, votre enseignement, vous ont acquis l'affection des étudiants, le respect des collègues, le bonnet des doctorats honoris causa, l'entrée dans neuf académies, facilitée par votre parfaite maîtrise de l'anglais — bref, l'admiration d'un public exigeant ; mais pas cette célébrité médiatique que votre combat pour votre idée de l'école vous a acquise. Avouons-le : la Sorbonne en 1975, le Collège de France en 1973 — où vous fûtes la première femme à professer — l'Académie des inscriptions en 1975 — première aussi à y entrer — sanctionnent votre réputation dans le monde intellectuel.

Mais, par votre école, vous avez atteint une foule immense et secrète. Vous, que nous connaissons si naturellement pleine d'ironie tendre, là, vous ne plaisantez plus, vous vous mettez en colère. Vous prenez le ton de Démétrios. Ce n'est plus l'exposé clinique des faits, à la Thucydide, c'est la philippique. Jamais chez vous la sérénité n'a été la compagne de la résignation, ni l'humour n'a altéré la gravité. Tout de même ! Pour vous faire passer des chaires aux estrades, pour vous jeter dans le train ou l'avion en vue d'autres réunions que de savants colloques, il a fallu que la cause en valût la peine !

Elle en vaut la peine. Il s'agit de nos enfants. Les enfants, ça s'éleve : « Il faut leur apporter, dites-vous, ce qu'ils ne peuvent ni inventer ni désirer apprendre, mais sans quoi ils ne pourront rien faire » ; le goût de l'effort, l'appât de culture.

Ce n'est pas sans expérience que vous parlez de ce sujet. De l'enseignement, vous avez connu presque tous les niveaux.

Vous parlez d'un paradis de l'enseignement, mais vous savez bien que tous les élèves ne sont pas des anges. « Visages fermés ou nigauds, sournois ou arrogants », les petits d'hommes ont déjà des tares et des vertus d'adultes. Mais la foi et le talent du maître devraient lui permettre de dominer la situation. Pourquoi, trop souvent, n'est-ce plus le cas ? Parce que — vous en êtes convaincue — les relations entre le maître et ses élèves sont ruinées par des difficultés extérieures aux cours.

Difficultés matérielles, évidemment. Oui, on enseigne mieux devant un public bien installé dans une salle avenante. Trop de maîtres souffrent d'un manque de moyens. Quelle idée un professeur peut-il conserver de sa propre efficacité, quand il entend poser cette humiliante question : « Êtes-vous bien placé pour parler d'orientation professionnelle ? Vous gagnez si peu. » Vous le dites sans aménages : il y a une affaire de gros sous.

Mais vous mettez le doigt sur d'autres difficultés de nature idéologique. La France raffole des guerres de religion. La loi de la République voulait que l'école en fût préservée. Hélas ! les professeurs furent les vecteurs enthousiastes de l'idéologie qui allait détruire leur autorité.

Jetiez-vous un regard dans un lycée moderne ? « Les chahuts, les violences sont légion. Le professeur, dans un monde où l'on a délibérément banni le respect et l'ordre, n'a plus qu'à fermer les yeux. » Délibérément : l'adverbe accuse. S'agit-il d'un complot ? J'aurais dit déjà, à propos de l'école : « La fausse monnaie change la bonne. » Et Barris annonçait, dès 1920, aux instituteurs : « Vous contestez ? Eh bien, vous serez contestés. »

Vous montrez que l'attitude des élèves est aussi décisive que la qualité des maîtres. Liberté et responsabilité, cela se

conjugue, selon vous, avec ordre et respect mutuel. Or, les rapports des maîtres et étudiants, aujourd'hui, sont trop souvent devenus ceux d'assistants à assistés ! La culture est toujours une démarche personnelle. Vous auriez — nous aurions — détesté, hier, être « encadrés », comme on dit aujourd'hui. Maintenant, l'encadrement est partout. Les étudiants s'encadrent dans des « structures » et autres « coordinations », seules habilitées à parler en leur nom ; ou alors s'ils recherchent, auprès d'un maître, des directives équivoques qui tournent, comme vous le dites si bien, à l'emprise illégitime. Vous n'avez jamais cru que pour « être près des étudiants », il fallait se faire tribun ou chef scout.

Elle était d'un autre aloi, la probité de vos collègues, naguère. « Les querelles politiques, dites-vous, étaient ardentes ; mais elles n'étaient pas installées en sein de l'université. Il n'y avait pas du grec de droite et du grec de gauche. » Quel esprit d'équipe — vous autres ! Le train qui chaque lundi, au début des années 50, vous menait de Paris à Lille était devenu une sorte d'annexe de la faculté. Au point que c'est dans ce train qu'on vous a décoré des palmes académiques ! Vous décrivez ce lieu inattendu de réunion avec tant de chaleur que je regrette un peu d'avoir stigmatisé, dans un discours de 1967, les enseignants que les étudiants appelaient les « turbo-profs ». (Il est vrai qu'à voir votre dynamisme, le mot peut être pris, en ce qui vous concerne, comme un compliment.)

## La lance d'Athènes

UN « turbo-prof » comme vous l'êtes ne saurait être traité de nostalgique. Tel ou tel de vos propos pourrait cependant vous exposer à cette accusation. Mais la tragédie grecque vous a appris l'inefficacité des chœurs de pleureuses. Leurs lamentations, leurs *opoi*, leurs strophes et antistrophes, n'ont jamais empêché les catastrophes. Vous menez une bataille. On connaît des sorvains pleins de sérénité, qui, soudain, rompent des lances. « Lance », c'est justement le mot de notre dictionnaire par lequel nous vous avons accueillie, jeudi dernier, en séance privée. Selon notre usage, nous vous l'avons dédié. A vous, qui faites étinceler la lance d'Athènes ! Comme le hasard fait bien les choses !

Nous autres professeurs, en 1969, et l'Enseignement en détresse, en 1984, furent de ces livres de combat. Dans une bataille, il convient de frapper l'adversaire, et le plus fort possible.

Pourtant, puisque nous-sommes ici en bonne compagnie, dans un instant de répit entre les escarmouches, il ne nous est pas interdit de prendre un peu de recul. Comment transmettre cette culture, qui est nôtre, non plus aux trois cent mille collégiens et lycéens de 1939, mais aux cinq millions de 1989, seize fois plus ? Jusque dans les années 50, il y avait une sorte d'harmonie des proportions entre la culture et l'enseignement secondaire universitaire. La haute culture n'était pas toute dans l'enseignement — certes ! L'enseignement n'était pas seulement de haute culture — Dieu sait ! Mais enfin, entre l'une et l'autre, les liens restaient intimes.

L'explosion, non pas démographique hélas, comme certains le croient encore naïvement, mais démocratique, de l'enseignement secondaire ou supérieur, a tout bouleversé. Il a fallu s'adresser à des élèves qui, dans leur immense majorité, n'avaient dans leur famille aucune tradition universitaire. Il a fallu recruter des maîtres en masse, et ces nouveaux professeurs ont été des maillons plus faibles, alors qu'on aurait eu besoin d'une chaîne plus forte. L'organisation centralisée de l'école n'a pas permis de traiter le problème avec assez de diversité, dans l'initiative, dans l'adaptation aux publics, dans l'exécution.

Bref, les barbares sont à l'œuvre, assurément. Mais les hommes de culture ne se sont-ils pas trop reposés sur leurs lauriers, endormis dans leurs coutumes ? Peut-être n'avons-nous pas été assez *Athénien* — hommes du grand large et de l'aventure.

## La langue grecque

CETTE vaste question de la transmission de la culture vous est souvent posée, par un digne un peu simplet : « A quel est le grec ? » Votre discipline aimée vous expose en effet, plus qu'une autre, à l'interrogation.

Vous ne vous contentez pas de répondre, comme le Cyrano d'Edmond Rostand — encore un de nos confrères amoureux du grec — : « C'est bien plus beau lorsque c'est inutile. » Mille fois, vous avez expliqué : « Aucune connaissance non technique ne sert jamais de façon directe. » A quoi servent, pratiquement, la lecture de Shakespeare, la réflexion sur Kant, l'étude de l'unité italienne ? A rien. Pourtant, que serions-nous sans elles et quelques autres ? « L'ingénieur, dites-vous, se sert-il tant des parallélogrammes ou des équations qui peuplaient ses cahiers d'élève ? Non. A-t-il perdu son temps ? Il a appris à raisonner. De même avec le grec, dont, dites-vous, « l'utilisation pratique est nulle et la valeur de formation la plus simple et la plus complexe ».

Mais si le grec était aussi inutile que le reste, serait-il suffisant pour choisir de faire travailler les élèves sur cette inutilité-là ? Pourquoi ne pas le remplacer par l'apprentissage du jeu d'échecs ?

Vous avez d'autres réponses. Pour l'intelligence, pas de plus bel exercice que l'étude du grec : ce sont les poids et halteres de l'intelligence. « L'apprentissage

de la langue grecque, dites-vous, apprend d'abord à raisonner. » « Aucune confusion ne pardonne. » « Un instant d'écoulement, et le Pirée devient un homme ! » Le professeur les aime, ces embûches ; non par sadisme : « Chaque faute sanctionne un manque de jugement et devient une éclatante leçon de rigueur. » Chaque mot cache une idée. Le grec permet de mieux se comprendre, d'éviter les formules toutes faites d'une langue de bois, de réduire les malentendus. Etait-ce un hasard, si les deux dames que nous avons éues pour la fermeté de leur style et la qualité de leur esprit étaient toutes deux hellénisantes ? (...)

## Un ferment précieux

ELLE langue a jamais fait mieux, pour assurer la diffusion d'un message et le faire entrer dans le patrimoine de l'humanité ?

A vrai dire, il est devenu presque inutile d'écrire la défense et illustration des Grecs. Depuis Nietzsche, on sait que « le grec est celui qui, jusqu'à présent, a mené l'homme le plus loin ». La question que vous posez, ou que l'on peut poser à travers votre destin, est plus étroite mais plus actuelle : le grec doit-il garder sa place dans notre enseignement français ? dans notre tradition culturelle ?

Cette place, reconnaissons-le, est une conquête récente. Elle ne se compare nullement à celle qu'a toujours occupée le latin. Vivant ou mort, le latin n'a jamais été pour nous une langue étrangère : il est la matrice de notre tradition linguistique et culturelle. Le grec, il a fallu le redécouvrir dans le grand mouvement humaniste. Mais du quinzième au seizième siècle encore, ses praticiens sont restés fort rares. On le connaissait guère que par des traductions. Si Rabelais propose de l'inscrire dans son bouillasse plan d'études, c'est au même rang que la langue « hébraïque et la chaldaique ». Les jésuites ne l'avaient fait figurer dans leurs collèges, et c'est peut-être pour cela qu'à Port-Royal M. Hamon l'enseigna à quelques-uns (dont Racine, pour notre bonheur)...

Le culte du grec, tel que nous l'avons célébré dans nos sections classiques, est une invention du dix-neuvième siècle, culte dont la Rue d'Ulm fut à la fois le temple et le séminaire. C'est elle qui, avec les Burnouf, les Bailly, les Bérard, les Mazon, les Reinach, a si durablement marié le grec et le latin avec le français, et multiplié les professeurs qui pouvaient, savaient et aimaient les enseigner ensemble.

Nous avons découvert l'amour du grec — le vrai, celui dont on ne se moque pas — en même temps que le Parlement, la Bourse, le chemin de fer et que la plupart des sciences modernes.

Aujourd'hui, collégiens et lycéens peuvent étudier le latin sans le grec et le grec sans le latin. Cette dichotomie est étrange : les études grecques ont pourtant gardé un public. En pourcentage, on dirait aujourd'hui « en parité de marche » : ce public paraît ridicule (1,6 % d'hellénistes en seconde en 1989, contre 8,7 % en 1949). Mais en chiffres absolus, il est plus du double du nombre d'hellénistes des secondes d'il y a quarante ans (6 542 contre 3 102). Quant à la qualité, je vous laisse juger.

En tout cas, cette place, telle qu'elle est aujourd'hui, il importe au moins de la maintenir, au cœur de la formation culturelle, un ferment précieux.

## La découverte de la liberté

LA Grèce et la formation de la pensée morale et politique : tel est le titre de la chaire que vous avez occupée au Collège de France, à partir de 1973. Cette formation est un surgissement à nul autre semblable. Vous voulez l'observer comme l'ont vécu ceux qui en ont été les acteurs.

Ce qui vous intéresse le plus, c'est la naissance et la connaissance des idées. Et ce qui fait la grandeur originelle de votre ouvrage, c'est sans doute votre don de percevoir le mouvement d'une pensée collective. Vous saisissez les idées dans leur développement, vous suivez leur essor et leur épanouissement, d'Homère à Aristote, en passant par les tragiques. Chacun corrigeant, précisant et prolongeant la pensée antérieure. Et vous retrouvez jusque dans notre pensée contemporaine le prolongement de cette pensée antique.

Vous vous attachez aussi à mettre en évidence l'invention et la formation progressive des grands concepts moraux et politiques : innovation par excellence, des Grecs. L'idée de loi, en 1971 ; la réflexion sur la démocratie, en 1975 ; la douceur (qu'on pourrait appeler aussi la tolérance) en 1979 ; la psychologie, en 1989 ; et enfin la liberté.

Votre dernier ouvrage, qui paraît ces jours-ci, retrace ce miracle.

Comment l'idée de la liberté a-t-elle pu surgir au cœur d'une société qui considère l'esclavage à la fois comme la plus grande menace venue de l'extérieur et comme une nécessité économique à l'intérieur ?

La liberté grecque, vous en suivez l'éclosion, en dialogue continu avec les auteurs. Vous révélez ainsi, dans un cheminement rigoureux, l'extraordinaire dynamisme de la culture grecque.

Pour nous faire partager vos trouvailles, vous utilisez la technique du roman policier. Tout devient énigme. Un secret en commande un autre. Votre lecteur progressif ne se perd pas dans le labyrinthe où vous lui tenez un fil.

Avant Athènes, la liberté n'existait pas. Vous montrez comment, en moins d'un siècle, elle est expérimentée en vraie grandeur, avec ses défauts et ses contradictions.

Comment elle est proclamée, au théâtre, ou par Platon et Aristote : comme elle est vécue. Vous suivez, année après année, ses progrès que vous jalonnez de textes éclatants. Elle ne nous lâchera plus. Elle nous a faits ce que nous sommes. Déjà pointée la démocratie. La jeunesse de Leipzig ou de Tianamen se doute-t-elle qu'elle est disciple des tragiques et des philosophes grecs ?

## Citoyens et Barbares

CETTE société n'était pas encore vraiment celle de nos droits de l'homme. Elle n'a pas reconnu à tous la liberté et l'égalité. Elle a toléré l'exclusion des métèques et des esclaves. Mais elle a proclamé, ce qui était un pas immense, l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Le citoyen refuse de se prosterner devant un maître. Les autres, les Barbares, ne comprendront pas, avant longtemps, comment on peut obéir à autre chose qu'à un maître — à une règle qui s'impose à tous, même à ce maître.

Hérodote raconte comment deux émissaires grecs ont envoyé à Suse pour apaiser Xerxès. Quand les gardes leur ordonnent de se jeter à terre pour adorer le Grand Roi, ils refusent, expliquant qu'ils ne sauraient adorer un homme. Vingt-trois siècles plus tard, les premiers Anglais parvenus auprès de l'empereur de Chine se verront imposer la même obligation et la refuseront aussi catégoriquement. Ils ne se prosterneront devant aucun homme ; et même devant Dieu se contentent de s'agenouiller.

Le mot a changé : prostration se dit *kowtow* et non plus *proskunéin*, mais la scène reste la même. Un despote oriental et surtout sa cour n'imaginent pas que des étrangers ne se prosterneront pas devant Lui. Ces étrangers, qui ont la fierté des hommes libres, résistent à toutes les pressions, pour n'avoir pas à se jeter aux pieds d'un autre homme.

La guerre du Péloponnèse a été l'affrontement d'un peuple de la mer et d'un grand empire de la terre. Comment ne pas penser « aux peuples des îles », qu'évoque Montesquieu, « plus portés à la liberté que les peuples des continents » ? Ou encore, à « la fierté naturelle des peuples qui possèdent l'empire de la mer, parce que, se sentant capables d'insulser partout, ils croient que leur pouvoir n'a plus de bornes que l'océan » ?

L'aventure de la liberté se conjugue avec l'histoire de la Grèce et plus particulièrement d'Athènes. Elle se fonde sur l'indépendance de la cité. Elle s'enrichit dans la démocratie, pratique publique et quotidienne d'une société de citoyens. Elle suppose la bravoure, mais la générosité aussi : une morale élevée est condition de la liberté. C'est pour avoir négligé la générosité qu'Athènes voit briser son essor et sombrer sa splendeur.

Athènes n'a pas refusé de se battre, comme une quelconque Sybaris : elle a ignoré que sa propre expansion devait s'arrêter à la liberté de ses voisins. Assimilation à la liberté, qui la grise, à la liberté, elle se comporte en impérialiste. Jusqu'à ce que les autres cités se lèvent contre elle, les Spartiates contre elle. Telle est la raison des Grecs, on peut y mordre à belles dents !

Vous cherchez à mieux écouter ce que disent les Grecs, à travers les mots qu'ils emploient pour le dire. Au-delà de vos auteurs préférés, c'est vous-même que nous entendons.

Votre démarche est empreinte d'humilité. Votre rêve intime, n'est-ce pas que chacun d'entre nous, qui ne sommes pas aussi savants que vous, puisse s'inviter au banquet des auteurs grecs ? A ce banquet, nul carton d'invitation n'est demandé. Et s'y asseoir, c'est participer à cette communauté spirituelle qu'Isocrate décrivait, il y a vingt-quatre siècles, comme la seule civilisation sous le ciel. « Notre cité, disait-il, a si bien distillé le reste de l'humanité pour la pensée et la parole que ses élèves sont devenus les maîtres des autres. » Cette conviction d'Isocrate, maints textes chinois au même moment et depuis lors, l'appliquent à l'Empire du Milieu. Combien d'autres peuples, depuis lors, en ont pensé autant d'eux-mêmes ! Mais c'était sans doute plus vrai du peuple grec que d'aucun autre, en tout cas pour nous qu'il a formés.

Nos maîtres ne nous apprenaient pas à admirer Isocrate. Nous lui préférons le patriote Démétrios. Isocrate est un désarmeur, un munichois, qui croyait, non à la patrie, mais à la capacité pour le vaincu d'assimiler le vainqueur. Pourtant, même si Athènes avait pu l'emporter sur Philippe de Macédoine, c'est Isocrate qui, probablement, devait un jour avoir raison.

Les cités grecques se sont écroulées. L'empire d'Alexandre aussi. Mais la culture grecque a perduré. Elle vous a nourri, Madame, et nous y avons tous

trouvé quelque aliment, en tout cas à la mesure de notre appétit.

M<sup>me</sup> de Sainte-Victoire

AMOUR de la sagesse : nous savons comment cela se dit en grec. Il me semble que votre philosophie comporte encore plus d'amour que de sagesse. On dirait que, chez vous, la passion couve toujours sous la sérénité.

Il est curieux que, malgré vos nombreux voyages en Grèce, le paysage grec soit absent de votre œuvre. Sans doute parce que vous avez trouvé un paysage de remplacement. « Une jeune fille avec autant de savoir », disait Sappho. Elle ajoutait : « Une jeune fille voyant la lumière du soleil. » Comment vivre en grecque, sinon dans la lumière du soleil ?

Cette lumière, vous l'avez retrouvée dans les collines boisées de votre Provence. Vous l'avez décrite dans ce que vous appelez votre seul ouvrage littéraire. Sur les chemins de Sainte-Victoire, pour lequel André Roussin vous a remis le Grand Prix littéraire de Provence.

Chez André Roussin ! Tandis que nous vous écoutions, Madame, tout à l'heure, nous l'avons revu parmi nous, avec son sourire, sa gentillesse, son inépuisable bienveillance (qui n'étaient peut-être que le masque d'une inquiétude permanente). Mais vous avez fait mieux encore. En lui appliquant votre méthode d'analyse littéraire, vous nous avez aidés à dépasser l'image que nous nous faisons de lui. Plus d'un, parmi nous, se sera dit : « Je l'ai fréquenté — et je ne l'avais pas vraiment connu. Je le découvre. » Telle est la vertu des textes, quand on en fait, comme vous, une explication profonde et sensible.

Curieusement, la Provence tient plus de place, chez vous, qui n'êtes pas provençale, que chez lui qui l'était. Dans votre *Sainte-Victoire*, vous chantez « l'éblouissement de la lumière et la fraîcheur du vent », que vous avez « adoré ». Le mot n'est pas excessif. Car il y a en vous, comme chez les Grecs, une sorte de paathisme : une part d'irrationnel qui ouvre la porte au sacré. Vous trouvez, tel Antée, un regain de force « au contact de notre mère la terre ». La découverte d'un tréfil à quatre feuilles vous plonge dans « une joie profonde », me disiez-vous un jour. Vous allez vers la montagne comme un pèlerin vers un sacratoire. Vous adressez aux rochers un hymne apollinien.

N'en disons pas plus : vous ne vous êtes jamais prise au sérieux. Alors, l'œil malicieux, vous détaillez prosaïquement les délices des vacances : « J'aime aussi, comme nous tous, la douceur de l'oisiveté, les bons repas, le vin rouge, intense et réchauffant... »

Jusqu'aux moments les plus dramatiques de votre existence, vous avez traduit votre goût de la liberté en termes pudiques. Là encore on dirait que vous êtes guidée par cet auteur de vos jours que vous n'avez pas connu. Il avait entamé une thèse sur la pudeur. Cette réserve est d'autant plus grande, désormais, que vous êtes seule. C'est parce que la vie vous a « imposé la solitude » que s'est développée en vous, selon votre propre expression, « cette faculté démesurée d'aimer un paysage ». La solitude est parfois dure à supporter, mais la solitude, on peut aussi l'appeler liberté. Il faut savoir la vivre et en vivre.

Giraudoux raconte, dans *Simon le Pathétique*, qu'il devait à ses professeurs une transfiguration de la vie quotidienne : « Vous leur deviez, en voyant un bœuf, de penser à Thésée ; une vieille ridée à Hécube. » Votre fort intérieur est si riche en schématisations, que au moins pas que vous faites dans votre Provence, vous allègrez ce peuple de mille présences. Le vol d'un rapace vous invite à Delphes, « nombre du monde ». La cueillette d'herbes sauvages vous conduit chez Giono. Un « chemin secret » vous rappelle Alain-Fournier. Et c'est avec Sophocle que les plus humbles fleurs jouent l'inimitable rhème des saisons. Mais, surtout, il y a la lumière, « radieuse à faire cligner les paupières » ; elle est pour vous la douceur qu'éprouvaient les Grecs à voir le jour.

Naturellement — écrivez-vous — il est commode de s'attacher à une montagne : elle ne vous fait jamais faux bond. Cela repose des attachements humains.

Pourtant, cet été, la montagne vous a fait faux bond. Ou plutôt, l'homme encore, son imprudence, sinon sa malveillance. Tout s'est embrasé. Tout a péri d'un coup votre Eden dévasté. Tout a péri de cette merveille de paysage — où vous aviez vos repères, vos secrets de petite fille. Le barbare a été le plus fort.

## Quels hommes, ces Grecs !

MAIS que peut le Barbare contre les mots qui nous ont légué notre civilisation, la démocratie, la liberté ? Ces mots, même la bibliothèque d'Alexandrie ne les a pas ensevelis dans ses cercueils. Ils sont autant de Phénix — les mots lourds de sens, légers de nuances, doués de beauté, exaltés l'un par l'autre, chatoyants, porteurs de questions, les mots divins des hommes.

« Vous les Grecs, disait Xénophon à ses soldats, vous ne vous prosternez devant aucun homme comme devant un maître ; vous n'adorez que les dieux seuls » ; ces dieux qui étaient leur création, et dont ils aimaient sourire, tout en les vénérant.

Ah ! Quels hommes, ces Grecs ! Xénophon concluait ainsi sa harangue : « Voilà les ancêtres dont vous êtes les fils. » Oui, Madame, nous le disons après lui, heureux que nous sommes de vous accueillir dans notre compagnie : « Voilà les ancêtres dont vous êtes la fille. »



L'abbé

Carton jaune



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

## Un entretien avec M. Guy Braibant

« Il y a urgence à légiférer sur la bioéthique »

En prenant publiquement position contre le projet de loi sur la bioéthique (*le Monde*) des 26 et 27 octobre, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie a brutalement relancé la polémique sur l'opportunité d'une législation qui toucherait, entre autres, aux procréations médicalement assistées, aux prélèvements d'organes et aux recherches sur l'embryon humain. Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, M. Guy Braibant, président de la section du rapport et des études au Conseil d'Etat et artisan principal de l'avant-projet de loi actuellement à l'étude, souligne l'urgence qu'il y a à légiférer dans ce domaine.

« Comment réagissez-vous aux propos tenus par le ministre de la recherche et de la technologie dans le cadre du colloque Patrimoine génétique et droits de l'humanité ? »

« Je tiens d'abord à préciser qu'il n'y a pas de projet Braibant ». Il n'y a pas en un savant Cosma, dans un grand, rédigeant seul un avant-projet de loi.

« Une centaine de personnes ont contribué à l'élaboration de ce texte. D'abord le Comité national d'éthique, dont nous avons, dans une large mesure, mis les avis en forme juridique. Ensuite, un groupe de travail qui a réalisé une étude, adoptée par le Conseil d'Etat dans son ensemble et remise au début de 1988 au premier ministre. A partir de cette étude, enfin, M. Rocard m'a demandé de réunir et d'animer un groupe de travail chargé, avec les fonctionnaires des ministères concernés, de préparer un projet de loi.

« Comment était composé ce dernier groupe ? »

« Il y avait, à la fois, des médecins et des scientifiques comme les professeurs Georges David, André Boné, Jean Ross ou le docteur Louis René, président du Conseil national de l'Ordre des médecins; des juristes comme M<sup>me</sup> Nicole Questiaux, M. Jean Terouem, conseiller d'Etat, M. Jean Terouem, conseiller d'Etat, M. Jean Michaux, conseiller à la Cour de cassation, ou M. Gérard Cornu, l'un des meilleurs professeurs de droit civil. Il y avait, également, des fonctionnaires des ministères de la justice et de la santé ainsi que des représentants d'autres ministères comme ceux de

la recherche et de la défense. C'est donc un projet issu de tous ces travaux collectifs que j'ai remis au premier ministre il y a quelques mois.

« Certains estiment toutefois qu'il reste à trouver un consensus national avant d'envisager de légiférer dans le domaine de la bioéthique. Quels sont vos commentaires sur ce point ? »

« Je suis personnellement partisan du consensus. Je constate que l'étude et le projet que j'ai présentés successivement ont toujours



été adoptés à l'unanimité. Ce sont d'ailleurs des textes de compromis. Je ne suis pas obligatoirement d'accord avec les dispositions de ces textes, mais je les assume. Je tiens à ajouter que ces groupes étaient composés de représentants de disciplines diverses du droit et de la science, mais aussi de sensibilités multiples. Ce n'était pas une représentation officielle des différents milieux politiques ou religieux, mais tous les milieux politiques et religieux qui comptent en France étaient représentés et nous avons toujours été unanimes.

## Un débat de cinq ans

« Vous estimez donc qu'il n'y a plus d'obstacles majeurs interdisant la discussion par le parlement du texte de loi sur la bioéthique ? »

« Personnellement, je ne vois pas d'obstacles. Je suis étonné lorsque j'entends certains soutenir que le débat n'a pas été suffisant. Ce débat dure depuis cinq ans. Le Comité national d'éthique a été

créé en 1983. Il a commencé à réfléchir à ces problèmes dès cette date et il organise chaque année des journées nationales d'éthique dans lesquelles ces problèmes sont largement abordés. Le groupe du Conseil d'Etat a travaillé pendant un an. Son rapport a été diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires.

## Des intérêts très financiers

« Il y a enfin eu un troisième débat ouvert par la remise de l'avant-projet de loi dont le premier ministre a bien voulu accepter la diffusion. On aura, en définitive, rarement vu un texte soumis à une discussion publique aussi longue et aussi large. Je ne dis pas que cinq ans de débats sont suffisants. Mais il ne faut pas non plus prendre trop de retard par rapport à la réalité.

« Vous pensez donc que l'heure est venue de légiférer. »

« Oui, l'heure est venue. Je pense même, comme l'a dit il y a quelques semaines la Commission des droits de l'homme, que c'est urgent. Il y a urgence à légiférer sur la bioéthique. Les faits sont là.

« Nous sommes menacés de très près par les trafics d'organes humains, par des situations dramatiques comme celle de ce couple américain qui a divorcé en laissant à un juge le soin de trancher le sort de ces embryons conservés par congélation. Le clerc, encore, par exemple, le problème du moratoire de la recherche sur les embryons humains qui vient à expiration dans deux mois.

« Ce ne sont pas là des fantasmes de juriste ou des hypothèses d'école. Ces problèmes existent. Il faut les régler d'urgence. Je sais bien aussi que certains ont des intérêts, des intérêts très précis et très financiers à ce qu'il n'y ait pas de loi.

« Vous pensez à qui ? »

« Je pense notamment à tous ceux qui envisagent de créer des trafics d'organes humains, comme il en existe déjà dans d'autres pays d'Europe, ou à ceux qui souhaitent faire de la procréation médicalement assistée, du diagnostic prénatal ou des maternités de substitution dans des conditions qui ne seraient conformes ni à la santé publique ni à la morale publique.

« Il y a aussi les anglo-saxons de certains chercheurs qui craignent de ne pas pouvoir continuer leurs activités si une telle loi était promulguée.

« Je suis à la fois étonné et intéressé par les réactions des milieux scientifiques. En vérité, ce ne sont pas les chercheurs des secteurs

concernés qui sont hostiles à la loi. Ils sont, bien au contraire, demandeurs dans l'ensemble d'une législation qui les protégerait contre les fantasmes.

« J'ai l'impression de revivre ce que j'ai vécu il y a vingt ans au début de l'informatique. Il y avait alors des fantasmes sur les ordinateurs qui allaient, disait-on, supprimer les libertés, et, pour libérer l'informatique, il a fallu prendre une loi qui rassure. Ici, c'est un peu la même chose. La plupart des chercheurs ont, à mon avis, compris qu'il était de leur intérêt qu'existe une législation ni trop rigoureuse ni trop laxiste qui leur permette de continuer leurs travaux.

« Pouvez-vous, malgré tout, comprendre les polémiques que soulève l'avant-projet de loi qui porte votre nom ? »

« Je m'attendais bien à des controverses. C'est naturel avec des problèmes aussi graves. Je m'attendais aussi – et récemment il y en a eu – à des propositions d'amendement puisqu'il ne s'agit pas d'un projet tout ficelé à prendre ou à laisser.

## Des situations incontrôlables

« Personnellement, j'ai déjà retenu un certain nombre de propositions qui me paraissent de nature à améliorer le projet. En revanche, j'étais loin de penser qu'il y aurait une controverse sur le fond, c'est-à-dire sur l'idée qu'il est urgent de légiférer et sur les principes que nous posons de la gratuité de l'adoption, de l'indisponibilité du corps, de la finalité scientifique et thérapeutique des recherches envisagées.

« Il me semble que, sur ces principes de base, un consensus serait facile à obtenir. A dire vrai, c'est sur des points de détail qu'il y a des critiques. Mais, à partir de ces critiques qui sont d'ailleurs contradictoires – certains estiment que le projet est trop rigoureux, d'autres qu'il est trop laxiste, – on risque de bloquer l'ensemble de la machine. Je le répète, il est urgent de fixer des normes, et, comme il s'agit de matières qui touchent aux droits de l'homme, seule une loi peut fixer de telles normes. Il y a urgence. Sinon, nous nous trouverons devant des situations de fait que nous ne pourrions plus maîtriser ou devant des influences émanant d'autres conceptions culturelles auxquelles nous ne pourrions plus nous opposer. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

## COMMUNICATION

Pour débloquer l'imbricolage judiciaire

## M. Parretti pourrait recéder provisoirement le contrôle de Pathé-Cinéma au groupe Rivaud

L'épreuve de force qui oppose, depuis quatre mois, M. Giancarlo Parretti, représentant contesté de Pathé-Cinéma, au ministère français des finances, touche-t-elle à sa fin ? La société Max Thérèse Investissement (MTI) contrôlée par l'homme d'affaires italien s'approprierait, en tout cas, à revendre au groupe Rivaud les 52 % du capital de Pathé qu'elle lui avait achetés pour 487 millions de francs en décembre dernier. Un arrangement – provisoire – qui arrangerait tout le monde.

C'est le 7 novembre prochain que le tribunal de commerce de Paris devrait prendre connaissance des arguments « de fond » de la direction du Trésor demandant l'annulation de la vente de Pathé-Cinéma pour « infraction à la législation sur les investissements étrangers ». Mais cette grande confrontation, déjà repoussée à plusieurs reprises, n'aura peut-être pas lieu. D'ici là, en effet, le groupe Rivaud pourrait reprendre le contrôle de la petite mais prestigieuse société cinématographique. Une mesure transitoire (le groupe Rivaud ne se serait engagé à conserver ce paquet d'actions que deux mois au maximum), négocie en sous-main par des avocats d'affaires, mais qui tomberait à pic pour « enterrer » – au moins provisoirement – une affaire qui embarrasse tout le monde : devenue sans objet, la plainte du Trésor tomberait d'elle-même.

Embarrassé le ministère des finances ? Plutôt ! Déchiré depuis des semaines entre des nécessités contradictoires. Impossible d'abord, pour M. Pierre Bérégovoy – dont le nom a déjà été malencontreusement évoqué lors des affaires Pechiney et Société générale, – de laisser accréditer l'idée que ses services pourraient transiger sur Pathé-Cinéma. Interpellé à plusieurs reprises par M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, sur l'origine – peu transparente – des fonds de M. Parretti et sur les relations passées de ce dernier avec le PS, le ministre d'Etat est contraint à la plus grande fermeté.

Hasard ? Coïncidence ? La dernière intervention à l'Assemblée nationale de M. d'Aubert sur ce sujet a été immédiatement suivie d'un discret rappel à l'ordre de la Caisse des dépôts, un instant tentée de se joindre au groupe Pierre et Vacances pour participer à un remaniement de l'actionnariat de Pathé-Cinéma aux côtés de M. Parretti (*le Monde* du 18 octobre). « Il était soudain devenu hors de question que de l'argent public puisse côtoyer de l'argent sur l'origine duquel puisse peser un quelconque soupçon », commente l'un des hommes-clés du dossier. De même, l'annonce par la presse d'un « accord » entre le Trésor et la société MTI a-t-elle été aussitôt suivie d'une mise au point du ministre précisant que « les procé-

dures judiciaires poursuivent leur cours normal ».

Pourtant, il est tout aussi difficile pour le ministère des finances de laisser aller ses services au-devant de probables déconvenues juridiques, et surtout d'importantes difficultés avec la Commission de Bruxelles et la Cour de justice européenne. Trois procédures, en effet, se télescopent et se contredisent. La première, entamée par la direction des douanes, porte sur cette fameuse « déclaration préalable » que doit effectuer tout investisseur étranger en France. Une déclaration « oubliée » par MTI, bien que le rachat de Pathé-Cinéma ait été effectué grâce à des prêts du Crédit lyonnais Bank Nederland, de Cannon NV et du holding luxembourgeois Comifinance. MTI devrait donc se voir infliger une amende.

## Négocier sans le dire

Beaucoup plus complexe, la seconde procédure trouve son origine dans une plainte déposée par MTI auprès de la Commission de Bruxelles pour non-respect par la France du traité de Rome. En juin dernier, en effet, le ministère des finances a provisoirement « gelé » la vente de Pathé-Cinéma, en attendant que le jugement du tribunal de commerce ne vienne conforter sa position. Las ! En septembre, les instances de la CEE ont estimé cette vente conforme à la réglementation communautaire. Cette « mise en demeure » – si elle n'était pas suivie d'effet – pourrait être l'occasion, pour les instances libérales de Bruxelles, de remettre en question l'ensemble du dispositif français de contrôle des investissements étrangers. Ce dont le Quai de Bercy ne veut à aucun prix.

« Cette décision de Bruxelles a, aussi, clairement affaibli notre position devant le tribunal de commerce », reconnaît-on au ministère des finances, rendant ainsi plus hypothétique le résultat de cette troisième procédure et une annulation de la vente. Négocier, sans le dire, devient ainsi beaucoup plus aléatoire. D'autant que M. Parretti, confronté à des difficultés avec la Bourse d'Amsterdam où il souhaitait transférer le siège de ses activités européennes, s'est toujours dit prêt à un compromis. D'abord, parce que l'homme d'affaires italien sait qu'en France, rien d'important ne peut se faire dans le cinéma sans l'accord tacite des pouvoirs publics. Ensuite, parce que la solution transitoire « Rivaud » ne tournerait pas forcément à son désavantage. Il demeurerait propriétaire des 48 % du capital de Pathé-Cinéma rachetés ultérieurement en Bourse à la suite d'une opération de maintien de cours. Et sa société luxembourgeoise Interpart est, par ailleurs, avec au moins 38 % des parts, l'un des plus gros actionnaires du groupe Rivaud. Si d'aventure la plainte du Trésor devenait sans objet, les finances ne perdraient peut-être pas la face, mais il n'est pas sûr que M. Parretti y perde Pathé.

PIERRE-ANGEL GAY

Par un accord de couplage publicitaire

## Sud-Radio s'allie avec la station des Girondins de Bordeaux

## BORDEAUX

de notre correspondant

Sud-Radio vient de conclure un accord de couplage publicitaire avec Wix FM, la radio locale des Girondins de Bordeaux Football Club. Ce rapprochement donne aux deux partenaires une meilleure assise pour drainer la publicité nationale par l'intermédiaire de la région de Sud-Radio, Information et publicité (IP), Wix FM continuant à gérer son propre marché local.

Claude Bez, président des Girondins de Bordeaux FC, avait lancé Wix FM en juin 1987, au prix d'un lourd investissement (10 millions de francs). Mais si la recette d'une radio populaire à fort caractère local a séduit (Wix FM détiendrait aujourd'hui 15 % des parts d'audience sur l'agglomération), la nouvelle station a, de l'aveu même de M. Claude Bez, « perdu de l'argent en 1988 et 1989 ». D'autre part, le club de football, pour faire

face à une saison sans Coupe d'Europe, a un besoin urgent d'argent frais. L'accord intervenu avec Sud-Radio devrait le satisfaire, au moins en partie.

Le rapprochement entre les deux stations devrait également s'accompagner de la création, courant 1990, de nouvelles radios Wix FM à Toulouse, à Montpellier et à Nîmes, les trois principales métropoles de la zone de diffusion de Sud-Radio. Ces stations se chargeraient notamment de promouvoir les équipes de football locales, comme c'est déjà le cas à Bordeaux. Sud-Radio envisage d'investir 5 millions de francs dans l'opération. Les Girondins de Bordeaux toucheraient-ils des royalties de cette extension de leur marque ? Selon Claude Bez, « ce point n'est pas encore formalisé ». Il se défend en tout cas de vouloir participer à la création d'un réseau ou de distribuer des franchises.

GINETTE DE MATHA

## SPORTS

Football : la défaite du Paris-SG à Marseille

## « Carton jaune » pour l'entraîneur

Le Paris-SG a été battu par l'Olympique de Marseille (2-1), vendredi 27 octobre, en match avancé de la seizième journée du championnat de France de football. Cette défaite plonge un peu plus dans le doute une équipe parisienne dont l'entraîneur Tomislav Ivic est très contesté.

## MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Un club de football en crise ne reconnaît entre mille. Les joueurs se referment sur eux-mêmes et bouclent la presse. L'entraîneur s'enlise dans des explications sans issue. Le président, suivant son tempérament, affiche sa tristesse ou sa colère. Si l'on s'en tient à ces critères, le Paris-SG traverse donc une période de crise : après leur défaite à Marseille (2-1), vendredi 27 octobre, les joueurs restèrent silencieux, l'entraîneur Tomislav Ivic pratiqua la langue de bois et le président Francis Borelli quitta le stade la mine déconfite.

Perdre à Marseille n'a rien de déshonorant. Et l'équipe de la capitale n'a pas disputé là son plus mauvais match. Mais cette défaite

intervient après une longue série de mauvais résultats : battue en championnat à Cannes, à Caen, à Mulhouse et au Parc des Princes contre Lyon, dominée en Coupe d'Europe à Paris par la Juventus de Turin (0-1), l'équipe parisienne s'enfonce. Deuxième derrière le champion de France marseillais au terme de la saison 1988-1989, elle se retrouve aujourd'hui septième.

Un seul et même nom revient toujours au cœur du débat : celui de Tomislav Ivic, le technicien yougoslave en charge de l'équipe depuis le mois de juin 1988. Après une brillante première saison marquée par l'adhésion de tous les joueurs et dirigeants à ses conceptions tactiques ultra-défensives, l'homme est aujourd'hui contesté. A trop vouloir privilégier l'efficacité aux dépens du spectacle, il a transformé l'équipe parisienne en une formation triste et sans âme, affilée lors de chacune de ses apparitions et souvent critiquée pour ses tricheries (*le Monde* du 18 octobre).

« Il ne faudrait pas que cela dure trop longtemps », déclarait récemment Francis Borelli à propos de la mauvaise (et injuste selon lui) image de marque dont son club n'arrive pas à se débarrasser. Dans ces conditions, Ivic restera-

til entraîneur du Paris-SG ? Francis Borelli lui a toujours apporté son soutien. Pour combien de temps encore ? « Je veux rester, travailler, si on veut de moi, bien sûr... », réplique l'intéressé.

L'évolution de la situation dépendra essentiellement des joueurs. Ils seraient de moins en moins nombreux à adhérer aux conceptions de leur entraîneur. Un mouvement de résistances aux choix tactiques du technicien yougoslave se serait manifesté dès le mois d'août, à la veille d'un déplacement à Saint-Etienne.

## Un match retour décisif

Plusieurs joueurs essentiels, comme le Sénégalais Omar Sene ou le meneur de jeu franco-yougoslave Safet Susic, lassés de jouer la défensive et d'être hûés sur tous les terrains de France, avaient alors signifié leur opposition aux conceptions d'Ivic. La fronde avait porté ses fruits, puisque l'équipe, commandée par les « constataires », avait remporté au stade Geoffroy-Guichard une très belle victoire (2-1) au terme d'une brillante prestation. Malgré ce succès, ces opposants sont par la suite rentrés petit à petit dans le rang. Francis

Borelli a refusé la démission que lui a présentée Tomislav Ivic.

La défaite de Marseille, connotée à deux minutes de la fin du match sur un but de l'attaquant uruguayen Enzo Francescoli, inquiète d'autant plus qu'elle survient à cinq jours du match retour contre la Juventus. Dominée au Parc des Princes, l'équipe parisienne ne paraît pas en mesure de se qualifier lors de cette seconde manche. Quelles seraient les conséquences d'une élimination ? Tomislav Ivic les évoque à demi-mot lorsqu'il conclut : « Si ce match doit être décisif, c'est pour l'avenir de l'entraîneur, mais certainement pas pour celui de l'ensemble du club. »

PHILIPPE BROUSSARD

■ AUTOMOBILISME : Jugement en délibéré pour Senna. Le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), réuni vendredi 27 octobre à Paris, à la demande de l'écurie McLaren, a proposé de la disqualification du pilote brésilien Ayrton Senna au Grand Prix du Japon de formule 1 (*le Monde* du 24 octobre), a décidé de prolonger sa réflexion et son délibéré jusqu'au lundi 30 octobre au plus tôt.



## CULTURE

## ARTS

## David ou la peinture déchirée

Qui fut David ? Un néoclassique ou un réaliste ? Un révolutionnaire ou un pompier ?  
Ou tout cela à la fois, dans un inextricable et contradictoire mélange ?

Au centre des *Sabines*, entre les jambes du beau guerrier paré de son casque à cimier et portant son bouclier, couché sur le sol, il y a un nourrisson enveloppé dans une étoffe blanche. Les paupières à demi fermées, les yeux vagues, il s'endort, un doigt à la bouche. Il n'a rien à faire là. Il est déplacé dans ce tableau d'effroi et de terreur qui n'ont pas troublé et séduits. Les autres enfants, près de lui, ont le regard craintif ou furieux et servent la symbolique redondante de l'œuvre. Pas lui.

On ne sait pourquoi David l'a logé à cet endroit, d'autant qu'il ne figurait pas sur les esquisses préparatoires au crayon et à la plume. Sans doute l'a-t-il inventé au cours de l'exécution parce qu'il lui fallait occuper un vide, parce qu'il avait envie de mettre du blanc au voisinage du vert sombre d'une tunique, ou parce qu'il venait de voir un nouveau-né emmaillotté de la sorte et que cela lui a rappelé Nativité et Adoration.

Peu importe la raison. L'essentiel est que David soit capable de telles fantaisies dans l'une de ses peintures à programme les plus célèbres, qu'il oublie son code allégorique et se laisse aller à des incongruités. Ses *Sabines* sont du reste un singulier tableau, où les guerriers vont à la bataille tout nus, au mépris de la pudeur, mais pour le plaisir de l'anatomie et de l'œil. La scène se veut pathétique, la morale d'une évidence voyante. Mais ce pathétique spectaculaire, ce prétexte en image sont ruinés par l'incongruité des poses et des costumes et l'extravagance des détails, tel cet enfant sommeillant.

Le tragique, l'antique, la « grande peinture » d'une part, et de l'autre, le quotidien, le réel, la peinture toute simple : et si c'était cela, qu'elle jamais réglée, dualité douloureuse, qui faisait qu'après deux siècles le grand David est plus passionnant que jamais ?

Il faut commencer par là : par l'impression de labeur titanessque et douloureux, de tension nerveuse, de violence rentrée, de mesure même, que produisent les tableaux de Jacques-Louis David, né à Paris en 1748, mort à Bruxelles en 1825. Les salles dévolues à l'exposition sont trop pleines, les architectures provisoires passablement pesantes, mais la peinture n'en a cure et

déploie cependant ses farouches visions. Elle les déploie d'autant mieux qu'il y a là non seulement l'essentiel de David, mais presque tout David, réuni grâce au zèle d'Antoine Schnapper, le maître d'œuvre, et de son équipe de conservateurs qui ont su convaincre les prêteurs, de New-York à Varsovie.

Or ces toiles, si souvent employées pour illustrer la Révolution et l'Empire, parce qu'elles se soutiennent, parce que les plus fortes séduisent les moins bêtes, étonnent toujours et réussissent à échapper aux traditionnels décodages et analyses idéologiques et politiques pour révéler la complexité de leur auteur.

C'est que David n'est pas tout entier dans la conjonction du néoclassicisme et du jacobinisme. Il est vrai que, n'ayant pas eu à souffrir de la monarchie, il vota la mort de Louis XVI, appartenait au Comité de sûreté générale, y commit quelques méfaits et échappa à la liquidation des Robespieristes le 9 thermidor parce qu'il avait choisi ce jour-là pour se purger. Hasard ou lâcheté, un émetteur lui sauva la vie. Il fut ensuite bonapartiste, peintre officiel de l'Empire et exilé par la Restauration pour s'être rallié à l'Empereur durant les Cent-Jours.

### La moralité républicaine

On a donc fait, de son vivant et depuis, de ce peintre fourvoyé dans la politique le peintre du politique et de la moralité républicaine. Non sans raison : ses « grandes machines », du *Serment des Horaces à Léonidas aux Thermopyles*, exaltent les vertus, résolution, intrépidité ou magnanimité, on se réfère explicitement aux événements du moment. Que l'on voit dans ces mises en scène les idéaux de la République ou les instruments d'une propagande, les signes d'une foi ou les images d'un cynisme n'y change rien : l'œuvre serait, ne serait qu'allégorie et le néoclassicisme deviendrait la forme esthétique du désir de renverser l'ordre ancien, rénovation des arts et instauration d'une république à la romaine allant du même pas martial.

Certains David, assurément, tiennent dans cette définition. Ce sont ceux où l'artiste, pour être à la hauteur de son programme d'héroïsme, pour être le restaurateur du grand genre négligé par Boucher et Vanloo, qu'il imita pourtant à ses débuts, se force au sublime. On peut tenir la *Douleur*

expressive et géométrisée sa composition. Il a mis obstinément en pratique un système de la peinture, ou, si l'on préfère, un idéal.

Les tableaux bruxellois ne sont pas moins suspects, n'étant pas moins prévisibles. Le *Télémaque* et *Eucharis* de 1818 — oh ! le levrier à

tempe de ce Mars bellâtre, frisé comme un dandy. Pourquoi ? Parce que la peinture de David en exil, tournée à vide, entraînée par la seule force de l'habitude.

N'y aurait-il que ces deux périodes, tyrannie du sublime fabriqué avant 1789, triomphe de la mièvrerie après 1815, on ne verrait en David qu'un maniaque du néo-grec qui aurait travesti la réalité des hommes pour en tirer d'artificieux apologues ou l'aurait niée pour lui substituer d'illusoire éloges roses et bleues.

Mais l'histoire, la vraie, et la peinture, la bonne, se sont vengées et leur vengeance a sauvé David, malgré lui peut-être. La toile des *Lecteurs rapportant à Brutus les corps de ses fils*, peinte pour Louis XVI et exposée au Salon de 1789 clôt une époque. Le système et sa méthode chancelent quand les faits deviennent éloquentes. Dans la galerie Mollin et à Versailles, on assiste au spectacle d'un théoricien dépassé par les faits, d'un metteur en scène débordé par ses acteurs.

### Les passions humaines déchainées

L'histoire contemporaine excède les structures de sa peinture d'histoire. Plus d'allégories cohérentes, plus de fables bien pensantes qui tiennent. A peine David entreprend-il de convertir le *Serment du Jeu de paume* en représentation grandiloquente selon ses règles que le serment est oublié, les jurés, pour certains, morts, pour d'autres, compromis. La réalité du moment, l'imprévisible et mouvante réalité des assemblées et des émeutes, ne se laisse ni figer ni ordonner en fêtes et processions. Les passions humaines déchainées mettent à mal le culte de la Raison suprême.

Dans cette urgence, David abandonne le *Serment* et peint des têtes, dessine de mémoire des croquis prodigieux et décrit ce qu'il voit. La comtesse de Sorey, la marquise d'Orvilliers, Prieur de la Marne, Louise Pastoret, d'autres portraits et d'admirables autoportraits, dont celui, foudroyant, qu'il donna à Lady Byron après 1790, David en fait plus que cela.

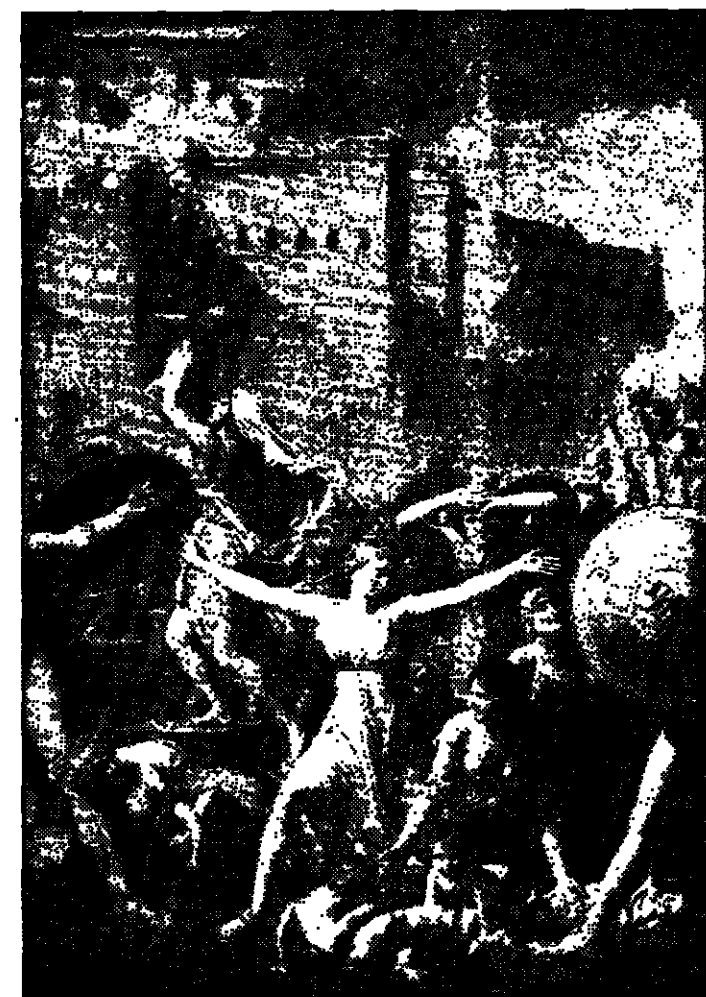
*Apothéose du genre : la Mort de Marat*, image terrifiante de la mort réelle qui a fasciné les contemporains et qui a gardé tant de force qu'on ne l'expose à Paris que derrière une vitre, par précaution. David ne cesse plus de saisir des visages, jusqu'au *Sacre*, immense et splendide collection de portraits, vision synthétique d'une époque figurée par ses vrais et faux héros. Autres chefs-d'œuvre : le portrait de François de Nantes, prodige de noir et blanc, et ceux d'Antoine Mongez et de sa femme, si durs, si nets. Sa sobriété fait alors merveille dans l'analyse des caractères et des physiognomies.

Dans ces toiles, comme dans les portraits de jeunesse, plus voluptueux de matière et de couleurs, ceux de M<sup>me</sup> Bureau, à la robe rose et verte, du comte Potocki sur son cheval gris perlé, des Lavoisier ou du médecin Leroy, on cherche en vain le néoclassique, le peintre à la géométrie contraignante et aux sentiments stéréotypés, et l'on trouve l'héritier de Quentin de La Tour et Perroux, l'artiste du rang de Van Dyck, de Velasquez et de Goya. Un moraliste et non plus un moralisateur. Le maître de Gros. Le père de Gérard et de Delacroix.

Quand il renonce à son système pour figurer la réalité, quand son œil l'emporte sur ses théories dans leur éternelle dispute, David est le premier des modernes. Quand, à l'inverse, il applique ses modèles et met sa doctrine en peinture, il est le premier des académiques. C'est à Delacroix, héritier attentif de celui qu'il disait « le père de toute l'école moderne », qu'il faut prendre la définition de cet art de tensions extrêmes, de cet art déchiré. Il le dépeignait en 1860 d'une seule formule devenue fameuse : « David est un composé singulier de réalisme et d'idéal ».

PHILIPPE DAGEN

► Musée du Louvre, du 29 octobre au 12 février, tous les jours, sauf mardi, et château de Versailles, du 31 octobre au 12 février, tous les jours, sauf mardi. L'exposition a bénéficié du mécénat d'Air France. Elle s'accompagne de la publication d'un remarquable et colossal catalogue (656 pages, 490 F).



« Les Sabines », détail

d'*Andromaque* de 1783 pour un monument de pathos et se fatiguer des trois Horaces et de leurs regards stupides. Les bons sentiments ne font pas la bonne peinture et ces tableaux, tous antérieurs à la Révolution, sentent l'effort et la citation. Pour les composer, David a relu Corneille, pillé les recueils archéologiques, calculé sa gestuelle

l'œil révélu d'émotion ! — la *Colère d'Achille* de l'année suivante — mais pourquoi Achille a-t-il l'air hébété ? — et l'inénarrable *Mars désarmé par Vénus* et les *Grâces* de 1824 préfigurent les savonneuses allégories de Cabanel et Bouguereau. Le pompérisme de la III<sup>e</sup> République est sorti tout armé, et tout pomponné, de la

## Le fracas de l'Histoire

### Suite de la première page

► Mais c'est à Rome, lors d'un second séjour, que David peindra les *Horaces*, comme pour marquer le lieu de naissance de son art définitivement affirmé.

► David, rentré en France, abandonne dans le rococo et son mouvement. Il mettra toute son énergie au service des signes sévères du néoclassicisme.

► L'influence de David va être capitale. Son atelier est l'école où passera toute une génération, de Girodet et de Gros à Ingres. Un mouvement esthétique inséparable d'une éthique ! David désire faire passer l'idée en peinture. Il ne cache pas son mépris pour la manière et pour le faire. Mépris qu'il peut se permettre d'exprimer parce qu'il possède un faire admirable. C'est le service de l'exemple idéal que David assigne d'abord au peintre et l'Histoire est le seul genre qu'il estime digne d'un grand artiste.

► David n'a pas seulement été un peintre témoin de l'histoire, il est passé pendant la Révolution de l'autre côté de la toile pour devenir l'un des acteurs de la Convention.

► Des avocats, des écrivains révalent, avant la Révolution, d'un avènement de l'éloquence politique : ils ont trouvé l'occasion de s'y employer dans les rôles que leur offrait la députation aux Assemblées. Pour David, passer de la rhétorique de l'image à la fonction politique, c'est presque la même chose. Si la peinture est la représentation de l'idée, il reste à rendre la

société conforme à l'idée, et en même temps à la représentation de l'idée. Il est tout à fait significatif que David ait appartenu, pendant la période jacobine, aux équipes dirigeantes, sans cesser d'être le peintre, le costumier, le décorateur de la Révolution.

► Son activité publique rend pleinement évidente la fonction dévolue au visible — au spectacle — dans l'événement révolutionnaire. Comme l'a rappelé Mona Ozouf, le char de la liberté, à la Fête en l'honneur des Suisses de Châteauneuf, portait sur l'un de ses côtés une copie du *Brutus* exposé au Salon de 1789. Singulier réemploi, dans la frise du défilé, de l'exemple de vertu d'abord immobilisé sur la toile. Que David ait appartenu au Comité de sûreté générale, qu'il ait fait don à la Convention des tableaux où il immortalisait les martyrs de la Révolution, qu'il ait fixé le programme jusqu'au détail des gestes et des sourires, pour la fête de l'Être suprême : voilà un parfait exemple de la politisation de l'art et de la théâtralisation de la politique — l'un n'allant pas sans l'autre.

► André Chénier, qui fut d'abord son ami, l'invita, dans l'*Ode sur le Serment du Jeu de paume*, à éterniser le moment inaugural de la Révolution : mais le conventionnel jacobin ne tardera pas à devenir, sous la plume du même André Chénier, « le stupide David », dont cependant « le pinceau fait des dieux ».

► L'œuvre de Chénier est restée mutilée : c'est la trace de la Révolution. Cette trace se marque aussi, moins profonde, dans

l'œuvre de David. Le *Serment du Jeu de paume* ? Jamais achevé, parce que Bailly, Mirabeau, Barnave, etc., y figuraient, et que le pouvoir révolutionnaire les a condamnés. Le portrait de Le Peletier ? Disparu, détruit sans doute par la famille du régime assassiné. La glorification de Bora, dont l'insigne du martyre était la cocarde tricolore ? Inachevée pour cause de 9 Thermidor. Et tant de fêtes, vouées à n'avoir été que l'illustration solennelle d'une journée. L'éternisation qui bascule dans l'éphémère. Les caricatures, elles aussi, restaient tributaires de l'événement du jour.

### A la tombée de la nuit

► Il y a beaucoup de mort, chez David, entre les tableaux-monuments, voués aux grands morts, et l'animation des fêtes, qui distribuaient en cortège des tableaux vivants, dont les acteurs — superbes déesses, tendres mères, austères vieillards, — dépouillant leurs costumes, se dispersaient à la tombée de la nuit. Aujourd'hui, on aime à parler d'interventions (forcément momentanées) des artistes, et l'on recherche, dans un art qui s'autodétruit, une image de notre précarité. La carrière révolutionnaire de David, à l'insu même du peintre, a pris cet aspect.

► David est un révolutionnaire qui s'est attaché au mot d'ordre initial : régénération. Conscient, dès ses premiers travaux de concours, du mérite qu'on doit lui reconnaître, désireux de gloire, humilié par ses premiers

échecs, David en veut aux académies, aux pouvoirs dont elles dépendent : il s'emploiera à les détruire. Comme Chamfort, comme Marat. Par ressentiment, par goût de l'indépendance. Il ne s'agit pas, pour David, de faire progresser la peinture elle-même. Bien plutôt, de la ramener à une vérité qui fut autrefois la sienne. En ce sens, la régénération est en quelque façon, aussi, une restauration.

► Et c'est une tendance qui n'est pas propre à la seule France révolutionnaire. Elle s'exprime en Allemagne, en Italie, en Angleterre. David a voulu rompre les liens qui asservissaient les artistes aux institutions de la monarchie ; mais il offrit ses services à d'autres maîtres. A Robespierre : avec lui, le 8 thermidor, David se déclare prêt à prendre la ciguë. Il lui restera fidèle : beaucoup plus tard, il le comparera au Christ et prêtera les « autels » qu'il faudra lui dresser. Il se ralliera à Napoléon, pour en devenir le peintre officiel.

► Il y a quelque chose de moins tendu, de plus hiératique et compassé dans l'œuvre napoléonienne de David — si l'on excepte les portraits, d'une autorité mystérieuse. Madame Récamier est un tableau admirable, comme le sera, beaucoup plus tard, le portrait de Sieyès, peint à Bruxelles, où se marque une étonnante lassitude. Mais le *Sacre* ! S'il eût voulu faire entendre que l'idée s'est figée, qu'elle est morte, David n'eût pas construit son tableau autrement. Rien ne bouge, sauf les mains de

l'empereur, tenant la couronne. Tableau où la liberté fait place à l'ordre.

### Réinventer le sacré

► C'est pour cela que la postérité de David, au cours du dix-neuvième siècle, ira s'amoindrisant.

► Sans doute. Pourtant, il y aura la rencontre de Baudelaire et de David face à Marat. Le poète a trop bien perçu l'horreur froide qui nimbe le tableau, icône républicaine par excellence. Chez David, le désir, déjà « romantique », de réinventer le sacré est très évident. Comme chez les artistes qui se rebelleront contre lui au nom de la couleur et de l'imagination — Delacroix et sa *Liberté sur les barricades*, par exemple. Chez Ingres persistera la fascination du monde grec, écran de projections fantasmagoriques, sexuelles ou politiques. Le premier Corot, inspiré par Chénier, appréhende

l'histoire de l'art dans les quartiers. — Dans huit arrondissements de Paris sont organisés des cours d'histoire de l'art, publics et gratuits, avec projections. Ces cours sont financés par la donation Lapinelongue du nom d'un médecin célèbre des années 1900, membre de l'Institut, et sénateur du Gers, ils ont lieu :

Le lundi à 18 h 45, au lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Martyrs (9<sup>e</sup>) ; à 19 h, salle Saint-Denis, 68 bis, rue de Turenne (3<sup>e</sup>).

Le mardi à 18 h, au collège Saint-Michel, 62, rue de Picpus (12<sup>e</sup>) ; à 18 h 45, au lycée Buffon, 16, boulevard Pasteur (15<sup>e</sup>).

une nature chargée d'énergie mystérieuse, ou Homère est accueilli par les bergers. Mais ce lyrisme s'éloigne de Plutarque en qui David voyait la première école du peintre.

► Il faut aussi comprendre cette peinture à travers l'expérience théâtrale de son public : *Brutus*, les *Horaces*, sont des tableaux inauguraux : ils lui viennent de Voltaire, peut-être d'Alfieri, assurément de Corneille. Le néoclassicisme, pour atteindre la réalité, passait par des discours narratifs ou dramatiques interposés. Diderot appelait de ses vœux une peinture sévère et David, dont il avait salué les débuts, a réalisé cette peinture, en interprétant l'histoire présente par l'histoire exemplaire. Mais il n'a pas oublié d'attacher son regard sur les visages de ses contemporains.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

Le mercredi à 18 h 45, au lycée Lavoisier, 19, rue Henri-Barbuse (5<sup>e</sup>) ; à 20 h 30, au FJT Masséna, 2, rue Péan (13<sup>e</sup>) ; à 20 h 30, au FJT Didot, 41, rue Diderot (14<sup>e</sup>).

Le vendredi à 20 h 30, au FJT Charonne, 165, rue de Charonne (11<sup>e</sup>).

► RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous écrivions (le *Monde* du 26 octobre), dans l'article « Un Paris architectural », Toyô Ito est un architecte japonais et non une architecte coréenne.







## AGENDA

## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans votre supplément du samedi et dimanche-matin. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 28 octobre

TF 1		2.45 Cinéma : L'as de cœur. ■	
20.45	Variétés : Sébastien, c'est fou.	4.15	Cinéma : L'affaire d'une nuit. ■
22.20	Magazine : Ushuaïa.	6.00	Variétés : Pierre Desproges se donne en spectacle.
23.20	Magazine : Formule sport.		
0.15	Journal.		
0.35	Série : Intrigues.		
1.00	Série : Mannix.		
A 2		LA 5	
20.35	Variétés : Champs-Élysées.	20.40	Téléfilm : L'invasion des cocons.
22.35	Série : Clémence Aletti.	22.20	Série : Le voyageur.
23.40	Journal.	22.50	Magazine : Samedi foot.
23.45	Magazine : L'univers des noirs pour nuit blanche.	22.55	Téléfilm : Vacances tragiques.
1.15	Soixante secondes. John Hurt, comédien.	0.00	Journal de minuit.
FR 3		M 6	
20.35	Samdynamite.	20.30	Téléfilm : Père par intérim.
21.55	Journal.	22.05	Téléfilm : Six cols et un coffre.
22.20	Magazine : Le divan.	22.25	Magazine : Club 6.
22.40	Magazine : Musicales.	0.25	Feuilleton : Splendeurs et misères des courtisanes.
23.40	Magazine : Sports 3.	1.45	Musique : Boulevard des clips.
		2.00	Rediffusions.
CANAL PLUS		LA SEPT	
20.30	Téléfilm : La madone et le dragon.	20.30	Théâtre : Ivanov.
22.00	Documentaire : George Adamson le seigneur des lions.	23.00	Documentaire : Histoire parallèle.
23.00	Sport : Catch à Barclay.	23.45	Jazz soundies collection.
0.00	Cinéma : La femme aux bas noirs.	23.55	Documentaire : Travailler à domicile.
0.55	Pochettes surprises.	0.00	Documentaire : L'émotion en France.
1.15	Cinéma : La petite amie. ■		

## Dimanche 29 octobre

TF 1		0.45 Mon zénith à moi.	
14.15	Série : Rick Hunter inspecteur choc.	1.35	Cinéma : La chose à deux têtes. ■
15.10	Variétés : Mondo Dingo.		
15.35	Tiercé à Longchamp.		
15.50	Série : Vivement lundi.		
16.20	Dessins animés : Disney parade.		
17.35	Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?		
18.00	Magazine : Téléfoot.		
19.00	Magazine : 7 sur 7.		
20.00	Journal.		
20.40	Cinéma : Un pont trop loin.		
23.15	Magazine : Ciné-dimanche.		
23.20	Cinéma : Rendez-vous de juillet. ■ ■		
0.55	Journal.		
A 2		LA 5	
14.55	Série : Mac Gyver.	15.35	Documentaire : Indiana Jones et les grands aventuriers.
15.50	L'école des fans.	16.35	Magazine : Ciné Cinq.
16.35	Série : Qui c'est ce garçon ?	17.00	Magazine : Ciné Cinq.
17.30	Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde.	18.00	Série : Riptide.
18.25	Magazine : Stade 2.	18.50	Journal images.
19.30	Série : Maguy.	19.00	Série : Supercopter.
20.00	Journal.	20.00	Journal.
20.40	Téléfilm : Perry Mason mauvais esprit.	20.40	Cinéma : Les aventuriers de l'arche perdue. ■ ■
22.25	Magazine : Haute curiosité.	22.40	Magazine : Ciné Cinq.
23.25	Journal.	22.50	Téléfilm : Le corps de Berlin.
23.50	Soixante secondes.	0.00	Journal de minuit.
FR 3		M 6	
14.30	Magazine : Sports loisirs.	14.40	Série : Clair de lune.
17.03	Magazine : Montagne.	15.25	Série : Espion modèle.
17.30	Année 3.	16.10	Série : Brigade de nuit.
19.00	Série : L'agence.	17.10	Série : Vegas.
20.02	Série : Benny Hill.	18.00	Informations : M 6 express.
20.35	Documentaire : Optique.	18.05	Série : Père et impaire.
21.30	Magazine : Océaniques.	18.30	Série : Les années coup de cœur.
22.05	Journal.	19.00	Magazine : Culture pub.
23.20	Cinéma : Abschied. ■ ■	19.30	Série : Roseanne.
23.40	Cinéma : Les hommes le dimanche. ■ ■ ■	19.54	Six minutes d'informations.
0.20	Musiques, musique.	20.00	Série : Cosby show.
CANAL PLUS		20.30	Cinéma : Cours après moi shérif. ■
14.00	Téléfilm : Au-delà de la passion.	21.15	Magazine : Sport 6.
15.50	Série : Bergerac.	22.25	Capital.
16.45	Documentaire : Les volcans de la mer.	22.30	Cinéma : Coplan FX 18 casse tout. ■
17.30	Série : Mister Gun.	0.10	Musique : Boulevard des clips.
18.00	Cinéma : Bonjour les vacances. □	2.00	Rediffusions.
		LA SEPT	
19.40	Dessins animés : Ça cartoon.	16.00	Méthode Victor : Allemand et espagnol.
20.30	Magazine : Tranches de l'art.	16.30	Série : L'esprit des lois (6).
20.35	Cinéma : Hope and Glory. ■ ■ ■	17.25	Vidéo : The flood.
22.30	Documentaire : La légende de Cary Grant.	17.50	Dans : Svadebka.
23.15	Cinéma : La vieille dame indigne. ■ ■ ■	18.20	De Jiri Kytler.
		18.30	Musique : Nocturne.
		18.50	De Dominique Janoux.
		19.30	Documentaire : Igor Stravinsky.
		19.50	Magazine : Club sans nom.
		20.30	Cinéma : Ecstasy de l'amour. ■ ■
		21.15	Film soviétique de Nikita Mikhalov (1976).
		22.05	Court métrage : Voyage à Sopot.
		22.30	Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films.
		23.00	Documentaire : Préfaces.
		23.30	Feuilleton : Moravagine (4 <sup>e</sup> épisode).
		0.30	Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe (9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> épisodes).
		1.00	Magazine : Imagerie.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 octobre 1989 à 0 heure UTC et le dimanche 29 octobre à 24 heures UTC.

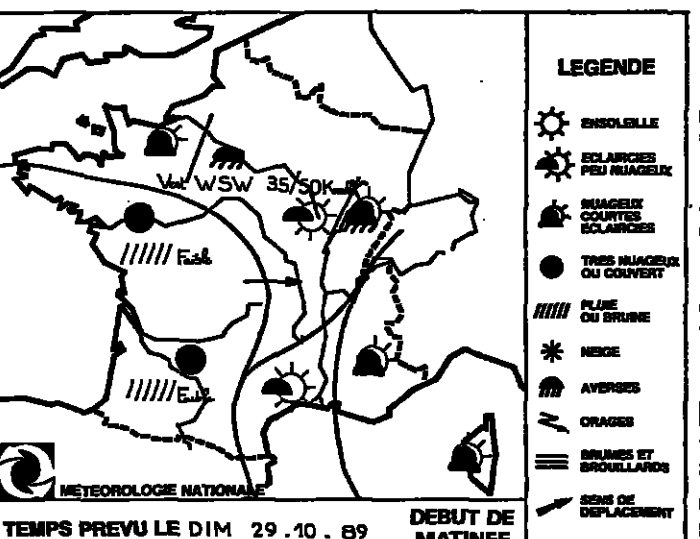
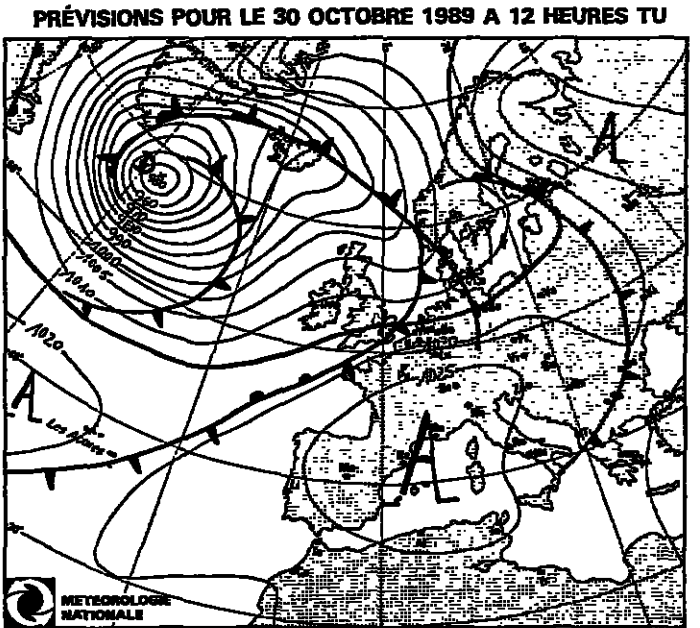
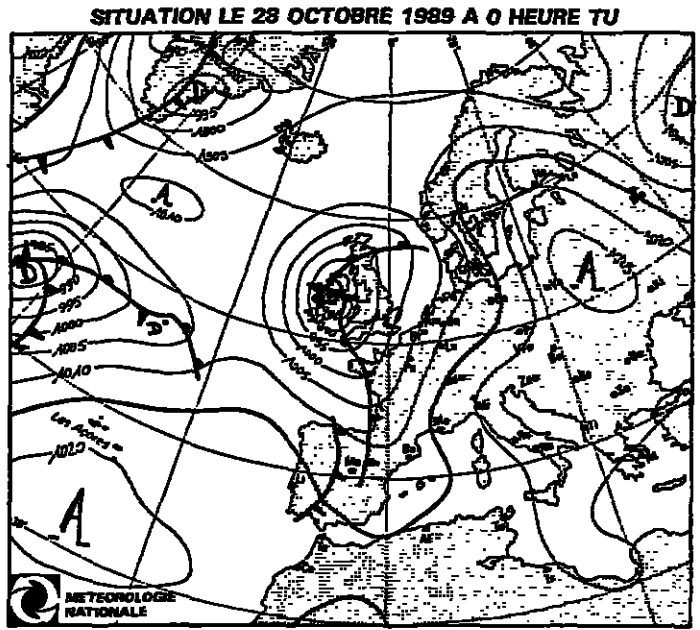
Après le passage d'une perturbation active samedi, l'air froid qui suit celle-ci, commandé par la dépression associée centrée sur l'Ecosse, amènera un temps à averses sur le nord du pays. Un temps plus calme plus au sud, mais l'air chaud d'une nouvelle perturbation atlantique apportera beaucoup de nuages et de la pluie. Il faudra attendre lundi pour que le hausse du champ de pression apporte un temps sec.

Dimanche : un temps assez frais. Des averses au nord de la Loire. Au nord de la Loire et dans l'Est et le Centre-Est, la journée commencera avec un temps à averses. Le vent d'ouest à sud-ouest soufflera assez fort, 30 à 50 km/h. Les averses quitteront assez vite la Bretagne, le Centre, la Centre-Est, pour faire place à un temps plus calme mais gris et humide, avec un peu de pluie. Ce temps gris gagnera dans l'après-midi la Normandie et le sud de l'Île-de-France, alors que les averses se limiteront aux régions au nord de la Seine, jusqu'à l'Alsace, et reviendront sur la Franche-Comté.

Près de l'Atlantique dans le Sud-Ouest et le Massif central, le temps sera gris et humide le plus souvent. Dans le Sud-Ouest, des éclaircies commenceront à se pointer vers la mi-journée.

Enfin, seul le Sud-Est connaîtra une journée de soleil. Souvenir de la perturbation de samedi, le ciel sera encore très nuageux le matin sur les Alpes, l'est de la Provence et la Corse. Mais les éclaircies apparaîtront vite. Mistral et tramontane souffleront modérément.

Les températures : le matin, il fera entre 9 et 12 degrés, mais 6 à 7 degrés dans l'Est et le Centre-Est. L'après-midi, de 12 à 16 degrés du nord au sud, mais 20 degrés environ près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 28-10-1989 à 6 heures TU et le 29-10-1989 à 6 heures TU

FRANCE		ÉTRANGER	
ANGERS	21 7 D	TOULOUSE	22 14 P
BARCELONE	22 13 P	PARIS	22 16 P
BORDEAUX	22 14 P	POitiers	22 16 P
BREIZH	21 11 P	ALGER	31 23 N
CADIX	21 11 P	AMSTERDAM	17 10 N
CLERMONT-FERRAND	24 14 P	ATHÈNES	23 16 D
DIJON	21 5 N	BANGKOK	34 27 N
GENÈVE	21 5 N	BELGRADE	22 19 P
LILLE	21 5 N	BELLEVILLE	15 10 D
LYON	21 5 N	BRUXELLES	21 12 N
MARSEILLE	21 11 N	CAIRO	26 17 D
NANCY	22 10 D	COPENHAGUE	12 10 D
NANTES	22 14 P	DANMARK	30 26 D
PARIS	22 14 P	DELHI	32 16 D
PARIS-MONTAIGNE	22 11 C	GENÈVE	21 4 D
PERPIGNAN	22 12 P	HONGKONG	27 23 D
RENNES	22 13 P	ISTANBUL	19 13 D
STRASBOURG	20 2 D	JERUSALEM	20 9 D
		LEONIA	21 13 D
		LONDRES	19 14 P

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5119

## HORIZONTALEMENT

I. Dans les affaires étrangères. Quand on le donne, c'est dans l'intention de l'emporter. — II. Peut se faire d'un trait. Qui n'ont pas été payés. — III. Utilisée dans les affections du tube digestif. Cours d'eau. Se rebelle. — IV. Dans une série de sept. Crochets pour manier des tissus. Dans le Var. — V. Ile. Un manteau au poil. — VI. Œuvre poétique. Bois de la bière ordinaire. Pour la prendre, il faut le couper. — VII. Un peu de lumière. En Allemagne. Metras carte sur table. — VIII. Se jette dans la Loire. Peut devenir sourd quand on veut l'étouffer. — IX. Pour les fêter, il faut de la galette. N'est pas un nombre entier. Préparation. Croix. — X. Mammelle étrangère. Appareil servant à broyer. Appareil. — XI. D'un auxiliaire. Des gens qui se plaignent. — XII. Au pied du Lubéron. Etre en train de flotter. — XIII. Peut-être rangées avec les scies. Parfois traitées de punaises. — XIV. Qui a le caractère de la peste. Vulgaire, n'est qu'une affection de jeunesse. — XV. Bleus dans le bâtiment. Ne feraient pas de mal à une mouche.

VERTICALEMENT

1. Un homme pas régulier. Un habit qui fait le moins. — 2. Golfe miniature. Un début. Tokyo aujourd'hui. — 3. Pas admis. Agrément étranger. Bon, a sa petite bête. Coule à l'étranger. — 4. Présenté comme la pluie. Nourrit des bêtes. Sensée. — 5. Un grand défilé. En France. — 6. Pour des fumeurs qui rêvent à l'étranger. Basus, étaient recherchés pour faire l'union. — 7. Bricole quand il est petit. Céleste, c'est un vrai paradis. Devient rouge quand il est trop souvent piqué. — 8. Revenant neuf quand on arrive au bout. Regarder comme un mouton. Parfois au bout de la ligne. — 9. Comme certaines huiles. — 10. Nom donné à un arbre. Ne fus pas reconnaissant. Symbole. — 11. Comme une dérogation qui remplace un conseil. Coupe fine. — 12. En Sicile. Château de la Loire. Ne touchent pas. — 13. Où l'on peut respirer. Conservateur des finances. Mathématicien écossais. — 14. Pratique du plus haut intérêt. Une retraite qui permet seulement de vivre comme une bête. — 15. Circulaient à Rome. Qui manquent un peu de finesse. Pousse au crime.

## SOLUTION DU PROBLÈME N° 5118

Horizontalement

I. Cauchemar. — II. Essaim. Nu. — III. Lie. Veste. — IV. Il. Adrien. — V. Bac. Rivet. — VI. Io. Ta. — VII. Ténie. Ma. — VIII. Orde. Pau. — IX. Ino. Moins. — X. Mielles. — XI. Nés. Etats.

Verticalement

1. Célibat. Ion. — 2. Aile. Eon. — 3. Usé. Citron. — 4. Ça. Oie. — 5. Hiver. Némée. — 6. Émirite. Oit. — 7. Sive. Pile. — 8. Antée. Manet. — 9. Ruent. Eusse.

GUY BROUTY

## CARNET DU MONDE

## Décès

— M<sup>me</sup> Gisèle Bellegarde, née Kervarec, son épouse, Hervé et Patrick Bellegarde, ses enfants, M<sup>me</sup> Germaine Bellegarde, sa belle-sœur, M<sup>me</sup> Arnou et Lehmann, ses nièces. Tous les membres des familles Bellegarde et Kervarec, et familles alliées, ont la tristesse de faire part du décès de

Joseph BELLEGARDE,

survenu le mercredi 25 octobre 1989.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes (Hauts-de-Seine), à 11 heures, le mardi 31 octobre.

Une pensive pensée est demandée.

Des dons peuvent être adressés aux organismes de recherche contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

62, rue de Chateaufort, 92700 Colombes.

— La Rochelle (Charente-Maritime). Brunoy (Seine-et-Marne). Nîmes (Gard). Rostrenen (Côtes-du-Nord).

M<sup>me</sup> Fernande Cassot, son épouse, ses enfants et petits-enfants, sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René CANSOT,

survenu le 25 octobre 1989, dans sa

croix de guerre, médaille militaire, croix des services volontaires FFL,

survécu le 25 octobre 1989, dans sa

Les obsèques religieuses ont eu lieu à

— Seigneur, j'ai aimé la beauté de la maison. (David, ps. XXVI, 8.)

— L'Association française des femmes diplômées des universités (AFFDU).

Le Comité international de liaison des associations féminines (CILAF).

L'Union professionnelle féminine (UPF).

Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne CHATON,

professeur agrégée de l'université, docteur honoris causa de l'université de Bristol, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, médaille

de la reconnaissance française,

survenue le 22 octobre 1989, à l'âge de soixante-quatre ans.

La dépouille mortelle se trouve à l'hôpital Saint-Charles à Commarcy (Meuse), jusqu'au lundi 30 octobre, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

1410 Grande-Dalle, 14200 Hérouville-Saint-Clair.

officier de l'instruction publique, titulaire de l'ordre du Chêne du Liban et de la Polonia Restituta.

décédée dans sa quatre-vingt-dixième année, le 18 octobre 1989.

Selon son vœu, son corps a été donné à la science et aucune cérémonie n'a été célébrée.

Les dons peuvent être adressés à l'AFFDU, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris, pour une bourse Jeanne Chaton destinée à aider des femmes dans des études doctorales ou post-doctorales.

[M<sup>me</sup> le 10 novembre 1989 en Lorraine. Jeanne Chaton était épouse de l'École normale supérieure de Saint-Denis d'Yvelines. Collaboratrice d'Edmond Hénin à la Société des nations, elle s'engagea ensuite dans la Résistance aux côtés des forces britanniques. Après la guerre, Jeanne Chaton reprit la France à la Commission du statut de la femme aux Nations unies. Elle présida le comité permanent des femmes des gouvernements à l'UNESCO et la Fédération internationale des femmes diplômées d'université. Jeanne Chaton a aussi été vice-présidente du Comité international de liaison des associations féminines.]

— Patrick Garrier, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Eveline GARNIER,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance,

survenue à Paris, le 22 octobre 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée par le Révérend Père Riquet, à Notre-Dame d'Antoul, le 27 octobre.

35, rue de l'Arbalète, 75005 Paris.

[Eveline Garnier, qui avait pris une part active dans la Résistance aux côtés d'Henry Frenay et de Claude Bourdet, était l'arrière-petit-fille de Jules Favre et la petite-fille de Geneviève Favre, mère de Jacques Martin et amie de Charles Péguy.]

— Le docteur Ratoondrahetty et M<sup>me</sup> Ratoondrahetty, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean RATOONDRAHETTY,

dit Jolm, ingénieur à Technip-Paris, ancien élève de l'INSA à Toulouse, titulaire de la médaille de la Légion d'honneur, président de l'ensemble choral de Paris,

survenu accidentellement le 22 octobre 1989, à l'âge de trente-quatre ans.

La dépouille mortelle se trouve à l'hôpital Saint-Charles à Commarcy (Meuse), jusqu'au lundi 30 octobre, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

1410 Grande-Dalle, 14200 Hérouville-Saint-Clair.



ÉTRANGER

Les négociations pour la quatrième convention de Lomé

# Les Douze divisés sur l'aide financière à accorder à leurs partenaires du tiers-monde

La CEE et ses dix-neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) abordent, samedi 28 octobre, la dernière phase de la négociation sur le renouvellement de la convention de Lomé. L'enjeu essentiel porte sur l'aide financière que les Douze accorderont à leurs associés du tiers-monde au cours des cinq prochaines années. En cas d'échec, la présidence française convoquera une nouvelle conférence ministérielle en novembre, l'objectif étant de signer pour la quatrième fois le traité en décembre prochain dans la capitale togolaise.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Le fait que la valeur des chiffres ait commencé à grimper, les négociateurs sont proches du but. Sans être officielle, la demande des ACP porte sur une enveloppe globale de 15,5 milliards d'euros (108 milliards de francs). A l'autre extrême se situent les Pays-Bas et le Royaume-Uni, qui souhaitent limiter l'effort communautaire à 9,5 milliards d'euros. La France, contrainte à l'arbitrage en raison de son rôle de président des Douze, évalue le soutien possible à une douzaine de milliards d'euros.

De son côté, la Commission européenne effectue un chiffrage un peu plus élevé mais insiste surtout pour que 2 milliards d'euros

soient réservés à « l'ajustement structurel ». L'idée, désormais admise par tous, est d'ouvrir de nouveaux gisements destinés à compenser la rigidité des programmes de réforme économique faisant l'objet de prêts de la Banque mondiale et du FMI.

Le reste des ressources continuera de financer les actions traditionnelles de la Communauté. Lomé 3 dispose de 8,5 milliards d'euros pour le développement des productions vivrières, la stabilisation des recettes à l'exportation des produits de base (Stabex) et le soutien des activités minières (Symin).

Les autres points délicats de la négociation touchent d'abord les exportations de rhum des Caraïbes vers la CEE; les pays de cette région, soutenus par les Britanniques, demandent que l'accès au marché communautaire soit totalement libéré. Cette requête rencontre l'opposition de la France qui entend ainsi défendre les intérêts de la Martinique et de la Guadeloupe. Dans la convention actuelle, les ACP sont autorisés à vendre annuellement aux Douze 170 000 hectolitres en franchise de douane.

L'aménagement du système Stabex soulève encore des difficultés mais qui ne paraissent pas, elles non plus, insurmontables. Les ACP, cette fois soutenus par les Français, veulent que les pays les moins pauvres soient également dispensés de rembourser, à l'instar des pays les plus démunis, les transferts financiers destinés à compenser leurs pertes de recettes d'une année à l'autre.

Dans ces conditions, rien ne s'oppose plus, en principe, à ce que ces deux pays deviennent membres de la prochaine convention. Encore que les Britanniques lient cet engagement à l'octroi d'un meilleur régime pour les importations de rhum en provenance des Caraïbes. En échange, la future adhésion de la Namibie est d'ores et déjà prévue. Ce pays — comme le Zimbabwe sous Lomé 2 — existait automatiquement à Lomé 4 lorsqu'il disposait des attributs d'un Etat indépendant.

MARCEL SCOTTO

Après avoir taxé les magnétoscopes et les disques compacts

# La Commission de Bruxelles impose des droits antidumping sur les TV sud-coréennes

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

La Commission européenne vient de décider d'imposer des droits antidumping sur les petits récepteurs de télévision couleur importés de Corée du Sud. Les droits ainsi appliqués aux trois principaux fabricants sud-coréens, à savoir les sociétés Daewoo, Gold Star et Samsung, seront respectivement de 10,2 %, 12,3 % et 13 %.

Les autres exportateurs sud-coréens seront frappés d'un droit de 19,6 %. Ces taxes antidumping seront perçues en sus du droit de douane, qui est de 14 %.

La pénalisation est sévère puisque l'équivalent pratiquement à doubler le droit de douane. Pour la même catégorie de téléviseurs, des enquêtes sont en cours concernant les prix d'exportation vers la Communauté, pratiqués par les industriels de République populaire de Chine et de Hongkong. Les experts bruxellois soupçonnent Hong Kong de servir de relais pour exporter du matériel fabriqué en Corée du Sud.

C'est la troisième fois depuis le début de l'année que la Commission sanctionne de la sorte les producteurs sud-coréens d'électronique grand public. Des droits antidumping sont perçus sur les magnétoscopes depuis février et sur les lecteurs de disques compacts depuis juillet. Sont mainte-

nant visés les téléviseurs couleur dont le diamètre de l'écran ne dépasse pas quarante-cinq centimètres. Il s'agit d'un marché en expansion continue, où les Sud-Coréens, grâce à leurs prix de dumping, ravissent des parts de marché aux Européens.

Les exportations sud-coréennes sont passées de 23 000 unités en 1984 à 781 000 unités en 1987 (700 millions de francs) et à 1 083 000 unités en 1988 (910 millions de francs). La production communautaire, quant à elle, n'est établie à 6,4 millions d'unités en 1987 et à 8 millions d'unités en 1988. Les principaux fabricants européens, à l'origine de la plainte pour dumping, sont Thomson, Philips, Grundig (contrôlé par Philips) et Nokia.

PHILIPPE LEMAITRE

# Importations de TV couleur petit écran dans la CEE en 1988

EXPORTATEURS	UNITÉS EXPORTÉES	VALEUR en millions d'euros
Corée du Sud	1 080 322	129 900
Singapour	1 004 350	152 069
Hongkong	853 391	110 218
Chine	425 093	50 384
Autriche	308 204	57 328
Taiwan	270 422	33 020
Japon	254 456	48 324
Malaisie	193 990	26 127
Total pays tiers	4 641 082	645 898

Malgré la poursuite de la grève aux impôts

# Atmosphère de fin de conflit aux finances

Hormis le SNUI (le syndicat national unifié des impôts) et la CGT, les syndicats des finances se sont résignés à rechercher une « issue honorable » au conflit. Désormais, il est davantage question de négocier le paiement d'une partie des jours de grève que des revalorisations salariales. Vendredi 27 octobre, les directions des impôts et des douanes ont reçu les représentants des syndicats pour, selon la formule du ministre de l'Economie, « tenter une première approche sur les modalités de reprise du travail ». Toutefois, lors de ces contacts à caractère exploratoire les représentants du ministre ont refusé de discuter du paiement des jours de grève tant que les piquets n'ont pas été levés et que les signes tangibles d'une reprise n'ont pas été décelés aux impôts. Ce qui fait « le jeu » de la CGT, selon FO. Lundi, des réunions similaires sont prévues au trésor et à la direction de la concurrence et des fraudes.

Si l'organisation d'une initiative nationale est désormais écartée — la proposition de la CGT d'installer des piquets de grève permanents devant le ministère a été refusée par ses partenaires — la CGT et FO envisagent ce qu'on appelle « d'autres formes d'action » (grève du zèle, opérations « bras armés » sur le lieu de travail) Alors que l'éventualité d'une levée du mot d'ordre de grève générale ne fait plus de doute

dans les rangs de FO, une controverse est apparue vendredi au sein de la CFDT à l'issue du conseil national de cette organisation, qui s'est tenu du 24 au 26 octobre. Au cours de celui-ci, la fédération des finances a fini par reconnaître que « des acquis non négligeables » avaient été obtenus du gouvernement mais elle n'a pas du tout approuvé les commentaires de M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national cégétiste. Lors d'une conférence de presse, celui-ci a souligné qu'une « large partie » du personnel estimait « positif » « les résultats obtenus jusqu'à ce jour » et que le conseil national avait autorisé ce message à la fédération des finances. « Le débat interne à la CFDT sur l'appréciation du conflit est une chose. Une autre est d'intervenir par-dessus la tête d'une fédération, qui plus est pour reprendre à son compte et dans les mêmes termes la position » du ministre, a protesté la fédération CFDT des finances.

Aux impôts, le SNUI fait état de 60 % de grévistes et déclare « ne pas vouloir baisser les bras » même si le mouvement s'essouffie (on indiquait vendredi qu'il de Bercy que les centres de Nantes, de Montauban et d'Angers avaient repris le travail). La CGT reste elle aussi sur une ligne dure.

J.-M.M.

Pour moderniser son réseau

# La Banque de France envisage la fermeture de trente-quatre comptoirs

Chargée en mars dernier de réexaminer le rôle et l'organisation du réseau des succursales de la Banque de France, une commission de seize membres, composée de personnalités indépendantes extérieures, de représentants des succursales et des services centraux, vient, dans un rapport, de proposer la fermeture de trente-quatre comptoirs sur un total de deux cent trente-trois. Elle préconise également la création de trois nouvelles implantations (à Marseille-Vallée, en Seine-et-Marne; à Massy, dans l'Essonne, et à L'Isle-d'Abeau, en Isère).

Ce rapport fera l'objet d'un processus de concertation de trois mois avec les organisations syndicales, qui auront également à connaître du projet de plan social qui aura été présenté au comité central d'entreprise. C'est à la fin de cette période que le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, « arrêtera sa décision », selon les termes du communiqué.

SOCIAL

# M. Quilès annonce une réforme du statut juridique des PTT

« Deux mois après la publication du rapport Prévot et après de nombreuses heures de négociations, le dossier de la réforme des PTT a pris un virage décisif, vendredi 27 octobre. Le ministre des postes, télécommunications et espace (PTE), M. Paul Quilès, a levé le voile sur les propositions qu'il allait présenter au premier ministre pour faire évoluer la poste et les télécommunications françaises, gérées par leur statut d'administration d'Etat face à des concurrents de plus en plus agressifs (le Monde daté 26 octobre) : on ne touchera pas au statut de fonctionnaire des 450 000 agents mais on modifiera le statut juridique de la maison PTT. Les qualifications et classifications des agents seront remises à plat pour permettre une modernisation de la gestion des hommes et tenir compte des spécificités des PTT.

Malgré les multiples précautions oratoires, ces orientations sont fondamentales. Il y a un an, après la grève thrombose des conducteurs des camions jaunes de la Poste, qui mettait en lumière le profond malaise de l'institution, le gouvernement se décidait d'ouvrir le dossier. Il était clair, en effet, que le carcan

administratif dans lequel les PTT étaient encadrés n'est plus adapté à l'heure où la concurrence et la déréglementation venues des Etats-Unis font rage, en particulier dans les télécommunications.

Face à une institution traumatisée par les déclarations tapageuses de son prédécesseur, M. Quilès s'est donné du temps, s'attachant à rassurer : d'abord en chargeant un homme notoirement de gauche, M. Hubert Prévot, d'orchestrer un débat public qui se déroula pendant plusieurs mois, et permit de casser le face-à-face gouvernement-syndicats. Ensuite, en ne reprenant pas à son compte, les conclusions du rapport du même Hubert Prévot, publié cet été, qu'il fit suivre d'une nouvelle série de négociations.

Une concession de taille

Vendredi, le ministre a fait un nouveau pas. Quelle forme juridique les PTT prendront-ils ? Rien n'est précisé aujourd'hui. Le ministre affirme aborder la question « sans préjugé » et avec le souhait de faire du sur-mesure.

Il réfléchit à une formule nouvelle. Avec l'idée, par exemple, de substituer à la tutelle du ministère des finances un contrôle parlementaire du type de celui exercé sur la Caisse des dépôts. Après des négociations, le gouvernement fera connaître sa position, mi-novembre, et un projet de loi devrait être présenté au Parlement à la session de printemps. S'il y a une avancée sur le terrain juridique, c'est le conservatisme qui prévaut en matière sociale, seule l'apais, peut-être, de ne pas bloquer le processus d'évolution.

M. Quilès fait en effet une concession de taille sur le statut du personnel, auquel il ne touche pas. L'idée avancée par le rapport Prévot de donner aux agents des PTT la possibilité de choisir entre garder ou changer de statut n'est pas retenue. Néanmoins, on va dénouer le complexe système de classification et de validation de la maison, où on trouve deux cent cinquante grades différents... et accorder et dès 1990, les agents vont recevoir un « à valor » financier « significatif ».

FRANÇOISE VAYSE

TRANSPORTS

Dans la perspective de la déréglementation du trafic aérien

# Finnair se rapproche du couple SAS-Swissair

STOCKHOLM  
de notre correspondant

A peine l'alliance entre la compagnie aérienne scandinave SAS et la Swissair s'est-elle 665 annoncée que SAS conclut un nouvel accord de coopération, avec la compagnie finlandaise Finnair cette fois. A partir du 25 mars prochain, les trois compagnies coordonneront ainsi leurs réseaux : pour Finnair, c'est l'accès à l'Amérique latine, pour SAS et surtout Swissair, c'est le développement vers les pays de l'Est.

Entre la Finlande et la Suède, les vols vont s'intensifier après la mise en place d'une navette Stockholm-Helsinki, à raison de deux vols par jour, à partir des deux capitales. Finnair, de son côté, offrira des vols directs vers Zurich et Genève. SAS et Finnair continueront d'opérer

comme compagnies indépendantes, mais elles prendront des participations l'une dans l'autre. Finnair entrera également, pour 200 millions de dollars US, dans le capital de la société SAS International Hotels, qui détient 40 % dans les chaînes Intercontinental.

« Un accord logique et naturel », a commenté M. Jan Carlson, le PDG de la SAS, lors de la conférence de presse conjointe, vendredi 27 octobre, à Helsinki. Avec ses 9 500 employés et ses 5,2 millions de passagers, « seulement » en 1988-1989, Finnair est une petite compagnie, mais Swissair et Finnair ensemble sont « aussi grandes » que SAS. A trois, elles couvriront 250 destinations par jour dans le monde.

FRANÇOISE MÉTO

# Grève des électroniciens de la sécurité aérienne

Les syndicats SAPAC (autonomie) et CGT des électroniciens de la sécurité aérienne (chargés de l'entretien et de la maintenance des appareils du contrôle aérien) ont lancé un mot d'ordre de grève du vendredi 27 octobre à 20 heures au lundi 6 novembre à 8 heures.

Ils protestent contre le fait qu'un projet de reclassement des électroniciens comme ingénieurs ne soit pas encore soumis au comité technique paritaire, alors que le ministère des transports a donné un accord de principe.

Pour cette raison, le ministère juge le mot d'ordre « irréaliste ». Le syndicat CFDT, le plus important, n'a pas appelé à cette grève, la cinquième depuis le début de l'année.

**L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL**  
par MARIE FARGUES  
écologiste en 1971  
à découvrir en 1989  
278 pages - 81 FF



## REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

**A**LERTE rouge, cette semaine rue Vivienne, les mêmes causes reproduisant les mêmes effets, les violentes convulsions dont la cote new-yorkaise fut de nouveau saisie ont eu des prolongements au cœur de toutes les places financières internationales. La Bourse de Paris, elle, a été terriblement secouée. Si secouée que quelques-uns ont cru voir passer sous les colonnes le spectre du grand krach de 1929.

Lundi avait pourtant été une journée sans histoire, ou presque. Le mois bourgeois d'octobre, si la liquidation générale, gagnante ces quatre derniers mois (de 12 % au total) présentait cette fois un bilan négatif, la perte était circonscrite à très peu de chose (-1,5 %). A la clôture, l'indice CAC 40 était quasiment stable (+0,07 %). Il devait, hélas ! en aller bien autrement le lendemain. La séance matinale s'était ouverte sur une note optimiste (+0,44 %). Normal ! En début de mois, les investisseurs reprennent généralement des positions. Mais cette fois le phénomène n'est pas le temps de se développer.

Les premières nouvelles de Wall Street (ouverture à 14 h 30, heure française) étaient alarmantes (92 points de baisse au Dow après 1 h 30 de cotation). Simple réplique au séisme du 16 octobre dernier ? Les opérateurs ne se posent même pas la question. Pris de tremblements terribles, Paris vacille, puis plonge. Vers 16 h 30, la baisse dépasse 3 %.

Allait-on connaître une nouvelle journée noire ? L'annonce du formidable rebond fait par Wall Street dans la nuit calma un peu les esprits. En clôture, la baisse était ramené à 1,75 %. Quand même ! Jamais depuis près de deux ans, un nouveau mois boursier n'avait aussi commencé. La séance de mercredi fut à peine moins agitée. Inscrutable sur les chances d'un redressement durable à New-York, le marché descendit encore d'un bon cran, le CAC 40 reculant d'un moins 1 %, avant d'achever sa course à 0,33 % au-dessous de son niveau précédent.

Jusqu'ici, l'expectative fut la règle sous les lambris, dans l'attente, toujours de Wall Street, bien sûr, mais aussi de la publication à Washington du PNB pour le troisième trimestre. Cette dernière statistique ne devait rien apporter de neuf. Comme prévu, le PNB enregistré une hausse de 2,5 % (comme pour le deuxième trimestre), ce qui était plutôt rassurant. Par prudence, Paris embotta le pas à New-York en plein effritement, à cause de l'appréhension causée par la baisse des résultats trimestriels des entreprises en général, et des trois géants de l'automobile en particulier. Finalement, le CAC 40 fléchit de 0,59 %.

A la veille du week-end, le marché perdit littéralement pied. Le dernier bulletin de santé de Wall Street était mauvais (-39,55 points la veille) et la crise politico-monnaire créée à Londres par la démission de

## Déstabilisation

Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier, allait contribuer à envenimer l'atmosphère, en faisant redouter des turbulences dans le SNE (voir ci-contre). Les ventes de précaution se multiplièrent et les cours se déprécièrent rapidement. En clôture, la baisse frôlait 2,9 %. Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 a chuté d'environ 8,5 %. Il faut remonter une bonne vingtaine de mois en arrière pour retrouver un bilan hebdomadaire aussi désastreux. Une grande nervosité régnait dans le Palais Bourbon.

Mais faut-il s'en étonner ? Même s'il ne s'agit que des véritables répliques du dernier séisme, les soubresauts conjugués de l'autre côté de l'Atlantique, et encore vendredi soir, ont de quoi faire peur. Les milieux boursiers, qui s'étaient peut-être réjouis un peu vite de la trop rapide convalescence des marchés après la dernière alerte, sont soudainement inquiets.

Sous les colonnes, les professionnels, habituellement prudents dans leurs appréciations, n'hésitent plus à parler de « déstabilisation ». Beaucoup broient même franchement du noir. La raison en est que le ralentissement de l'expansion dans le monde, pourtant attendu, se profile désormais à l'horizon. Les tenants d'un atterrissage en douceur ne sont plus sûrs de rien au vu des baisses de bénéfices souvent assez sévères annoncées par les grandes entreprises américaines pour le troisième trimestre. Même en Europe, l'effacement des bénéfices. La firme britannique ICI, numéro quatre de l'industrie chimique mondiale, accuse un coup de fatigue inattendu avec un résultat en recul de 12 % au 30 septembre.

Simple ralentissement d'activité de caractère saisonnier ? On aimerait bien. Mais l'augmentation des stocks dans les entreprises, surtout de l'autre côté de l'eau, n'apparaît pas de très bon augure. Personne ne néglige ce signal qui ne dit rien qui vaille.

## Prudence à court terme

Rue Vivienne, nous ne s'illusionne maintenant beaucoup sur les chances de voir les facteurs s'inverser. Quelques-uns pensent qu'il faudra déjà s'estimer heureux si la situation s'empire pas. Comme le soulignent les experts de la Société Générale, on peut discuter à l'infini sur la nature des cycles économiques. Mais on ne peut

## Semaine du 23 au 27 octobre

nier l'existence de ces cycles. Les spécialistes sentent confusément qu'une époque s'achève. Une autre commence, dont on peut espérer qu'elle ne sera pas trop difficile à traverser. Les marchés financiers vont-ils, en effet, dans une zone de fortes turbulences ? De l'avis général, des entreprises fortes et saines, en tout cas, s'habitueront à vivre avec moins de croissance ou pas de croissance du tout. Ce qui se traduira par une stabilisation ou un recul des ventes, inévitablement par une contraction des profits. Les analystes se verront contraints de réviser leurs pronostics et de raisonner sur des ratios moins brillants que par le passé. Faut-il pour autant redouter de 15 % à 20 % de baisse, voire 30 %, ce qui ramènerait les valeurs françaises à des niveaux de capitalisation plus conformes à leur capacité bénéficiaire ?

Nul ne se hasarderait à jouer les Cassandra tant il est vrai que les erreurs d'appréciation commises après le grand krach de 1929 ont été grandes. Prudent, le broker londonien James Capel considère que, compte tenu de la situation économique et monétaire, « les conditions d'un second krach ne sont pas réunies. Mais nous maintenons notre recommandation de prudence à court terme ». C'est exactement ce que dit l'agent de change Didier Philippe, qui suggère de diminuer la volatilité des portefeuilles en renforçant les positions à caractère défensif (Sicomp, SII, Immochimie). « Nous estimons que nous sommes entrés dans une phase de consolidation (violent décrochage, suivi d'une rapide réaction) où l'essentiel de la correction a été réalisée d'emblée. Le danger d'une nouvelle et forte baisse semble bien circonscrit. A l'inverse, le potentiel de hausse à court terme semble très limité ».

A plus long terme, l'agent de change reste « haussier », un sentiment qui se justifie selon lui par le maintien de perspectives économiques favorables. Un sentiment loin d'être partagé par le plus grand nombre. Quoi qu'il en soit, nul ne s'étonnera que les trois grands événements de la semaine n'aient eu aucun impact sur le marché. De l'OPA lancée par l'Agence de Navigation maritime, la plus importante depuis celle qui fit tomber le groupe Victoire dans le giron de Suez, les boursiers ont dit que l'opération était mal ficelée et attendent une contre-attaque.

La vente par le groupe Thomson de la moitié de ses activités financières au Crédit lyonnais en échange d'une participation au capital de la banque (14 %) fait jaser, mais sans plus. Enfin, l'entrée en Bourse de la promesse d'action Eurodisneyland, une première sur le règlement mensuel, s'est déroulée sur fond de contestation (voir ci-dessous). Plus que d'autres, cet automne a des relets de changement.

ANDRÉ DESSOT

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Semaine noire : -3,5 %

Semaine noire ou pour le moins gris foncé à Wall Street, où, pour la première fois depuis l'époque du grand krach, le marché a baissé de 3,5 % tandis que l'indice Dow repassait en dessous de la barre des 2 600 points pour s'établir à 2 596,72. Vives secousses ou coévulsions : plusieurs fois la Bourse de New-York a failli céder à l'affolement, notamment mardi avec une chute vertigineuse de 92,52 points du Dow après une heure tenue de cotation, suivie d'un rebond, qui permettait un quasi-effacement des pertes. La journée de vendredi fut tout aussi folle avec plus de 50 points de baisse ramenée à 17,01 points en clôture.

Les raisons de cette déroute sacrée aux enfers sont multiples : il y a d'abord la volatilité même des marchés, qui pousse aux excès de vente puis la crainte d'une récession avec la diminution plus rapide que prévu des résultats des entreprises (notamment Ford, GM, Chrysler) pour le troisième trimestre. Ajoutons à cela l'événement des espoirs d'une baisse des taux d'intérêt et, toujours, l'échec des méga-OPA, facteur de soutien ces derniers mois.

	Cours 20 oct.	Cours 27 oct.
Alcoa	73 1/8	68 3/4
ATI	43 1/2	43
Bearing	58 5/8	54 5/8
Chase Man. Bank	46 1/4	35 3/8
De Post de New York	115 7/8	114 7/8
Eastman Kodak	45	43 1/4
Exxon	45 3/4	45 3/4
Ford	50	47 1/4
General Electric	54 5/8	53 1/2
General Motors	45 1/2	44
Goodyear	49 1/2	43 1/4
IBM	104 1/8	100
ITT	59 1/2	57 1/2
Mobil Oil	58 1/4	56 1/8
Pfizer	68	66 1/4
Schlingberger	52 7/8	51 3/4
Texas	198 1/8	171
UAL Corp. (ex-Allegis)	152 1/8	143 1/4
Union Carbide	25 1/8	24 3/4
USX	24 1/8	23 1/4
Westinghouse	64 1/2	62 3/4
Xerox Corp.	62 1/2	57 1/4

## LONDRES

Baisse de 4,7 %

Le London Stock Exchange n'a pas été mieux loti que les autres places occidentales. Effrayé par les secousses enregistrées à Wall Street, le perspective aussi d'une récession en Grande-Bretagne, il a essuyé le feu de la crise politico-monnaire déclenchée par la démission du chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson. En cinq séances, la baisse a dépassé 4,7 %.

	Cours 20 oct.	Cours 27 oct.
Adams	449	424
BP	297	285
Charter	485	460
Commerzbank	327	348
De Beers (*)	13	13,25
Glaxo	13,92	13,50
GUS	15,38	15
ICI	11,85	10,90
Royal Dutch	908	890
Shell	433	415
Unilever	648	630
Vickers	232	209

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Moins 4 %

La peur d'un nouveau krach a de nouveau provoqué des ventes importantes, cette semaine, à Francfort, où les divers indices ont baissé de 4 %. Les valeurs « vedettes » ont particulièrement souffert du retrait des investisseurs internationaux. La menace d'un conflit de grande envergure dans la métallurgie a encore ajouté à la nervosité ambiante.

Indices du 27 octobre : DAX : 1 462,93 (contre 1 524,21) ; Commerzbank : 1 838,20 (contre 1 900,8).

	Cours 20 oct.	Cours 27 oct.
AEG	258,50	248,50
BASF	278,90	274,10
Bayer	297,50	282
Commerzbank	251,50	245
Deutschebank	660	647
Hoechst	277,90	270,50
Karstadt	616	598
Mannesmann	256,50	238,50
Siemens	554,80	523,50
Volkswagen	453	427

## TOKYO

Un flot de prospérité

De toutes les Bourses mondiales, Tokyo a été la seule à monter cette semaine en dépit des inquiétudes suscitées partout par la chute de Wall Street. Vendredi même, l'indice Nikkei battait tous ses records d'altitude, avant de se replier un peu sur quelques ventes bénéficiaires favorisées par l'annonce d'une hausse des prix de détail de 2,6 % en septembre.

Indices du 27 octobre : Nikkei : 25 527,29 contre 25 486,38 ; Topix : 2 681,76 contre 2 679,72.

	Cours 20 oct.	Cours 27 oct.
Alcatel	819	795
Bridgestone	1 870	1 900
Citron	1 890	1 880
Fuji Bank	3 280	3 260
Honda Motor	1 990	1 980
Marubishi Electric	2 360	2 320
Marubishi Heavy	1 870	1 860
Sany Corp.	8 700	8 420
Toyota Motor	2 450	2 480

## Bâtiment, travaux publics

	27-10-89	Diff.
Auréli d'entr.	934	-38
Bouygues	660	-42
Ciments Français	1 546	-130
Dumas	270	-12
GTM	1 159	-31
J. Lefebvre	1 143	-181
Lafarge	1 407	-177
Maitre Pédini	70	-1
Poliet et Chausson	467	-76
SCREG	1 100	-1
SGESB	235,10	-20,90

## Pétroles

	27-10-89	Diff.
BP - France	130	-1
Elf-Aquitaine	485	-23
Elf	450	-29
Esso	270	-8,50
Petrolim	1 885	-90
Primagis	805	-31
Refining	156	-4,10
Royal Dutch	908	-31
Shell	433	-28
Unilever	648	-5

## Mines, caoutchouc

	27-10-89	Diff.
Géophysique	755	-70
Imetal	204	-45,50
Michelin	161,10	-9,05
Métallurg	221	-21,90
RTZ	47	-4,10
TCI	2,90	-0,08

## Filatures, textiles

	27-10-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 550	-62
BEV	850	+46
CFAC	625	-8
Damart	3 770	+30
DMC	587	-36
Galeries Lafayette	2 110	-9
La Redoute	3 630	-22
Nouvelles Galeries	750	+31
Printemps	690	-30
SCOA	50	-7

## Métallurgie

## construction mécanique

	27-10-89	Diff.
Alpi	565	-8
Arvion Dussault-B.	600	-5
De Dietrich	2 870	+260
FACOM	1 465	-35
Fives-Lille	307	-71
Marine Wende	437	-28
Punthor	457	-13
Pengot SA	518	-62
Sagem	1 459	-62
Saintes-Châtillon	524	-17
Valin	1 141	-17
Valin	726	-109
Valkorec	455	-9,80

## Valeurs à revenu fixe

## ou indexé

	27-10-89	Diff.
PME 104 5 1976	100,35	+0,95
10 10 1977	100,35	+0,14
10 10 1978	100,35	+0,05
9 10 1979	99,22	+0,12
10 10 1980	102,44	-0,01
16 10 1982	101,18	-0,22
16 10 1982	101,18	+0,08
CNE 3 %	3 730	+34
CNE 5 %	100,82	-1
CNE 5 000 F	101,02	-1
CNE 5 000 F	101,50	-1
CNE 5 000 F	100	-0,10

## Alimentation

	27-10-89	Diff.
Béghin-Sey	674	-12
Bongrain	2 950	-195
BSN	362	-36
Casino	3 220	-179
Casino	197	-13
Euro-marché	3 680	-430
Guyenne et Gasc.	945	-55
L'VMI (Midi-Pyr.)	4 600	-128
Nestlé	31 500	-1 490
Océid (Gis)	765	+5
Olipar	393	-20
Pernod-Ricard	1 385	-128
Pronovis	3 850	-150
St Louis-Bouche	1 318	-52
Source Parier	1 946	-34

## Produits chimiques

	27-10-89	Diff.
Inst. Mérieux	6 180	-130
Labo. Bell.	2 260	-40
Rhône-Poulenc	2 241	-38
Roche	2 241	-38
Solvay	549	-60
Hoechst	916	-12
Imp. Chimie	108	-9
Novak Hydro	127,50	-7,10

## Euro Disneyland, offre publique de vente ou de souscription ?

Alors que les promesses d'actions Euro Disneyland ont été cotées pour la première fois cette semaine sur la place de Paris sur le règlement mensuel, certains intermédiaires de Bourse s'interrogent sur la façon dont sont répartis en ce moment les titres de ce futur parc de loisirs dont la cotation débuttera officiellement le 6 novembre prochain. Ils se plaignent d'être oubliés dans cette distribution et donc de ne pouvoir satisfaire les demandes de leur clientèle. Cela les gêne d'autant plus qu'ils ont été submergés d'ordres d'achat comme l'ensemble de leurs concurrents et les réseaux bancaires.

Les récriminations visent avant tout le mode de placement adopté, l'offre publique de souscription (OPS), un processus plus arbitraire que l'offre publique de vente (OPV) retenue habituellement lors des introductions sur le marché. Dans le premier cas, les demandes sont réparties entre les établissements assurant la souscription. Dans le second cas, les ordres sont centralisés auprès de la société des Bourses françaises (SBF) qui sert tout le monde qu'elle à réduire les demandes comme ce fut le cas lors des privatisations ou régulièrement lors de l'arrivée de firmes sur le second marché.

Le mode de placement des 42,9 millions de titres Euro Disneyland s'effectue donc en ce moment selon une procédure analogue à celle des émissions obligataires. Les

banques chefs de file, la BNP et Indosuez, et vingt et un autres établissements de la place se sont engagés à placer eux-mêmes les titres émis. Ils se sont donc répartis les autres entre eux à charge pour chacun de les distribuer selon leur convenance à leur clientèle ou à des intermédiaires de leur choix. Devant l'afflux de demandes et l'obligation de réserver 75 % de cette émission aux particuliers, les banques chargées de l'opération ont privilégié leurs réseaux et leurs intermédiaires. Elles ont peu ou pas du tout attribué de titres à d'autres intervenants. D'où la grogne de quelques sociétés de Bourse.

Pour la Commission des opérations de Bourse (COB), rien d'illégal n'apparaît dans la procédure adoptée par Euro Disneyland, alors que du côté de la SBF, au vu de ses contestations, certains souhaiteraient une réglementation de celle des OPV. Reste tout de même qu'une confusion autour de cette émission a pu être entretenue auprès du public dans la campagne de publicité lancée pour l'occasion : « Consultez votre banquier ou votre société de Bourse (ex-agent de change), il vous confirmera qu'il ne s'agit pas d'un compte de fées. Du 9 au 20 octobre, offre publique de vente d'actions Euro Disneyland », affirmait un avis financier publié dans les journaux avant le début de la souscription.

DOMINIQUE GALLOS

## LES PLUS FORTES VARIATIONS

## DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Haut	Bas	Valeurs	Haut	Bas
De Dietrich	+13,3	-14,3	SAF	+11,9	-12,4
SAT	+6,4	-12,3	Sollweg	+5,9	-12,1
Colson	+5,6	-11,8	Puchler	+5,3	-11,8
CFI	+4,9	-11,7	Epoca-B. Fin.	+4,6	-11,6
Valparaiso	+2,8	-11,5	Valparaiso	+2,4	-11,5
Valparaiso	+2,2	-11,4	Valparaiso	+2,2	-11,4
Valparaiso	+2,2	-11,3	Valparaiso	+2,2	-11,3
Valparaiso	+2,2	-11,3	Valparaiso	+2,2	-11,3
Valparaiso	+2,2	-11,3	Valparaiso	+2,2	-11,3

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 20-10-89	Cours 27-10-89
Or fin (titre au baril)	74 300	75 000
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800
Or fin (titre au baril)	74 300	74 800

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 octobre 1989  
Nombre de contrats : 40 202.

COURS	Déc. 89	Mars 90	Juin 90	Sept. 90
Premier	-	-	-	-
+ haut	106,74	106,72	106,86	-
+ bas	106,48	106,54	106,76	-
Dernier	106,56	106,54	106,76	-
Compensation	106,54	106,54	106,76	-

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	23 oct.	24 oct.	25 oct.	26 oct.	27 oct.
RM .....	3 762 070	3 701 122	2 113 496	2 434 242	-
Comptant	2 127 776	9 413 155	11 616 404	7 002 376	-
R. et obl.	248 373	396 449	297 690	263 715	-
Actions					
Total .....	13 138 221	13 510 726	14 027 590	9 700 333	-



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Une première pour la Banque africaine de développement

La Banque africaine de développement vient d'émettre son premier euro-emprunt en franc français. S'il fallait justifier l'existence d'un compartiment bien distinct de celui des obligations lancées sur le territoire national, l'opération servirait assurément d'argument majeur en faveur de l'euro-marché. Portant sur 1 milliard de francs, elle a bénéficié d'un très bon accueil. A considérer la qualité du débiteur et son respect des conditions ambiantes, il n'y a apparemment rien de surprenant.

Mais pour apprécier le succès qu'il vient de remporter, il faut savoir que cet organisme supranational de tout premier plan est encore méconnu en France de bien des prêteurs. En s'adressant à l'euro-marché de préférence au marché national, il a directement pu toucher les investisseurs internationaux, auxquels son nom est familier pour l'avoir déjà vu s'imposer dans presque tous les autres compartiments, du dollar au deutschemark, en passant par le franc suisse et le yen.

La direction de l'opération était assurée par les deux chefs de file associés, le Crédit commercial de France et la Caisse des dépôts, auxquels s'est joint un groupe de banques internationales. D'un point de vue technique, l'emprunt a particulièrement retenu l'attention car son montage avait assuré à ces banques une rémunération réelle pour le placement des obligations. Elles s'étaient engagées durant une brève période de lancement à ne pas se défaire des titres en dessous d'un certain prix. Ce prix correspondait à une prime maximale de 1,75 %, soit, lundi dernier, 65 centimes de mieux que le rendement des fonds d'Etat français comparables, alors que, toutes commissions comprises, l'opération coûtait à l'emprunteur quelque 69 centimes de plus que les obligations du Trésor.

C'est la première fois que cette formule de syndication, introduite au mois d'août dans l'euro-marché, était appliquée dans le compartiment du franc. Les banques

s'étaient toutefois réservées la liberté de placer les titres au prix d'émission (101,125 %). Les obligations de la Banque africaine seront rémunérées au taux de 9,375 % durant dix ans.

Par ailleurs, le marché international des capitaux a été secouru par la démission du chancelier de l'Echiquier, M. Lawson, et la crise du sterling. En particulier, le déroulement d'une nouvelle transaction en a été très affecté. La Banque mondiale avait décidé

#### Très coûteux de s'endetter en écus

La chute de la livre sterling a également contribué à une nouvelle détérioration du marché des titres en écus. La montée des taux de rendement s'est poursuivie de façon prononcée. Ces taux dépassent maintenant de beaucoup ceux qui sont associés au franc français alors qu'ils en étaient très proches il y a quelques semaines encore. Le Trésor français a mis en évidence cette évolution en rouvrant jeudi 26 octobre son emprunt 8,50 % en écus qui viendra à échéance en mai 1997. Le taux moyen qui s'est dégagé lors de cette adjudication était de 8,95 %, un niveau qu'il faut comparer aux 8,80 % que rapportaient au même moment d'autres obligations gouvernementales de même durée mais libellées en France (les OAT 8,50 % de 1977).

Fortes des assurances officielles fournies au sujet du franc, d'anciens s'attendaient, devant le rachat de l'écus, à un retour prochain de débiteurs français sur le marché du deutschemark. Les autorités françaises ayant convaincu les milieux financiers qu'elles embolteraient le pas à l'Allemagne et qu'elles ne laisseraient pas ce pays révaluer tout seul son monnaie au sein du système monétaire européen, il pourrait être tenté d'en tirer les conséquences du point de vue du marché des capitaux. S'endetter en deutschemarks est beaucoup moins onéreux qu'en francs. Pourquoi, disent certains, ne pas en

profiter alors que de source officielle on néglige le risque de change ? Sur le marché de l'eurodollar, l'activité primaire a repris dès lundi 23 octobre. Un emprunteur français s'y est distingué, le Crédit agricole, qui a lancé un grand emprunt de 250 millions à des conditions qui ont rencontré l'assentiment des prêteurs. Au pied des commissions, l'opération rapportait à son lancement 68 points de base de plus que les fonds d'Etat américains correspondants. Le taux d'intérêt est de 8,75 % pour une durée de cinq ans. La transaction fait l'objet d'un contrat d'échange organisé par la banque japonaise IBI et qui procure à l'emprunteur des fonds en dollars mais à taux variable.

Parmi les autres emprunteurs français de la semaine, le Crédit local de France, un établissement public de premier plan dont les obligations ne sont pas garanties par l'Etat, s'est procuré des fonds en francs français à un taux variable de 8,95 %, et a confié à la Société de banque suisse le soin de lancer un emprunt de 100 millions de francs suisses dont le produit a été «swappé».

Un recours direct au marché du franc français aurait été plus onéreux. En effet, au 101,25 %, les titres du Crédit local seront rémunérés au taux facial de 6 % durant sept ans.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Tempête sur la livre sterling

La démission surprise, jeudi 26 octobre, de M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier britannique (le ministre des finances), a déclenché une belle tempête sur la livre sterling qui, immédiatement, a chuté de près de 2 %. En tombant de 2,9650 DM à 2,90 DM et de 10,06 F à 9,90 F, la devise britannique a recouvré, ainsi, son cours de février 1987. Sa chute a eu pour effet de faire remonter le dollar, mais temporairement seulement, avant un nouveau glissement en fin de semaine.

Le départ de M. Lawson a inquiété le marché dans la mesure où il élimine, en théorie, les possibilités d'une entrée de la livre dans le système monétaire européen, dont le ministre était chaud partisan. Pas d'entrée, donc pas d'ajustement pour la devise britannique, qui, selon certains ordonnateurs, pourrait encore fléchir jusqu'à 2,85 DM. Tel n'est pas l'avis de M. Malcolm Roberts, économiste en chef de Salomon Brothers International, pour qui, au cours actuel, la livre est largement compétitive vis-à-vis des devises européennes.

Le dollar, d'abord déprimé au début de semaine, par une nouvelle baisse du cours à Wall Street, se redressait jeudi en raison de la faiblesse de la livre, mais reculait vendredi sur des ventes persistantes. Les inquiétudes sur l'économie américaine et la tenue des cours des valeurs à la Bourse pesent maintenant sur le billet vert, qui beaucoup d'opérateurs voient plus bas.

#### La lente dévaluation du yen vis-à-vis du SME

Comme les cours du yen restent stables actuellement vis-à-vis du dollar, on s'aperçoit que la devise japonaise finit par se dévaluer par rapport aux devises du système monétaire européen. Depuis huit mois, cette dévaluation dépasse 12 % vis-à-vis du

franc comme du deutschemark. Au mois de février dernier, 100 yens valaient près de 5 F : aujourd'hui, ils ne valent plus que 4,38 F environ. Au début de l'année, il est vrai, la devise japonaise s'était fortement revalorisée par rapport à un dollar qui ne valait plus qu'un peu plus de 120 yens. Depuis, elle s'est sensiblement dévalorisée vis-à-vis du billet vert, et, maintenant, elle accompagne le dollar dans son glissement. Ce mouvement convient tout à fait aux industriels nippons et à la Banque du Japon. Le président de cette dernière a déclaré, jeudi, que le «niveau actuel du yen par rapport au dollar était satisfaisant». Par ailleurs, il est encore plus satisfaisant par rapport aux devises européennes.

#### Les problèmes du SME

La tempête sur la livre, a, jeudi soir, immédiatement ravivé la tension au sein du système monétaire européen. Le cours du deutschemark à Paris a presque atteint 3,40 F, avant de revenir à 3,3970 F environ. Qu'en vaille ou non, le grolot est désormais accroché à ce qui concerne les parités au sein du système monétaire européen. Les déclarations de nombreuses personnalités allemandes réclamant une réévaluation du deutschemark, notamment celle du vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, évoquant «les disparités de prix et de coûts d'autres pays européens» (que la France), ont entraîné une réaction de la Banque d'Espagne, pays nouvellement visé par M. Schlesinger. Le sous-gouverneur de l'Institut d'émission, M. Luis Angel Rojo, a affirmé qu'une dévaluation de la peseta «porterait préjudice à la politique de stabilité du gouvernement espagnol» et qu'on ne peut pas dévaluer en allant contre le marché.

FRANÇOIS RENARD

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 27 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	DM	Franc suisse	Franc belge	DM	Franc suisse	Franc belge	Franc suisse	Franc belge
Paris	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Bruxelles	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Amsterdam	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Frankfurt	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Madrid	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Barcelone	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Genève	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Stuttgart	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Vienna	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Zurich	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Stockholm	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Oslo	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Copenhague	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Helsinki	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780
Tampere	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780	1,5780

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 23 octobre, 4,3883 F contre 4,4325 F le vendredi 20 octobre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Légère amélioration

Aujourd'hui, quand les cours baissent sur la Bourse de valeurs, les marchés des obligations se raffermissent : on se souvient du krach du 19 octobre 1987 et de la chute des rendements des obligations, donc de la hausse des cours qui s'en est suivie. C'est pourquoi le repli de Wall Street et Paris a favorablement influencé les marchés obligataires, sauf peut-être en fin de semaine à New-York, où le repli du dollar a affecté les obligations du Trésor américain.

Les opérateurs estiment qu'aux Etats-Unis la dégradation de la conjoncture contraindra tôt ou tard la Réserve fédérale à assouplir sa politique, ce qui entraînera une détente des taux d'intérêt. Reste l'hypothèque allemande. Certes, la Bundesbank, soucieuse de ramener au-dessous de 8 % le loyer de l'argent en jour le jour, a, par deux fois, alimenté le marché intérieur à 7,30 %. Mais elle nourrit les plus vives appréhensions sur l'issue des négociations salariales outre-Rhin, au printemps prochain, entraînant un sévère décapage susceptible, à ses yeux, de relancer l'inflation. On peut donc en conclure que l'Institut d'émission de Francfort va poursuivre sa politique de taux élevés jusqu'au printemps prochain, à moins d'un «accident».

Cette perspective devrait tempérer les enthousiasmes sur la place de Paris où les cours de l'échéance du MATIF oscillent entre 107 et 106,50. Sur le front des émissions, où, cette semaine comme les précédentes, le sang a

cessé de couler, les émissions se placent cahin-caha, finalement sans trop de difficultés, pour les raisons développées précédemment. Ainsi le Crédit lyonnais a-t-il levé 1 milliard de francs, et à 2,25 % de rendement réel, avec un résultat moyen de toute façon, un placement assuré dans son propre réseau.

Le Crédit foncier de France, en revanche, a rencontré un très vif succès avec son emprunt de 800 millions de francs, à taux révisable indexé sur le taux interbancaire à trois mois (MOP) : toujours l'attrait des taux courts. Cet emprunt, dirigé par la BNP, était assorti d'options d'échange pour des obligations à 6,60 % ouvertes en mai et août 1990, ce qui excite l'intérêt des opérateurs, qui spéculent sur une détente des taux l'année prochaine.

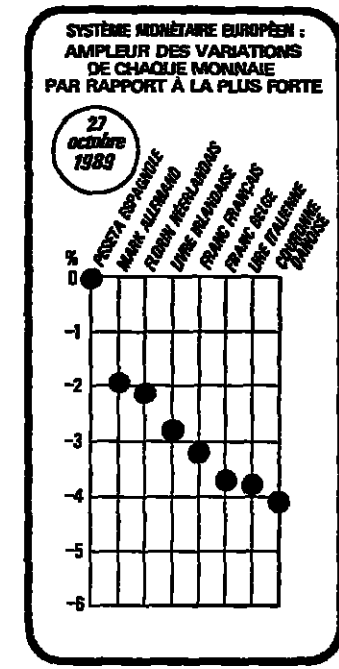
Au chapitre des adjudications, le Trésor a surpris son monde, un

Effectivement, sur le marché, la peseta est très recherchée, se plaçant en haut du SME depuis son entrée dans le système en juin dernier. Motif : des taux d'intérêt très élevés, pour lutter contre l'inflation, et de très fortes entrées de capitaux, attirés par ces taux et par les possibilités d'investissement en Espagne. En fait, la peseta est minusculement surévaluée si l'on s'en tient aux données fondamentales. Mais, techniquement, elle est très forte, et sa dévaluation la rendait encore plus attirante. Un casse-tête chinois !

Au chapitre des relations franco-allemandes, citons les déclarations de M. Raymond Barre à notre confrère la Tribune. L'ancien premier ministre «n'apprécie pas les déclarations de certaines personnalités de la République fédérale» qui lui «rappellent un passé fâcheux» (une allusion aux propos de M. Otto von Guericke, président du Parti libéral, pour lequel l'entêtement de la France bloque toute réévaluation du deutschemark).

«Si l'Allemagne fédérale désire réévaluer, elle n'a qu'à le faire savoir à ses partenaires du SME; il appartiendra à ces derniers de fixer leur attitude en ce qui concerne leur propre monnaie», estime M. Barre. La France ne saurait bloquer la réévaluation du deutschemark, admet-il, mais il «comprend parfaitement la position du ministre de l'économie et des finances, qui a fait savoir que le franc suivait une réévaluation du deutschemark».

FRANÇOIS RENARD



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le nouveau cours ivoirien du cacao

Après être entré dans sa sixième campagne exportatoire consécutive, le cacao ne cesse de baisser : sur les marchés internationaux, les cours des ventes ont une nouvelle fois touché cette semaine leur plus bas niveau depuis quatorze ans. A Londres (London Cocoa), l'échéance de mars est ainsi tombée, vendredi en séance, à 685 livres la tonne, avant de terminer à 693 livres. L'accumulation informelle des excédents, selon la maison britannique Gill and Paffus, la campagne cacaoïère 1989-1990 (octobre-septembre) se solderont par un nouveau surplus de 231 000 tonnes (314 000 en 1988-1989). Il en résultera un nouveau gonflement des stocks mondiaux, dont le volume est estimé à 1,3 million de tonnes fin septembre 1990. Les réserves mondiales pourraient alors représenter l'équivalent de plus de sept mois de la consommation annuelle de la planète.

La Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial, ne suit plus à quelle vitesse s'aggrave pour faire remonter les cours d'une denrée dont elle tire plus du tiers de

ses recettes à l'exportation. Après avoir pratiqué une politique de rétention, en refusant pendant un an de vendre à un prix inférieur à 1 250 FF le quintal, Abidjan a choisi la voie des gros contrats passés avec des maisons de premier plan. Fin 1988, la firme française Sucres et Denrées (Sudoc) achetait 400 000 tonnes de fèves ivoiriennes. Quelques mois plus tard, c'était la société américaine Philipp Brothers (Phibro), filiale de Salomon Brothers, qui signait un contrat pour importer le solde de la récolte 1988-1989 (280 000 tonnes).

Les deux maisons se sont ensuite entendues pour proposer aux autorités ivoiriennes d'enlever d'un coup le volume record de 500 000 tonnes sur la campagne 1989-1990. Mais le président Houphouët-Boigny a opposé son veto à la signature du contrat. Un moment présenté comme vaincu par son homologue américain, Soudan a finalement tiré son épingle du jeu en achetant récemment de son côté 150 000 tonnes, directement auprès de la Caisse de stabilisation (Caistab), l'organisme d'Etat ivoirien chargé de la commercialisation des produits de base.

Parallèlement, le président ivoirien a dû, sous les injonctions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, baisser le prix aux planteurs. Ce prix garanti s'établit désormais à 200 F CFA le kilo (4 FF), contre 400 F CFA précédemment. En outre, les planteurs ivoiriens ont été autorisés à vendre directement aux exportateurs, ce qui laisse planer une incertitude quant au rôle futur de la Caistab.

Nouveau coup de théâtre, la maison londonienne Mountfield Commodities vient d'annoncer officiellement qu'elle avait été mandatée par la Côte-d'Ivoire pour «coordonner les ventes» de sa récolte 1989-1990. Selon M. Arin Nicholas Mountfield, le directeur de la compagnie, M. Konan Blé-

des finances à l'Assemblée nationale ivoirienne, se rendra la semaine prochaine à Londres pour y expliquer cette décision. M. Mountfield ne devrait pas directement acheter le cacao, mais agir en tant que mandataire rémunéré à la commission : son rôle consisterait alors à trouver les meilleurs offres pour le compte de la Caistab et à conseiller cette dernière.

Le monde du cacao reste quelque peu perplexe face à la nouvelle orientation de la politique cacaoïère ivoirienne, sans doute liée au récent remaniement ministériel à Abidjan. «Le chaos est total et nous nous demandons ce qui va nous tomber sur la figure», avoue un professionnel parisien. Les opérateurs sont d'autant plus inquiets qu'il existe sur le marché une véritable bombe à retardement. Le bras de fer entre Soudan et Phibro sur le physique s'est en effet prolongé sur le terme.

Au London Cocoa, les deux maisons détiennent l'essentiel de la position ouverte sur décembre et mars, qui représente actuellement environ 37 000 lots, soit 370 000 tonnes de cacao. Soudan est vendeur de papier mais décline de la marchandise (notamment 200 000 tonnes, stockées pour deux ans après le contrat ivoirien), alors que Phibro a une grosse position acheteur sur le terme. Il s'agit donc d'être dans le même sens que le vainqueur lors de l'expiration des échéances.

Loins de la fébrilité londonienne, les pays de l'Alliance des producteurs de cacao (CFA), qui comptent pour 80 % de la production mondiale, se sont réunis à Lomé (Togo) pour déplorer la chute des cours, sans pour autant annoncer une initiative quelconque en faveur du marché. L'accord international du cacao, dont le stock régulateur est toujours paralysé par 250 000 tonnes de fèves, n'est donc pas prêt d'être rectifié, et les cours demeurent à la merci de la moindre venue.

ROBERT REGUER

PRODUITS	COURS DU 27-10
Café (London)	1 718 (- 104) Livres/tonne
Aluminium (London)	1 737 (- 88) Livres/tonne
Nickel (London)	9 875 (- 325) Dollars/tonne
Soie (Paris)	2 390 (- 69) Francs/tonne
Café (London)	693 (- 21) Livres/tonne
Cacao (New-York)	973 (- 21) Dollars/tonne
Blé (Chicago)	396,40 (- 8,60) Cents/bushel
Mais (Chicago)	241,60 (+ 0,60) Cents/bushel
Soja (Chicago)	352,8 (- 1,40) Dollars/bushel

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une session sur l'autre.



## LIBAN

## Le général Aoun persiste à refuser l'accord de Taëf

Le général Michel Aoun, après une nouvelle entrevue avec l'émir libanais, M. Lakhad Ibrahim, a réitéré, vendredi 27 octobre, son refus du pacte de Taëf et sa détermination à ne pas le laisser appliquer en l'état. Avec le retour des députés au Liban, condition sine qua non de l'élection présidentielle, et une accélération des spéculations sur les présidentialités, ce refus occupe la scène libanaise. Plus que jamais, le pays semble hésiter entre un règlement et l'impasse, sinon entre la paix (ou la trêve) et la guerre.

BEYROUTH  
de notre correspondant

La nouvelle déclaration du général Aoun, premier ministre en exercice en secteur chrétien, a paru moins cassante dans la forme que la précédente, mais, sur le fond, sa position n'a pas varié. Tout en réaffirmant qu'il ne cherchait pas à être président de la République, ni même à s'associer au prochain pouvoir, tout en assurant que le contact était permanent entre son armée et les forces libanaises (milice chrétienne) et en rassurant la population du réduit chrétien, inquiète de la perspective d'armements entre « ses » deux forces militaires, il a répété que les députés avaient outrepassé leurs prérogatives.

Il a rappelé que, sans retrait syrien, il ne pouvait y avoir d'accord que léonin et d'élection présidentielle que dictée par Damas, toutes choses qu'il refuse catégoriquement. « Ce qui a été sauvé par le sang, n'a-t-il dit,

ne peut être bradé d'un trait de plume ». Cela étant, deux minces indices d'assouplissement et d'ouverture ont pu être décelés dans les derniers propos du général :

Il y a d'abord l'intérêt qu'il a manifesté à l'égard de l'idée française de faire confirmer les garanties arabes par le conseil de sécurité des Nations unies ou, du moins, par les cinq grandes puissances. « Sous réserve, a-t-il souligné, qu'il ne s'agisse pas d'une résolution allant rejoindre les autres dans les oubliettes, et notamment la 425 relative au retrait israélien du Liban-Sud ».

Il y a ensuite l'insistance avec laquelle il a invité les députés — théoriquement tous les députés mais, de facto, ceux habitant le réduit chrétien — à venir discuter — théoriquement avec la « base » mais, de facto, avec lui — pour « sortir ensemble de cette situation ».

Mais les députés ne reviennent pas. On les soupçonne même de s'être entendus pour que cinquante d'entre eux au moins, sur soixante-treize députés survivants, représentent le quorum des deux tiers requis pour l'élection présidentielle, demeurent hors de portée du général Aoun en attendant que les choses se soient décaïnées. Quoi qu'il en soit, seize députés seulement sont rentrés à ce jour d'Arabie saoudite à Beyrouth, dont un seul, M. Edouard Honein — très malade et n'ayant pas de surcroît approuvé le pacte de Taëf — en secteur chrétien. Une semaine après l'accord de Taëf et à dix jours de l'échéance fixée pour la présidentielle, les députés libanais se répartissent en quatre groupes : 7 se trouvent dans le réduit chrétien, 17 en territoire sous contrôle syrien, 26 à l'étranger, essentiellement

à Paris, et 23 doivent se rendre samedi en Algérie, puis au Maroc, et peut-être enfin à Paris. C'est là qu'ils décideraient, de concert avec leurs nombreux collègues qui s'y trouvent déjà, de l'attitude à adopter à leur retour à Beyrouth.

## La solution Frangie ?

Qui a des présidentialités, tous maronites ? Outre celui de M. René Moawad, nettement en tête dans les pronostics, cinq autres noms commencent à circuler : ceux de MM. Elias Hraoui et Boutros Harb, tous deux députés, ainsi que ceux de MM. Michel Edde, Michel El Khoury et Edmond Naim (les deux derniers s'étant succédé comme gouverneurs de la Banque centrale). Mais il est aussi beaucoup question d'une « solution Soleiman Frangie », depuis que ce dernier s'est rendu à Damas, où il a été reçu à deux reprises par son ami le président Assad.

Cette solution consisterait en ce que M. Frangie, qui fut président de 1970 à 1976, soit élu pour deux ans au lieu de six — ses soixante-dix-neuf ans justifiaient une telle limitation de son mandat —, ce qui coïnciderait avec le délit du président « regroupement » syrien dans la Bekaa. Après quoi, il passerait la main à un successeur. Cette solution présente l'avantage que le général Aoun ferait plus confiance, dans ce rôle, à l'ex-président Frangie qu'à toute autre personne.

Enfin, tandis que se déroulent ces tractations, le Jihad islamique a réitéré sa menace de liquider tous les députés qui ont approuvé l'accord de Taëf, exigeant l'instauration d'une république islamique au Liban.

LUCIEN GEORGE

## M. Bérégovoy arbitre d'une bataille entre deux banques nationalisées

## La BNP prête à surenchérir sur le Crédit lyonnais pour Thomson-CSF Finance

Après le projet de rapprochement, annoncé jeudi 26 octobre entre le Crédit lyonnais et Thomson, la BNP joue les trouble-fête. La banque nationalisée, que préside M. René Thomas, a fait savoir, vendredi dans la soirée, qu'elle était « prête à faire une contre offre aux actionnaires de Thomson-CSF dans la mesure où elle y serait autorisée par son propre actionnaire », en l'occurrence, l'Etat, également actionnaire du Crédit lyonnais et de Thomson.

L'accord entre le Crédit lyonnais et Thomson semblait satisfaire tout le monde. Le Crédit lyonnais, en prenant le contrôle de Thomson-CSF Finance, récupérerait une activité bancaire de pointe (opérations de marché, ingénierie sophistiquée...) à haut risque, mais lucrative. Il en profiterait au passage pour améliorer ses fonds propres (de 6 milliards de francs en 1990) grâce à l'apport de ceux de Thomson Finance. Thomson, de son côté, perdait certes une partie des coquets bénéfices que lui procurait sa filiale, mais y gagnait en sécurité. D'autant qu'elle vendait au moment où les bénéfices de CSF Finance avaient atteint leur point haut, alors que ceux du Crédit lyonnais, faibles jusqu'alors, devaient augmenter.

En affirmant n'avoir pas été « saisi du projet de cession de la majorité des activités financières du groupe Thomson avec paiements en actions », la BNP apporte une première ombre à ce tableau idyllique. En tant que banquier traditionnel de Thomson, au même titre que Paribas, la BNP est présente au conseil d'administration de Thomson. Or celui-ci n'a été ni

consulté ni informé de ce projet. Côté Crédit lyonnais, les administrateurs sont dans la même situation d'ignorance. La BNP se dit tout autant que le Crédit lyonnais intéressée par les activités de CSF Finance. Il y a plus d'un an, M. Gomez, PDG de Thomson, avait évoqué un projet de cession de 10 %. La BNP n'avait pas été tentée d'autant qu'elle ne pouvait payer « cash » pour un montant évalué alors à plus de 1,2 milliard de francs.

Que s'est-il passé depuis ? Il n'est un mystère pour personne que certains reprochaient, notamment au sein du gouvernement, à M. Gomez de tirer les deux tiers, voire les trois quarts, des résultats de Thomson-CSF de sa branche finance. Sa reconduction à la tête du groupe Thomson aurait alors largement été conditionnée à son engagement de se retirer de cette branche.

Ce retrait ne pouvait se placer que dans le cadre du « ni privatisation ni nationalisation » imposée sur le projet de la République. Deux banques pouvaient alors prétendre à l'affaire : la BNP et le Crédit lyonnais. Pourquoi la BNP n'a-t-elle pas été mise au courant, ni par Thomson ni par son actionnaire

l'Etat, qui est également celui de Thomson et du Crédit lyonnais ?

Et pourquoi, entre deux établissements sous sa tutelle, l'Etat choisirait-il d'en privilégier un ? Si le Crédit lyonnais a besoin de fonds propres pour être aux normes internationales de solvabilité prévues en 1993, la BNP est exactement dans la même situation. La BNP demande donc une égalité de traitement. Les conseils d'administration du Crédit lyonnais et de Thomson se réunissent en début de semaine, elle entend ainsi prendre date vis-à-vis notamment des actionnaires minoritaires de Thomson-CSF (ils en représentent 49 %).

Reste maintenant à savoir ce que va faire l'Etat qui doit donner son feu vert en tant qu'actionnaire de Thomson et du Crédit lyonnais et en tant qu'autorité de tutelle des banques (Thomson doit avoir l'autorisation de la Banque de France pour entrer à 14 % dans le Lyonnais). L'annonce de l'accord n'a, en tout état de cause, pas été faite sans son aval. La prise de position de la BNP peut l'embarrasser, mais sans remettre en cause sur le fond sa décision. D'autant qu'il n'a été saisi d'aucune contre-offre de la BNP.

CLAIRE BLANDIN

## Le succès du lancement par Ariane-4 du satellite de communications Intelsat-VI

## Un poids lourd sur orbite

La fusée européenne Ariane-4 a mis sur orbite, samedi 28 octobre à 0 h 05 (heures de Paris), l'Intelsat-VI, le plus gros satellite civil de communications jamais construit.

Conçu par des firmes canadiennes, françaises, allemandes, britanniques, italiennes et japonaises, sous la maîtrise d'œuvre de Hughes Aircraft (Etats-Unis), pour le compte de l'organisation internationale de télécommunications par satellites Intelsat, cet engin marque le passage à un matériel de nouvelle génération. Prévu pour fonctionner treize ans en orbite géostationnaire (à 36 000 km d'altitude), ce véritable « central téléphonique spatial » de 2560 kilos (4286 kilos au décollage) est en effet capable, grâce à ses 48 répéteurs, de transmettre simultanément 12000 conversations, et trois chaînes de télévision couleur.

A titre de comparaison, Intelsat V-A, dernier modèle lancé en 1985 du réseau Intelsat (qui compte treize satellites en service), pouvait transmettre deux

chaînes TV et 15000 conversations téléphoniques, et Early Bird, le premier engin exploité par Intelsat en 1965, 240 seulement. Quatre autres Intelsat-VI, d'un coût unitaire d'environ 131 millions de dollars, seront lancés dans les mois à venir, deux par Ariane, et deux par des fusées américaines Titan.

L'organisation Intelsat, coentreprise financière sans but lucratif qui regroupe cent dix-sept pays, est le plus ancien et le meilleur client d'Arianespace. Le premier passager commercial payant (après les tirs d'essai gratuits) d'Ariane, le 19 octobre 1983, fut en effet un satellite Intelsat-VI. Depuis, le lanceur européen a lancé six engins géostationnaires (à 36 000 km d'altitude), ce véritable « central téléphonique spatial » de 2560 kilos (4286 kilos au décollage) est en effet capable, grâce à ses 48 répéteurs, de transmettre simultanément 12000 conversations, et trois chaînes de télévision couleur.

Le tir de samedi, le trente-quatrième d'Ariane, marque la plus longue série de succès depuis la naissance du lanceur européen, avec seize lancements réussis d'affilée. Le prochain, prévu le 13 décembre, devrait permettre la mise sur orbite de deux satellites de communications japonais.

## Déjà instruite à Paris

## L'affaire Touvier est aussi confiée à un juge de Lyon

Le parquet de Lyon a ouvert, vendredi 27 octobre, une information à l'encontre de Paul Touvier, ancien chef du renseignement de la milice lyonnaise, pour crimes contre l'humanité. L'information a été confiée au doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy.

Cette information fait suite aux onze plaintes avec constitution de partie civile déposées depuis juillet dernier par des associations d'anciens combattants et résistants et des particuliers de Lyon et de la région.

Paul Touvier, soixante-quatorze ans, avait été arrêté le 24 mai dernier dans un prieuré de Nice. Inculpé le soir même à Paris de crimes contre l'humanité par le juge d'instruction Jean-Pierre Getti, il avait été écroué à l'hôpital central des prisons de Fresnes

(Val-de-Marne), en raison d'un cancer de la prostate.

Jusqu'à présent, l'affaire était confiée au seul juge parisien qui instruit quatre plaintes pour crimes contre l'humanité à l'encontre de Paul Touvier. En mai dernier, le conseil de l'ordre des avocats lyonnais avait demandé que le procès de Touvier ait lieu à Lyon. « Il est inconcevable de frustrer une ville et une région d'un procès qui appartient à son histoire », avait alors expliqué le bâtonnier des avocats lyonnais, M. Jean Bonnard.

L'ouverture de cette deuxième information devrait contraindre la chancellerie à choisir entre les deux dossiers d'instruction, estimant dans les milieux proches de la magistrature.

## L'ESSENTIEL

## DÉPÊCHES

Il y a dix ans, l'assassinat de Park Chung-Hi à Séoul ..... 2

## ÉTRANGER

Les réformes en RDA  
L'amnistie bien accueillie par l'opposition ..... 3

San-Francisco,  
après le séisme  
Quinze jours après le tremblement, la métropole californienne revit grâce au base-ball ..... 4

Au Haut-Commissariat  
aux réfugiés  
M. Jean-Pierre Hocké aurait été révoqué par M. Perez de Cuellar ..... 5

La réunion  
du pacte de Varsovie  
Pour les sept ministres qui se retrouvent en Pologne, « tout débat sur les frontières nuit à la sécurité en Europe » ..... 5

## POÉTIQUE

M. Joxe veut  
déconcentrer l'Etat  
Devant l'Association du corps préfectoral, le ministre de l'Intérieur a expliqué que la restructuration des services de l'Etat doit aller de pair avec la décentralisation ..... 6

Le budget de  
la fonction publique  
en réserve  
M. Durafour, ministre de la fonction publique, s'est heurté, à l'Assemblée nationale, à l'hostilité de la droite et du PC et aux critiques du PS. Il a dû réserver le vote sur son budget ..... 6

Les radicaux de gauche  
parlent d'« amour »  
Réuni en congrès extraordinaire à Toulouse, le Mouvement des radicaux de gauche change de président et propose un projet de deux cents pages, placé sous le signe de l'« amour » contre la « grisaille » ..... 7

## SOCIÉTÉ

M. Delors  
devant les évêques  
Pour la première fois, un responsable politique parle devant l'assemblée plénière des évêques réunie à Lourdes. M. Delors a plaidé pour que l'idéal ne soit pas absent du projet européen ..... 8

L'avant-projet de loi  
sur la bioéthique  
M. Guy Brabant, conseiller d'Etat chargé de la mise en place d'un texte préparatoire sur la bioéthique, s'inquiète des intentions du gouvernement de remettre à plus tard la législation dans ce domaine ..... 13

Carton jeune  
pour l'entraîneur  
La défaite du Paris-SG à Marseille fragilise la position de l'entraîneur yougoslave du PSG, Tomislav Ivić ..... 13

## ECONOMIE

Contre le dumping  
sud-coréen  
La Commission de Bruxelles impose des droits supplémentaires sur les TV sud-coréennes ..... 17

Le conflit des finances  
Atmosphère de fin de grève ..... 17

Crédits, changes,  
grands marchés  
La Bourse de Paris déstabilisée. Tempête sur le livre sterling. Le nouveau cours ivrolien du cacao. 19

## Services

Abonnements ..... 2  
Carnet ..... 16  
Météorologie ..... 16  
Mots croisés ..... 16  
Télévision ..... 16  
Spectacles ..... 15

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 28 octobre 1989  
a été tiré à 528 742 exemplaires

## Mort de l'écrivain algérien Kateb Yacine

L'écrivain algérien d'expression française Kateb Yacine est mort, samedi matin 28 octobre à Grenoble, à l'âge de soixante ans, des suites d'une maladie, a annoncé l'agence algérienne APS.

Né à Constantine en 1929, Kateb Yacine avait publié, en 1946, son premier recueil de poèmes, *Soliloques*, mais c'est avec *Nedjma*, son premier roman, en 1956, qu'il s'était fait connaître avant d'acquiescer une audience internationale par son œuvre théâtrale. Ins-

crit au Parti communiste dans les années 50, il avait été associé au mouvement de libération de son pays. Il avait publié, en 1988 dans *Le Monde*, un article dénonçant la sanglante répression des manifestations d'octobre en Algérie, concluant en ces termes : « Il s'agit d'édifier une Algérie indépendante, pour laquelle sont tombés les meilleurs d'entre nous. Et qu'est-ce que l'indépendance, sinon la liberté ? »

## EN BREF

□ Pays-Bas : double attentat contre des dépendances de l'ambassade d'Espagne à La Haye — Deux bombes ont explosé, vendredi 27 octobre dans la soirée, à quelques minutes d'intervalle, dans deux dépendances de l'ambassade d'Espagne à La Haye, a annoncé la police locale. Le double attentat n'a fait qu'un blessé léger. Mardi, le consul général d'Espagne à La Haye avait déjà été victime d'un attentat à la bombe : sa voiture avait explosé devant son domicile. L'attentat n'avait pas fait de victimes mais avait provoqué d'importants dégâts matériels. — (AFP.)

□ RFA : L'IRA revendique l'attentat de Wildenrath. — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué, vendredi 27 octobre, dans un communiqué publié à Dublin, l'attentat qui a coûté la vie à un caporal de l'armée britannique et à sa fille âgée de six mois, jeudi soir à Wildenrath, en RFA. Dans ce communiqué, l'IRA présente des « excuses » en déclarant que « certains » de ses membres ignorent la présence du bébé dans le véhicule au moment où ils ont ouvert le feu. — (AFP.)

□ POLOGNE : les députés communistes veulent un nouveau parti. — Dans une lettre ouverte, publiée vendredi 27 octobre, les membres du groupe parlementaire communiste à la Diète polonaise se prononcent pour la création, comme en Hongrie, d'un nouveau parti. Estimant que l'actuel Parti communiste « n'a pas rempli les espoirs fondés en lui », ils affirment qu'il est nécessaire d'« en créer un autre ». Réagissant aux récentes critiques du parti à l'encontre du gouvernement de M. Mazowiecki, les députés déclarent en outre qu'ils refusent désormais d'être « aux ordres » de leur

direction et qu'ils sont « ouverts à toute forme de coalition ». — (AFP.)

□ Fuite à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. — Une fuite a été décelée sur l'un des quatre générateurs de vapeur du réacteur numéro 2 de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Cependant, précise EDF dans un communiqué publié vendredi 27 octobre, son débit, de l'ordre de un à deux litres par heure, est « très inférieur aux limites fixées pour arrêter la tranchée ». Cet incident intervient cependant alors que le réacteur numéro 1 est lui-même arrêté depuis le 22 avril dernier après la découverte de défauts sur deux de ses générateurs de vapeur.

□ Inculpation du meurtrier présumé du général Favreau. — Présenté, vendredi 27 octobre, à M<sup>re</sup> Catherine Coudy, juge d'instruction à Libourne (Gironde), Alain Guilbert, vingt et un ans, meurtrier présumé du général Jean Favreau, a été inculpé d'homicide volontaire, de séquestration de personne, de vol de véhicule et d'extorsion de fonds (nos dernières éditions du 28 octobre).

**Le Monde**  
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE  
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL  
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR  
Tél. (01) 45-38-70-72

**ANTIQUITES**

la foire

28 Octobre  
1<sup>er</sup> Novembre

FAYENCE-VAR  
Sortie autoroute les Adrets



30 Le temps joue contre l'Europe  
32 Une proposition de loi sur le travail temporaire

35 Un entretien avec M. Henri Nallet  
36 Les politiques salariales de sortie de crise

38 Marchés financiers  
39 Bourse de Paris

Point d'orgue de l'aventure financière du groupe de M. Alain Gomez

Réunion annuelle à Paris

BILLET

Mozart et Salieri

Voie de la raison ou victoire des « archaïques » ? L'accord qu'Alain Gomez vient de conclure avec le Crédit lyonnais — un des premiers du genre, calqué sur ce qui se passe en Allemagne et au Japon — n'est pas fini de défrayer la chronique, tombant en plein débat sur le financement des groupes nationaux en France. Homme de risque, le patron de Thomson n'avait pas hésité en 1983 à affronter directement les socialistes dogmatiques et l'établissement bancaire en prenant en main — avec une équipe de haut vol — le destin financier de son groupe. Le cabale qui s'ensuivit faillit lui coûter son poste. Aucun faux pas, aucune erreur n'étaient tolérés : puisque l'Alain Gomez était avec le diable, il fallait qu'il soit « plus diable que le diable ».

N'en déplaise aux Cassandre, la finance a rapporté à Thomson. Et largement : 9 milliards de francs. Une somme coquette quand on voit avec quelle parcimonie l'Etat dote ses entreprises nationales... Et quand on se rappelle le prosaïque mot d'ordre qui leur était donné, en 1983, par les socialistes de la deuxième génération, convertis en pâtes à tige : « penser de l'argent ».

Aujourd'hui, le contexte financier international dans lequel évolue Thomson change, augmentant les risques, les vraies, ceux qui comptent. Continuer seul devenait dangereux : « J'échange une Messer contre un canon de trente tonnes », explique Jean-François Hélin, l'émancipé financier d'Alain Gomez. Autant dire que Thomson troque des résultats brillants mais éphémères contre un revenu de père de famille... Une lecture un peu injuste pour le Crédit lyonnais, qui trouve dans l'opération son plus gros actionnaire identifié. L'importance de la participation (14 %) prise par le groupe national dans le Crédit lyonnais, créée de toutes pièces en six ans. De quoi, peut-être, couper court aux critiques, qui ont couru si longtemps, à propos de l'équipe de Jean-François Hélin. Que voulez-vous, Hélin est le Mozart de la finance et en ce bas monde, il y a plus de Salieri que de Mozart... », plaide Alain Gomez pour défendre son directeur financier. A la tête de son équipe, celui-ci réussira-t-il à entrer dans le concert du Lyonnais tout en continuant à jouer sa musique de chambre ?

F. V.

INSOLITE

Le « scandale du beurre »

Les montagnes de beurre européennes ont-elles fondu au point que la CEE doive désormais s'approvisionner sur le marché international afin de faire face à ses engagements commerciaux ou humanitaires à l'égard des pays tiers ?

C'est l'avis de M. Raymond Lacombe, qui dénonce une fois de plus le « scandale européen du beurre ». Le président de la FNSEA en veut pour preuve l'achat récent de beurre suédois américain par un opérateur français pour le revendre aux pays du Maghreb.

Actuellement, note la FNSEA, « on ne peut plus assurer nos parts de marché vers les pays extérieurs à la Communauté, ou accorder des aides alimentaires aux pays déshérités, parce qu'on n'a plus les réserves suffisantes ». Le syndicat agricole a beau jeu de souligner l'absurdité d'un système qui, d'un côté, limite la production européenne par le jeu des quotas laitiers, et de l'autre, contraint les opérateurs, voire les Etats, à se tourner, faute de stocks, vers le marché international pour faire face à leurs engagements...

Un accord avantageux pour le Crédit lyonnais et Thomson

En apportant au Crédit lyonnais un peu plus de 50 % d'abord, puis 80 % en trois ans de sa filiale Thomson-Finances, en échange de 14 % du capital de la banque et d'une suite en titres négociables, le groupe Thomson-CSF et son président, M. Alain Gomez, vont mettre un point d'orgue partiel à une aventure tout à fait étonnante, qui a commencé il y a un peu plus de sept ans.

Thomson-Finances est née, le 12 juin 1982, de la rencontre entre le même Alain Gomez, fraîchement désigné comme patron du groupe Thomson, et d'un homme étonnant, un véritable magicien, M. Jean-François Hélin. Ce dernier, alors âgé de trente-huit ans, après des études universitaires, s'était formé sur le tas, avec de solides bases comptables et opérationnelles acquises chez la Bull General Electric et Pechiney, avant d'être trésorier international dans le groupe américain Carnation, puis directeur de la trésorerie à la Lyonnaise de banque.

Avec Alain Hagelauer, alors contrôleur de gestion et maintenant directeur financier de Thomson-CSF, il proposa à Alain Gomez de reprendre la trésorerie des deux cents sociétés de Thomson : plusieurs milliards de dollars, et d'en faire un seul instrument avec deux objectifs. Il fallait, tout d'abord, protéger les contrats à l'étranger contre les fluctuations monétaires qui avaient supplanté coté 2 à 3 milliards de francs au groupe. Il fallait ensuite procurer à Thomson-CSF des ressources supplémentaires pour son rétablissement industriel.

La première étape, en 1983, fut la création de Thomson crédit international (TCI), qui trouve son cadre avec le fameux contrat suédois Al Thaker de 4 milliards de dollars et des avances correspondantes, qui fournissent le matériel précieux de départ. Aujourd'hui, TCI gère un encours total de 15 à 16 milliards de francs en devises sur deux cents contrats. La gestion de ces encours, par la mise en œuvre de mécanismes fort complexes, permit à la fois de couvrir ces contrats et de dégager de très substantielles

plus-values. Elles furent obtenues notamment en finançant un très gros portefeuille d'obligations françaises à court terme en dollars, et les taux baissèrent jusqu'à 6 %, en même temps que la valeur de la devise américaine. Un habile coup de chance.

La deuxième étape, à partir de la fin de 1985, fut le développement et la diversification d'activités propres qui utilisaient le savoir-faire financier acquis auparavant sur les opérations de marché : ce fut notamment le lancement de la BATIF, banque d'arbitrage et de trésorerie, après le rachat d'un petit établissement à Paris. Grâce à un noyau de vingt-cinq spécialistes, appuyés sur une organisation financière de premier ordre, la BATIF put devenir l'un des premiers intervenants en option sur le MATIF français et un gros opérateur sur les marchés d'options de taux de change aux Etats-Unis. Utilisant la gamme complète des instruments financiers, notamment les SWAPS (échanges de montants théoriques contre taux fixes et variables et contre devises), la BATIF a pu dégager, en 1988, un bénéfice net de 800 millions de francs, avec un effectif de cent soixante personnes, secrétaires comprises. Un beau rendement !

Un étonnant pari

Dès l'origine, on s'en doute, la création de Thomson-Finances constituait un énorme pari sur un homme, M. Hélin, et ses équipes, soutenus matériellement par M. Alain Gomez, décidé à assumer ses responsabilités en cas d'échec. Le résultat fut à la hauteur du pari : plus de 8 milliards de francs de bénéfices nets, procurés par Thomson-Finances, de 1984 à 1988, bénéfices qui ont permis à Thomson-CSF de financer dix mille suppressions d'emplois, de reconstruire ses usines financières avec de solides réserves et de préparer la traversée du désert des liquidités d'armement : on avait pu « acheter du temps ».

Cette réussite incontestable ne manqua pas de soulever des critiques acerbes (« la dangereuse bulle financière » de Thomson). Des rumeurs inquiétantes coururent sur les déboires prochains du « magicien », victime supposée des soubresauts des mar-

chés, notamment après le krach d'octobre 1987. Ces rumeurs s'écroulèrent même le 26 octobre, jour d'une plainte contre X... en février 1988. Des pertes, il y en eut, certes : les arbitrages en spéculation ne sont jamais tous gagnants, simplement M. Hélin et ses équipes ont toujours su dégager des gains plus importants que les pertes. Il y eut aussi des accrocs, comme les 400 millions de francs de prêts accordés par erreur à la SaudiBank, qui dut être renflouée à grands frais par toute la place de Paris. Mais, globalement, comme on l'a vu, le bilan a été très largement positif pour le moins.

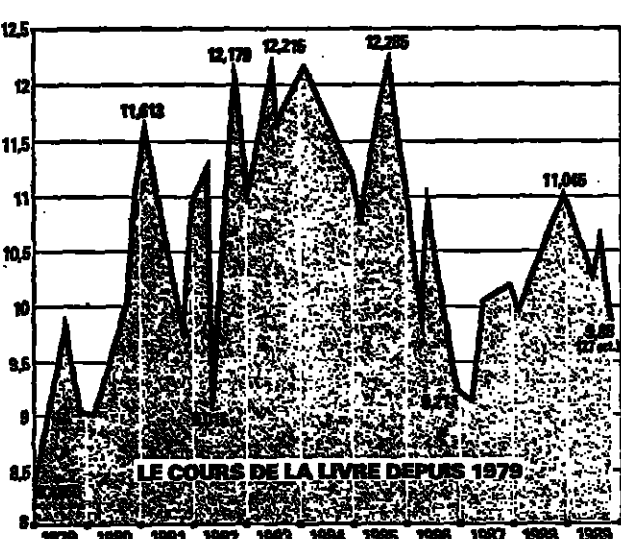
Aujourd'hui, néanmoins, le paysage change, les ressources des contrats s'amenuisent et les résultats financiers de Thomson vont diminuer. L'investissement des gains depuis le début de l'année est peu propice aux arbitrages et les activités de marché peuvent être dangereuses.

Il y a un an, M. Hélin persuada son président d'opérer un virage de bord, en recherchant un partenaire bancaire capable de fournir un filet de sécurité. Après plusieurs tentatives infructueuses, dont la reprise manquée de la Banque Stern — ce fut le Crédit lyonnais qui accepta d'être partenaire. Son président, M. Jean-Yves Haberer, veut faire une parodie sur la banque de marché et l'ingénierie sophistiquée pour industrialier. Son intention est d'utiliser M. Hélin et ses équipes comme un bataillon de commando pour avoir des idées, trouver des clients et monter des opérations spéciales sur un terrain différent de celui de sa propre direction des marchés.

Thomson-Finances au surplus a accumulé des fonds propres considérables, 9 milliards de francs, ce qui constitue une véritable sauvegarde pour une banque commerciale hantée par les fameux ratios Cooke (pourcentage de fonds propres par rapport aux crédits accordés). Le groupe Thomson-CSF, qui garde, à tout prix, l'utilité des équipes de M. Hélin, pourra s'appuyer sur le réseau du Crédit lyonnais. Il va céder 8 milliards de francs d'actifs et troquer des profits brillants et aléatoires contre le droit à de solides revenus pendant des années. Ce n'est pas un mince résultat après être parti de rien il y a sept ans.

FRANÇOIS RENARD

La livre malmenée menace le commerce extérieur français



La démission du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a été accueillie par une forte baisse de la livre, déjà très faible depuis quelques semaines. La monnaie britannique cotait 9,98 francs vendus 27 centimes à Paris, contre 10,05 francs la veille et plus de 11,20 francs en janvier dernier. La Banque d'Angleterre est intervenue vendredi sur les marchés des changes.

Qualifiée de « pétro-dévises » au début des années 80 en raison de la part importante occupée par le secteur pétrolier dans l'économie britannique, la livre avait fortement progressé au lendemain du deuxième choc pétrolier. La baisse ultérieure des cours du brut s'est accompagnée d'un déclin parallèle de la monnaie britannique, sans que celui-ci prenne des proportions catastrophiques. Relativement stabilisée en 1987-1988 grâce à

la franchise récession. Déjà, la construction de logements est en recul et les investissements ont cessé de progresser. Un déclin de l'activité économique et donc des importations britanniques toucherait de plein fouet les entreprises françaises qui exportent beaucoup outre-Manche. D'une façon générale, la balance commerciale de la France, dont le déficit a déjà tendance à s'accroître dangereusement depuis quelques mois, serait davantage déséquilibrée, ce qui la ferait entrer dans une zone dangereuse (plus de 50 milliards de francs de déficit annuel, nécessitant peut-être des mesures de rigueur ou de freinage de la part de M. Bérézgovoy).

La Grande-Bretagne est le seul grand pays industrialisé — si l'on excepte la Suisse, cas tout de même un peu particulier — avec lequel la France a des échanges commerciaux excédentaires et ce, depuis des années : 14,9 milliards de francs en 1986, 8,3 milliards de francs en 1987, 17,3 milliards de francs en 1988. L'effet de rapprocher ces excédents des déficits enregistrés par rapport à la RFA (39 milliards de francs en 1988, 44 milliards de francs en 1987, 50 milliards de francs en 1988) pour mesurer l'importance qu'a, pour la France, la poursuite d'une forte activité outre-Manche. Malgré les gros excédents dégagés sur le marché anglais, la balance commerciale française est déficitaire par rapport à la CEE : 59 milliards de francs en 1987, 43 milliards de francs en 1988, devantage probablement cette année.

(Lire l'article sur la livre et le SME en page 4.)

Statu quo au COCOM

Réunis à Paris, à l'Hôtel Nikko, le mercredi 26 et le jeudi 27 octobre, les représentants des pays membres du COCOM (1) n'ont pas réellement progressé dans la voie souhaitée par les Européens en faveur d'un assouplissement dans le contrôle des exportations « stratégiques » vers l'Est. Les Allemands de l'Ouest n'ont pas obtenu que soit accordé, dans l'immédiat, un « traitement spécial » à la Pologne et à la Hongrie. Les demandes de dérogation pour ces deux pays devraient néanmoins être traitées plus rapidement.

M. Mikhaïl Gorbatchev n'a pas obtenu gain de cause. Le 6 juillet dernier, il avait plaidé, dans son discours devant le Parlement européen à Strasbourg, en faveur d'une suppression du COCOM, « cette pratique héritée de la guerre froide ». Dès le 15 juillet, lors du sommet de l'Arche à Paris, les sept grands pays industriels — tous membres du COCOM — lui avaient donné une première réponse en indiquant que si l'Ouest souhaitait « développer une coopération économique équilibrée sur une base commerciale saine » avec l'Est, cela ne pouvait se faire que « tout en assurant la sécurité des pays occidentaux ». A Paris, cette semaine, malgré la volonté européenne d'assouplir les contrôles à l'exportation, les Américains ont réussi à empêcher cette évolution. Le statu quo est maintenu.

Créé en 1949 par un gentleman's agreement conclu en marge de l'OTAN, cet organisme multilatéral à caractère confidentiel est chargé de contrôler les exportations de matériels et de technologies stratégiques pouvant servir à renforcer le potentiel militaire des pays communistes. Réuni une fois par an (l'as dernier à Versailles, dans un hôtel parisien, le Nikko, cette semaine), ce comité a son secrétariat principal dans l'annexe de l'ambassade des Etats-Unis à Paris.

La principale arme de ce comité, ce sont les fameuses listes de produits interdits à l'exportation vers l'Est. En fait, les pays d'Europe de l'Est ne sont pas les seuls visés. Le « contrôle de la destination finale » porte sur les ventes à quatre pays, ceux du bloc oriental, mais aussi Cuba et, « avec des modalités particulières » la Chine. Depuis 1982, ce dernier pays jouissait d'un traitement de faveur, le Chicom. Le processus d'assouplissement en faveur de Pékin a été stoppé après la répression de la place Tiananmen.

Adoptée à l'unanimité, cette liste comprend matériels et produits considérés par les Occidentaux comme « stratégiques ». La procédure de contrôle du COCOM est de plus en plus contestée — et pas seulement à l'Est. Les Européens en particulier ont souvent l'impression que les Américains en

sont, d'une certaine manière, les principaux bénéficiaires. Les Américains tirent ainsi profit du système des « dérogations ». Les Etats membres peuvent demander au COCOM des dérogations pour certains contrats. Les exportateurs américains s'en tirent plutôt bien. Avec leurs moyens techniques, les Etats-Unis peuvent mieux que leurs partenaires, prouver que la dérogation ne nuira pas à la sécurité. En moyenne et chaque année, près de 1 600 dérogations sont accordées — pour un montant total de contrats tournant autour de 1,7 milliard de dollars environ. La nationalité des exportateurs est révélatrice : pour les articles relevant de l'informatique (60 % des demandes d'exception), la valeur des contrats qui bénéficient de la dérogation touchent 80 % des entreprises américaines, 11 % japonaises, 3 % allemandes, 2 % britanniques, et 1 % françaises.

Les grandes entreprises favorisées

Connaissant mieux les procédures, les grandes entreprises apparaissent également favorisées face aux plus petites. N'ayant pu bénéficier de la « note de facilité » qui ouvre accès aux marchés de l'Est, une société de Bordeaux qui vend des machines de découpe de tissu assistée par ordinateur a dû récemment réduire la puissance de ses ordinateurs afin d'obtenir la licence O2. Les exportateurs savent que la violation des règles du COCOM peut entraîner l'inculpation d'intelligence avec une puissance étrangère.

Chargés d'appliquer les contrôles à l'exportation, les différents Etats membres cherchent à défendre leurs propres exportations. Au Japon par exemple, le gouvernement a été quelque peu échaudé par l'affaire Toshiba. Tokyo prend désormais ses précautions. Une « cellule de technologie critique » a été créée au sein du MITI (le ministère de l'Industrie et du Commerce International). Une centaine de fonctionnaires ont démarré une double mission : cerner aux mieux l'état de la technologie à l'Est et aider les industriels entravés dans le commerce par le COCOM.

Mais au-delà, les Européens et les Japonais souhaitent un assouplissement de la politique de contrôle. Les Allemands de l'Ouest sont particulièrement pressants. « Les listes demeurent encore exagérément longues et compliquées », estime-t-on dans l'administration française. A Paris, des « progrès techniques » ont été réalisés dans le domaine de la machine outil.

Globalement, la réunion de Paris n'a pas traduit de changements sensibles dans la politique occidentale vis-à-vis de l'Est. Les Américains ont réussi à éviter le débat de principe au sein du COCOM.

(1) Le comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges Est-Ouest comprend les membres de l'OTAN (sans l'Allemagne) ainsi que le Japon et l'Australie.





## ÉCONOMIE

## L'OPA sur la Mixte

## Le temps joue contre Paribas

Le conseil d'administration de la Mixte a rejeté mercredi 25 octobre l'offre de Paribas pour « insuffisance ». Les actionnaires attendent de voir si Paribas va s'enrichir sur sa propre offre. M. Marc Fournier, président de la Mixte, a réclamé le droit de franchir la barre des 10 % dans le capital de Paribas.

En se bornant, jeudi, à rejeter l'OPA de Paribas sans proposer de contre-offensive, M. Marc Fournier aurait-il choisi de jouer le temps ? La loi sur les OPA est ainsi faite que nul n'est obligé de répondre à une OPA par une contre-OPA. L'agresseur peut aussi travailler à l'échec de son agresseur. Comme l'avait fait M. Jean-Marie Vernes, en butte à l'OPA de la Compagnie financière de Suez, M. Fournier a commencé par claquer haut et fort que l'offre est sous-évaluée. Proposer 1 850 francs par action quand le titre se traite entre 1 900 et 2 000 francs sur le marché gris londonien, c'est, en effet, un peu faible. Même si l'action Mixte ne valait que 1 200 francs il y a quelques semaines. Autrement dit, ce ne sont plus les usines ou les oranges qui font la valeur des actifs de la Mixte, mais uniquement l'intérêt que Paribas y porte.

Tout le monde sait qu'une victoire sans bavure aurait pour la banque de la rue d'Antin une valeur symbolique immense. Comme l'expliquait ironiquement M. Fournier, jeudi, lors de sa conférence de presse : « Paribas a agité la Mixte parce qu'il en avait marre de voir passer les trains ». Une façon un peu méprisante de souligner que les comptes prestigieux de Suez, l'ennemi traditionnel de l'hexagone, en 1988, l'ensemble Victoire-Colonia, cette année, avaient fait monter la moutarde au

nez de M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas. Du coup, les actionnaires de la Mixte sont loin de se ruer sur l'OPA. Attendez de voir si Paribas va s'enrichir, tel est le sens du soutien qu'ils ont apporté mercredi à leur président. Même l'assureur allemand Allianz, que Paribas prétendait neutraliser, s'est « comporté en ami ». Sans parler de M. Louis Dreyfus, de la Société générale, qui a fait son entrée au conseil d'administration de Victoire... et de tous les autres.

Certes, cette patience ne sera pas éternelle. Il suffirait que Paribas passe de manière significative la barre des 2 000 francs pour que tous se précipitent sur l'OPA. Mais, en attendant, chacun... attend. « J'ai eu l'impression qu'ils tiendraient bon, même si Paribas montait à 2 000 F », affirme, lui-même surpris, un membre du conseil d'administration de la Mixte.

## Paribas, une cible ?

Or l'attente n'arrange pas les affaires de Paribas. D'abord, parce qu'elle n'a pas envie de payer trop cher les actifs de la Mixte, ce qui entraînerait toute porte à sa victoire. Ensuite, parce que, faite d'une bataille rapide, elle devient elle-même une cible. M. Fournier a, en effet, décidé de rentrer plus avant dans le capital de Paribas. « Pour quoi faire ? Pour faire comme eux », a-t-il expliqué.

Une demande de franchissement de seuil dans le capital de Paribas a donc été déposée rue de Bercy. La loi de juillet 1989 oblige, en effet, toute personne qui souhaite s'emparer de 10 % ou plus des droits de vote d'une société privée en 1986 tel est le cas de Paribas à solliciter l'agrément du ministre de l'économie et des finances. Et M. Fournier, qui se fie à la ligne de conduite du gouvernement depuis l'affaire Société gé-

rale - « pas d'immixtion dans les querelles entre sociétés privées », - compte bien obtenir un feu vert avant le 4 novembre.

Ce qui déplaît à Paribas, M. François-Poncet ne veut pas avoir pour premier actionnaire M. Fournier. Il n'a donc pas envie que le gouvernement donne son autorisation. Et, pour aller dans ce sens, un peu de pression ne peut pas faire de mal. Ainsi, jeudi, une série de rumeurs ont couru dans Paris. Elles disaient que, anticipant l'autorisation du gouvernement, M. Fournier aurait déjà capitalisé 13 % des titres de Paribas. Comment ? En passant par Londres, où se négocient quotidiennement une part appréciable du marché des titres parisiens. Vrai ? Faux ? Difficile de savoir. Et ce n'est pas M. Fournier qui va le confirmer. Mais, vrai ou faux, le bruit arrange Paribas. La rumeur peut inciter le ministre de l'économie et des finances à refuser à son adversaire la facilité de son accès. Auquel cas, le succès de l'OPA serait assuré. Car, en cas d'échec, les titres Mixte dégringoleraient inévitablement en dessous de 1 850 francs, prix offert par Paribas. Le temps joue donc contre Paribas.

D'autant plus que la banque de la rue d'Antin semble avoir sous-estimé la position d'équilibre des actionnaires de la Mixte. Le Crédit Lyonnais, Framatome et les autres actionnaires ne sont pas simplement des financiers qui viennent s'installer une ou deux fois par an à un conseil d'administration. Ce sont aussi des relations d'affaires de la Mixte. « Ils ne peuvent donc pas laisser leurs titres qu'ils sont sûrs de la victoire de Paribas. Dans le cas contraire, ils seront considérés comme des trahisseurs, et leur position sera intenable », affirme un observateur des milieux financiers.

YVES MAMOU

faire un bon investissement financier si Farnern confirme sa rentabilité.

Limites dans un premier temps, les sociétés à l'étranger n'ont d'ailleurs pas forcément synonyme d'économies s'il s'agit d'être présent dans les trois ou quatre principaux pays de la Communauté. « C'est le paradoxe, souligne Benoît Jolivet, c'est qu'un moment où le libre traitement des services (qui est en pleine gestation) permet de permettre à un assureur implanté dans un quelconque pays de la Communauté de travailler dans les onze autres, les intérêts se mettent à accélérer leurs achats chez leurs voisins. » Un paradoxe qui n'est pas aussi flagrant qu'il en a l'air, dans la mesure où chacun des pays européens a ses structures, ses produits et ses habitudes en matière d'assurance, et que celles-ci ne disparaîtront pas d'un coup de baguette magique en 1990.

Enfin la course à la taille critique donne aux grandes compagnies un avantage : le volume considérable des actifs gérés qui leur assure des recettes et leur permet d'engager acquisitions, prises de participations et toutes les opérations financières que l'on veut proposer à un assureur en tant qu'investisseur. M. Bébér, qui peut se targuer d'être passé d'une petite société, les Mutuelles unies de Rouen, à une grande, celle de la rue de la Paix, a une réflexion à partager : « Les autres ne voulaient pas. Aujourd'hui, sur la place de Paris, il n'y a pas une seule opération d'envoie à laquelle AXA ne soit présente. Et si un assureur veut mettre cette capacité financière au service de sa propre stratégie industrielle en rachetant un autre assureur, n'est-ce pas le meilleur des investissements ? »

CLAIRE BLANDIN

Assurance française : croissance de 17,5 %. Le chiffre d'affaires global de l'assurance française a atteint 411,1 milliards de francs en 1988, dont 340,7 milliards sur le marché français. Soit une hausse de 17,5 % par rapport à 1987, ce qui constitue, selon les dirigeants de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), une progression « tout à fait remarquable ». Cette croissance a été tirée par le secteur vie et capitalisation (160 milliards de francs de chiffre d'affaires en hausse de 35,3 %), alors que la progression de l'assurance-dommages (181 milliards) en est plus modérée, (5,2 %).

Les bénéfices s'élèvent à 6 milliards de francs pour l'assurance-vie et à 10,4 milliards pour le secteur dommages. Les placements ont connu une croissance forte de 22,3 % (soit 160 milliards) par rapport à 1987. L'encours total à 376,2 milliards. Cette augmentation s'explique par la part croissante de l'assurance-vie dans le chiffre d'affaires de la branche.

## ÉNERGIE

## Après l'annonce d'un incident Iran-Irak

## Les cours du pétrole s'affaiblissent

Les cours du pétrole brut ont vivement chuté, jeudi 26 octobre, après l'annonce d'un incident naval dans le nord du golfe Persique, entre l'Iran et l'Irak.

L'incident, qualifié de « mineur » par les autorités irakiennes, a opposé deux vedettes iraniennes à un remorqueur irakien au large du terminal de Mina-Al-Bahr, à 30 kilomètres du port irakien de Fao. Signalé par le syndicat des assureurs maritimes Lloyd's, il a aggravé la chute des cours du brut, orientés depuis plusieurs jours à la baisse en raison de la surproduction de l'OPEP.

Le Brent britannique a chuté de 33 cents, à 18,18 dollars par baril, et le brut américain de référence de 24 cents, à 19,38 dollars. — (AFP, Reuters, AP.)

## REPÈRES

## AUTOMOBILE

## Recul de l'activité française en septembre

Les performances de l'automobile française se ressentent en septembre de la longue grève de Peugeot : au total, la production a reculé de 4,2 % et les exportations de 1,9 %, selon les statistiques officielles de la chambre syndicale des constructeurs automobiles. Les immatriculations en France, en revanche, ont progressé de 7,9 %. La production d'automobiles Peugeot a reculé de 28,1 % par rapport à septembre 1988 : 82 557 voitures particulières sont sorties de ses chaînes, soit une perte de plus de 30 000 unités. Citroën, de son côté, a augmenté sa production de 15,1 % et Renault de 8 %.

## INFLATION

## Légère reprise en RFA

Les prix à la consommation en RFA ont augmenté de + 0,3 % en octobre par rapport à septembre en données brutes, a indiqué jeudi 26 octobre l'Office fédéral de statistiques ouest-allemand. Cette estimation provisoire, établie à partir de relevés de prix effectués dans quatre Länder (État régional) de la RFA, confirme la légère reprise de l'inflation outre-Rhin. Sur douze mois, la hausse des prix atteint + 3,3 % en octobre contre + 3,1 % en septembre et + 2,9 % en août, soit la progression la plus forte en glissement annuel observée depuis août 1983. En septembre, l'inflation s'était légèrement accrue dans l'ensemble de la CEE, s'établissant à + 0,8 % contre + 0,2 % le mois précédent, selon le chiffre publié jeudi 26 octobre par le Bureau des statistiques européennes.

## ACTIVITÉ

## Ralentissement aux Etats-Unis

L'activité américaine a montré des signes d'essoufflement au troisième trimestre, la croissance du PIB s'établissant à 2,5 % en rythme annuel sur la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 1989, selon le chiffre provisoire publié jeudi 26 octobre par le département du commerce. Ce sont les dépenses de consommation (+ 4,8 %) qui, une fois de plus, ont tiré la croissance, les ventes d'automobiles ayant fortement augmenté en septembre sous l'effet des multiples réductions de prix annoncées par les constructeurs. L'inflation s'est, quant à elle, modérée : l'indice de prix lié au produit national brut a augmenté de 2,9 % au troisième trimestre en rythme annuel, contre 4,9 % pour le trimestre précédent.

ERRATUM. — Une série de coquilles a quelque peu altéré notre article publié en page 48 du Monde (première édition) daté du vendredi 27 octobre et intitulé : « Thomson et le Crédit lyonnais s'allient dans la finance ». Dans le troisième paragraphe, nous parlions notamment des ratios « Cooke » (et non des « ratios »). Ensuite, c'étaient « les socialistes » (et non les « socialistes ») qui ont toujours soutenu M. Gomez de faire dériver de l'argent vers la finance, au détriment de l'industrie. Enfin, la dernière phrase était la suivante : « L'avenir dira comment se vivra cette nouvelle alliance banque-industrie à l'allemande » (et non à « l'allemande »).

## SOCIAL

## Les discussions dans la fonction publique

## Premières explorations pour une réforme de la grille

Le gouvernement a donné le coup d'envoi aux discussions sur ce que M. Michel Durafour a appelé « une rénovation profonde » de la grille indiciaire unique des trois fonctions publiques. M. Bernard Pêcheur, directeur général de l'administration et de la fonction publique, a présidé le mercredi 25 octobre la première réunion exploratoire du groupe de travail paritaire sur la catégorie B. Six réunions ont été programmées jusqu'aux environs de la mi-décembre avant que s'engage une négociation en bonne et due forme sur l'incidence des propositions pour les B sur la situation des autres catégories. Actuellement, parmi les titulaires civils de la fonction publique d'Etat, on compte 545 000 A, 620 000 B, 668 000 C et 120 000 D.

Avant d'ouvrir la boîte de Pandore de la rénovation de la grille unique de 1948, le ministre de la fonction publique va faire examiner par le groupe de travail les catégories B toute une palette de solutions. Mais il a dû auparavant, calmer les syndicats en assurant que, contrairement aux apparences, il n'y avait pas de « zigzag » selon la formule de M. Yannick Simbron dans la démarche gouvernementale.

Après ses entretiens avec les syndicats (sauf la CGT et FO qui avaient refusé l'invitation), M. Durafour avait formalisé ses intentions dans une lettre en date du 13 octobre où il indiquait que la mise en œuvre du programme pluri annuel d'aménagement de la grille (sur sept ans maximum) serait « négociée chaque année dans le cadre de l'accord salarial ». Les syndicats avaient immédiatement protesté en refusant que la réforme de la grille soit considérée comme une année par la signature d'un accord salarial. Le résultat est que face au tollé, M. Durafour fut obligé de préciser dans un communiqué que la réalisation de la réforme serait discutée « chaque année au moment de la négociation salariale ». Nouance.

Syndicats et gouvernement ont donc pris le temps d'un véritable travail de Ténin. Actuellement, les fonctionnaires sont hiérarchiquement classés sur une grille indiciaire unique. Chaque fonction-

naire, qui appartient à une catégorie, à un corps (au nombre de 1690) et à un grade se voit affecté à un échelon auquel correspond son indice. Entre le minimum de la fonction publique qui est à 157 F brut par mois (indice majoré 220) et le haut de la hiérarchie, le hors-échelle G qui est à 35 044 F, l'écart est de 1 à 6,8... Il était de 1 à 17 en 1957 ! Chaque corps comprend plusieurs grades et chaque grade plusieurs échelons, l'avancement d'un grade à l'autre étant fondé sur la prise en considération des aptitudes et des mérites, le changement d'échelon étant lié à l'ancienneté.

## Le « pyramidage » ou le « cylindrage »

Au centre des discussions, on retrouve donc le problème des décalages de carrière. A l'intérieur d'un corps, l'administration applique ce qu'on appelle le « pyramidage », qui garantit le passage de 30 % des agents dans le grade supérieur. Les syndicats revendiquent le « cylindrage », qui permettrait la promotion automatique de tous les agents, plus ou moins rapidement, dans le grade supérieur. Pourtant, indique-t-on au ministère de la fonction publique, « il est rare que quelqu'un fasse toute sa carrière dans le même grade ».

En décembre, le groupe B transmettra non pas des propositions en bonne et due forme mais quelques pistes possibles (et chiffrées). Les objectifs sont pourtant communs : il s'agit toujours de favoriser les décalages de carrière, de reconnaître les différents métiers et les diverses qualifications au sein des catégories, d'aplanir les différences de carrière, de confier des responsabilités d'encadrement à des fonctionnaires qui pourraient en avoir et qui n'en ont pas.

Face à ce schéma, les syndicats réagissent en ordre dispersé : CFDT, CFTC, FEN, CGC, autonomes se montrent satisfaits. La FEN a estimé qu'une enveloppe de 5 milliards de francs pourrait être une « première étape » permettant de « faire des choses » en 1990. FO qui considère que le gouvernement « cherche à gagner du temps » organise une manifestation nationale le 7 novembre, la CGT lui ayant emboîté le pas. Elle demande une « somme minimale de 50 milliards de francs sur un plan de trois ans », comme rattrapage.

MICHEL NOBLECOURT

## Nouvelles démonstrations des agents des finances

Une manifestation régionale des agents des finances a rassemblé, selon les estimations, de 3 000 à 8 000 personnes, jeudi 26 octobre, à Paris jusqu'aux abords de l'Élysée.

Les syndicats, qui n'ont été reçus ni par des collaborateurs du président de la République ni par ceux du premier ministre, souhaitent pouvoir discuter du mode de calcul des rejets salariaux pour fait de grève. Selon la CFE-CGC, on pourrait ainsi trouver une « issue honorable » au conflit.

Par ailleurs, de 3 000 à 4 000 fonctionnaires ont défilé à Montpellier où M. Michel Rocard

était venu célébrer le sept centième anniversaire de l'université. Des manifestations ont également eu lieu à Tours, à Nantes ou à Toulon. De 500 à 600 agents des finances se sont rendus à proximité de la résidence de M. François Mitterrand à Latché (Landes) afin d'observer « l'arboretum » du président de la République.

Enfin, les forces de l'ordre sont intervenues, jeudi, au centre des impôts de Versailles, dont l'entrée principale était bloquée par les grévistes. Pour sa part, le ministère des finances continue d'observer une tendance à la reprise du travail et exclut toute nouvelle démonstration.

Le groupe Provost supprime 264 emplois à Troyes et à Saint-Amand-les-Eaux. — Deux jours après l'annonce de 754 suppressions d'emplois à la Laiterie de Roubaix, division filature du groupe VEV-Provost, c'est au tour d'Intental, la division habillement de Provost, de réduire ses effectifs. Intental a en effet décidé de fermer deux unités de production à Troyes, dans l'Aube (110 personnes) et à Saint-Amand-les-Eaux, dans le Nord (154 salariés) a-t-on appris jeudi 26 octobre de source syndicale. Les licenciements prévus dans ces deux unités devraient être confirmés lors d'un comité central d'entreprise le 6 novembre. Intental, qui emploie au total 2 200 personnes, pour l'essentiel dans le Nord, a déjà vendu deux autres usines, l'une (76 salariés) à Bolloré Technologies et l'autre (88 personnes) à Poinçot.

## Les assureurs dans la bataille boursière

## Suite de la première page

Ainsi s'expliquent le rapprochement avec la BNP pour écouler ses produits par les guichets bancaires de son allié ; négociation avec Suez pour une entrée, même minoritaire, dans le groupe Victoire qui permettrait à l'UAP de consolider son territoire en France et d'en ouvrir un nouveau, en RFA, grâce à Colonia, numéro deux ouest-allemand du secteur et la toute dernière acquisition de Victoire.

Comme il ne se crée pas de nouveaux réseaux (ce serait trop long et trop coûteux), conquérir des parts de marché revient à acheter des réseaux existants. D'où l'appât d'un Generali ou d'un Allianz, qui, après avoir patienté longtemps aux portes de l'hexagone, se sont engouffrés dans la première brèche qui s'est offerte à eux, l'habien en mettant le pied dans le Midi de la France dans le groupe AXA. L'allemand en achetant la moitié des activités d'assurances de la Navigation mixte. Et si M. Peyrelevade a tant souhaité la réussite de Suez dans son offensive sur la Compagnie industrielle, s'il négocie avec ce même Suez sur Victoire, c'est pour barrer la route à ces deux concurrents étrangers.

Mais c'est aussi pour étendre son influence sur son propre marché dont il détient 12 %. Un, taille insuffisante pour le numéro un national si l'on en croit son PDG : « Pour se développer à l'international, il faut partir d'une base forte dans son pays. »

Dans l'assurance, comme dans l'agro-alimentaire ou dans la chimie, le mot d'ordre est à la recherche de la taille optimale plus que de la taille maximale. Les quelques opérations récentes de concentration (AXA-Midi, Vie-Rhin et Moselle, PFA-GPA...) ne doivent pas faire illusion. Le secteur reste encore incroyablement morcelé, notamment dans d'Europe du Sud (France, Espagne, Italie). Dans l'hexagone, on dénombre près de six cents entreprises d'assurances, « un chiffre tout à fait déraisonnable », estime M. Benoît Jolivet, directeur des assurances au ministère de l'économie. Les vingt premiers groupes réalisent 80 % du chiffre d'affaires de la branche et les dix premiers 60 %. Le marché ne pourra durablement faire vivre autant d'entreprises, quand bien même la croissance du secteur serait-elle, comme aujourd'hui, supérieure à celle du produit national brut. Il suffit de regarder ce qui s'est passé en RFA ou en Grande-Bretagne.

Ce qui est vrai sur le plan national l'est tout autant sur le plan

européen, où peu de sociétés ont la stature requise, si l'on excepte l'Allemand Generali, l'Allemand Allianz, voire le français UAP (qui ne « pèse » que 3,3 % du marché européen).

« Il faut être gros. » Une évidence lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux risques internationaux (grands risques industriels, maritimes...), mais aussi une nécessité sur des marchés qui restent pour l'instant nationaux, comme ceux des particuliers, fortement liés aux habitudes et à la culture de chaque pays. « Même sur un marché donné, l'effet de taille joue », préche M. Claude Bébér, le patron d'AXA-Midi. Il faut une taille minimale pour pouvoir faire de la publicité, pour disposer d'un réseau d'experts qui vous prendra en considération parce que vous représentez pour eux un chiffre d'affaires important, pour recruter des gens de qualité. »

## Effet de taille

En revanche, M. Bébér, pas plus que M. Peyrelevade, ne croit aux économies d'échelle à l'échelle des assurances. « Nous n'avons pas de frais d'étude, de prototype, d'industrialisation... Quant aux économies d'échelle dans la distribution, elles laissent le directeur des assurances dubitatif : « Il y en aura, mais les assureurs sont condamnés à de tels efforts de réduction des coûts que les économies d'échelle qui résulteraient d'une fusion seraient de toute façon marginales », constate M. Jolivet.

Taille critique sur son marché, taille critique sur les marchés extérieurs, les deux sont liés. Seuls les grands groupes, ont les moyens financiers et humains de s'implanter à l'étranger de façon significative. « En dessous de 2 % vous êtes un suiveur. D'autant qu'un assureur à la stratégie internationale ambitieuse ne peut se limiter à l'Europe. » Pour être une compagnie internationale, il faut être présent aux Etats-Unis, le premier marché avec la moitié des primes mondiales », affirme M. Jolivet, même s'il reconnaît que l'internationalisation risque d'être d'abord à dominante européenne, 1993 oblige.

M. Bébér, lui, a brisé les étapes en s'intéressant à Farmers, compagnie californienne d'assurance, avec lequel son groupe n'a pas de synergie immédiate — il l'admet lui-même. Mais c'est une façon d'apprendre un nouveau marché, de répartir les risques, voire de

3617 EURIDILE



هكذا في العمل

Le Monde • Samedi 28 octobre 1989 31

SOCIAL

## Premières explorations pour une réforme de la gèle

La gèle est un phénomène qui a toujours existé, mais qui prend aujourd'hui des proportions nouvelles. Les entreprises sont confrontées à une situation nouvelle, celle d'une gèle qui ne se dégage plus facilement. Les premières explorations pour une réforme de la gèle sont donc nécessaires. Elles doivent permettre de mieux comprendre la nature de la gèle et de trouver des solutions pour la faire disparaître. Les premières explorations sont donc une étape importante dans ce processus.

Les premières explorations pour une réforme de la gèle sont donc une étape importante dans ce processus. Elles doivent permettre de mieux comprendre la nature de la gèle et de trouver des solutions pour la faire disparaître. Les premières explorations sont donc une étape importante dans ce processus.

36 17 Euridile. Parce que quand on a une entreprise en face de soi.....

.....il est parfois prudent de se renseigner sur sa véritable nature.



Nom, adresse, forme juridique, capital, activité, P.D.G. ou gérant, établissements exploités, chiffres d'affaires pour les S.A. et S.A.R.L. éventuelles procédures collectives : pour 2,19 F par minute sur votre minitel, 36 17 EURIDILE vous ouvre instantanément les portes de 1 700 000 entreprises. Sur abonnement ou paiement par carte bancaire, il vous donne accès à des renseignements complémentaires : comptes et bilans, statuts des sociétés



3617 EURIDILE VOUS DIT À QUI VOUS AVEZ À FAIRE DANS LES AFFAIRES.



## ÉCONOMIE

SOCIAL

Une proposition de loi du groupe socialiste

## Convergences possibles sur la limitation du travail temporaire

Remis au Parlement le 18 octobre (le Monde du 17 octobre), le rapport du ministre du travail, M. Soisson, sur le travail temporaire n'a pas provoqué les remous attendus. Personne ne conteste vraiment le constat qui est fait d'un phénomène récent. Au point que, ici ou là, on accepte de parler de « convergences possibles » et que le gouvernement envisage, sans trop d'inquiétudes, de faire adopter un projet de loi d'ici à la fin novembre. Cependant, le groupe socialiste vient de déposer, le 24 octobre, une proposition de loi.

Même si chacun adopte une position différente à l'égard du développement des emplois précaires, quand il s'agit d'apporter des solutions, les divergences ne sont pas insurmontables. Les syndicats professionnels — le PROMATT et l'UNETT — n'ont pas

été effarouchés par les propositions des organisations syndicales, pourtant restrictives. Le ministre du travail affirme à qui veut bien l'entendre que le contenu de la proposition de loi du groupe socialiste, qui a été déposée le 24 octobre, ne l'inquiète pas. De part et d'autre, on fait état de « convergences » qui permettraient de régler ce dossier sans drames et, pourquoi pas, dans un climat de relatif consensus, ainsi que cela s'est déjà produit pour la récente loi sur le droit de licenciement.

Dans les jours qui viennent, des contacts bilatéraux interviendront et un groupe de travail spécifique, entre le ministère et les députés socialistes, sera constitué. Par ailleurs, des contacts bilatéraux se rapprocheront pour aboutir à un accord sur un texte qui serait soumis au vote de l'Assemblée nationale à la fin novembre. D'ici là, imagine-t-on encore, les partenaires sociaux eux-mêmes pourraient négocier des aménagements contractuels avec la garantie que ce qu'ils auront

décidé pour l'avenir s'appliquera aux contrats à durée déterminée, la formule de travail temporaire actuellement la moins contrôlée.

« Plus le conventionnel sera capable d'aller loin, mieux ce sera », dit-on au ministère du travail, où l'on voudrait que les intentions soient précises « avant le vote de la loi » au moins par les syndicats et le patronat au niveau de la branche professionnelle, à défaut de pouvoir espérer une discussion interprofessionnelle. Ce qui n'empêchera pas le retour à une certaine rigueur, conséquence d'abus que le PROMATT tout comme l'UNETT acceptent de reconnaître. Ruse de Grenelle, le ministre du travail, on ne voit pas comment il n'y aurait pas quelque chose pour limiter l'usage du travail temporaire dans l'année qui suit un licenciement économique, comment les « cas de recours » ne seraient pas davantage précisés et, encore moins, comment le développement de ces formes d'emploi ne serait pas, de fait, freiné. « Le groupe socialiste ne demande plus la fixation d'un quota parce que

les dispositions qu'il propose reviennent à empêcher de dépasser les 7 à 8 % des effectifs en intérim ou en contrat à durée déterminée dans une seule entreprise... », fait-on observer. A tort ou à raison, l'entourage de M. Soisson se persuade d'ailleurs que la fronde du groupe socialiste doit s'interpréter en fonction du prochain congrès et des querelles de contrat. « Nous ne sommes pas violés », assure-t-on.

## Consent à plusieurs voix

Après avoir bataillé à coups d'argumentaires au cours des derniers mois, les syndicats professionnels paraissent, eux aussi, apaisés. « L'analyse de nos interlocuteurs sociaux — les syndicats de salariés — est la plus souvent lucide, et leurs propositions sont en plus d'un point conciliables avec les nôtres, voire identiques », affirme M. Bernard Baquet, délégué général du PROMATT, qui s'inquiète seulement de voir l'intérim payer, une fois de plus, pour les débordements du contrat à durée déterminée.

Si on le rassure sur ce point, il serait capable d'admettre un tel usage ou commun de l'indemnité de précarité, par exemple.

« Les dérapages ou les abus sont d'abord dus à un manque d'information », constate de son côté M. Philippe Portier, secrétaire général de l'UNETT, enfin à s'accommoder de nouvelles règles. « Les socialistes sont très modérés », constate-t-il, sauf pour ce qui concerne la surcoûtisation à l'UNEDIC, qu'il jugerait comme une sanction. « Notre intérêt est de fournir une nouvelle mission à tout intérimaire, ajoute-t-il. La collectivité ne finance pas la précarité et le chômage de l'intérim, au contraire de ce qui se passe pour le contrat à durée déterminée. »

Dans ce concert à plusieurs voix, cependant, indubitablement à l'harmonie finale, semble-t-il, quelques discordances demeurent cependant. Le groupe socialiste veut toujours restreindre le champ du travail précaire, pour rééquilibrer le marché de l'emploi vers les formes

les plus stables. Si le CNPF a adopté une position en retrait, pour dire que le patronat ne souhaitait pas de bouleversement, la CGPME sera plus difficile à convaincre. Or le travail temporaire était l'appareil des grandes entreprises et tend à se généraliser, puisque l'on est passé en trois ans de sixante mille utilisateurs réguliers à quatre-vingt-trois mille. Enfin, abordant une question non résolue par le débat actuel, l'UNIM, la puissante fédération de la métallurgie, souligne qu'intérim et contrats à durée déterminée appartiennent à un nouveau mode de gestion de la main-d'œuvre, que la loi ne saurait endiguer. En parallèle, la CFDT et les autres syndicats ont observé que l'aggravation de la précarité ne peut se résumer au seul cas du travail temporaire, quand de « nouvelles formes d'emploi » se propagent, dont la fausse sous-traitance, le faux travail indépendant et le travail clandestin.

ALAIN LEBEAUX

## Notaire Immobilier

En collaboration avec les revues NOTIM - NOTINFO - MAISONS DE FRANCE

Pour une meilleure utilisation, nos annonces sont classées par grandes régions. Le numéro mentionné devant la rubrique indique le département concerné.

## NORD-PICARDIE

## 60 MAISONS À VENDRE

**MAINGREY-MONTFORT** - 1 heure de Paris, Avenue A1, PROPRETÉ À VENDRE, superbe maison neuve, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE

**SAINTE-CHRISTOPHE-SUR-CONCE** - Très belle propriété, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 76 MAISONS À VENDRE

**ROUEN** - 15ème de Rouen, 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## VAL DE LOIRE

## 26 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## BRETAGNE

## 22 MAISONS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## 22 TERRAINS À VENDRE

**SAINT-LOUIS** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## CLOUERS-SUR-LE-LOIR

## 60 MAISONS À VENDRE

**CLOUERS-SUR-LE-LOIR** - 10 pièces, 100 m<sup>2</sup>, jardin, piscine, garage, 200.000 F. Me LEBEAUX 02.01.14.04

## NORMANDIE

## 27 MAISONS À VENDRE



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements  
et le Crédit Agricole

## RÉMUNÉRATION DES TITRES PARTICIPATIFS OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des Titres Participatifs du Crédit Agricole - Octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50 % du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés) et d'une partie variable égale à 39 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

Les résultats nets s'établissent à F 4.079,3 millions en 1988 contre 2.183, — en 1987. Compte tenu du coefficient de participation de 1,351 retenu pour le coupon de 1988, le nouveau coefficient applicable à la rémunération de 1989 s'élève à 2,525 soit 148,5 % du TMO.

Conformément au contrat d'émission, la rémunération globale ne peut dépasser 120 % du TMO. Sur la base d'un TMO moyen de 8,7433 (période de référence d'Octobre 1988 à Septembre 1989 incluse), le coupon sera égal à F 104,92 pour un titre participatif de F 1.000 nominal et sera mis en paiement le 4 Novembre 1989.



Le bon sens en action

Jacques Deranges

### Contre les fausses valeurs de la modernité

Je vous félicite pour cet ouvrage  
à une époque qui a perdu  
le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

*Le Monde*

**DISTRIBUTION DISTIQUE**  
(1) 46-55-42-14  
17, rue Hoche, 92240 MALAKOFF

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840

Réalisation de prestige  
Cartes de luxe  
le prestige de la gravure

57, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 42.36.94.48 - 45.00.06.45

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

**ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT**  
SITUATION AU 30 JUIN 1989

Le conseil d'administration de l'Electronique Serge Dassault s'est réuni le 25 octobre 1989, sous la présidence de M. Bertrand Dangny, pour examiner et arrêter les comptes du premier semestre 1989 et réviser le compte de résultat prévisionnel de l'exercice.

Pour le premier semestre 1989 :

- Le chiffre d'affaires du premier semestre 1989 s'est élevé à 1 767 MF HT contre 2 027 MF HT au premier semestre 1988. Ce résultat est peu significatif compte tenu de la non-linéarité des facturations.
- Le montant des commandes prises en cours du premier semestre 1989 a atteint 1 915 MF contre 1 539 MF HT au premier semestre 1988.
- Le carnet de commandes au 30 juin 1989 (incluant les révisions de prix acquiescées à cette date) était de 7 550 MF HT contre 6 800 MF HT au 30 juin 1988.
- Les études antérieures au cours du premier semestre 1989 se sont élevées à 119 MF. L'augmentation par rapport au premier semestre 1988 atteint 21 MF ; elle est liée aux investissements sur d'importants programmes militaires, et en particulier à la part du coût des études du programme Rafale laissée à la charge des industriels (25 %).
- En ce qui concerne le résultat courant, il est rappelé que dans le secteur d'activités de l'ESD, le résultat au 30 juin est traditionnellement inférieur à la moitié du résultat annuel.

Pour le premier semestre 1989, le résultat courant est de 92 MF, à comparer à celui du 1<sup>er</sup> semestre 1988 : 28 MF après incidence (75 MF) du coût du plan de restructuration.

Ainsi les résultats courants des premiers semestres 1989 et 1988 (corrigés), rapportés aux chiffres d'affaires semestriels, traduisent une stabilité du taux de rentabilité, malgré l'augmentation substantielle des études antérieures au premier semestre 1989.

(en millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre 1989	1 <sup>er</sup> semestre 1988	Année 1988
Chiffre d'affaires HT	1 767	2 027	4 041
Prises de commandes HT	1 915	1 539	3 956
Résultat courant avant impôts	92	28*	223

\* Après incidence (75 MF) du plan de restructuration mentionné ci-dessus.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989 :

Le président Bertrand Dangny a informé le conseil d'administration des perspectives d'activité et de résultat :

Pour l'exercice 1989, le chiffre d'affaires HT ne devrait s'élever qu'à environ 4 100 MF, en très légère progression par rapport à 1988 (4 041 MF). Par contre, le résultat net devrait se situer dans une fourchette de 130 à 150 MF, contre 115 MF en 1988 et le carnet de commandes au 31 décembre 1989 devrait être de l'ordre de 7 500 MF HT, contre 7 300 MF HT au 31 décembre 1988.

## OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS SLIVA FRANCE

Favorisée par la très bonne tenue du marché de Paris et grâce à la gestion active de ses avoirs, la valeur liquidative de l'action SLIVA FRANCE s'est appréciée de 26,3 %\* au cours de l'exercice 1<sup>er</sup> juillet 1988-30 juin 1989. Depuis le 30 juin dernier elle a encore gagné 7,3 %\*\* malgré la baisse qui a affecté le marché récemment.

**Revenu global par action au titre de l'exercice clos le 30 juin 1989 :**  
- F 24,61 pour les personnes physiques, composé d'un dividende net de F 21, — et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 3,61,  
- F 24,59 pour les personnes morales.  
Le montant de ce dividende, mis en paiement le 3 octobre 1989 peut être réinvesti en actions SLIVA FRANCE en franchise totale de droits d'entrée jusqu'au 2 janvier 1990.

Les textes applicables depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1989 ont mis fin à l'obligation pour les SICAV de faire figurer en permanence dans leurs actifs un minimum de 30 % d'obligations françaises et de disponibilités en francs français. Dans ce contexte, SLIVA FRANCE vise désormais la valorisation du capital par des investissements prioritairement orientés vers les actions françaises et titres dérivés.

\* coupon net réinvesti.  
\*\* performance au 17 octobre 1989 coupon net réinvesti.  
Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.  
REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

**CREDIT LYONNAIS**  
LE POUVOIR DE DIRE OUI

## Assemblée Spéciale des Porteurs de Certificats d'Investissement du CREDIT LYONNAIS du 7 Novembre 1989

### ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS DE SOUSCRIPTION DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

A l'occasion de l'augmentation de capital réservée à la Caisse des Dépôts et Consignations, le CREDIT LYONNAIS attribuera gratuitement aux porteurs de ses certificats d'investissement des bons de souscription à de nouveaux certificats.

Un certificat existant ouvrira droit à un bon et onze bons permettront de souscrire un nouveau certificat au prix de 820 francs. La souscription sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1992 ce qui donnera aux porteurs la possibilité de tirer pleinement avantage du développement du Groupe Crédit Lyonnais dans les trois années à venir.

Ces dispositions seront soumises à l'Assemblée Spéciale des Porteurs de Certificats d'Investissement et à l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquées l'une et l'autre le 7 novembre.

Toutes informations sur l'opération peuvent être obtenues au CREDIT LYONNAIS - 19, bd des Italiens auprès de M. PELOSOFF - Tél. : (1) 42.95.51.86.

**CREDIT LYONNAIS**  
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Vos placements  
de capitalisation  
et le Crédit Agricole

### Capitalisation des revenus

Les SICAV et les Fonds Communs de Placement sont autorisés, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1989, à capitaliser les revenus des obligations qu'ils détiennent en portefeuille.

Le Crédit Agricole va faire bénéficier sa clientèle de ce nouvel avantage.

Aussi, conformément à la loi du 2 août 1989, les Conseils d'Administration des SICAV obligataires suivantes :

UNIVAR - MONE J - ELICASH  
COEXIS - FUTUROBLIG  
UNIVERS-OBLIGATIONS - UNIRENTE - DIEZE

proposeront aux Assemblées Générales des actionnaires de les transformer en SICAV de capitalisation.

De même, SEGESPAR-TITRES, gérant des Fonds Communs de Placement, a décidé, pour tous les AGRIVAR, les AGRI-BONDS et AGRI-ECU-OBLIG, d'opter pour la capitalisation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989.

### Changement de mode de comptabilisation des produits

L'ensemble de ces SICAV et Fonds Communs de Placement vont opter, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989, pour la comptabilisation des produits encaissés au lieu de la comptabilisation des produits courus, ceci en application de la loi de Finances pour 1989.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE



### ARRÊTÉ DES COMPTES SEMESTRIELS

Le conseil d'administration réuni le 20 octobre sous la présidence de Monsieur Christian Brégué, a arrêté les comptes consolidés du premier semestre 1989 attestés par Messieurs les Commissaires aux comptes.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin s'élève à 2 110 millions de francs, en progression de 14 % sur la même période de l'année précédente.

Le résultat net part du groupe, avant consolidation du GROUPE DE LA CITÉ, s'élève à 135 millions de francs en 1989 (contre 86 millions de francs en 1988). La quote-part du GROUPE DE LA CITÉ est de -24 millions de francs en 1989 (contre -33 millions de francs en 1988).

Le résultat net consolidé, part du groupe C.E.P. COMMUNICATION, s'élève donc à 111 millions de francs (contre 53 millions de francs en 1988).

Tous ces résultats s'entendent hors amortissement des écarts d'acquisition et en 1988 hors plus-value exceptionnelle.

Il est important de préciser que les résultats semestriels consolidés ne sont pas tout à fait représentatifs des résultats annuels. En effet, la saisonnalité de l'activité édition génère traditionnellement un résultat négatif au premier semestre et fortement positif au second semestre. Inversement, les activités de presse génèrent habituellement des résultats un peu plus importants au premier semestre. Enfin, le calendrier des activités d'organisation de salons varie d'un semestre à l'autre.

PRÉVISION 1989  
EN HAUSSE

Sous l'effet conjoncturel défavorable, les résultats annuels de l'exercice 1989 (qui étaient de 244 millions de francs hors plus-value exceptionnelle en 1988) devraient donc connaître, de nouveau, une forte progression (de l'ordre de 30 %).

### PASSAGE AU RÈGLEMENT MENSUEL

Il est d'autre part prévu que l'action C.E.P. COMMUNICATION, actuellement cotée sur le second marché de la bourse de Paris, soit admise au marché à règlement mensuel à compter du 24 novembre prochain sous réserve des autorisations réglementaires des autorités boursières.







## AFFAIRES

# Un entretien avec M. Henri Nallet

## Les courses, « un patrimoine économique et culturel »

Le monde des courses est, une fois encore, en effervescence (le Monde du 26 août) : les sociétés de galop, trop dispersées (plat et obstacles) accusent un déficit structurel accru (près de 250 millions), malgré l'augmentation des recettes générales (+ 3,80 %). Colles de trot, plus prospères car de moindre coût de fonctionnement, veulent obtenir davantage de pouvoir dans l'institution, surtout au PMU. Elles menacent de faire sécession si elles n'obtiennent pas satisfaction. L'échéance du grand marché européen fait peur aux propriétaires et éleveurs français.

Pour résoudre ces difficultés, internes et externes, les dirigeants se tournent de plus en plus vers la tutelle de l'agriculture, dont le rôle est devenu prépondérant depuis le décret de réforme Rocard 1983.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, au sujet de la Fédération qui pourrait frapper les Français (Loto, Loterie, PMU), avec l'assentiment des pouvoirs publics, M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, remarque d'emblée : « Le jeu fait partie de la vie. La prohibition gênerait le jeu clandestin. En ce qui concerne les courses de chevaux, sports de paris, il faut, tout à la fois, en assurer la régularité, la transparence et le développement

d'un esprit de concurrence loyale et sans distorsions. »

L'arrivée des bookmakers britanniques se profile en effet à l'horizon 1992. La firme anglaise Ladbrok a déjà d'ailleurs intenté un procès au PMU devant les autorités communautaires. C'est pourquoi M. Nallet, qui veut aborder le dossier sous tous ses aspects, ne souhaite pas que s'ajoutent à ces difficultés des rivalités internes. « Je ne laisserai jamais se développer une concurrence sauvage entre le trot et le galop », précise-t-il encore, au sujet de la multiplication des tiers et autres quarts : « Une expansion raisonnée, oui ; une fuite en avant, non. »

### Maîtriser le boom

« Les courses de chevaux font partie de notre patrimoine économique et culturel, explique le ministre. Elles sont un sport et un spectacle. La France des courses, c'est deux cent cinquante-cinq hippodromes et, croyez-moi, la réunion d'été est un événement en Dordogne. Bien sûr, le boom du tiers a bouleversé le paysage et induit un développement économique très rapide, qu'il faut aujourd'hui assumer. Ce secteur est important pour notre économie en raison des ressources qu'il génère et des emplois qu'il procure. L'élevage du cheval en France est en pleine croissance, quantitativement et qualitativement. Et le ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de prendre à la légère une activité offrant des débouchés très diversifiés : courses, sports, hippisme, etc. Rien ne doit être négligé pour diversifier les sources du

revenu des agriculteurs et pour animer et entretenir notre espace rural. Il ne faut pas davantage réduire ce monde aux tribulations de la restructuration des sociétés parisiennes, pour laquelle trop de temps a déjà été perdu. En 1990, nous devons entamer des débats plus porteurs d'avenir. »

### La journée du cheval

« Les activités du cheval s'inscrivent dans le territoire de la France. Les flux financiers qu'elles génèrent doivent aussi permettre de développer la production du cheval de loisir et de selle, qui peut intéresser beaucoup de jeunes éleveurs. » Dans cette optique de vulgarisation, le ministre de l'Agriculture est très favorable à l'organisation d'une journée du cheval, comparable à celle de la musique et du cinéma. « Elle rassemblerait toutes les familles professionnelles, désireuses de mieux faire connaître à nos concitoyens nos richesses en ce domaine. Un projet pourrait fleurir dès 1990. Nous sommes prêts à jouer les catalyseurs. »

Voilà un thème de réflexion et d'action tout trouvé pour le conseil supérieur du cheval, dont la tutelle envisage la création. Il prendrait la relève du comité consultatif. Le problème des structures est d'ailleurs dans l'actualité. De nombreuses questions se posent. Dans toutes les instances hippiques, concours et courses, le bénévolat n'est-il pas une notion périmée, notamment pour les commissaires des courses ? Les sociétés fonctionnent en association loi 1901 sont-elles aptes à gérer des milliards et le PMU lui-même doit-il conti-

ner à fonctionner en GIE ? Dans ces domaines le ministre ne veut rien révolutionner : « Je ne vois pas comment les courses, en particulier celles de province, pourraient se passer du bénévolat. Cela dit, je m'interroge effectivement sur l'opportunité d'avoir recours, dans certains cas, à des commissaires salariés. J'ai demandé au président de la Fédération nationale de me donner son avis sur cette question. »

Quant au statut d'association, sur le plan des principes, il me paraît la meilleure structure. Il signifie pas administrateurs « incompétents et irresponsables ». Les sociétés de courses, qui doivent être des structures fortes, peuvent se doter de gestionnaires salariés de haut niveau. Pour le PMU, la structure de GIE, prévue par le décret de 1983, ne remonte qu'au 21 décembre 1984 et il ne paraît pas opportun de la modifier.

A la lueur de l'expérience, toutefois, le mode de fonctionnement de ce GIE pourrait être amélioré, afin que, d'une part, les sociétés ne puissent s'impliquer totalement dans la définition de la politique du PMU et les grandes options et, d'autre part, que la tutelle soit associée plus en amont dans l'étude des dossiers. En revanche, pour ce qui est de la succession de M. Blot (qui quitte la présidence du PMU à la fin de l'année), il faut rappeler que le président n'est pas nommé par le gouvernement : il est d'abord désigné par l'assemblée générale du PMU, puis doit être agréé par les deux ministères de tutelle. »

Ainsi, M. Nallet se refuse à se montrer interventionniste et réformateur pour le plaisir, en

conformité avec la notion de tutelle, qu'il conçoit ainsi : « Elle a des pouvoirs réels ; elle peut, à tout moment, agréer ou retirer son agrément à une société ; elle peut accorder ou pas des jours d'ouverture d'hippodrome et donner ou non l'autorisation d'organiser des tiers et des quarts, etc. Mais je ne crois pas que l'on puisse faire fonctionner une institution comme celle-ci en demandant aux pouvoirs publics d'employer la dissuasion absolue. J'ai le sentiment qu'après une période où la tutelle était considérée comme une « potiche », on lui demande aujourd'hui d'intervenir pour remettre de l'ordre dans la maison. Je suis prêt à faire ma part de travail, à décider là où je dois décider, mais sur la base de dossiers instruits par les sociétés, où chacun aura fait sa part d'effort. On ne peut pas à la fois se définir comme un grand secteur économique et réclamer à tout bout de champ l'intervention de l'Etat. »

### Pour les lads

Il est toutefois un domaine où le ministre de l'Agriculture ne veut pas rester inerte : le volet social, au sujet duquel il s'exprime : « J'ai toujours été particulièrement sensible à la situation des lads. C'est pourquoi, dès 1988, j'ai demandé à mon administration d'étudier la création d'une caisse de prévoyance adaptée pour eux et financée, en partie, par le fonds des gains non réclamés. Aujourd'hui, le projet est prêt. Il ne reste plus que la signature de mon collègue du budget pour qu'il soit opérationnel. »

Une initiative qui est loin d'être de circonstance. Il faut

savoir que ce qu'on appelle les « impayés » représentent 120 à 130 millions de rentrées par an. Jusqu'à maintenant, ils étaient pratiquement « un trésor de guerre » des seuls salariés des sociétés de courses et des œuvres sociales.

### L'exigence européenne

Une hypothèque pèse cependant sur tous ces projets. La Communauté ne risque-t-elle pas de faire tomber toutes les barrières protectionnistes qui défendent l'élevage français ? M. Nallet ne le pense pas. « Pour le trot, les épreuves de sélection à l'intérieur d'une race ne sont pas incompatibles avec les dispositions de l'Acte unique. La qualité de notre élevage doit nous permettre d'affronter la concurrence dans de bonnes conditions et, par là même, favoriser l'exportation de nos chevaux. Pour le galop, le problème est réel. La qualité du programme français de sélection attire les meilleurs sujets des autres pays. La suppression rapide et radicale des primes aux éleveurs français, des épreuves réservées aux chevaux français et des primes aux propriétaires dans les épreuves ouvertes, ne serait pas économiquement supportable. »

Dans les deux disciplines, il faut faire un effort important dans le sens de l'ouverture si l'on veut espérer une certaine tolérance pour le maintien de dérogations. Sur le dossier européen, le ministre de l'Agriculture possède un savoir-faire dont les sociétés mères devraient profiter. »

GUY DE LA Brosse  
M. Nallet est ministre de l'Agriculture.

## CONSOMMATION - HABITAT

Attentes, coupures...

# Les embouteillages des renseignements internationaux

« Une minute pour le Japon, 19,10 F (1). Il n'y a pas de quoi se faire haro-kiri... » Sauf si l'usager ne connaît pas le numéro de téléphone de son interlocuteur ! Car pour l'obtenir après des renseignements internationaux, il lui faudra, à l'image du samouraï qui a longtemps vanté les petits prix de France Télécom, s'armer... de patience. Peut-être pas si son correspondant habite le Japon, les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne. Mais sûrement, s'il a la malencontreuse idée de vivre au Bénélux, en Pologne ou à l'île Maurice...

D'abord, l'usager devra arriver à obtenir les renseignements internationaux, ce qui suppose souvent qu'il s'y reprenne à plusieurs fois : branché — comme tant d'autres — sur un disque, il risque d'être coupé au bout de trois minutes et d'être contraint à renouveler son appel avant d'avoir l'heur de tomber sur une opératrice. Celle-ci lui demandera ensuite un certain temps (allant parfois jusqu'à deux heures) avant de donner le renseignement demandé, à condition qu'elle ait elle-même réussi à l'obtenir !

### Centraux en bois

Caricature qui ne décrit qu'une situation extrême ? Pas sûr. Aujourd'hui, toutes les standardistes de France vous le diront : obtenir un renseignement international, c'est l'enfer. Coupures à répétition, attentes, impossibilités de voir sa demande aboutir... La qualité du service s'est tellement dégradée ces derniers mois que les réclamations se multiplient : plus de 20 % entre janvier et juin, plus 30 % de juin à juin. L'atmosphère en arrive à être si tendue entre les opératrices du central de la rue des Archives — et les usagers, que la direction a diffusé, en septembre, une note interne pour signaler que les clients se plaignaient du « manque total de courtoisie, sinon de l'impolitesse sans nuance » de leurs interlocuteurs. Note fort mal accueillie par le personnel concerné, d'un manque chronique d'effectifs entraîné par les



suppressions d'emplois de ces derniers mois, alors que le trafic augmente de 15 % l'an, et des mauvaises conditions de travail.

Comment expliquer en effet qu'il existe encore en France — un des pays les plus modernes du monde en matière de téléphone — une salle équipée de vieux centraux en bois sur lesquels clignotent de petites lumières rouges lorsque l'usager appelle et face auxquelles les opératrices sont assises, écouteurs aux oreilles et micro collé à la bouche ? Images d'un autre temps qui font penser aux célèbres standardistes du téléphone de l'après-guerre ! Comment, aussi, faire comprendre aux usagers que les opératrices travaillent parfois avec des bouts de ficelles : annuaires aux pages arrachées ou déchirées, aux caractères invisibles à force d'avoir servi, documents datant de plusieurs années ? Comment leur faire admettre que lorsqu'elle appelle son homologue polonaise ou soviétique, l'opératrice française ou soviétique, l'opératrice française ou soviétique, que la direction a diffusé, en septembre, une note interne pour signaler que les clients se plaignaient du « manque total de courtoisie, sinon de l'impolitesse sans nuance » de leurs interlocuteurs. Note fort mal accueillie par le personnel concerné, d'un manque chronique d'effectifs entraîné par les

On enregistre, ce n'est pas de la faute des PTT si le minitel fonctionne seulement sur l'Hexagone. Arguments d'autant plus difficiles

à faire entendre que les difficultés croissantes rencontrées par les usagers pour obtenir les informations dont ils ont de plus en plus besoin sont en complète contradiction avec la politique générale de France Télécom qui ne cesse de les encourager — par publicité interposée — à téléphoner à l'étranger.

### Blocages

Cette administration des PTT, on reconnaît franchement que le service rendu n'est pas satisfaisant. Cela ne devrait pas durer au-delà de mai 1990, date de l'achèvement de la modernisation du central de Paris-Archives (sept cent cinquante salariés), entamée au début de l'été. On ne nie pas non plus que le service des renseignements internationaux n'a pas été le premier à être rénové : France Télécom a préféré s'occuper d'abord des communications internationales par opérateur (PCV, manuel, France Direct (2). Déjà, explique-t-on, les deux tiers des appels de renseignements internationaux de la rue des Archives sont modernisés.

Néanmoins, des équipements neufs ne résoudront pas tout : par exemple, le problème de la base de données, sujet sur lequel les PTT sont tributaires des autres pays. Les pays qui entourent la France disposent évidemment des bases nécessaires sur informatique mais

certaines (comme ceux du Bénélux) ne veulent pas les ouvrir, de peur de retarder ou de mettre en cause l'interconnexion généralisée des données des différents pays, qui devrait intervenir dans plusieurs années. Faute de « standards » internationaux, rien ne peut obliger non plus les pays qui le refusent à diffuser leurs annuaires à l'étranger, comme ils devraient le faire.

Mais des questions d'organisation du travail se posent aussi : la direction a du mal à faire admettre à ses salariés, aux deux tiers du moins, que les impératifs du décalage horaire avec les Etats-Unis (30 % du trafic) imposent leur présence aux heures auxquelles elles commencent généralement leur deuxième journée, dans leur foyer. Ou que le tourisme aidant, le trafic gonfle pendant les congés : « Une des difficultés des services internationaux par opérateur est d'être où il faut quand il faut... et de parler plusieurs langues, ce qui n'est le cas que pour la moitié des employés de Paris-Archives (où la population est plus âgée — entre quarante-trois et quarante-cinq ans — que dans les autres centraux) ». Ce n'est certes pas le montant de la prime de langue (270 F) qui encouragera ces agents — majoritairement de la catégorie B ou C (3) — à faire un effort. Tout en justifiant les réductions d'effectifs de ces dernières années (Paris-Archives a employé jusqu'à 3 500 personnes, avant la généralisation de l'automatique), la direction pense pouvoir passer le cap de ces mois difficiles avec le personnel disponible. Autant dire que les usagers devront prendre leur mal en patience encore quelque temps.

FRANÇOISE VAYSSE

- (1) Depuis, sous la pression de la concurrence, la Paris-Tokyo est proposé au prix de 7,10 F dans la nouvelle campagne de publicité.
- (2) France Direct est un nouveau service qui permet à un Français en déplacement dans certains pays étrangers d'obtenir l'assistance d'une opératrice parlant sa langue en composant certains numéros prévus à cet effet.
- (3) Entre 7 060 F et 8 905 F de rémunération mensuelle conventionnelle.

Les usagers perdent patience

# Le chaos de la gare Montparnasse

La Fédération des usagers des transports et le comité des usagers de la ligne Paris-Dreux-Granville ont manifesté le 25 octobre au soir sur les quais de la gare Montparnasse pour protester contre le fonctionnement chaotique des lignes desservant cette gare.

On n'en finirait pas de décrire la liste des événements que la SNCF fait subir depuis plusieurs semaines à ses clients des lignes aboutissant à Paris-Montparnasse. Les trains partent avec des dizaines de minutes de retard ou s'arrêtent en rase campagne pour un oui ou pour un non. Parfois, ils sont carrément supprimés, comme le 15 octobre, où des banlieusards ont eu la surprise de constater que le train de 18 h 45 pour Trappes n'existait plus et qu'aucune rame ne circulerait avant 5 h 54 le lendemain matin. Les doléances s'adressent sur la destination d'un train dont nous nous apercevons à la dernière minute que le conducteur ignorait la ligne prévue ! plaide M. Piquand. C'est vrai, nous devons mal outillés pour gérer en matière d'information une situation dégradée. C'est pourquoi nous allons installer dans les semaines qui viennent des journaux lumineux et nous équiperons dans les prochains mois les quatre-vingt-quatre gares du réseau d'un système de messagerie qui permettra d'informer les voyageurs sur les quais des perturbations du service. »

Il ne reste donc plus aux voyageurs de la banlieue sud-ouest qu'à prendre leur mal en patience. ALAIN FAUJAS

grave. Le 22 septembre, Montparnasse a été complètement bloquée, les voyageurs, lassés d'attendre dans les trains à l'entrée de la gare, étaient descendus sur les quais.

La SNCF a réglé son service et amélioré le fonctionnement du poste d'aiguillage début octobre. C'est le moment que les aiguilleurs du poste inconnus ont choisi pour se mettre en grève en dehors de toute corvée syndicale. Du 13 au 15 octobre, le train de service s'est trouvé proche du chaos.

M. Jean-Louis Piquand, directeur de la région SNCF de Paris five gauche est vraiment ulcéré des accusations de passivité qui ont été adressées à ses cadres par les usagers en colère. « C'est vrai que nous avons fait souffrir les voyageurs des grandes lignes comme les banlieusards, mais nous avons tout fait pour répondre aux besoins les plus urgents. Nous considérons maintenant que nous avons maîtrisé les problèmes du poste d'aiguillage. Reste le chantier de la gare qui rendra notre exploitation fragile jusqu'à l'été 1990. »

Quelles améliorations les voyageurs peuvent-ils espérer à court terme ? Un accès direct depuis le métro jusqu'aux quais à partir du mois de juin. » Et en matière d'information, unanimement dénoncée comme inexistante ? « Il nous était très difficile de donner des informations sur la destination d'un train dont nous nous apercevons à la dernière minute que le conducteur ignorait la ligne prévue ! plaide M. Piquand. C'est vrai, nous devons mal outillés pour gérer en matière d'information une situation dégradée. C'est pourquoi nous allons installer dans les semaines qui viennent des journaux lumineux et nous équiperons dans les prochains mois les quatre-vingt-quatre gares du réseau d'un système de messagerie qui permettra d'informer les voyageurs sur les quais des perturbations du service. »

Il ne reste donc plus aux voyageurs de la banlieue sud-ouest qu'à prendre leur mal en patience.

ALAIN FAUJAS



## AFFAIRES

Les politiques salariales de sortie de crise

# Chez Volkswagen, le tarif maison garantit une relative paix sociale

BONN

correspondance

La grève a pris fin aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. Ces sept semaines de conflit ont posé le problème des politiques salariales de sortie de crise alors que l'économie renoue avec la croissance et que l'inflation se réduit. Si Peugeot n'a pas su trouver des réponses évitant à temps la grève, Volkswagen en Allemagne fédérale a su contourner les réécifs et n'a pas connu de conflit salarial depuis de nombreuses années. Au Japon, au-delà de Toyota et de l'automobile, c'est une profonde révision d'une politique salariale, fondée jusqu'alors sur l'ancienneté, qui est en cours, avec une plus grande reconnaissance des « mérites individuels » des salariés.

Chez nous, il n'y a pas de conflit. Tout se règle à l'amiable... Au siège de Volkswagen, à Wolfsburg, on a du mal à imaginer un conflit comme celui qui affecte Peugeot depuis plusieurs semaines. Le fait est que depuis la grande vague de grèves de l'été 1984 dans la métallurgie, qui avait paralysé l'industrie automobile ouest-allemande pendant sept semaines, pas un seul débrayage ne s'est produit dans les usines Volkswagen. Même la brève passe d'armes qui avait permis, en avril 1987, à l'IG-Metall, le puissant syndicat des « métalliques », d'obtenir en deux étapes la réduction à 37 heures de la semaine de travail, a épargné le groupe de Wolfsburg.

L'existence d'un tarif horaire maison, négocié directement avec les comités d'entreprise, dont seulement la moitié appartient à l'IG-Metall, explique sans doute ce calme relatif. La localisation des principales unités de production de Volkswagen dans une région — la Basse-Saxe — beaucoup plus agricole et donc moins créatrice d'emplois que, par exemple, la région de Stuttgart, où se trouve Daimler-Benz, joue également.

## Grandes manœuvres

L'actuelle convention de trois ans dans la métallurgie, qui s'achève en avril prochain, donne déjà lieu à de grandes manœuvres. La Fédération nationale de la métallurgie allemande (quatre millions de salariés) a proposé à l'IG-Metall (deux millions sept cent mille adhérents) d'entamer les négociations sociales à la fin octobre plutôt qu'à la mi-mars. En prenant l'initiative sur le front des salaires, Gesamtmetall, qui avait refusé de discuter de toute rallonge salariale avant les vacances, tente ainsi de rendre vain l'effort de mobilisation de l'IG-Metall, dont le congrès se tient du 22 octobre au

28 octobre à Berlin, notamment en ce qui concerne la semaine de trente-cinq heures.

Pour les patrons de la métallurgie, qui doivent faire face dès à présent à une pénurie de main-d'œuvre en raison de la très bonne conjoncture mondiale, une nouvelle réduction de la durée du travail hebdomadaire n'est pas envisageable. C'est particulièrement vrai dans l'industrie automobile, où la concurrence, surtout japonaise, force les entreprises ouest-allemandes — et européennes en général — à réduire au maximum leurs coûts de production, si elles veulent rester compétitives.

Mais en RFA, l'effort d'investissement en vue d'un accroissement de la productivité et la rémunération des facteurs du travail se posent avec encore plus d'acuité. Pour tous les pays industrialisés, l'Allemagne est, en effet, celle où l'on trouve les salaires horaires les plus élevés (38,49 DM en moyenne contre 37,59 DM pour les États-Unis et 33,41 DM pour le Japon) pour le plus petit nombre de jours travaillés par an. En comparaison, la France vient loin derrière, avec un salaire horaire moyen en 1988 de 24,85 DM pour un nombre de jours travaillés par an légèrement supérieur à la RFA.

L'autre point litigieux concerne le travail du week-end. Le repos dominical, qui est garanti par la loi fondamentale en RFA, n'est pas vraiment remis en cause pour l'instant. En revanche, le travail du samedi, récurrent dans le cadre des conventions collectives-cadre, est déjà autorisé dans la majorité des cas, même si les variations sont grandes d'une branche à l'autre, et d'une région à l'autre. L'industrie automobile a su profiter du manque de précision de la législation allemande en la matière pour faire tourner les machines en continu sur six jours, ce qui a même permis, dans certains cas, de créer des emplois.

Chez Volkswagen, toutefois, la formule choisie a été celle de la flexibilité avec une augmentation du nombre des équipes au travail. Les heures supplémentaires effec-

tuées à cette occasion étant récupérées en temps libre. Résultat : malgré un triplement du travail posté au premier semestre de 1989 afin de faire face à la demande croissante, le nombre total de personnes employées par Volkswagen a diminué de 2,2 % en rythme annuel pour tomber à 254 316 employés au cours des six premiers mois de l'année.

## Une plus grande productivité

Le président de Volkswagen, M. Carl Hahn, a précisé, lors d'une récente conférence de presse, que cette diminution s'expliquait par une plus grande productivité. Le fait est qu'au moment où le niveau de l'emploi baissait, c'est-à-dire depuis 1987, les investissements productifs du groupe, eux, ne cessent d'augmenter. Et la récente décision du géant automobile, dont les profits ont fait un bond de 30,4 % l'année dernière pour atteindre 780 millions de DM, d'emprunter un milliard de dollars sur l'automarché pour accroître ses liquidités, vise à renforcer encore le niveau de ses investissements.

L'argument des syndicats selon lequel la réduction du temps de travail permet de créer des emplois doit donc être pour le moins nuancé. Gesamtmetall s'y emploie activement en démontrant que le niveau d'activité dépend de la croissance et non de l'extension de la semaine de 37 heures. Dans le secteur automobile, où cette mesure n'a été suivie par aucun des partenaires de la RFA, il y a pourtant eu création d'emplois, et d'Opel. C'est notamment le cas pour Daimler-Benz, numéro un avec 8,4 milliards de chiffres d'affaires en 1988, pour BMW et pour Ford.

Mais si l'on considère les profits énormes réalisés par ces groupes depuis trois ans, l'autonomie à des chances d'être chand, dans la mesure où les syndicats sont bien décidés, cette fois-ci, à récupérer une partie du gâteau.

CH. HOLZBAUER-MADISON

# Au Japon, les premiers pas du salaire « au mérite »

TOKYO

correspondance

Le 1<sup>er</sup> avril prochain, la feuille de paie que remettra Toyota à Hiroshi Hashimoto comportera plusieurs nouveautés. La part fixe de son salaire représentera toujours 40 %. En revanche, les 60 % restants, aujourd'hui dépendant des seuls résultats de son usine, seront diminués d'un tiers. A la place apparaîtront deux nouvelles primes, de 10 % chacune. La première récompensera son ancienneté dans l'entreprise, la seconde ses résultats personnels. Des innovations en apparence banales. En réalité, il s'agit d'une évolution rapide en train de bouleverser les règles de la gestion du personnel à la japonaise. C'est l'introduction de la notion de « mérite individuel ».

Toyota n'est pas la seule entreprise à sacrifier à ces agissements. Un organisme lié au ministre du travail japonais a étudié une trentaine de sociétés qui se sont engagées sur la même voie. Toutes les activités, tertiaire incluse, sont représentées : la Banque de Tokyo, Toshiba (construction), Sumitomo Fire and Marine (assurances), TDK (électronique), Nikon (optique)... Les expériences sont plus ou moins poussées. Mais le cadre général est celui des années 1980, derrière ce choix, l'éloge de la fidélité à l'entreprise. La seule vertu qui encore récemment comptait aux yeux des patrons japonais. Indépendamment de ses talents, le salarié voyait sa feuille de paie revalorisée par son nombre d'années de présence. La seule partie du salaire qui était fluctuante jusqu'à présent était le « bonus ». Versé au début de l'été et de l'hiver, cette prime représentait l'équivalent de plusieurs mois de « paie » et évoluait en fonction des

## Problèmes démographiques

Jusqu'à présent, les rémunérations japonaises ne connaissaient qu'un principe : celui de l'ancienneté. Derrière ce choix, l'éloge de la fidélité à l'entreprise. La seule vertu qui encore récemment comptait aux yeux des patrons japonais. Indépendamment de ses talents, le salarié voyait sa feuille de paie revalorisée par son nombre d'années de présence. La seule partie du salaire qui était fluctuante jusqu'à présent était le « bonus ». Versé au début de l'été et de l'hiver, cette prime représentait l'équivalent de plusieurs mois de « paie » et évoluait en fonction des

bénéfices globaux de l'entreprise. Le résultat est une grille des salaires de 1 à 6 chez Toyota.

Alors pourquoi changer un système qui n'a pas si mal marché ? « Le problème est démographique », répond Shinya Sato, directeur du personnel de Japan Air Lines (20 800 personnes). Le vieillissement général de la population japonaise accroît le déficit en jeunes employés. De 1970 à 1976, la compagnie aérienne japonaise a recruté 1 500 jeunes diplômés. Après une interruption complète de deux ans, elle a repris ses embauches. Mais au comptage (50 personnes par an), Nippon Steel, lui, a débouché, Toyota a cessé de grossir.

« La raison est le ralentissement de la croissance », ajoute Satoru Sato, de la Japan Management Association. D'un rythme fréquent de 10 % l'an, elle est passée à un tempo modéré au-dessus de 5 %. Et le problème a fini par devenir crucial même si les bilans des entreprises ne le reflètent pas. Car l'ancienneté est également la clé de la promotion.

Coincés entre la réalité et leurs engagements moraux, les employeurs ont dans un premier temps laissé aller les choses. « Pour assurer la promotion de nos employés, nous avons fini par additionner titres et fonctions de décisions », reconnaît Iwao Isomura, chef du personnel de Toyota. Une « américanisation » de l'économie japonaise qu'illustre une étude réalisée en 1987 : 30 % des titulaires du poste de « chefs de départements » kachos ou buchos n'ont en fait personne sous leurs ordres. Un pourcentage qui a doublé en dix ans.

## Mise à plat de la hiérarchie

D'où le second volet de la réforme : la mise à plat de la hiérarchie et le dégraissage de ces épaules trop larges sur une taille de guêpe qui affaiblissent aujourd'hui les entreprises japonaises. « Pratiquement nos cadres se contentaient de commander les équipes qu'ils dirigeaient. Maintenant, avec le manque de jeunes employés, ils doivent mettre, eux aussi, la main à la pâte. » C'est là, Toyota a balayé sa structure strictement cloisonnée en divisions verticales en créant des petits groupes de travail. Nippon Steel a ramené de cinq à trois ses échelons hiérarchiques avec, à chaque fois, la même idée : accélérer le processus de décision en réduisant la hiérarchie.

Les objectifs collectifs disparaissent, morcelés en objectifs individuels. Ce sont eux qui déterminent désormais l'accession et le maintien au statut de kacho. Hier, l'attention allait à l'ancienneté des cadres, dans une structure qu'Iwao Isomura reconnaît « très autoritaire ». Aujourd'hui, l'accent est mis sur les cadres contraints par la rareté des troupes à monter au premier ligne.

La transition a peine entamée, Hiroshi Hashimoto accueille avec satisfaction cette révolution. Son travail se trouve revalorisé. On lui reconnaît maintenant le droit d'avoir des idées. En outre, ses chances de promotion sont accrues. Enfin il peut gagner plus d'argent. « Grâce à ces nouvelles primes, le pic des salaires est avancé de cinquante à quarante-cinq ans. Et avant cet âge, les progressions beaucoup plus vite qu'avant », explique Satoru Sato.

## Univers plus compétitif

Pourtant, l'âge venu, il risque de déchanter. Abrité dans sa petite case à l'intérieur de la hiérarchie, le kacho se contentait d'apposer sur les documents qu'on lui soumettait son hanko, ce sceau personnel, signe de pouvoir au Japon. Désormais, il doit évoluer dans un univers plus compétitif et lutter contre ses collègues livrés aux fourches caudines de l'évaluation personnelle, mais aussi contre les plus jeunes. Les projections établies montrent que son salaire, hier revalorisé au fil du temps pour se stabiliser dans les dernières années de sa carrière, baissera une fois cinquante ou cinquante-cinq ans passés.

Quant au fameux madogiwazoko, ce placard où l'on attendait la retraite, il vit ses dernières heures. Avec cette réforme, les entreprises japonaises gagnent en souplesse, en productivité. Vastes organisations conçues pour encadrer une main-d'œuvre abondante et bon marché, elles se transforment en sociétés de spécialistes. Ce vent nouveau n'aidra pas à diminuer le nombre des ulcères à l'estomac déjà anormalement élevé chez les « salarymen » japonais.

ALAIN LERAUSE

BRUNO BRILLI

Les deuxièmes Journées prospectives du « Monde » à Lyon

# Les cadres partagés entre l'excellence et les ressources humaines pour tous

LYON

de notre envoyé spécial

Les deuxièmes Journées prospectives organisées par le Monde se sont tenues à Lyon les 18 et 19 octobre. Plusieurs milliers de personnes y ont participé. Pour donner le ton, la première matinée, après l'introduction de M. André Fontaine puis la déclaration courageuse de M. Michel Noir, député, maire de Lyon (le Monde du 19 octobre), a été consacrée à deux colloques de la meilleure tenue. La qualité des débats vaut que l'on y revienne.

## Le Nouvel Age des Marchés Français

François Bacot  
Paul-François Dubroeuq  
Hervé Juvin

Pour la première fois, une vision globale des techniques, des métiers et des choix de la Place, à l'usage des professionnels, comme des étudiants ou de l'investisseur individuel.

En vente aux  
Éditions Les Djinns  
Tél. 42.66.11.41

qu'ils optent pour une spécialité, qui sera ensuite complétée ? « Éviter le super-homme qui sera à la retraite rapidement », avertissait M. Bernard Kasriel (Lafarge-Coppée), qui évoque le « gilet » produit par une école qui forme le savoir et par la vie qui façonne les attitudes : « Notre système de tri qui conditionne notre processus de sélection conduit à la pénurie. » M. Jean-François Colin (SNCF) vante le système de promotion interne et le « concept de parcours », qui amène un ingénieur à occuper diverses fonctions. « Mais le problème de la formation d'ingénieur en interne et par la formation professionnelle est à l'ordre du jour », ajoute-t-il en citant les premiers seconds de partenariat sur ce point avec les écoles.

Tandis que M. Pierre Forgas (Hewlett-Packard) déclarait : « bien aimer la double formation, tout le monde, [chez lui], devant être prêt à évoluer », M. Guy Aubert, directeur de l'École normale supérieure de Lyon, plaide, lui, pour : « l'information par la recherche et pas seulement pour les chercheurs ». Et d'expliquer que, dans un groupe chimique allemand, « tout le monde a un doctorat de chimie, même le directeur des ressources humaines ». Une opinion qui ne pouvait que satisfaire M. Jean-Jacques Fayon, Directeur de la recherche chez Renault, ce dernier ne croit pas qu'« on puisse donner une formation polyvalente aux ingénieurs » et pense qu'« il leur faut un contact avec la réalité ».

## Compétents mais pas trop

Revenant alors les caractéristiques des différents filières de formation, plus ou moins coupables d'accommoder les typologies. L'ingénieur d'origine finit par ne plus exercer son métier. L'industriel est encore regardé avec réserve, et pourtant, la plénitude de main-d'œuvre aidant, on commence à se demander si l'on ne devrait pas avoir recours à d'autres formules, telle la formation permanente. Des critiques apparaissent, qui amènent M. Guy Carpiat, directeur de l'ICAM de Lyon, à s'interroger sur ce que seront les enseignements de demain : « Sauront-ils

aller dans l'entreprise ou seront-ils des héros en acceptant d'être moins bien payés que d'autres ou, encore, seront-ils massivement des éternels ? », avant d'ajouter : « Si les écoles font un si mauvais travail, je me demande pourquoi on embauche tant les jeunes diplômés et pourquoi on les paie à des salaires si élevés ? »

Se profilait alors le thème de la carrière, plus proche du deuxième colloque : « La compétitivité des hommes de l'industrie ». Pour justifier les choix d'embauche de l'entreprise, « il faut que tout le monde ait l'ambition de devenir PDG, même si peu y parviennent », explique M. Kasriel. Mais, surtout, chacun à son niveau doit vite connaître « sa contribution à l'essor de l'entreprise, son impact personnel ».

Là encore, et comme en écho, les nouveaux intervenants se partageaient entre ceux pour qui le valeur de l'individu compte moins que le sens du collectif, c'est-à-dire la capacité d'un groupe à être performant, et ceux pour qui il faut offrir des carrières d'experts, peut-être individualistes.

« On ne peut pas faire l'économie de la compétence », proclamait M. Christian Bréher (Bell), pressé par le temps et la situation propre au secteur de l'informatique. « On demandera de plus en plus à nos cadres d'avoir le sens de l'action. » En réplique, M. Michel Forrobert (Digital Equipment France) affirmait en boutade que « l'on a, en France, un management trop compétent », et même que « la surcompétence est trop bloquante dans nos entreprises ».

Autres pays, autres mœurs. M. Horst Frank (Bosch) souligna dans le même ordre d'idées les différences avec la situation en RFA, où l'on préfère la formation en entreprise, où, pour les ingénieurs, les formules en alternance pratiquées en association avec des milliers de PME, comme dans le Bade-Wurtemberg. « Notre corps d'élite, souligne-t-il, est recruté parmi des sous-lieutenants qui peuvent devenir des directeurs généraux. »

Tous d'accord pour confirmer la tendance à l'internationalisation, les

FONDS D

DE

VOUS IMPÔTES  
VOILA

mes idées sont

encore qu'il y

impôts. Avec la

révisée.

grâce aux

de la Société G

monnaie des imp

monétaires. Im

nationale, nous à

et "capitalis

annuelles de

2 000 m

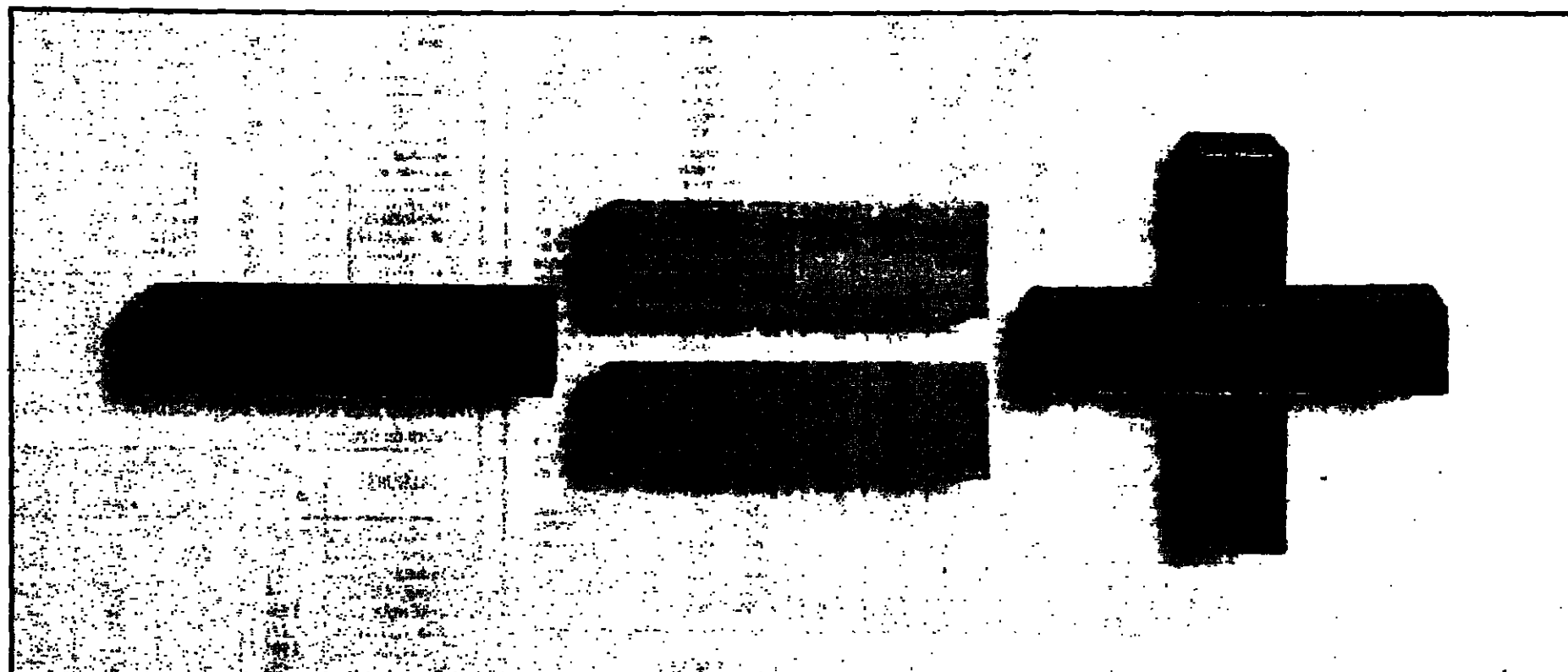
l'enseignement

كله من اليل



## FONDS DE CAPITALISATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

DES PLACEMENTS POUR DIMINUER  
VOS IMPÔTS TOUT EN AUGMENTANT VOTRE CAPITAL.  
VOILÀ UNE ÉQUATION QUI BOULEVERSE  
QUELQUES IDÉES REÇUES.



*Certaines idées semblent ne jamais devoir évoluer. Par exemple, vous êtes nombreux à penser encore qu'un bon rendement de votre capital entraîne nécessairement une hausse de vos impôts. Avec le démarrage de l'Europe financière, voilà une idée qui risque d'être dépassée.*

*En effet, grâce aux nouveaux Fonds Communs de Placement et SICAV de capitalisation de la Société Générale, il est aujourd'hui possible de valoriser votre capital tout en diminuant vos impôts. Que vous choisissiez des placements court terme tels Moné-Plus ou Capimonétaire, long terme tels Sogé-Plus ou Capioblig, ou Intercapi à vocation internationale, vous êtes exonérés d'impôt sur les revenus : ceux-ci sont automatiquement réinvestis et "capitalisés". Vous évitez aussi l'impôt sur les plus-values si le total de vos cessions annuelles de valeurs mobilières ne dépasse pas le seuil fixé annuellement.*

*Dans nos 2 000 agences en France, vous trouverez un conseiller à votre disposition, pour tout renseignement complémentaire.*

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
CONJUGUONS NOS TALENTS.



**PARIS, 26 octobre** —

## Peu d'affaires

au d'affaires, très peu d'affaires  
se, jeudi, rue Vivienne, où,  
endant, après deux jours de  
se, la tendance était plutôt à la  
lisation. L'ouverture n'avait  
rissant pas été brillante  
(1,48 %), mais, progressivement,  
marché regagnait le terrain perdu,  
même un peu au-delà. Vers  
heures, l'indice CAC-40, en  
un très long moment, enre-  
vait une très modeste avance de  
%. Dans l'après-midi, il s'éleva-  
it à 0,15 % au-dessus de son  
au précédent. Il s'élevait en  
de 0,59 %. L'actualité, elle  
ait, était en panne. Les boursiers  
aient rien d'autre à se mettre  
la dent que les derniers faits et  
es de Wall Street, pas très envi-  
euses.

des deux côtés de l'Atlantique, il n'est pas surprenant que les investisseurs attendent l'annonce du PNB américain pour le troisième trimestre, avec d'autant plus d'impatience que la dernière séance de l'année des cours leur a mis les nerfs à vif.

redouté par les milieux finan-  
ciers. Finalement, cela a été 2,5 %  
ref. la Bourse a dansé d'un pied  
d'acier, sans trop savoir quelle  
direction adopter, même après la  
publication de la statistique atlan-  
tique. Phénomène peut-être significa-  
tif de la persistance d'un certain  
doute pour la chose boursière, le  
niveau d'actions Euronext, en-  
duite ce jour, a fait l'objet de  
gros échanges, et son cours a  
dit (+ 12,9 %) par rapport au  
de vente (72 F).

Les cotations de CSF ainsi que  
certificats et titres participatifs  
dit lyonnais ont été suspendus,  
suite Thomson ayant décidé de  
clore toutes ses activités finan-  
cières à l'établissement du bou-  
des Italiens.

**TOKYO, 27 Oct** ↓

## Ventes bénéficiaire

ventes bénéficiaires ont été vendues, les valeurs japonaises à forte capitalisation. Le Japon a enregistré une 446 contribution à la hausse de 100 points de l'indice Nikkei accusant une baisse de 51 511,20 points (- 0,42 %), pour finir à 35 527,29, reprenant 10 points de la moitié du terrain de la veille. L'activité a augmenté et près de 1,5 milliard de transactions ont eu lieu, contre 1,2 milliards jeudi.

Les professionnels, le marché flirtant avec son plus haut niveau historique, les investisseurs ont préféré prendre un peu de distance, d'autant que la maison de Wall Street n'est pas encore parvenue à convaincre tout qu'en cas de début de mois, l'investissement japonais sur les actions japonaises ne sera pas interrompu, pas assez cependant pour éviter le drapage des cours.

VALEURS	Cours du 26 oct.	Cours du 27 oct.
.....	790	795
.....	1 960	1 980
.....	1 810	1 800
.....	3 240	3 280
.....	1 870	1 880
.....	2 310	2 320
.....	1 100	1 100
.....	8 490	8 420
.....	2 650	2 680

ing contrôlant toutes les ac-  
du groupe, a atteint 138 mil-  
de francs au premier semes-  
et table sur un résultat annuel  
environ 250 millions, contre  
millions sur l'ensemble de  
a, indiqués le groupe diversifié  
(transport, énergie, papier...)  
groupe, qui ne publiait pas de  
bilan semestriel en 1984, pré-  
en effet, que « les descriptifs  
de l'activité de la société sont  
lours favorablement, le résul-  
de 1989 devrait progresser  
s mots 20 % ». Bolloré Tech-  
iques, qui contrôle notamment  
l (holding de Bolloré pour  
activités de service et du papier  
garets), a enregistré un chif-  
d'affaires consolidés de  
milliards de francs (dont

Tokuy négocie pour racheter la compagnie. — Le groupe japonais a confirmé qu'il est en négociations pour racheter une autre compagnie Campeon Corp. d'Iloron et la chaîne américaine de magasins Bloomingdale. Celle-ci est filiale de Federated Stores, rachetée par Campeon à l'issue de l'OPA mouvementée de milliards de dollars, et à vendre à la suite des difficultés financières du groupe canadien. Le titre Tokuy Corp., l'une des principales compagnies ferroviaires américaines, est passé de 2550 yens à 240 yens, tandis que les actions de la filiale de distribution, la chaîne de magasins Tokuy, sont passées de 2230 yens à 2270 yens.

**Marché des options négociables le 26 octobre 1989**  
Nombre de contrats : 13 473.

**MATIF**  
Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 26 octobre 1989

## INDICES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES			
COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS

en fin de matinée par une grande banque de la place.

[illegible]



[illegible]

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

26/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rechat net
Obligations																				
Exp. 10/07/77	121	3.781	Compagnie (R)	105	189 00	Mégaron Indus.	...	161	Vinc.	...	105	A.A.A.	1107 02	1000 02	France Genetel	200 57	200 08	Publicis Corporate	124 55	119 45
0,001 5/10/79	100 25	2.986	C.I.C. (Financ. et)	219	219	Mégaron S.A.	72 50	72 50	Wattmex S.A.	...	840	Asfin	241 06	234 81	France Indus. Sec	110 03	105 13	Publicis Persone	852 20	830 85
10,00 5/20/94	102 22	1.896	Chenex (M)	2000	2000	Méditerranée Fin.	301 50	301 50	Banc. de Maroc	...		Asfin	376 06	365 91	France Invest.	458 83	447 04	Publicis Reuss	89 09	89 09
10,25 5/10/94	101 92	1.896	Chenex (M)	1225	1225	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France Obligat.	400 03	405 07	Publicis Reuss	177 28	173 81
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	888 32	888 32
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	288 04	284 77
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	788 03	785 48
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	1185 11	1185 11
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	7782 49	7782 49
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	5578 18	5580 82
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	10822 44	10822 44
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	119 05	117 87
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	1094 76	1083 96
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	112 42	108 46
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	2294 72	2294 72
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss	188 74	184 28
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	101 98	1.896	Chenex (M)	1400	1400	Alfred Delpla	520	520				Asfin	163 44	158 40	France	400 03	409 81	Publicis Reuss		
10,50 5/10/94	10																			

[illegible]

**G : coupon détaché - O : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ★ : marché comin**

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**



